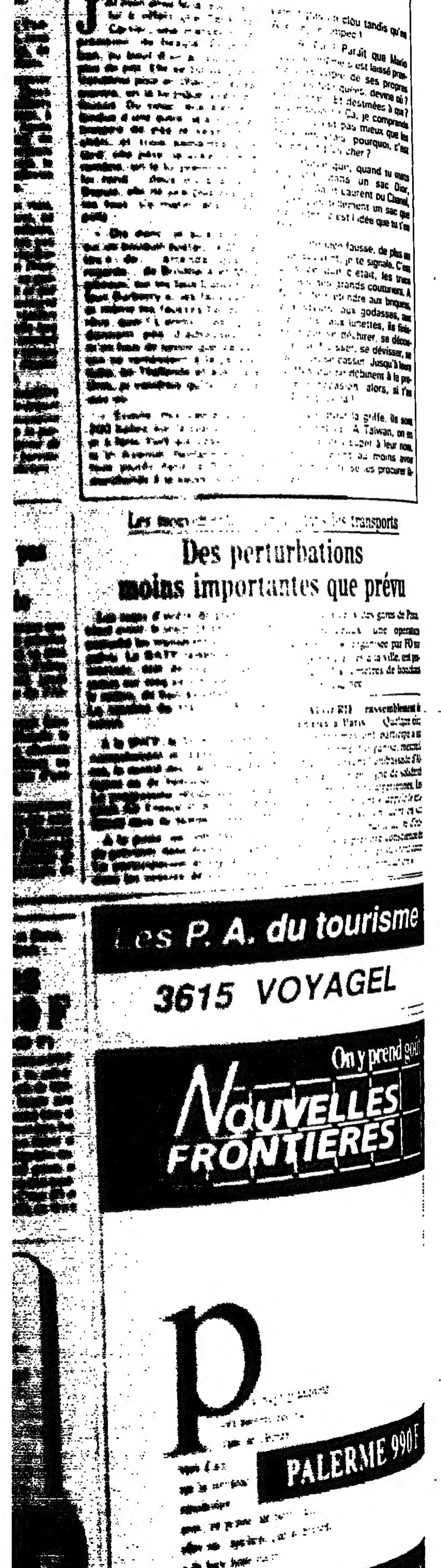



هكذا من الاصل




DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14075 – 4,50 F

SAMEDI 28 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Les tensions en Union soviétique et les nouvelles données de la construction européenne

# Les Lituaniens assouplissent leur position sur l'accession à l'indépendance

*A l'occasion du 55e sommet franco-allemand, MM. Kohl et Mitterrand ont adressé jeudi 26 avril au président du Parlement lituanien, M. Landsbergis, une lettre dans laquelle ils lui demandent de « suspendre pendant un temps les effets » de la déclaration d'indépendance, afin de « faciliter l'ouverture de pourparlers » avec Moscou. Assouplissant sa position, M. Landsbergis n'a pas rejeté cette idée de moratoire ; il a déclaré qu'il examinerait cette proposition franco-allemande « avec attention ».* (Lire nos informations page 4.)

## Un coup de pouce à la perestroïka

QUE ne faut-il pas faire pour la perestroïka ! En invitant officiellement les dirigeants lituaniens, au cours de leur sommet de Paris, à « suspendre pendant un temps les effets des décisions prises » par leur Parlement, MM. Mitterrand et Kohl sont allés bien au-delà de tout ce qu'eux-mêmes et d'autres dirigeants occidentaux tout aussi bien disposés ont jamais fait pour soutenir M. Gorbatchev.

Il est vrai que la déclaration franco-allemande ne met pas en cause la proclamation d'indépendance de la Lituanie ni le « principe universellement admis de l'autodétermination des peuples » – c'est bien le moindre des choses, – et qu'un de ses premiers résultats est de souligner le caractère international du conflit. En bonne logique, M. Gorbatchev devrait dénoncer cette ingérence ouverte dans ce qu'il considère encore comme une affaire interne à l'URSS...

EN réalité, les doutes que suscite cette démarche tiennent aussi à un autre facteur. Même si, comme il est probable, le blocus de Moscou et ces pressions occidentales poussent Vilnius sur la voie des concessions demandées jeudi à Paris, on peut se demander si cela suffira et où M. Gorbatchev va s'arrêter. Le dirigeant soviétique vient en effet de réaffirmer qu'il attend des Lituaniens un retour à la situation du 10 mars, c'est-à-dire l'annulation de fait de la proclamation d'indépendance, pas seulement de quelques lois spécifiques votées depuis lors, comme il le demandait au début du blocus de la République.

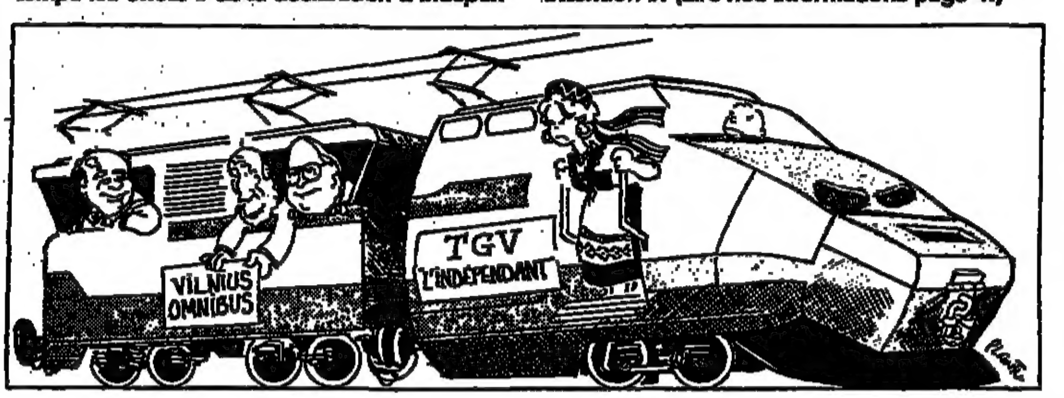
Sur un plan général, le président soviétique, qui a vu, dit-on, un affront personnel dans cette proclamation faite trois jours avant son accession à ses nouvelles fonctions, risque d'avoir la dent dure non seulement contre M. Landsbergis, le président du Parlement de Vilnius, mais aussi contre son ancien féal Brazauskas, le chef des communistes devenus indépendantistes, malgré les récents appels de ce dernier à la conciliation. Il n'a même pas exclu de mettre en place dans la République l'administration présidentielle directe que les « pieds-rouges » appellent de leurs voeux.

C'EST bien pourquoi l'« appel de Paris » aurait eu plus de portée s'il s'était accompagné de l'envoi d'une autre lettre, adressée à M. Gorbatchev celle-là, le mettant en garde contre tout recours à la force, l'invitant à ouvrir le dialogue dans les conditions proposées et à lever son blocus. C'est sans aucun doute, et depuis longtemps, le voeu des signataires, mais cela va encore mieux en le disant.

En fait, c'est probablement l'inquiétude qui l'a emporté. Si MM. Mitterrand et Kohl ont choisi de s'adresser à la seule Lituanie, c'est qu'ils tremblent pour les grands acquis de ces derniers mois en Europe de l'Est et qu'ils lient notamment l'heureuse conclusion de l'unification allemande au maintien au pouvoir de M. Gorbatchev. Le proche avenir devrait dire s'il s'agissait d'un bon calcul ou d'un espoir sans lendemain.

M 0147 - 428 0 - 4,50 F






## Le troisième Gorbatchev

par Michel Tatu

MM. Mitterrand et Kohl ont donc décidé que la survie de M. Gorbatchev devait passer avant toute autre considération, y compris le sort de la Lituanie. Or, si l'avenir de la perestroïka et de son architecte est en effet en question en URSS aujourd'hui, il reste à se poser une autre question : quel Gorbatchev s'agit-il de sauver ?

Tout indique en effet que l'on est rentré, depuis le début de l'année environ, dans une troisième phase du règne inauguré en mars 1985.

Et ce « troisième Gorbatchev » est à la fois plus menacé et plus inquiétant que les deux précédents.

Le premier Gorbatchev était l'apparatchik classique mais plein de promesses qui venait de succéder aux vieillards de la « *stagnation* ». Jusqu'au début de 1987, il n'avait pas fait grand chose, mais on l'excusait par les pesanteurs du système, par la nécessité où il se trouvait de consolider une autorité encore faible, de se libérer des « brejnéviens ».

Le deuxième fut, pendant trois ans, l'architecte d'une perestroïka de plus en plus stupéfiante.

*Lire la suite page 5*

## Ne pas se tromper d'Allemagne

par André Fontaine

On reproche souvent aux militaires d'être en retard d'une guerre. Puisse le sommet de Dublin ne pas être en retard d'une Allemagne.

Il était de bon ton, il y a quelques mois encore, de présenter Helmut Kohl comme un homme aux dons plutôt limités – *« un politicien provincial »*, aux yeux de tel grand diplomate français sa clairvoyance. Aujourd'hui on en est à le soupçonner de vouloir dépecer ses voisins et dominer le continent. Il est vrai que l'appétit vient en mangeant. Que, malgré la valeur des arguments juridiques sur lesquels il s'appuie et le poids pratique très relatif de tels engagements, le chancelier aurait pu montrer un peu plus d'empressement à confirmer la validité de la frontière Oder-Neisse : les Polonais en sont aujourd'hui à souhaiter que l'armée soviétique ne s'en aille pas trop vite... Vrai enfin que bien des Français engagés dans des négociations avec des Allemands ont senti chez eux, soudain, ces temps derniers, comme une bouffée d'arrogance.

Il y a des précédents. L'ancien ministre des affaires étrangères Gerhard Schroeder se demandait aimablement dans les années 60 quand les Français *« cesseraient de vouloir voyager en première avec un billet de seconde »* (1). François Seydoux, ambassadeur à Bonn lorsque, à l'automne 1968, le ministre des finances Karl Schiller refusa la réévaluation du mark réclamée par Paris pour faire face aux fâcheuses conséquences financières des journées de mai, écrit dans ses Mémoires : *« Les Germains bombaient le torse, ils se libéraient de l'amertume accumulée pendant des années. On nous traita sans miséricorde. Voilà à quoi menait la politique de la grandeur : la République fédérale se substituait à la France et s'emparait en Europe occidentale de la direction. »* (2)

L'annexion de la RDA, quels que soient les troubles passagers que puisse occasionner l'échange du mark de l'Est à la parité va encore accroître les moyens à la disposition de la RFA pour s'emparer, selon l'expression de Seydoux, de la direction de l'Europe. Et non plus cette fois de la seule Europe occidentale, de l'Europe tout court : l'effacement de l'URSS lui laisse le champ libre à l'Est.

Est-ce assez pour créditer notre voisine, comme certains n'hésitent pas à le faire, d'aspirations néo-impérialistes ? L'Allemagne d'aujourd'hui n'est pas celle qui a porté Hitler au pouvoir.

*Lire la suite page 2*

(1) Cité par Georges Valance, France-Allemagne : « Le retour de Bismarck », Flammarion, 1990.

(2) F. Seydoux : « Dans l'intimité franco-allemande ». Albatros, 1977.

***Assassinat en Colombie d'un candidat à la présidence***
Les « extradables » ont revendiqué l'attentat contre Carlos Pizarro, ancien chef du mouvement de guérilla M 19
page 6

***La crise en Israël***
M. Shamir a été chargé de former le gouvernement
page 6

***Votes contestés***
Plusieurs députés de l'opposition protestent contre le non-respect par leur groupe de leur position favorable à la réforme constitutionnelle
page 8

***Circulation à Paris***
Vives réactions de MM. Chirac et Lalonde aux déclarations du préfet de police
page 10

***L'archaïsme de l'administration***
Un rapport au ministre de l'économie dénonce les modes de gestion des services des finances
page 29 - section C

***« Zazou » à Chaillot***
Jérôme Savary fait « swinguer » les années noires
page 15 - section B

***Nouvelle baisse des taux***
La Banque de France diminue une nouvelle fois ses taux
page 27 - section C

***Hausse du chômage***
Le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 0,4 % en mars
page 27 - section C

***Fonctionnaires : grève très peu suivie***
Moins d'un fonctionnaire sur trois a cessé le travail
page 27 - section C

**SANS VISA**

Petra, cité des nomades
■ Gastronomie ■ Jeux
pages 17 à 21 - section B

*« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C*

# Le défi au président

## *Comment éviter une gestion qui ne soit pas exclusivement conservatrice ? Tel est pour M. Mitterrand l'enjeu principal*

par Jean-Marie Colombani

Décidément, on ne se refait pas. Toute sa vie (politique, s'entend) François Mitterrand a fait alterner l'usure par le succès, et le sursaut par l'échec. Deux ans à peine après une confortable réélection, née elle-même de l'échec de 1986, voici que reviendrait le temps de l'usure. Ne dit-il pas lui-même qu'il n'existe pas, dans l'histoire de la République, un gouvernement ou une majorité qui ne se soit usé au bout de deux ans ? Voici donc que pèse à nouveau le soupçon de l'irénisme, pour les plus indulgents, de l'agonie pour les plus pressés.

Après des sondages défavorables, la grève de la fonction publique et des services publics est évidemment venue à point nommé : rançon de l'amélioration de la situation économique, qui explique l'appétit de redistribution des salariés, elle a pu être interprétée comme le signe supplémentaire d'un déclin annoncé.

Pourtant, dans la foulée, le succès du sommet franco-allemand, et celui, à l'Assemblée, du projet de réforme constitutionnelle, rendu possible par l'état de l'opposition, paraissent de nature à rétablir M. Mitterrand dans sa fonction, loin des aberrations rennaises, et permettre le retour du président.

Pour faire la part des choses, et tenter d'évaluer l'étendue des dégâts, mieux vaut d'abord revenir aux fondements de la popularité du chef de l'Etat, puisque c'est elle qui flanche. Celle-ci, reconquise en fait en 1986, reposait principalement sur cinq ressorts.

*Lire la suite page 11*



## Sos-Racisme en quête d'un second souffle

Ce n'est pas dans un climat d'euphorie que SOS-Racisme réunit son troisième congrès national, du 28 au 30 avril à Longjumeau (Essonne). Cinq ans après sa création, le mouvement présidé par Harlem Désir est forcé de constater que la xénophobie et l'antisémitisme sont en recrudescence et que les thèmes du Front national gagnent du terrain. SOS-Racisme lui-même est en butte à certaines critiques et cherche un second souffle. Cela ne l'empêche pas de se développer hors des frontières de l'Hexagone.

Le congrès de Longjumeau sera marqué par la publication d'un « manifeste pour l'intégration ».

page 13 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,10 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 2,25 $ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,75 $ ; USA (others), 2 $.

# ÉTRANGER

## Le cinquante-cinquième sommet

# L'harmonie retrouvée entre la France et l'Allemagne fédérale

**Entre ce qui était déjà connu – la proposition faite aux Douze par MM. Kohl et Mitterrand de s'engager sur la voie de l'union politique – et ce dont il est trop tôt pour parler en détail – la sécurité européenne ,– les conclusions du 55e sommet franco-allemand qui s'est achevé jeudi 26 avril à Paris peuvent paraitre un peu fades. Cette rencontre, sur laquelle a régné l'harmonie, n'en aura pas moins marqué une véritable relance des relations franco-allemandes. Le président français et le chancelier ont démontré spectaculairement leur entente sur l'un des sujets les plus sensibles de politique étrangère, la Lituanie, en rédigeant ensemble une lettre au président du Parlement de Vilnius (Lire page 4). Sur l'un des sujets qui avaient fait l'objet de tensions il y a quelques semaines, celui de la frontière germano-polonaise,ils ont répété que tout malentendu était dissipé : M. Kohl en redisant qu'un traité de droit international garantissant cette frontière serait signé par le futur gouvernement de l'Allemagne unie et que d'ici là les Parlements de Bonn et de Berlin-Est s'engageraient solennellement dans ce sens ; M. Mitterrand en ne revenant pas sur la demande qu'il avait autrefois formulée pour qu'un tel traité soit conclu avant l'unification de l'Allemagne.**

**Les relations bilatérales ont été relancées dans plusieurs domaines. Paris et Bonn ont décidé de lancer le développement de l'hélicoptère NH-90, qui attendait le feu vert ouest-allemand. Un communiqué commun a été publié qui affirme l'attachement des deux pays à la norme européenne de télévision haute définition. Français et Allemands ont aussi annoncé leur intention d'étendre leur coopération nucléaire civile aux pays de l'est.**

# Ni M. Kohl ni M. Mitterrand ne remettent en cause le missile Hadès

L'OTAN est sur le point de renoncer à ses armes nucléaires à courte portée (SNF), ont confirmé jeudi 26 avril plusieurs diplomates de l'organisation à Bruxelles. La question de la modernisation de ces armes, les Lance américaines stationnées en République fédérale, qui, l'année dernière, avait provoqué une des plus graves crises qu'ait connues l'alliance atlantique, est ainsi en passe de se régler sous l'effet des bouleversements intervenus ces derniers mois en Europe de l'Est.

La question devait être discutée vendredi entre experts à Bruxelles et les 9 et 10 mai lors d'une réunion du groupe de planification nucléaire de l'OTAN. Mais les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'ils suspendaient leur programme de recherche sur les missiles de remplacement des Lance qui seront obsolètes dans quelques années ; le débat ne devrait donc plus porter que sur la méthode par laquelle on renoncera à cet élément de la panoplie nucléaire occidentale ainsi qu'à une partie de l'artillerie nucléaire et sur les moyens de substitution par lesquels sera assurée la dissuasion et maintenue la doctrine de la réponse flexible.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient pourtant résisté pied à pied l'année dernière à l'offensive conduite par M. Genscher contre la modernisation des SNF, considérées en RFA comme des armes « anti-allemandes » du fait de leur portée (moins de 500 kilomètres). Les motifs avoués de leur revirement sont l'affaiblissement de la menace soviétique, l'improbabilité d'une attaque massive par le pacte de Varsovie en pleine déliquescence et l'impossibilité dans laquelle se trouvent désormais les Occidentaux de justifier politiquement l'utilité de ces armes, dirigées contre des pays d'Europe de l'Est en voie de démocratisation et d'émancipation par rapport au pacte de Varsovie, des pays que les armées soviétiques sont en train ou sur le point d'évacuer.

Les autres motifs, moins avoués, ce sont d'abord les préoccupations budgétaires américaines et, surtout, l'unification de l'Allemagne. La modernisation des SNF était déjà inacceptable en RFA l'année dernière, et il avait fallu trouver un compromis (on s'engageait, une fois mis en œuvre un accord de désarmement conventionnel, à négocier leur réduction avec les Soviétiques, mais on excluait leur élimination totale). Il est devenu impensable aujourd'hui de la faire entériner par une Allemagne en passe de recouvrer son entière souveraineté. Les diplomates qui se sont exprimés jeudi à Bruxelles insistent toutefois sur le fait que l'abandon potentiel des SNF n'entraîne pas l'abandon de la doctrine nucléaire de l'OTAN. La dissuasion nucléaire occidentale devrait à l'avenir reposer davantage sur des missiles placés à bord d'avions, dont les cibles potentielles, plus éloignées, épargneraient les pays de l'Est, une perspective qui suppose malgré tout la disposition des Allemands à les accueillir.

### *Une arme « préstratégique »*

« Et le Hadès ? », a-t-on évidemment demandé à M. Mitterrand et au chancelier Kohl, lors de la conférence de presse qu'ils ont tenue conjointement jeudi, à Paris, à l'issue du 55e sommet franco-allemand. L'étau semble en effet se resserrer sur ces armes françaises, assimilées à des armes de courte portée notamment par une partie de l'opinion d'outre-Rhin qui les perçoit comme étant dirigées contre le territoire allemand. Les arguments avancés contre les Lance ne vaudraient-ils pas contre les futurs Hadès ? Le fait qu'on ne précise jamais quelles sont les cibles potentielles du Hadès et qu'on le présente non comme une arme « tactique » (c'est-à-dire se rattachant à une doctrine postulant l'emploi), mais comme une arme « préstratégique » c'est-à-dire purement dissuasive, ne suffit pas à désarmer toutes les critiques. Le chef du groupe parlementaire de la CDU, M. Alfred Dregger, avait mis les pieds dans le plat à la veille du sommet franco-allemand par une virulente sortie contre le programme français.

C'est à lui que fut tacitement adressée jeudi la réponse, ferme mais sereine, du chancelier Kohl : *« Le Hadès ne me cause aucun souci. S'il n'y avait que des partenaires comme la France dans ce domaine, il n'y aurait aucun problème. »* Le chancelier apportait ainsi un très précieux appui à l'Elysée, dont la position, selon l'expression employée par le chef de l'Etat lui-même, est pour l'instant : *« On ne bouge pas. »*

Les raisons de « ne pas bouger » pour l'instant sont multiples. M. Mitterrand a fait valoir l'inachèvement des négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel et la persistance de fait d'un déséquilibre militaire en Europe.

Si elle veut préserver la crédibilité d'une doctrine qui repose sur la notion d'ultime avertissement, la France doit conserver les différentes composantes de sa panoplie nucléaire. Si elle prétend jouer un rôle clé lorsque viendra le débat sur l'organisation d'un véritable pôle européen de défense, elle doit garder en main le maximum de cartes.

Or ce moment n'est pas venu. La partie essentielle se joue actuellement entre Occidentaux et Soviétiques, à Vienne certes, mais surtout dans le cadre de la conférence à six sur les aspects externes de l'unification allemande. Il faut obtenir des Soviétiques non seulement le maintien de l'Allemagne unie dans l'OTAN (avec des aménagements), mais l'acceptation d'une garantie nucléaire sur le territoire allemand, sans laquelle aucune vraie structure de défense occidentale n'est concevable. Les Allemands devront renoncer à posséder l'arme nucléaire (c'est déjà fait), mais il faut éviter une pression soviétique qui les inviterait à aller plus loin et à renoncer à accueillir toute arme nucléaire sur leur sol. Dans ce contexte, une proposition de défense européenne serait largement aussi malvenue qu'un projet de modernisation des SNF.

Le deuxième acte, peut-être plus complexe encore que le premier, se jouera ensuite entre Occidentaux, et plus particulièrement entre l'Allemagne, la France et les Etats-unis, qui pour l'instant ont chacun intérêt à bien s'entendre avec les deux autres. Il est trop tôt donc pour commencer à confronter les doctrines. Peut-être le débat sera-t-il amorcé lors du prochain sommet de l'OTAN. Les Américains le souhaitent vers l'été. M. Mitterrand le préférerait plus tard, mais il a indiqué jeudi que *« s'il devrait être avancé, la France n'y verrait pas d'inconvénient »*.

CLAIRE TRÉAN

# Accord sur un projet d'hélicoptère militaire

Sous la réserve d'un vote favorable du Bundestag, l'Allemagne fédérale a accepté, jeudi 26 avril, lors du sommet à Paris, de financer le développement du programme NH 90 d'un hélicoptère de manœuvre qui serait partagé avec trois autres pays européens, la France, les Pays-Bas et l'Italie. Le coût de développement de cet hélicoptère de 9 tonnes est estimé à 1 560 millions d'écus (soit l'équivalent de 10,7 milliards de francs). Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, s'y est engagé devant son collègue français, M. Jean-Pierre Chevènement.

Les deux pays sont déjà associés à la conception du Tigre, un hélicoptère de combat pour la lutte anti-chars et la lutte anti-hélicoptères, et ils viennent de le proposer au Royaume-Uni.

Dans le cas du programme NH 90, qui est destiné à l'armée de terre (pour le transport logistique) et à la marine (pour être embarqué sur des frégates), la décision gouvernementale ouest-allemande demeure soumise à l'approbation du Parlement de Bonn. De même, l'officialisation de la participation italienne reste encore à venir. Mais, l'accord de principe entre les quatre pays prévoit une quote-part financière de 36,3 %, chacune, pour la France et l'Italie ; de 21,7 % pour la RFA, et de 5,7 % pour les Pays-Bas. Les besoins des quatres pays sont évalués à un total de six cents à sept cents exemplaires. Le premier prototype devrait voler, au plus tôt, à la fin de 1992 et les livraisons commencer en 1998.

En donnant leur accord à ce programme, qui vient s'ajouter à celui du Tigre déjà acquis, les deux gouvernements approuvent indirectement le projet des divisions « hélicoptères » des deux principaux constructeurs concernés de part et d'autre du Rhin, la société Messerschmidtt-Bolkow-Blohm et le groupe Aérospatiale, de constituer une holding commune, auquel ont été conviés de participer les industriels européens qui le souhaiteraient.

Les deux ministres de la défense sont convenus, d'autre part, de la nécessité de rendre la brigade franco-allemande opérationnelle dans les délais prévus, c'est-à-dire en 1991. Cette unité est en cours d'installation en Allemagne fédérale. Elle devrait compter environ quatre mille deux cents hommes et, à ce jour, elle rassemble, outre un état-major mixte, des détachements d'infanterie, d'artillerie, de lutte antichars, de génie et de logistique en provenance des deux armées. En octobre, la France pourrait déployer à Donaueschingen (Bade-Wurtemberg) un régiment blindé AMX 10 RC, qui est en garnison à Altkich (Haut-Rhin) : le 8e régiment de hussards. Mais ce choix, s'il était confirmé, ne devrait pas être annoncé avant la mi-mai.

# *Ne pas se tromper d'Allemagne*

*Suite de la première page*

*Celle-là était fondamentalement frustrée.* Elle n'avait jamais accepté sa défaite de 1918. L'occupation de la Ruhr, la valse-hésitation de la France entre la politique de Poincaré, qui ne croyait qu'en la force, et celle de Briand, qui prêchait la réconciliation, enfin et surtout la crise de 1929, avec son cortège de misère, ont abondamment nourri la flamme de la revanche. L'aveuglement de la droite traditionnelle allemande, qui n'avait jamais pris au sérieux le caporal autrichien, celui du parti communiste, ce *« géant châtré »* (Arthur Koestler) qui s'est obstiné à voir dans le parti social-démocrate l'ennemi principal, ont fait le reste.

L'Allemagne d'aujourd'hui, ou plutôt celle de l'Ouest, à laquelle celle de l'Est n'aspire qu'à s'intégrer, est, malgré sa fantastique défaite de 45, une Allemagne fondamentalement repue, et qui n'a jamais été aussi peu romantique, aussi peu militariste. Personne ne veut d'armes nucléaires. Presque personne ne veut d'enfants, ce qui la condamne inévitablement, à terme, au déclin.

Ces évidences ne doivent pas masquer bien entendu les risques inhérents à la réunification. Risques auxquels les gouvernements occidentaux ont tout de même eu le temps de penser, puisque, depuis l'entrée de la RFA dans l'OTAN, en 1955, elle est le but, maintes fois répété, de leur politique. L'un de ces risques contient tous les autres : c'est celui d'un excès de poids. La RFA, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, jouaient dans la même division. Aucun ne pouvait prétendre dicter sa loi aux autres. Avec le rattachement imminent de la RDA à sa grande-sœur, cet équilibre est rompu.

### Consacrer les frontières

Constater ce fait n'implique aucune espèce de discrimination particulière vis à vis de l'Allemagne en tant que telle. Ce n'est pas parce qu'elle est l'Allemagne qu'il faut imaginer un système de garanties et de contrepoids : c'est parce qu'elle est de beaucoup la nation la plus puissante du continent. Sauf à penser que la patrie de Beethoven, de Goethe, de Thomas Mann et du Père Kolbe est porteuse jusqu'à la fin des temps de gênes qui la poussent à écraser les autres, elle a droit, comme aux autres nations, à l'égalité de traitement. Certes il faut qu'elle prenne solennellement son parti de ses actuelles frontières, et c'est à quoi, entre autres, servira le traité de paix qu'elle finira bien par signer. Mais pourquoi ne pas demander aux autres d'en faire autant à cette occasion ? Les heurts ethniques ou confessionnels qui se multiplient à l'Est ont autrement de chances de faire couler le sang, dans le proche avenir, que l'irrédentisme germanique.

Il est vrai que beaucoup de ces frontières ne reflètent ni la volonté des peuples, ni la réalité des cultures et des économies. Mais si l'on commence à essayer de modifier le tracé de l'une on s'expose à remettre en question toutes les autres. L'Afrique a été bien avisée, lorsqu'elle s'est émancipée, de s'en tenir aux frontières arrêtées en 1878 par le traité de Berlin, entre les grandes puissances coloniales de l'époque.

A la vérité, l'objectif devait être de faire en sorte que ces frontières aient le moins de nécessité et d'étanchéité possible. Et c'est ce qui fait l'intérêt accru, dans la phase actuelle, de la constitution d'un grand marché européen. Celui-ci tend en effet par définition à dénationaliser les enjeux économiques, en faisant des entreprises, des forces sociales, des consommateurs, et non plus des Etats, les acteurs principaux de la concurrence. C'est sûrement dans une telle perspective que se situe la meilleure réponse à la question posée plus haut à propos du déséquilibre créé à l'intérieur de la CEE par la réunification allemande.

Ce n'est pas une raison pour sous-estimer la nécessité de l'union politique, sur laquelle François Mitterrand et Helmut Kohl paraissent maintenant tout à fait d'accord. Ni pour suivre la dame de fer lorsqu'elle nous presse à demi-mot de reconstituer contre un ami devenu trop puissant la bonne vieille entente cordiale. Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions sur le caractère contraignant des institutions que les Douze et ceux qui les rejoindraient par la suite pourraient se donner. La force de l'Europe, c'est sa diversité, notamment culturelle. Elle perdrait sa raison d'être à vouloir se fondre dans le moule d'une uniformité artificielle, qui la couperait de ses racines et ferait d'elle une simple doublure des Etats-Unis. Elle n'y gagnerait que d'encourager ceux qui agitent, ici, là et ailleurs, en oubliant le sang qu'il a si souvent fait couler, le drapeau des nationalismes.

De même ne faut-il pas trop compter, pour contenir un excès de vigueur de nos voisins d'Outre-Rhin, sur l'OTAN, que tout un chacun, paradoxalement, s'accorde à vouloir conserver malgré la réduction de la menace qui avait entraîné sa création. La suggestion surréaliste du Kremlin de faire participer l'Allemagne réunifiée aux deux alliances à la fois montre bien que celles-ci ne veulent plus dire grand'chose ; plus le temps passera et plus la nécessité apparaîtra d'instituer un système de sécurité continental assez imbriqué pour qu'il soit pratiquement impossible à un pays membre d'utiliser la force contre un autre.

Le pays qui a lâché son morceau d'Allemagne sans coup férir en a perdu pour longtemps le pouvoir de faire peur. Le contribuable américain se fera donc de plus en plus tirer l'oreille pour financer le stationnement des boys en Europe. D'autant plus que, comme l'écrivait récemment l'*Economist*, c'est à Bagdad ou à Jérusalem, et non plus à Washington ou à Moscou, qu'on peut craindre désormais de voir presser le bouton nucléaire.

En ce qui concerne l'Europe, en tout cas, une course de vitesse est engagée entre deux dynamismes : celui de l'union continentale, qui, dans le respect des identités nationales saurait faire prendre conscience à tous ses peuples de leur identité commune ; et celui d'une balkanisation qui équivaudrait à un suicide collectif. Il existe encore de bonnes chances de voir le premier l'emporter, pour peu que les responsables politiques, économiques, sociaux, culturels, s'arrachent enfin à leurs pitoyables querelles, se donnent la peine de mesurer les enjeux et sachent en persuader les citoyens.

Reste que rien n'est jamais acquis et qu'Allemands ou pas, on risque toujours de s'aliéner les gens en les soupçonnant d'une manière qui leur paraît injuste. Rendons grâce à François Mitterrand de l'avoir compris, après un instant d'hésitation et de jouer délibérément désormais la carte de la confiance. La jeunesse allemande, soyons en sûrs, sera sensible à ce message.

Reste aussi tout de même qu'on n'a jamais rien pour rien. Si l'on veut éviter qu'à l'instar des Japonais, nos voisins d'Outre-Rhin exercent, grâce à la puissance de leur monnaie et de leur économie, la prépondérance que leurs pères ont vainement cherché jadis à obtenir par les armes, la première condition est qu'ils ne soient pas seuls à se préoccuper de leur compétitivité. Plus que jamais il faut donc continuer de réduire méthodiquement l'écart d'inflation avec la République fédérale. C'est peut-être prosaïque, mais c'est fondamental.

ANDRÉ FONTAINE

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant*.

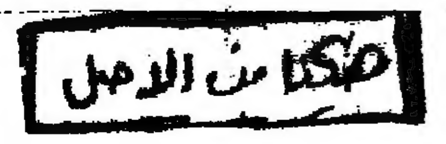
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.



...anco allemand

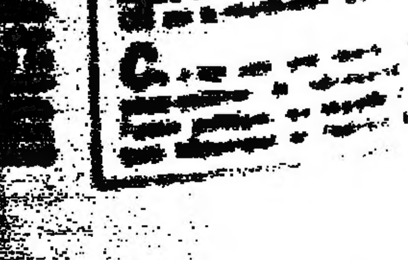
Les ré...
sur la télévi...
embar...



Le cinquante-cinquième sommet

# l'Allemagne fédérale

## Ne pas se tromper d'Allemagne



هكذا من الاصل



# DIPLOMATIE

franco-allemand

## Les réserves de Bonn sur la télévision haute définition embarrassent Paris

Oui au D2 MAC, mais... La déclaration franco-allemande sur la Télévision Haute Définition (*Le Monde* du 27 avril) qui confirme *« l'attachement des deux pays à la promotion de la nouvelle norme de télévision HD MAC »*, soulage les industriels européens - notamment Thomson, Philips, Nokia, réunis au sein du programme Eurêka. Car en confirmant que *« la norme D2 MAC est adaptée en tant qu'étape intermédiaire »*, elle écarte les rumeurs d'une défection allemande, qui aurait pu être fatale à la position européenne dans la compétition mondiale de la télévision haute Définition (le *Monde* des 20 et 26 avril). Le D2 MAC, cette norme de télévision améliorée qui doit ouvrir la voie à la TVHD, reste donc en piste des deux côtés du Rhin. Et les deux pays comptent même developper leur coopération, tant pour les satellites de télévision directe que les réseaux câblés, les télévisions à péage ou la promotion de la TVHD Européenne (dont un groupement d'intérêt économique européen est chargé).

Mais ce point fondamental est assorti de réserves allemandes, qui pourraient bien mettre gouvernement, diffuseurs français et Conseil Supérieur de l'Audiovisuel dans l'embarras. Car la RFA n'est pas satisfaite des programmes choisis pour le satellite français TDF1, et le dit tout haut : *« Il est particulièrement important de diffuser sur les satellites français (TDF1 et 2) et allemand (TV Sat 2) des programmes attractifs avec une prépondérance de programmes en clair »* (Le Monde du 27 avril).

Bref, les Allemands remettent en cause les choix effectués en 1989 par le CSA, et qui privilégient des chaines cryptées et payantes, ou très ciblées comme la SEPT. Et ils demandent *« au gouvernement français d'initier les mesures à prendre dans ce sens, le plus rapidement possible »*.

### *Le dossier TDF 1*

Or cette remise à plat du dossier TDF1 est plus que problèmatique. Le CSA est en effet une institution indépendante du gouvernement. Et les opérateurs déjà choisis n'entendent pas céder obligeamment leur place. *« Remettre en cause la présence de Canal Plus sur TDF1 serait extrêmement grave »*, note ainsi le patron de la chaîne cryptée M. André Rousselet, qui s'interroge sur la notion de *« programme attractif »* et relève que le choix du CSA n'est pas dû au hasard *« puisqu'il est à une chaîne près le même que celui des satellites britanniques BSB ou Sky »*.

En indiquant leur préférence pour des chaînes grand public en clair, les Allemands tablent peut-être sur la défection de certains candidats retenus par le CSA. Première, la chaine cryptée germanophone préparée par Canal Plus et Bertelsmann, pourrait se rabattre sur d'autres moyens de diffusion. Et les nombreux actionnaires de Canal Enfants ont toujours du mal à se mettre d'accord sur leurs objectifs. Si un ou plusieurs canaux de TDF1 se libéraient, la CSA devrait leur trouver de nouveaux occupants. Et pourraient alors revenir en scène des chaînes généralistes comme TF1, A2, voire la Cinq et M6.

Mais dans l'immédiat, rien n'oblige le CSA à revoir ses choix. Et l'aiguillon allemand est même suceptible d'accélerer la composition définitive du « bouquet » de chaînes de TDF1. Dans ce cas, le gouvernement français aurait du mal à donner satisfaction à son homologue d'Outre-Rhin. Et celui-ci pourrait alors arguer de cette carence pour revenir sur son engagement en faveur du D2 MAC. En portant ainsi le débat - jusqu'alors industriel et européen - dans les méandres du paysage audiovisuel français, les réserves posées par les Allemands pourraient bien constituer une mine à retardement.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA



☐ **Afghanistan : réouverture de l'ambassade de France en mai.** – L'ambassade de France à Kaboul, fermée pour *« raisons de sécurité »* en février 1989 avant le retrait soviétique d'Afghanistan, rouvrira dans le courant du mois de mai, au niveau d'un chargé d'affaires par intérim, a-t-on appris jeudi 26 avril à Paris, de source informée. Le candidat pressenti pour ce poste, a-t-on précisé de même source, est l'actuel consul général à Bombay, M. Gildas Le Lidec.

Le Monde

Édité par la SARL le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Administrateur général :
Bernard Wouts
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Rédacteur en chef :
Bruno Frappat.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 45-60-30-00
Télécopieur : (1) 45-60-30-10

Un conseil européen décisif pour l'avenir de la Communauté

## Les Douze s'engagent sur la voie de l'union politique

**Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, réunis le samedi 28 avril à Dublin, devraient prendre des décisions de procédure dont l'objet est de conduire la Communauté, dans le laps de temps très court de trente-deux mois (d'ici au 1er janvier 1993), à une véritable union politique.**

DUBLIN

*de notre envoyé spécial*

S'il est confirmé par le conseil européen, ce nouveau programme de relance de la construction européenne dû à l'initiative conjointe de MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, aboutira à des changements radicaux par rapport à la situation actuelle et même par rapport au projet de marché unique de 1993.

Le champ d'activité économique de la Communauté sera élargi ; l'union économique et monétaire (UEM) mise en place ; et les Douze se montrent décidés à pratiquer des politiques étrangères et de sécurité communes, en s'appuyant sur des institutions sensiblement remodelées.

Certains prétendent que la construction européenne s'essouffle alors qu'elle galope. D'ambitieux plans de relance se succèdent (le marché unique, l'union économique et monétaire, l'union politique), avant même que les objectifs précédemment définis aient été atteints. Après les quelques brèves semaines de choc qu'ont provoquées les bouleversements à l'Est, il apparaît que la Communauté et ses membres sont décidés à jouer ensemble un rôle central, au moment où se redessine l'architecture du Vieux Continent. Tel est le sens de l'initiative franco-allemande qui se combine parfaitement avec le programme de renforcement de la Communauté présenté quelques semaines plus tôt par M. Marc Eyskens, le ministre belge des affaires étrangères.

### *Toujours des réticences britanniques*

L'initiative spectaculaire de Bonn et de Paris a été accueillie de façon positive le 21 avril à Dublin par les ministres des Affaires étrangères de la CEE. Le débat s'ouvre maintenant au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement dans des conditions favorables. Jusqu'à présent, seul le Royaume- Uni conteste sérieusement ce nouveau projet d'union en faisant valoir qu'il y a déjà beaucoup de pain sur la planche européenne. Mais à Dublin, la semaine dernière, les propos de M. Douglas Hurd, le chef de la diplomatie britannique, ne ressemblaient en rien à une fin de non recevoir.

La réaction de Mme Margaret Thatcher constitue une des inconnues du rendez-vous de Dublin. Se résignera-t-elle, comme elle l'a fait pour l'UEM, à participer à l'entreprise (la conférence intergouvernementale sur l'union politique) avec l'idée qu'elle pourra toujours opposer son veto ou bien se dégager si les négociations n'évoluent pas à son goût ? Il ne lui échappe certainement pas qu'un tel blocage, théoriquement toujours possible, serait politiquement difficile à mettre en oeuvre. D'autant que les engagements que les Douze s'apprêtent à prendre pourraient être relativement précis.

Le 21 avril, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères, onze pays se sont montrés favorables au calendrier et à la méthode de travail suggérés par Paris et Bonn. Pour ce qui est du calendrier, le traité instituant l'union politique devrait être mis au point fin 1991. Les ratifications parlementaires pourraient être acquises fin 1992. Le traité entrerait alors en vigueur le 1er janvier 1993.

Quant à la méthode, les ministres des affaires étrangères seront invités à engager leurs réflexions immédiatement, afin qu'un premier rapport puisse être soumis au second conseil européen de Dublin, fin juin. Un autre rapport devrait être prêt pour le conseil européen de Rome, fin décembre. La présidence italienne devrait convoquer les deux conférences intergouvernementales, la première consacrée à l'UEM, la seconde à l'union politique.

### *Les réformes institutionnelles*

La préparation de la première conférence, sur l'UEM, est déjà très engagée, celle de la seconde, sur l'union politique, n'a pas commencé. C'est dire l'ampleur de la tâche qui attend les ministres des affaires étrangères. Cependant, et c'est là un autre résultat de la réunion du 21 avril, l'esquisse du modèle présenté par la France et la RFA, n'a pas été remise en cause par les pays partenaires, mise à part la réserve générale britannique. On peut décrire ce modèle en quatre points :

– Le renforcement de la Communauté. L'idée serait de reprendre pour l'essentiel le mémorandum belge : la Communauté administrerait l'essentiel du domaine économique ; le vote à la majorité qualifiée deviendrait la règle, y compris dans des domaines sensibles comme la politique sociale voire peut-être la fiscalité (un point qui reste à confirmer car, comme l'a remarqué jeudi M. Delors, ce serait faire une entaille sérieuse au principe de la subsidiarité). Les pouvoirs de gestion de la Commission et les pouvoirs de contrôle du Parlement européen seraient accrus. Le président de la Commission pourrait être investi par le Parlement. Les Parlements nationaux seraient associés à la gestion économique de la Communauté.

– L'Union économique et monétaire serait instaurée et les Douze pourraient, on l'a vu, fixer une échéance pour la fin de la conférence intergouvernementale qui, à partir de décembre prochain, sera chargée de définir le contenu des deuxième et troisième étapes de l'UEM ainsi que les aménagements institutionnels qu'elle suppose. Compte tenu de la volonté d'instaurer l'union politique dès 1993, il deviendrait logique que la banque centrale européenne puisse commencer à fonctionner elle aussi début 1993.

– Les Douze mettraient en place une politique étrangère ainsi qu'une politique de sécurité communes. L'entreprise pourrait se faire de façon progressive avec l'idée qu'elle devrait porter, pour commencer, sur le théâtre européen, là où plus qu'ailleurs les Douze ont des intérêts communs méritant une approche collective. D'ici à la fin de l'année, les ministres des affaires étrangères pourraient délibérer du champ d'action exact de cette nouvelle forme de coopération.

– L'union politique exigerait un remodelage institutionnel. Dans l'esprit des Français et des Allemands, la Commission européenne ne pourrait pas devenir l'organe exécutif de la politique étrangère et de sécurité. *« Si l'on met en commun le droit de décider la guerre et la paix, est-il pensable de le confier à la Commission de Bruxelles ! »* s'exclame un fonctionnaire parisien. Dans le projet franco-allemand, le conseil européen deviendrait l'organe central de l'union politique. Il restera à préciser le moyen de le renforcer (un président élu pour deux ans?) et d'assurer la cohérence des différentes composantes de l'union. La réflexion sur ce thème sensible n'a pas été menée à son terme et à en croire les Français aucun document ne sera remis à Dublin aux pays partenaires. Ces projets de réformes institutionnelles n'enthousiasment guère M. Jacques Delors qui, bien entendu, ne souhaite pas voir la Commission ravalée au rang d'un super-organisme technique.

Le conseil européen du 28 avril avait été convoqué pour traiter principalement de deux dossiers : les nouvelles relations à établir entre la CEE et les pays de l'Est, et les modalités d'intégration de la RDA à la CEE. Au cours des dernières semaines, ces questions ont été clarifiées sans que surgissent de divergences sérieuses entre les Douze. Un débat approfondi sur ces sujets, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, n'est donc plus utile.

PHILIPPE LEMAITRE

# EUROPE

La crise entre Moscou et Vilnius

## La réponse de M. Landsbergis à MM. Kohl et Mitterrand témoigne d'un infléchissement de la position lituanienne

**Une lueur d'espoir apparaît dans l'impasse lituanienne. La réponse du président du parlement de Lituanie Vytautas Landsbergis à l'appel du président François Mitterrand et du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl de « suspendre pendant un temps les effets » de la déclaration d'indépendance du 11 mars présente en effet un infléchissement certain de la part de la direction de la république balte.**

MOSCOU

*de notre correspondant*

M. Landsbergis déclare que les responsables lituaniens examineront « *avec attention* » la proposition de MM. Mitterrand et Kohl. Alors que le président lituanien rejettait jusqu'ici catégoriquement de tels appels en faveur d'un moratoire, suggéré également par Moscou de façon discrète, sa réponse constitue en soi un changement, démontrant que la position de Vilnius à l'égard d'une suspension temporaire des lois adoptées depuis le 11 mars est en cours d'examen. Comme pour chercher une issue à l'impasse actuelle, Vytautas Landsbergis a ajouté que l'arrêt du blocus économique de la Lituanie, qui se fait ressentir de plus en plus dans la république balte, permettrait l'instauration d'un dialogue avec Moscou, dialogue que Vilnius espère pour sa part « *le plus tôt possible* ». Le dirigeant lituanien se félicite enfin que la lettre de MM. Mitterrand et Kohl représente « *un pas en avant vers la réalisation de l'indépendance lituanienne* », dans la mesure où le conflit entre Moscou et Vilnius est un problème international et non plus un différend purement intérieur à l'Union soviétique.

### *Statut spécial*

Le Kremlin essaye pour sa part de reprendre l'initiative avec les Baltes. Un porte-parole officiel soviétique indiquait ainsi jeudi qu'une délégation lettone était attendue incessamment à Moscou pour y évoquer l'instauration en Lettonie d'un « *statut spécial dans le cadre de l'URSS* ». Ce « *statut spécial* » permettrait à la république balte d'établir avec Moscou des relations basées « *sur les principes de la confédération* », un terme qui était rejeté par le Kremlin il y a encore quelques semaines pour définir l'avenir des relations entre Moscou et des républiques soviétiques. Ces propositions sur un « *statut spécial* » interviennent à quelques jours de la réunion du parlement letton qui devrait prendre à son tour des dispositions visant à l'indépendance de la république.

Le chef de l'Etat estonien Arnold Ruutel était également attendu vendredi à Moscou pour y rencontrer Alexandre Iakovlev, membre du Bureau Politique et du Conseil présidentiel, mais aussi conseiller écouté de Mikhaïl Gorbatchev. Les Estoniens, qui ont annoncé fin mars l'instauration dans leur république d'une « *période de transition* » devant déboucher vers l'indépendance, s'apprêtent eux aussi à prendre d'autres mesures législatives, en ce sens.

Moscou semble s'acheminer vers une redéfinition radicale de ses relations avec les trois républiques baltes qui, à des degrés et par des chemins divers, entendent obtenir leur indépendance. Riga, Vilnius et Tallinn, malgré leurs divergences d'analyse, sont conscients de leur unité dans leur combat politique. Un responsable estonien reconnaissait d'ailleurs ouvertement jeudi que l'Estonie aidait la Lituanie confrontée au blocus économique, mais il refusait de dire par quels moyens.

Entretemps, un Lituanien s'est immolé par le feu jeudi après-midi à Moscou, près du théâtre du Bolchoï, à deux pas du Kremlin. L'agence TASS a assuré que Stanislovas Jiamaïtis n'avait avancé aucune revendication à caractère politique avant de commettre son geste. L'homme est décédé à l'hôpital où il avait été transporté. – (*Intérim*)

## Le message de MM. Mitterrand et Kohl à M. Landsbergis

*Voici le texte du message du président Mitterrand et du chancelier Kohl adressé jeudi 26 avril à M. Vytautas Lanbsbergis, président du Conseil suprême de Lituanie :*

« M. Monsieur le président,

» Nous partageons une même inquiétude devant l'évolution de la situation en Lituanie.

» Nous souhaitons vous en faire part.

» Le peuple lituanien a manifesté sans équivoque sa volonté d'exercer son droit à la souveraineté.

» On ne saurait lui en faire grief.

» Mais l'Histoire a engendré une situation complexe faite de liens multiples de caractère politique, juridique, économique, leur dénouement exigera du temps et de la patience et devra emprunter les chemins classiques du dialogue.

» Aussi souhaitons-nous que s'engagent au plus vite des conversations entre les autorités soviétiques et vous-mêmes pour que la crise actuelle débouche sur une solution acceptable pour toutes les parties.

» Sans doute conviendrait-t-il, pour faciliter l'ouverture de ces pourparlers, de suspendre pendant un temps les effets des décisions prises par votre Parlement, qui ne perdraient rien de leur valeur dès lors qu'elles s'appuient sur un principe universellement admis : le principe d'autodétermination des peuples.

» Nous vous saluons, monsieur le président, et vous prions d'agréer nos sentiments de sympathie ainsi que nos meilleurs vœux pour vos compatriotes. »

## M. Gorbatchev rejette la « thérapie de choc » pour l'économie

La hausse des prix prévue en janvier 1991 dans le cadre des réformes économiques mais très contestée dans l'opinion fera l'objet d'un débat national préalable de six à huit mois, a annoncé M. Mikhaïl Gorbatchev lors d'une visite à Sverdlovsk (Oural) qu'il poursuivait vendredi 27 avril.

*« Il n'y aura pas de thérapie de choc »*, car *« nous ne voulons pas le marché pour le marché, mais pour que la situation change »*, a aussi affirmé le président soviétique, manifestement sur la défensive dans ce fief de son rival Boris Eltsine, partisan d'une accélération des réformes. Un net freinage des prévisions dans ce domaine a été enregistré à la mi-avril lors d'une réunion de la direction soviétique. Une nouvelle réunion est prévue le 10 mai, a précisé M. Gorbatchev.

Selon des témoins, des contestataires ont par ailleurs brandi des pancartes en soutien à la Lituanie, rapidement brisées par des policiers en civil, lors d'un discours prononcé jeudi par M. Gorbatchev devant quelque 200 personnes au Palais de la Jeunesse à Sverdlovsk. – *(AFP, AP.)*

Roumanie

## Aucun signe de lassitude parmi les manifestants

Aucun signe de lassitude n'était discernable, vendredi 27 avril dans les premières heures de la matinée, parmi les manifestants qui occupent depuis dimanche dernier la place de l'Université, dans le centre de Bucarest.

Peu avant 8 heures, un millier de personnes barraient toujours le boulevard Balcescu, où la plupart d'entre elles avaient passé toute la nuit. Dans la nuit de jeudi à vendredi, une foule record de plusieurs milliers de manifestants s'était réunie pour écouter une série d'orateurs, dont certains représentants des grands partis traditionnels jusque-là à l'écart du mouvement. Les intellectuels réunis dans le groupe du Dialogue social, qui compte dans ses rangs deux ministres, ont également pris position en faveur des revendications des manifestants.

Le Front de salut national, qui est la cible des critiques des manifestants, a appelé de son côté à un « *rassemblement électoral* » vendredi après-midi sur une autre place du centre ville, à 3 kilomètres de là. Selon l'agence Rompres, des mineurs du bassin de Jiu ont appelé le gouvernement à prendre des mesures contre les manifestants de la place de l'Université.

Par ailleurs, le procès du frère du président Ceausescu, le général Nicolae-Andruta Ceausescu, a repris jeudi après trois semaines d'interruption.

A Paris, l'ambassadeur de Roumanie en France, M. Alexandru Paleologu, a déclaré vendredi matin qu'il estimait personnellement que les élections fixées au 20 mai dans son pays devraient être reportées jusqu'à l'automne.

Cela permettrait de « préparer sérieusement la campagne électorale, de façon parfaitement équitable et à chances égales », a affirmé M. Paleologu, qui était invité de la chaîne de télévision française Antenne 2. – (*AFP, Reuter.*)

RFA : Malgré l'attentat dont il a été victime

## M. Lafontaine pourra conduire le SPD dans la bataille pour les élections générales

BONN

*de notre correspondant*

Le candidat social-démocrate à la Chancellerie, M. Oskar Lafontaine, semblait vendredi matin 27 avril hors de danger, quelque quarante heures après l'attentat dont il a été victime lors d'un meeting électoral à Cologne. « *Compte tenu des circonstances, son état de santé est satisfaisant* », a déclaré le professeur Heinz Pichelmaier qui l'a opéré pendant plus de deux heures dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, qui s'est rendu jeudi au chevet du patient, a indiqué l'avoir trouvé « *en bonne forme* ». « *Il s'est levé un court instant et a même fait quelques plaisanteries ce qui est évidemment bon signe* », a-t-il ajouté. L'évolution satisfaisante de l'état de santé du « Napoléon de la Sarre » a suscité un vif soulagement au sein du SPD et de la classe politique tout entière. Tout semble indiquer en effet que la bataille pour les élections générales, prévues en décembre, se déroulera bel et bien entre le chancelier Kohl et son rival Oskar Lafontaine.

Par ailleurs, la police de Cologne a procédé jeudi matin à la première audition de l'auteur de l'attentat, une Allemande de l'Ouest âgée de 42 ans, Mme Adelheid Streidel, qui ne jouit pas de toutes ses facultés mentales et devrait prochainement être internée dans un institut spécialisé. – (*Intérim.*)



GRÈCE

## M. Mitsotakis a obtenu la confiance du Parlement

ATHÈNES

*de notre correspondant*

Le premier ministre conservateur Constantin Mitsotakis a obtenu, jeudi soir 26 avril, la confiance de la majorité des députés grecs (152 voix sur 299 présents) pour appliquer son programme de gouvernement, caractérisé par l'austérité et le libéralisme en matière économique (*le Monde* du 26 avril).

M. Mitsotakis a eu le soutien des 150 députés de son parti Nouvelle Démocratie, celui du député de la petite formation de centre droit Diana et celui d'un des deux députés représentant la minorité musulmane concentrée en Thrace occidentale (nord-est de la Grèce). Les 124 députés socialistes présents appartenant au PASOK, les 21 parlementaires de la Coalition de gauche et du progrès (dominée par les communistes) ainsi que la représentante des écologistes ont voté contre. Le second député de la minorité musulmane s'est abstenu.

Le chef du PASOK, M. Andréas Papandréou, comme celui de la Coalition de gauche, M. Harilaos Florakis, ont reproché au gouvernement de porter atteinte aux intérêts des travailleurs. En revanche, la Fédération des industriels a estimé que le programme de M. Mitsotakis « *répondait aux besoins de l'économie nationale* ».

D. K.

## EN BREF

□ **Irlande du Nord : un protestant assassiné à Belfast.** – Un protestant de vingt-trois ans a été assassiné mercredi soir 25 avril, à Belfast par un commando paramilitaire protestant. Selon des témoins, quatre hommes masqués ont tué M. Brian Kimm après avoir tenté d'assassiner un autre homme qui leur avait échappé. Au moment de prendre la fuite, le commando a ouvert le feu sans discrimination sur M. Kimm, marié et père de trois enfants, qui passait par hasard. – (*AFP.*)

□ **ITALIE : Assassinat d'un ancien maire démocrate-chrétien.** – Un conseiller municipal démocrate-chrétien, l'avocat Antonio Buonaiuto, a été assassiné jeudi matin 26 avril alors qu'il sortait de son domicile à Herculanum, près de Naples. Ancien maire d'Herculanum, il était candidat aux élections municipales du 6 mai prochain. Il s'agit du quatrième homme politique démocrate-chrétien assassiné dans la région depuis le 12 avril dernier.

□ **URSS : Vingt-neuf espions exécutés depuis 1985** – Trente espions, dont deux agents du KGB, ont été arrêtés en URSS depuis le début des réformes de M. Gorbatchev et tous sauf un ont été exécutés, a déclaré le général du KGB Alexandre Karbainov, cité jeudi 26 avril par le journal japonais *Sankei Shimbun*. – (*Reuter.*)

# Le troisième Gorbatchev

*Suite de la première page*

L'histoire retiendra de cette période l'avènement de la glasnost et du parlementarisme dans la vie soviétique, le retrait d'Afghanistan et la détente non plus seulement politique, mais idéologique avec l'Ouest, la disparition du mur de Berlin et du communisme en Europe de l'Est. Même s'il n'avait pas tout prévu, loin de là, et s'il gérait plutôt mal que bien les tempêtes nationalistes dans son propre pays, Mikhaïl Gorbatchev a pu passer à bon droit comme un libérateur, sinon chez lui, du moins chez ses anciens vassaux et devant l'opinion occidentale.

Le « Gorbatchev numéro 3 » de 1990 a trois visages beaucoup moins avenants et d'ailleurs contradictoires : celui de l'homme à poigne, qui mate non seulement les Caucasiens en mal de pogroms, mais aussi les Lituaniens qui avaient cru pouvoir légalement profiter de la démocratie qu'on leur offrait ; celui du *« président de l'URSS »*, qui concentre de plus en plus de pouvoirs ; enfin celui qui, malgré ces pouvoirs, maîtrise de moins en moins les problèmes, recule et improvise.

Il n'y a pas en effet que la Lituanie. La reculade spectaculaire à laquelle M. Gorbatchev vient de se livrer à propos de la réforme de l'économie indique que le mal est plus ancien et la crise plus profonde.

Le seul point commun aux trois périodes du règne est en effet la détérioration constante de la situation économique, qui n'a jamais été aussi mauvaise depuis l'immédiat après-guerre. Or si l'on n'hésite plus aujourd'hui, non sans raison, à en rendre responsable M. Ryjkov, le chef du gouvernement en place depuis cinq ans, le chapeau doit aussi être porté par le chef du parti et de l'Etat, qui a annoncé successivement, dès 1987, une *« réforme radicale »*, puis, en mars dernier, son *« accélération »* et aujourd'hui sa *« décélération »* avant même d'avoir commencé l'une ou l'autre.

C'est si vrai que Même M. Primakov, président du Soviet de l'Union et fidèle soutien de M. Gorbatchev, en venait à regretter, dans un récent entretien publié par l'hebdomadaire *Arguments et Faits*, que le secrétaire général ne se soit pas montré *« plus exigeant »* en matière économique du temps où ce domaine relevait du parti. Or rien n'a changé avec le transfert du pouvoir au conseil présidentiel, qui a étalé à ce sujet les mêmes blocages et les mêmes hésitations que naguère le bureau politique. Si l'on sait que cette nouvelle instance est entièrement nommée par le président et qu'elle n'a en outre qu'un rôle consultatif, il faut bien en conclure que le problème se situe plus haut.

### Des institutions improvisées

De fait, les conditions dans lesquelles M. Gorbatchev entend exercer ses nouveaux pouvoirs suscitent beaucoup d'interrogations. Sans doute les quinze membres de ce conseil présidentiel sont-ils plus représentatifs que le politburo par l'âge (58 ans en moyenne contre 63 au politburo) et la composition nationale (69 % de Russes contre 75 % à la direction du parti), même s'il ne compte toujours pas une seule femme . Mais l'on se demande comment des gens aussi divers par la fonction et l'idéologie pourront coopérer, voire coexister : ainsi l'écrivain Raspoutine, considéré comme un protecteur occulte de l'association chauvine Pamiat, siège à ce conseil (dont il est le seul membre non communiste) aux côtés d'Alexandre Iakovlev et Stanislav Chataline, qu'il dénonçait nommément, dans l'hebdomadaire *Literatournaia Rossia* du 2 mars, comme chefs de file des *« russophobes »*...

De leur côté, les experts américains ne cachent pas leur perplexité en apprenant que ce conseil présidentiel hérite des fonctions du conseil de défense, l'organe restreint par lequel le bureau politique du parti traitait des questions de sécurité. Non seulement la nouvelle institution, avec ses écrivains et ses syndicalistes, ne ressemble guère à son pendant qu'est le conseil américain de sécurité nationale, mais M. Lev Zaïkov, l'homme qui était le numéro deux du conseil de défense derrière M. Gorbatchev et qui continue apparemment de s'occuper de la politique militaire, ne siège pas au conseil présidentiel...

En outre, avec ce changement, M. Gorbatchev s'est brouillé encore un peu plus avec beaucoup de monde. M. Ligatchev était l'expert agricole du parti. C'est maintenant le membre du conseil présidentiel Albert Kauls, un agronome letton, qui assure avoir été choisi comme conseiller agricole du président. Et l'on ne sait plus très bien qui va être le plus influent dans le domaine économique, entre les technocrates Ryjkov et Maslioukov d'une part, les « académiques » Chataline et Primakov d'autre part, sans parler des conseillers officiels ( M. Petrakov) ou officieux (Beaucoup des économistes qui vont de colloque en colloque à l'Ouest se présentent comme « conseillers » de M. Gorbatchev) .

Cela veut-il dire que MM. Ligatchev, MM. Ryjkov, Zaïkov et autres grands dirigeants d'hier sont sur la touche ? Pas vraiment, car d'une part ils gardent la haute main, dans le gouvernement, l'administration et le parti, sur les courroies de transmission sans lesquelles le pouvoir présidentiel est condamné à tourner à vide ; d'autre part leurs troupes se mobilisent de toute façon, et non sans succès.

Déjà les élections locales de mars, malgré la victoire des libéraux dans certaines grandes villes, ont vu les appareils traditionnels résister beaucoup mieux que prévu dans les provinces profondes. Plus récemment, l'appel à la purge lancé par le comité central du parti contre les partisans de la *« plateforme démocratique »* n'a pas été seulement un contre-exemple de démocratie trois mois avant un congrès du parti dont l'objet aurait dû être précisément de départager ses divers courants. A la satisfaction de M. Ligatchev, qui demandait cette purge depuis longtemps, celle-ci devrait aider les « orthodoxes » à garder le contrôle du congrès et, en attendant, celui des immeubles, journaux et autres nombreux moyens sur lesquels s'appuyait l'Etat-parti.

Autre camouflet pour le secrétaire général : la récente réunion des communistes de Russie à Leningrad a annoncé la constitution d'un parti distinct pour la plus grande république de l'URSS, ce que M. Gorbatchev avait souhaité éviter. Or non seulement ce parti russe, sous la conduite probable de M. Guidaspov, chef du PC dans l'ancienne capitale, sera vraisemblablement un nouveau bastion du conservatisme, mais toute l'affaire s'est déroulée sans une seule référence au *« bureau du PCUS pour la Fédération de Russie »* créé il y a cinq mois seulement et que préside ... M. Gorbatchev.

### 4 % de Soviétiques optimistes

Il est vrai qu'à force d'accumuler les casquettes, l'intéressé lui-même finit sans doute par s'y perdre. Mais la prolongation des tergiversations passées (alors que l'on légitimait le régime présidentiel par la nécessité d'y mettre fin) et l'improvisation dans laquelle se mettent en place les nouvelles institutions réduisent son autorité morale, la seule qui compte : non plus seulement aux yeux de la population, qui ne se fait plus d'illusions (4 % des soviétiques pensent que l'année actuelle sera meilleure que la précédente, contre 34 % l'an dernier, selon un récent sondage d'*Ogoniok*), mais aussi dans la classe politique, même auprès des premiers compagnons d'arme de la perestroïka. M. Gorbatchev a beau patronner une nouvelle loi destinée à préserver *« la dignité du président »*, il est douteux que cela suffise à remonter la pente.




En réalité, le tournant s'est situé sans doute non pas au moment de la crise lituanienne, mais au creux de l'hiver, avec la nouvelle aggravation de la crise économique, les nouveaux affrontements dans le Caucase et surtout les événements d'Europe de l'Est. Dans un entretien d'une rare franchise publié par *Ogoniok*, Edouard Chevardnadze a raconté qu' *« on »* le rend coupable – lui ministre des affaires étrangères, mais aussi par conséquent le numéro un – d'avoir permis *« l'effondrement du camp socialiste »*. Il se défend en accusant à son tour ces *« pouvoirs qui se cachaient derrière leurs propres baïonnettes et celles des autres »*, sans cacher pour autant que ces accusations lui *« font mal »*.

Aux yeux de l'occident en revanche, le vrai problème provient du décalage qui s'est créé entre une URSS restée aux trois quarts communiste et des pays qui ne le sont plus du tout, alors qu'il y a un an encore, tout le bénéfice du changement allait à M. Gorbatchev. Ou encore, et plus généralement, du fait que la question de savoir si le communisme peut être réformé n'a toujours pas encore trouvé sa réponse. Les anciens satellites européens – du moins ceux du Nord, de la Pologne à la Hongrie – l'ont résolue en détruisant purement et simplement l'ancien régime pour bâtir quelque chose qui a au moins le mérite d'exister à leur porte : un système à l'occidentale. Leurs difficultés sont immenses, mais du moins ils savent où ils vont.

M. Gorbatchev, lui, sous le poids de son empire en perdition et de ses propres pesanteurs, essaie de réformer le système dont il a hérité. Le résultat est qu'au lieu de le détruire, il en a aggravé les effets désastreux et que personne, pas même lui, ne semble savoir où il va. Tirant, une fois de plus, au bénéfice de ses échecs, il utilise à son profit la traditionnelle horreur du vide des hommes d'Etat occidentaux, qui s'emploient à lui sauver la mise.

Mais si ceux-ci entendent par là préserver ce que l'on appelle le « statu quo », ils risquent de se tromper lourdement . D'abord parce que le « Gorbatchev 3 » d'aujourd'hui risque de ressembler de moins en moins au « libérateur » de l'an dernier, tout en perdant l'autorité et les capacités qu'on lui attribuait. Ensuite parce que la stabilité, c'est fini : comme l'écrit Peter Reddaway dans une suite à un article remarqué sur « la voie de l'anarchie », l'URSS est condamnée à passer, à court terme, par *« de grands bouleversements, incluant des coups d'Etat, des tentatives de coups, la révolution, l'éclatement et même la guerre civile »*. Certes, le pire n'est pas toujours sûr. Il reste que la situation anarchique dans laquelle s'enfonce l'URSS n'est pas le fait, loin de là, de la seule petite Lituanie.

MICHEL TATU









# PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après l'échec de M. Pérès

## M. Shamir va tenter de former un gouvernement de droite

JÉRUSALEM

*de notre correspondant*

M. Shimon Pérès a perdu son pari. Le chef du Parti travailliste ne sera pas le prochain premier ministre, et les perspectives de négociation avec les Palestiniens paraissent plus éloignées que jamais au moment où la situation dans les territoires occupés connaît un regain de violence : trois morts et une centaine de blessés par balles jeudi 26 avril.

M. Pérès croyait au mariage de la gauche et des partis religieux pour composer une majorité de gouvernement en faveur d'un processus de paix. Ce couple-là n'existe pas et, en dépit d'une cour assidue de plusieurs semaines auprès des rabbins, M. Pérès a dû baisser les bras et informer le président de l'Etat, M. Haïm Herzog, qu'il renonçait à former un gouvernement. Le mandat a été transmis au patron du Likoud, M. Itzhak Shamir, premier ministre de l'actuel gouvernement de transition, à qui il revient de tenter la même danse de séduction autour du bloc religieux, tout aussi indispensable à la droite pour assembler une majorité.

Pour M. Pérès, l'échec est patent ; sa réputation de maître tacticien en prend un sérieux coup. Il n'a pas réussi à transformer l'essai marqué le 15 mars lorsqu'il obtint la rupture de la coalition d'union nationale Likoud-travaillistes et la mise en minorité de M. Shamir à la Knesset. M. Pérès avait choisi son terrain, celui du processus de paix, et avait sauté sur l'occasion dès que M. Shamir s'était refusé à accepter les propositions américaines – le « plan Baker » – pour organiser un dialogue israélo-palestinien. Le chef travailliste avait alors bénéficié d'un moment de mauvaise humeur de certains des partis religieux – Shas et Agoudat Israël – à l'égard de M. Shamir, qui lui avait permis d'obtenir un vote de censure. Mais cette majorité de mécontents ne fit pas une majorité de gouvernement. Passé leur quart d'heure de témérité, les rabbins sont revenus dans le giron de la droite. Ce n'est pas qu'ils aient des idées bien arrêtées sur la question des territoires occupés : une bonne partie des chefs des partis orthodoxes seraient, en ce domaine, plutôt d'accord avec les travaillistes – c'est-à-dire partisans d'un compromis territorial. C'est plutôt affaire de sensibilité culturelle : l'alliance avec le parti de la laïcité militante – les travaillistes – se fait moins facilement qu'avec celui – le Likoud – qui cultive dans ce domaine un conservatisme un tantinet hypocrite.

### *La classe politique exsangue*

M. Shamir sort donc vainqueur de la longue épreuve de force que lui a imposée M. Pérès. Une fois de plus, le chef du Likoud tient bon dans la tourmente. Il a étouffé le plan Baker – qu'il qualifie publiquement de « *diktat* » – comme il l'avait fait des précédentes initiatives américaines ou travaillistes ; il a résisté aux assauts de ses concurrents dans son propre parti ; il sauve le statu quo dans les territoires. C'est sans doute une triste victoire, qui laisse la classe politique exsangue et le pays épuisé de ces jeux politiques ; mais c'est une victoire qui traduit bien l'extrême indécision et la perplexité de l'opinion dès qu'il s'agit d'envisager une amorce de négociation avec les Palestiniens.

En comptant sur un ou deux retournements, M. Shamir pourrait réunir les soixante et un députés dont il a besoin pour obtenir l'investiture de la Knesset. Il serait à la tête d'un gouvernement religieux droite-extrême droite constituant le cabinet le plus extrémiste que le pays ait connu, mais que M. Shamir n'entendrait maintenir que le temps nécessaire – quelques mois ? – permettant aux travaillistes de panser leurs plaies et de venir le rejoindre dans une nouvelle formule d'union nationale. M. Shamir souhaite l'union nationale parce qu'elle facilite ses relations avec les Etats-Unis et lui permet de résister aux demandes des religieux et de l'extrême droite.

La réponse dépendra du vif débat qui s'est engagé au sein du Parti travailliste. Le numéro deux du parti, M. Itzhak Rabin, a déjà entamé la bataille de succession en appelant à l'union nationale, pour empêcher, dit-il, que la droite ne s'empare du gouvernement. M. Pérès n'entend aucunement céder le terrain et, avec la gauche du parti, prônera, sans doute, l'opposition à tout gouvernement d'union nationale qui n'accepterait pas le plan Baker.

### *Le réchauffement de l'intifada*

Les Palestiniens n'étaient pas seulement au cœur du débat politique jeudi. L'intifada s'est réchauffée sur le terrain. Dans le camp de Jabalya, dans le nord de la bande de Gaza, les cérémonies dans les cimetières accompagnant la fête de la fin du ramadan – l'Aïd el Fitr – ont dégénéré en affrontement avec l'armée. Plus d'un millier de personnes, dit-on, ont mené, à coups de pierres, de bouteilles et de barres de fer, une bataille rangée contre un poste de soldats, qui dut être secouru par des hélicoptères et des blindés légers. L'armée a tiré : deux Palestiniens ont été tués et plus d'une centaine d'autres blessés par balles, selon les hôpitaux.

C'est un des bilans les plus lourds depuis longtemps ; la mobilisation s'est étendue à d'autres secteurs du territoire de Gaza, qui a été déclaré zone militaire et fermé à la presse. Bataille aussi à Kabatye en Cisjordanie, où un jeune homme a été tué par les tirs des soldats et plusieurs autres blessés, cependant que toute la ville de Naplouse était placée sous couvre-feu.

ALAIN FRACHON

ÉGYPTE

## Quatre tués dans un affrontement entre la police et des manifestants

LE CAIRE

*de notre correspondant*

Quatre personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées le jeudi 26 avril dans la ville de Manfalout, à 300 cents kilomètres du Caire, quand la police a tiré sur quelque quatre cents manifestants.

Les autorités de Manfalout avaient interdit « *la procession du Palanquin* », une manifestation traditionnelle précédant la prière de la fête du Fitr. Selon le communiqué du ministère de l'intérieur, les manifestants ont refusé d'obtempérer et se sont livrés à des actes de vandalisme. La police a alors tiré des balles en plastique. Des coups de feu sont partis du côté des manifestants. La police a ensuite tiré au petit plomb puis arrêté près de deux cents personnes. Cet incident ne semble pas avoir impliqué les islamistes.

Une trentaine d'entre eux ont, par ailleurs, été appréhendés dans les provinces d'Assiout et de Minieh, en Haute-Egypte, au Fayoum à 100 kilomètres au sud du Caire et à Suez. Ils sont accusés de « *distribution de tracts visant à semer le désordre avant la fête du Fitr*. Un islamiste, qui avait tué un gardien, a été abattu par les forces de l'ordre au Fayoum.

ALEXANDRE BUCCIANTI

KOWEIT

## La police réprime une manifestation de l'opposition

L'émir de Koweït, cheikh Jabel el Ahmed el Sabah a fixé mercredi 25 avril par décret la date du 10 juin pour la tenue des élections des cinquante membres du Conseil national qui pendant quatre ans remplacera le parlement dissous. Vingt cinq autres membres seront désignés personnellement par le souverain koweïtien.

Les partisans d'un retour à la vie parlementaire qui estiment que cette assemblée n'aura aucun pouvoir réel et comportera trop de représentants désignés arbitrairement, poursuivent leur action de protestation. Plusieurs milliers d'entre eux s'étaient rendus tôt dans la matinée de jeudi à la mosquée de Yarmouk pour y prier à l'occasion de la fête musulmane de l'Aid el Fitr. Ils comptaient se rendre ensuite au domicile de M. Ahmed Saadoun, l'ancien président du parlement dissous, mais n'ont pu y parvenir, la maison étant encerclée dès l'aube par les forces de sécurité.

Un millier d'entre eux se sont alors dirigés vers le domicile de M. Saleh el Fadala, l'adjoint de M. Saadoun, pour lui présenter leurs voeux. Mais ils ont été violemment dispersés par les unités spéciales de la police qui ont utilisé des gaz lacrymogènes et des eaux colorantes. Une vingtaine de personnes ont été blessés.





# AMÉRIQUES

COLOMBIE : l'attentat contre Carlos Pizarro ancien chef du mouvement de guerilla M 19

## Les « extradables » revendiquent l'assassinat d'un troisième candidat à la présidence

**L'assassinat, jeudi 26 avril, de Carlos Pizarro, ancien leader du mouvement de guérilla M 19 et candidat à l'élection présidentielle du 27 mai prochain, a été revendiqué par le groupe des trafiquants de drogue dit des « extradables ». La victime a été tuée par balles, à bord d'un avion de la compagnie colombienne Avianca effectuant un vol intérieur. Dans un appel téléphonique à une radio de Bogota, un interlocuteur anonyme a précisé que les « extradables » avaient « *tiré au sort* » pour savoir lequel des candidats à la présidence ils allaient exécuter et que les attentats continueraient jusqu'à ce que le gouvernement signe avec les trafiquants « *un traité politico-militaire* ».**

« *Je sais parfaitement que je peux être assassiné dès que je me lancerai ouvertement dans la politique. J'en assume le risque...* » Sinistre prophétie ! La voix calme, le masque impénétrable que n'éclairait aucun sourire : Carlos Pizarro, leader charismatique du M 19, savait que la lutte « légale » serait plus dangereuse que la guérilla qu'il disait vouloir abandonner sans regrets. Il affirmait : « *Je veux être candidat à la présidence* ! » C'était en novembre 1989, dans son nid d'aigle de Santo-Domingo, bourgade abandonnée au pied du glacier du Huila. Un lieu hautement stratégique du Sud colombien où se croisent encore divers groupes de guérilleros théoriquement « unis » aujourd'hui. Le numéro un du M 19 avait installé son campement dans une baraque en bois, à l'aplomb du torrent, protégé par ses derniers combattants, des garçons et des filles très jeunes, en uniformes dépareillés mais équipés de lourds fusils d'assaut américains. Un territoire « libre » de quelques kilomètres carrés où Carlos Pizarro négociait son adieu aux armes avec les envoyés du président Barco. Une négociation critiquée à la fois par une partie de la classe politique de Bogota et certains autres mouvements de guérilla.

Mince, un visage aigu et un regard de fièvre : l'homme avait du charme. Intelligent, cultivé, ce fils de très bonne famille était devenu le principal dirigeant du M 19 à la suite de la disparition des autres chefs dans la folle aventure de l'occupation du palais de justice de Bogota, en novembre 1985 (l'opération se solda par la mort des membres du commando et celle de dizaines d'otages) ; Carlos Pizarro n'y avait pas directement participé. Il admettait sans trop de détours que cette action avait été « *une erreur* ». Sans renier l'essentiel, il poussait plus loin encore l'autocritique, regrettait les « *excès de la guérilla* », affirmait vouloir défendre « *par le verbe* » ce qu'il avait, disait-il, « *si longtemps recherché les armes à la main* ». Le plan politique qu'il comptait exposer aux électeurs ne pouvait pas, précisait-il, « *choquer une social-démocratie* ».

### *Assurance sur la mort*

Détail important : Carlos Pizarro se prononçait contre l'extradition des Colombiens impliqués dans le trafic de drogue et réclamés par la justice des Etats-Unis. « *Une garantie* », commentait récemment un éditorialiste du *Tiempo*, *une assurance prise aussi par bien des dirigeants politiques.* » Une assurance sur la mort?

Pièce maîtresse du plan de pacification du gouvernement Barco, le passage délicat du M 19 de la guérilla à la lutte politique avait failli capoter après l'assassinat – par les « narcos » ? – de Bernardo Jaramillo, dirigeant de l'Union patriotique (UP) et candidat, lui aussi, à la présidence. Le dialogue renoué, la candidature de Pizarro à cette même charge n'aurait pu être déposée légalement sans un sérieux coup de pouce des autorités. Mais très vite, le M 19 a surpris par son dynamisme obtenant près de 10 % des voix aux municipales de mars 1990. La performance électorale du M 19 rappelle celle du MAS vénézuélien de Teodoro Petkoff, ex-guérillero devenu chef de la troisième force politique de son pays.

Carlos Pizarro, à son tour, était-il en passe de devenir un ténor politique à Bogota, et qui l'a tué ? Vaines questions en Colombie en raison de l'extraordinaire complexité des rivalités et des enjeux. Les « narcos » ? Ils ont revendiqué le meurtre et ont annoncé leur intention d'éliminer tous les candidats à la présidence. Après Galan, Jaramillo, Pizarro... à qui le tour ? Gaviria, le candidat du Parti libéral au pouvoir (qui a succédé à Galan) et son hostilité publique aux trafiquants ? Ce qui est sûr, c'est qu'après avoir négocié dès la fin de 1989 avec des représentants du gouvernement Barco, certains parrains de la mafia sont repartis à l'assaut, plus déterminés que jamais. Et Carlos Pizarro agaçait beaucoup de monde, y compris de nombreux Colombiens qui critiquaient ouvertement la « *mansuétude* » du pouvoir à l'égard d'un mouvement « *couvert de crimes* ».

MARCEL NIEDERGANG

# ASIE

JAPON : le congrès du PSD

## Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes

TOKYO

*de notre correspondant*

Grand perdant aux élections de juillet et de février, le Parti social-démocrate (PSD) a conclu son congrès, jeudi 26 avril, sans être en mesure de définir son camp. Il prend ses distances à l'égard de la gauche, se retirant des négociations avec le Parti socialiste en vue de la formation d'un coalition, sans pour autant se rapprocher des libéraux-démocrates (PLD), comme le souhaitait son aile droite. Il a été décidé, en outre, d'ajourner la décision de changer le nom du PSD en abandonnant l'adjectif « social ». Il reviendra à son nouveau président, M. Keigo Ouchi, qui remplace M. Takashi Nagasue, d'expliquer à son électorat les atermoiements de son parti et comment il entend, selon son expression, le « *faire renaître* ».

Créé à la suite d'une scission au sein du PSJ au début des années *60*, le PSD a toujours eu quelque difficulté à se situer sur l'échiquier politique. Il contribua cependant, avec le Komeito (parti bouddhiste), à faire éclater un système politique polarisé sur deux grands partis (PLD et PSJ). Il apparaît aujourd'hui écrasé entre ces deux forces, depuis notamment que les socialistes ont regagné du terrain. Aux élections sénatoriales de juillet, le PSD a perdu quatre sièges sur douze et aux élections générales de février près la moitié (passant de vingt-cinq à quatorze).

PH. P.

CHINE

## Un fort séisme a fait plus de cent morts

Un séisme de magnitude 6,9 sur l'échelle de Richter a frappé, jeudi 26 avril, la province chinoise de Qinghai. Selon les premières informations en provenance de cette région montagneuse et isolée, plus de cent personnes auraient trouvé la mort dans cette catastrophe qui a détruit plus de mille maisons. – *(AFP, Reuter.)*

هكذا من الاصل



AMÉRIQUES

COLOMBIE : l'attentat contre Carlos Pizarro ancien chef du mouvement de guerilla M 19

Les « extradables » revendiquent l'assassinat d'un troisième candidat à la présidence

ASIE

JAPON

Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes

# POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Les communistes veulent obliger M. Rocard à engager la responsabilité du gouvernement sur le projet Renault

**Le débat sur le projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie Renault s'est engagé jeudi 26 avril à l'Assemblée nationale. La nouvelle d'un accord éventuel entre le groupe suédois Volvo et le groupe japonais Mitsubishi a perturbé un débat qui s'annonçait déjà difficile. Comme il l'avait annoncé, le groupe communiste a commencé sa guérilla parlementaire en multipliant les rappels au règlement, les demandes de suspension de séance, les motions de procédure et une demande de vérification du quorum (vérification de la présence dans l'enceinte du Palais-Bourbon de la majorité absolue du nombre de députés).**

Une course de lenteur : sous la férule du groupe communiste, l'Assemblée nationale a pris un train de sénateur. Bloquant des temps de parole dépassant les deux heures pour chacune des trois motions de procédure qu'ils ont déposées, les députés communistes ont imposé à l'Assemblée nationale un rythme soporifique. L'objectif est simple : faire durer les débats le plus longtemps possible pour contraindre le gouvernement à utiliser l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de responsabilité), afin de dénoncer ensuite son comportement autoritaire. Le gouvernement cherchera, quant à lui, à laisser le débat se développer suffisamment pour mettre pleinement à jour la stratégie d'obstruction communiste. Personne n'est dupe et chacun joue sa partition, dans l'indifférence générale.

En début de séance, pendant quelques heures, le groupe UDF a fait mine de ravir la vedette aux élus communistes. Motif : l'annonce au Japon d'un accord entre Volvo – le jeune fiancé de Renault – et le Japonais Mitsubishi. Bref, Renault serait trompée avant même d'avoir consommé ce mariage. Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, en était tout chose. Aussi a-t-il multiplié les demandes de suspension de séance, avec son ami M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), afin de réunir les commissions des finances et de la production pour une audition du PDG de Renault, M. Raymond Lévy. Ce fut en vain.

### *M. Fauroux : « La victoire aux gros bataillons »*

Le ministre d'« ouverture » et de l'industrie, M. Roger Fauroux, a tenté de ramener la représentation nationale à un peu plus de calme, en expliquant que s'il était vrai que la presse japonaise avait fait état d'un projet d'alliance, *« Mitsubishi avait démenti »*. *« Les rumeurs ont parfois pour but de déstabiliser des accords plus réels : nous devons garder notre sang-froid ! »*, a insisté le ministre. *« Volvo est le cheval de Troie des Japonais en Europe »*, a répliqué M. d'Aubert.

Le groupe communiste n'a pas tardé à prendre le relais et à s'indigner des conditions nouvelles créées par l'annonce de cet accord. M. André Lajoinie, président du groupe communiste, a demandé le retrait du texte, car *« cette affaire est d'une importance capitale »*. *« Ne cédez pas aux manoeuvres visant à polluer le débat »*, a lancé le président de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin), en défendant le projet. *« Il importe maintenant*, a-t-il ajouté, *dans le cadre de l'économie mixte, de dynamiser notre secteur public automobile et de le faire respirer »*. Le rapporteur, M. Gaston Rimareix (PS, Creuse), a insisté sur le fait que les deux sociétés conserveraient leur identité et leur marque. *« Leurs réseaux de recherches coopéreront mais resteront indépendants »*, a-t-il expliqué.

M. Fauroux, a, pour sa part, précisé qu'il s'agissait pour Renault d'un *« enjeu historique »* et rappelé dans quel cadre général s'inscrivait cette stratégie industrielle. *« Le monde s'intègre*, a-t-il dit, *la concurrence s'aiguise, la conjoncture fluctue. Et, comme ailleurs et plus qu'ailleurs, la victoire, de plus en plus, appartient aux gros bataillons. En clair, à ceux qui sont capables de mobiliser les efforts de recherche et d'investissement nécessaires pour produire de nouveaux modèles, au même rythme que les Japonais, des modèles aussi fiables, aussi attrayants, aussi novateurs. Nous savons bien qu'il faut protéger nos frontières et nous les protégerons autant qu'il le faudra ; mais nous savons aussi qu'il n'est pas de protection indéfinie ! »*

Défendant une motion de procédure destinée à prouver que ce projet était anticonstitutionnel, le député communiste des Hauts-de-Seine, M. Jacques Brunhes, a dénoncé ce *« nouveau mixage privé-public, qui développe la domination du secteur privé et des privatisations »*. *« Antisocial et antinational, ce projet est irrecevable »*, a-t-il affirmé. Le député communiste a notamment reproché au gouvernement de ne pas avoir publié le contenu de la lettre d'intention de l'accord. Il a rappelé la détermination de son groupe à s'opposer bec et ongles à ce projet, afin que *« les salariés de la Régie et le peuple français sachent que les députés communistes auront été les seuls à rester fidèles à une politique de gauche, les seuls à faire des propositions pour que Renault se développe »*. *« Non*, a-t-il proclamé, *Renault n'est pas à vendre ! »* M. Brunhes a étayé son argumentation en empruntant quelques-uns des propos tenus par le groupe socialiste, en décembre 1987, pour s'opposer au changement de statut de la Régie proposé à l'époque par le ministre de l'industrie, M. Alain Madelin.

La discussion, au même rythme, devait se poursuivre vendredi, en taquinant le « 49-3 ».

**PIERRE SERVENT**

La réforme du Conseil constitutionnel

## Quatorze députés de l'opposition protestent contre la « manipulation » de leurs votes

Tout le monde n'a pas l'expérience et la prudence de M. André Rossi (UDF), qui fréquente l'hémicycle de l'Assemblée nationale depuis 1958. Mercredi 25 avril, ce député UDF avait pris soin de scotcher solidement sa consigne de vote favorable au texte sur son pupitre, afin *« qu'elle ne disparaisse pas »*, lors du vote sur la réforme constitutionnelle (*le Monde* du 27 avril). Sage précaution, à laquelle d'autres députés de l'opposition regrettaient de ne pas avoir pensé... Une vive polémique s'est enflammée au sein de l'opposition car plusieurs députés UDF et RPR, qui voulaient voter le projet de réforme et qui avaient laissé des consignes dans ce sens, se sont pourtant retrouvés comptabilisés comme votant « contre » ou « non votants ».

Le vote étant intervenu à sept heures du matin, ce sont deux députés RPR ( MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon) et deux députés UDF ( MM. Charles Millon et Francis Delattre), qui ont tourné les clés de vote de leurs collègues pour le scrutin final.

Jeudi, à l'Assemblée, les rectifications de vote (les députés ont vingt-quatre heures pour le faire) étaient au nombre de quatorze (1). Parmi eux, huit députés RPR et UDF faisant partie de la Force unie (le mouvement fondé par Mme Barzach et MM. Noir et Léotard) ont publié un communiqué cinglant. *« Le vote intervenu à sept heures du matin n'a pas respecté la volonté clairement affirmée d'un certain nombre de députés de l'opposition appartenant aux groupes RPR et UDF. C'est notamment le cas de Mme Michèle Barzach (RPR), de MM. Colombani (UDF), Devedjian (RPR), Dimeglio (UDF), Dubernard (RPR), Falco (UDF), Noir (RPR) et José Rossi (UDF), qui s'étaient officiellement prononcés pour l'adoption du texte »*, précise ce communiqué, diffusé par les services de M. Michel Noir.

### *M. Noir : « une falsification gravissime »*

Ces députés ont donc demandé une rectification de vote pour signifier leur adhésion au projet. Et ils *« rappellent la nécessité d'une plus grande rigueur »* dans les méthodes de fonctionnement de leurs groupes parlementaires, afin que la voix des élus ne puisse être *« déformée, contrecarrée ou falsifiée »*.

M. Michel Noir, que nous avons joint dans sa mairie de Lyon, nous a précisé qu'il avait écrit personnellement au président du groupe RPR, M. Bernard Pons, pour déplorer ce qu'il estime être *« une manœuvre délibérée »* : *« Une ou deux erreurs seraient admissibles, compte tenu de la fatigue, mais plus de douze, c'est une falsification gravissime, car les consignes de vote étaient attachées aux clés. »* Dans cette lettre, M. Noir demande à M. Pons de procéder à une enquête pour faire toute la lumière. *« J'estime que le groupe doit être tenu informé de ce qui s'est passé »*, explique le maire de Lyon.

M. Bernard Pons tentait, quant à lui, jeudi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, de dégonfler l'affaire. Il reconnaissait d'ailleurs que M. Noir avait bien laissé des consignes écrites, expliquant qu'il souhaitait voter pour le texte. *« Ce n'est pas un problème politique majeur, car cela ne s'est pas joué à deux ou trois voix près »*, expliquait-il. Interrogé, M. Pierre Mazeaud affirmait, pour sa part, se souvenir avoir tourné la clé de Mme Barzach, qui n'était accompagnée d'*« aucune consigne de vote »*. Quant à M. Bruno Bourg-Broc (RPR), qui a également rectifié son vote, il a estimé *« scandaleusement incompréhensible »* ce qui s'était passé. *« J'avais laissé des consignes très claires. »*

MM. Jacques Toubon (RPR) et Charles Millon (UDF) se sont indignés de ces déclarations, estimant notamment que les députés qui voulaient voter « pour », alors que leurs groupes avaient pris une position « contre », auraient dû être présents lors du scrutin. *« Je pense que leurs paroles ont dépassé leur pensée. Il n'y a eu ni maladresse ni parti pris. Tous les votes ont été conformes à la tradition parlementaire. Ceux qui le contestent auraient dû s'imposer d'être là, afin de voter personnellement »*, a déclaré M. Millon, visiblement exaspéré par ces accusations de manipulation.

**P. S.**

(1) Rectifications de vote. Motion de renvoi en commission : M. Barate (RPR), compté « non votant », vote « pour » ; MM. Colombani (UDF), Dimeglio (UDF), Grignon (UDC), Masson (RPR), José Rossi (UDF), comptés comme « votants » pour cette motion, ont déclaré voter « contre ». MM. de Lipkowski (RPR) et Noir (RPR), comptés comme votant « pour », voulaient, en fait, s'abstenir. La motion de renvoi n'a donc recueilli que 267 voix contre 302.

Vote sur l'ensemble du projet : quatorze députés comptés comme votant « contre » (onze), s'abstenant (deux) ou non votants (un) ont rectifié leur vote pour voter en faveur du projet de réforme : MM. Alphandéry (UDC), Mme Barzach (RPR), MM. Bourg-Broc (RPR), Colombani (UDF), Devedjian (RPR), Demeglio (UDF), Grignon (UDC), Kergueris (UDF), Kiffer (apparenté RPR), de Lipkowski (RPR), Masson (RPR), Noir (RPR), Mme Yann Piat (UDF) et M. José Rossi (UDF). Ce qui porte à 320 voix le nombre des députés ayant adopté ce texte en première lecture, contre 235.

□ **RECTIFICATIF.** – Dans l'article consacré au régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel (*le Monde* du 27 avril), une coupe malencontreuse a introduit erreurs et confusions quant aux fonctions exercées par deux membres du Conseil. M. Léon Jozeau-Marigné est ancien président du conseil général de la Manche. M. Maurice Faure, nommé par M. Mitterrand en 1989, demeure président du conseil général du Lot et n'a pas souhaité briguer une nouvelle fois la mairie de Cahors après l'annulation de sa dernière élection municipale.

Les suites du congrès du PS

## Le climat se dégrade entre M. Mauroy et M. Rocard

**M. Pierre Mauroy a mis en garde le secrétariat national du PS, jeudi 26 avril, contre tout manquement à la cohérence dans le fonctionnement et l'expression de la direction du parti. Le premier secrétaire a reproché, notamment, à M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat, chargé de la formation, et coordinateur du courant rocardien, d'avoir publié son propre communiqué sur la réunion, la veille, du bureau exécutif (*le Monde* du 27 avril). Cet épisode illustre la dégradation du climat entre M. Mauroy et les rocardiens.**

*« Ce n'est pas parce qu'il y a des orages sur l'Elysée et Matignon qu'il faut en faire subir les conséquences à la direction du parti »* : M. Mauroy a tenu à avertir les rocardiens et, à travers eux, le premier ministre qu'il n'entend pas *« se laisser faire »*. Le mécontentement du premier secrétaire a été provoqué par des articles de presse attribuant à M. Michel Rocard et à ses amis l'intention d'accélérer la succession à la tête du parti et le souhait de voir M. Michel Delebarre en prendre la direction.

Dès la veille du congrès de Rennes, en mars, M. Lindeperg avait indiqué publiquement que les rocardiens considéraient la reconduction de M. Mauroy au poste de premier secrétaire comme destinée à assurer la *« transition »*. Dans les couloirs du congrès, les conseillers du premier ministre ne dissimulaient pas que leur soutien au maire de Lille, contre M. Laurent Fabius, n'impliquait pas nécessairement, à leurs yeux, que M. Mauroy reste en place jusqu'au congrès suivant. La volonté de M. Mauroy de parvenir à une « synthèse » au congrès et la résistance qu'il avait opposée à la mise en place d'une majorité, réunissant MM. Lionel Jospin, Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement contre M. Fabius avaient irrité les rocardiens. Ces derniers, jugeant que le rapport des forces leur était favorable, souhaitaient pousser leur avantage. L'obstination du premier secrétaire à rechercher un accord avec M. Fabius, fût-ce au prix de concessions importantes, en faisait un obstacle aux ambitions du premier ministre et de ses amis. Alors que M. Mauroy avait été, lors de son élection en mai 1988 et ensuite, un rempart pour M. Rocard contre M. Fabius, il devenait l'homme d'un accord qui empêchait les rocardiens d'entrer en force à la direction du parti en reléguant le président de l'Assemblée nationale dans la minorité.

### *Le rôle de M. Delebarre*

La question de la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), dont le congrès se réunit du 17 au 19 mai à Strasbourg, était déjà un des enjeux des conflits entre courants à Rennes, M. Mauroy ayant envisagé de l'accorder aux fabuisiens. Ceux-ci, détenant désormais, avec le poste de responsable des collectivités locales au secrétariat national du PS, attribué à M. Christian Pierret, la vice-présidence de la FNESR, ne peuvent plus en briguer la présidence. Les rocardiens espéraient l'obtenir, leur candidat étant soit M. Michel Hervé, maire de Parthenay (Deux-Sèvres), soit M. Jean-Pierre Joseph, président du conseil général du Gers.

Le président de l'Assemblée nationale et ses amis étant hostiles à ce que les rocardiens prennent la haute main sur les élus – hypothèse qui serait aussi considérée comme inacceptable par l'Elysée, – le choix pouvait se porter sur M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, maire de Dunkerque, proche de M. Mauroy. Les mauroyistes détiennent en effet, depuis des années, la présidence de la FNESR, et M. Delebarre apparaissait comme susceptible de faire l'unanimité. En fait, les jospinistes se sont opposés à cette solution, peu désireux qu'ils sont de voir installer à la tête et du parti et des élus le groupe des « Lillois ».

En reprenant à leur compte la candidature Delebarre, les rocardiens ne facilitent pas la tâche du maire de Dunkerque, pour lequel un tel parrainage ne peut qu'être compromettant. Ils cherchent, en fait, à mettre en contradiction le premier secrétaire et son « dauphin » et à manifester, ainsi, leur mauvaise humeur envers M. Mauroy. Ce dernier, convaincu que la prise de contrôle du parti par M. Rocard et ses amis aurait entraîné une crise politique grave, voire une crise de régime, met en garde le premier ministre contre le danger d'être trop « gourmand » dans une période où sa cote de popularité baisse et où il semble avoir mangé son pain blanc à Matignon.

Pour le premier secrétaire, en effet, il n'existe pas de majorité, au PS, capable de mettre en place une autre direction que celle, fondée sur une synthèse entre tous les courants, qu'il incarne. Libre aux rocardiens, dans ces conditions, de choisir de faire bande à part, mais à leurs risques et périls.

**PATRICK JARREAU**

Une lettre du premier secrétaire aux militants

## Rennes a été « un moment douloureux de notre histoire collective »

M. Pierre Mauroy a adressé aux militants socialistes, mercredi 25 avril, comme il l'avait fait pendant la préparation du congrès de Rennes, une lettre personnelle. *« Ce congrès, vous l'avez mal ressenti »*, écrit le premier secrétaire. Il explique que *« les forces qui se sont opposées* [au cours des semaines précédentes] *ont été emportées dans une logique dont elles n'ont pu se dégager à Rennes »*. *« Par là même*, observe M. Mauroy, *le débat sur les idées ne pouvait atteindre la profondeur et l'ampleur souhaitées par les militants. Rennes, ne nous le cachons pas, a été un moment douloureux de notre histoire collective. »*

*« Beaucoup d'entre vous*, continue le premier secrétaire, *ont ressenti l'accord du 21 mars comme un replâtrage, l'aboutissement artificiel du congrès, et s'interrogent : pourquoi la synthèse, impossible dans la passion du moment, a-t-elle pu se réaliser dans une relative sérénité avec trois jours de recul ? Je serai clair : si j'avais eu le sentiment, ou seulement le soupçon, que la synthèse marquait une simple trêve et non une volonté réelle de rassemblement, je me serais retiré. Si j'ai voulu, jusqu'au bout, réussir la synthèse, c'est parce que j'ai la conviction qu'il est impossible d'affronter les prochaines échéances avec un parti désuni : on ne gagne aucun combat dans la discorde. On ne rénove pas un parti en le divisant. »*

Assurant que le PS *« se trouve, désormais, en situation de préparer l'avenir autour des objectifs définis dans le texte de l'accord de synthèse »*, M. Mauroy indique que, *« dans l'année qui vient »*, une convention nationale *« devra préciser les bases de* [la] *plate-forme* [du parti] *pour les élections de 1993 »*. Il invite les socialistes à rester *« rassemblés »*, car, écrit-il, *« notre parti le mérite, les valeurs que nous défendons le méritent, tous ceux qui comptent sur nous le méritent amplement »*.

## Contentieux en Corse-du-Sud

La désignation du premier secrétaire de la fédération socialiste de la Corse-du-Sud provoque un conflit entre les fabiusiens, d'une part, les jospinistes, les rocardiens et Socialisme et République, d'autre part. Les amis du président de l'Assemblée nationale réclament l'application de l'accord national du 21 mars, qui prévoit que le poste de premier secrétaire fédéral doit revenir à la motion arrivée en tête dans le vote des sections. Or, M. Félix Luciani, conseiller général, maire d'Afa, élu le 21 avril par la commission exécutive fédérale, représente une motion (Mauroy-Mermaz-Jospin) qui n'a obtenu que sept sièges à la commission, contre dix-sept aux fabiusiens.

Ces derniers n'ont pas participé au vote, qui a donné 19 voix (Jospin, Rocard, Chevènement) à M. Luciani et 5 voix à M. Dominique Geronimi (courant Poperen). M. Luciani se considère comme *« régulièrement élu »* et dénonce à l'avance tout *« acte d'autorité »* de la direction nationale qui remettrait en cause cette élection. Les fabiusiens, au contraire, comptent bien que la réunion à laquelle M. Daniel Vaillant, jospiniste, chargé des fédérations au secrétariat national, a convoqué les représentants locaux des courants le 3 mai, aboutira à leur donner satisfaction. (*Corresp.*)

هكذا من الاصل

La réforme du Conseil constitutionnel

## Quatorze députés de l'opposition protestent contre la « manipulation » de leurs votes

M. Noir : « une falsification gravissime »

« un moment de l'histoire collective »

en Corse-du-Sud

1er-MAI

# POLITIQUE

Le second tour des élections municipales de Cahors

## Des écologistes à gauche et... ailleurs

**CAHORS**

*de notre correspondant*

Dès le premier tour des élections municipales partielles provoquées par l'annulation du scrutin de mars 1989 pour établissement irrégulier de deux cent une procurations, les jeux étaient faits pour les écologistes : aucune des deux listes – ni celle dite Alternative de M. Michel Grinfeder (encouragée par M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement) ni celle des Verts, conduite par Mme Anne Gailhard (soutenue par M. Antoine Waechter) n'était parvenue à passer le cap des 10 % de suffrages, condition nécessaire pour pouvoir se maintenir au second tour. Ainsi éliminées de la partie, elles ne pouvaient empêcher le face-à-face entre M. Pierre Mas (UDF-CDS), arrivé en tête avec 69 petites voix d'avance, et le député du Lot Bernard Charles (MRG) ... Mais en coulisse les négociations se sont ouvertes très rapidement.

Les appels du pied de M. Mas, se proclamant soudain attaché aux valeurs de l'écologie, n'ont pas séduit M. Grinfeder. Ce dernier a préféré mener une discussion marathon avec la liste adverse de M. Charles. Mardi soir 24 avril, l'union était effective, après, ont dit les intéressés, *« une harmonisation des programmes »*. En clair, la tête de la liste Alternative a obtenu, si la liste de M. Charles l'emporte, un poste de responsabilité dans la future municipalité, qui pourrait être celui d'adjoint à l'environnement.

M. Grinfeder a réussi à négocier également la greffe de quatre de ses colistiers. *« Nous leur donnerons les moyens de travailler sur l'environnement et la qualité de la vie »*, assure M. Charles confirmant ainsi l'esprit de l'accord. Les Verts, quant à eux, sont restés sur leur front du refus. *« Après avoir été, disent-ils, sollicités »* par les autres listes, ils ont décidé de ne pas monnayer leur électorat, de ne conclure aucune alliance, et de ne donner aucune consigne de vote.

Bénéficiant du renfort de M. Grinfeder (7,06 % des voix au premier tour) et du soutien de plusieurs personnalités de l'opposition, qui, pourtant, naguère, croisaient le fer avec M. Maurice Faure, M. Charles semble en mesure de remporter la mairie, du moins si le report des voix s'effectue dans de bonnes conditions.

Restent cependant deux incertitudes : l'attitude des Verts, même si l'on peut penser que leur cœur penche à gauche, et le comportement des abstentionnistes du premier tour (3 points de moins de participation qu'en 1989).

JEAN-MICHEL FABRE

□ **Effritement de la gauche au profit des Verts, selon la SOFRES.** – Selon une enquête réalisée par la SOFRES les 18 et 19 avril sur un échantillon national de 1 000 personnes et publiée dans le *Figaro-Magazine* daté du 28 avril, l'ensemble de la droite obtiendrait 49 % des suffrages, dont 13 % pour le Front national, si les élections législatives avaient lieu à présent. La gauche, PCF inclus, recueillerait 38 % des voix, et les écologistes 13 %. La gauche perdrait 11,3 points par rapport au premier tour des élections législatives de 1988, principalement au profit des Verts qui n'avaient obtenu que 0,4 % en juin 1988.

□ **M. Rocard et l'élection présidentielle.** – Selon un sondage réalisé par IPSOS du 17 au 19 avril sur un échantillon de 900 personnes pour *le Point* daté du 30 avril, M. Michel Rocard l'emporterait face à MM. Jacques Chirac (avec 54 % des suffrages contre 46 %) et Valéry Giscard d'Estaing (52 % contre 48 %) au deuxième tour d'une élection présidentielle. 80 % des personnes interrogées estiment que M. Rocard sera candidat à la prochaine élection de 1995 et 57 % le souhaitent. Les qualités principales qu'on lui reconnaît sont l'ambition, le courage, l'intégrité, la prudence et la rigueur.

A Perpignan

## Un pied-noir s'enchaîne aux grilles du palais de justice

Les dirigeants nationaux du mouvement du RECOURS, MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, ont été reçus, mercredi 25 avril, par le délégué général du gouvernement en charge des rapatriés, M. Maurice Benassayag, auquel ils ont fait part du *« vif mécontentement »* des rapatriés *« devant l'application de plus en plus mauvaise de la loi* (du 7 juillet 1987) *sur l'aménagement des dettes. »* Ils n'ont pas exclu *« une véritable explosion de colère dans certains secteurs du sud de la France si aucune mesure n'est rapidement prise. »* Depuis le mois de décembre, les délégués des rapatriés ne participent plus aux commissions départementales créées en application de cette loi pour aménager les dettes des pieds-noirs réinstallés en métropole et victimes de difficultés économiques et financières (*le Monde* du 9 décembre).

Au lendemain de cette démarche, les associations de rapatriées sont passées à l'action, jeudi matin 26 avril, à Perpignan, où un entrepreneur en peinture rapatrié d'Algérie dont la situation professionnelle se trouve fort compromise, M. Pelican, s'est enchaîné aux grilles du palais de justice, en présence d'une cinquantaine d'autres pieds-noirs représentants plusieurs associations. Il entendait protester ainsi contre la non-application, dans son cas personnel, des textes législatifs prévoyant la possibilité d'octroi de prêts de consolidation par les commissions départementales, sous garantie de l'Etat, et la suspension des poursuites judiciaires tant que les procédures prévues ne sont pas épuisées.

Après les déclarations du préfet de police sur la circulation automobile à Paris

## « Une ville à quatre roues est une ville malade »

### *déclare M. Brice Lalonde*

Les récentes déclarations du préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, sur la circulation dans Paris (*le Monde* du 27 avril) soulèvent, comme on le prévoyait, quelques vagues... *« Il faut des interdictions de stationner ou de circuler,* admettait le préfet de police, *mais je ne me sens pas le droit d'en demander plus (...). Une ville interdite est une ville qui meurt. »* Il préconisait la construction massive de parkings, le doublement du périphérique et le percement de nouvelles voies, y compris des pénétrantes dans la capitale.

*« Une ville à quatre roues est une ville malade »*, lui répond M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, qui souligne que *« 88 % des Parisiens ont deux pieds et circulent en transport en commun »*. Les Verts-Paris-Ecologie rappellent, pour leur part, qu'ils réclament à cor et à cri l'organisation d'un référendum municipal sur la circulation, *« avant que l'on immole Paris en offrande au Dieu automobile »*.

Quant au maire de Paris, M. Jacques Chirac, il souligne son opposition à de nouvelles pénétrantes est-ouest dans la capitale et répète qu'il ne s'estime pas encore en mesure de se prononcer sur le projet de réseau d'autoroutes souterraines sous la ville, car il n'a pas encore la conviction, dit-il, que ce réseau souterrain *« se traduira par la diminution du trafic en surface »*. Cette attitude de prudence, proche de la temporisation, est peut-être à l'origine de la déclaration percutante du préfet de police. A l'automne dernier, M. Jacques Chirac avait affiché une volonté courageuse de s'attaquer aux embarras de Paris. Son plan de circulation a été suivi d'un renforcement de la répression en novembre. M. Verbrugghe reconnaît avoir cru qu'après deux périodes de sévérité (pendant la semaine du Bicentenaire en juillet et avant les fêtes de fin d'année) les automobilistes *« s'autodisciplineraient »*, et, un jour sur dix, renonceraient d'eux-mêmes à prendre leur voiture.

Or les automobilistes ont *« repris leurs mauvaises habitudes »*, et l'impression prévaut actuellement qu'aucune des autres mesures annoncées par le maire ne parvient à voir le jour : les axes rouges prioritaires tardent à se concrétiser ; les emplacements des parkings à construire sont difficiles à localiser et les nouveaux couloirs d'autobus, qui traduiraient un effort en faveur des transports en commun, sont introuvables.

### *« Simulacre »*

Si les élus parisiens, en tout cas, font la sourde oreille lorsque les Verts demandent un référendum sur la circulation, ils se sont montrés plus compréhensifs, jeudi 26 avril, au cours de la séance du Conseil de Paris consacrée à l'examen du Livre blanc sur l'Ile-de-France. L'assemblée réunie en formation de conseil général, puisque Paris est à la fois ville et département, recevait le préfet de région, M. Olivier Philip. M. Chirac, son premier adjoint, M. Jean Tibéri, et M. Jacques Dominati, président du groupe UDF, ont violemment accusé le gouvernement de se livrer à un *« simulacre de concertation »*, de *« consulter, et non de concerter »*. A M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, qui stigmatisait *« une attitude de repli et de fermeture »* face au projet d'un nouveau schéma directeur, et plaidait l'intention du gouvernement de créer *« des formules plus incitatives »* de coopération entre les communes, les élus de droite ont reproché de vouloir remettre en cause la décentralisation *« avec des intentions politiciennes »*.

En revanche, les conseillers RPR et UDF se sont laissé séduire par la sirène de l'unique élu écologiste de Paris, M. Jean-Louis Vidal. Ils ont approuvé et, donc, fait adopter par le Conseil de Paris le souhait, exprimé par les Verts, d'un référendum, organisé par le conseil régional d'Ile-de-France, pour donrégional d'Ile-de-France, pour donner la parole à la population sur le Livre blanc et l'avenir de la région.

C. V.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

LORSQUE, dit la légende, le roi Louis XVI orna sa boutonnière d'une fleur de pomme de terre pour inciter ses sujets à manger cette solanacée, il ne pensait pas être le précurseur d'une méthode de gouvernement qui pourrait, aujourd'hui, résumer toute pensée politique, sinon toute action. Encore ce monarque n'avait-il en vue que de mieux prémunir les Français contre les disettes et non pas l'amélioration de son image de marque.

Le premier ministre se souciant par écrit et publiquement d'une faute d'arbitrage dans un match de football élève jusqu'à l'absurde la victoire du symbolique sur le politique, de l'apparence sur la réalité, du simulacre sur la conviction. Matignon se fait filiale de la maison Séguéla.

Ce n'est pas que les hommes politiques se soient, jusqu'alors, abstenus de chercher dans le sport, et plus généralement dans la *simplicité*, un renouveau ou un surcroît de popularité. Aucun chef de l'Etat, pas même l'altier Charles de Gaulle, n'a dédaigné de paraître dans quelque « finale » où il tenait la vedette autant que le ballon.

Mais il ne donnait pas, ensuite, à l'événement, la portée d'une négociation Est-Ouest. Il ne venait pas ensuite, du haut d'un balcon, se tenir la tête à deux mains pour s'interroger sur un penalty.

Ce courrier à un président de club ne serait que ridicule, le premier ministre s'y avouant *« perturbé »* comme l'est un adolescent que ses parents conduisent chez le psychiatre, s'il ne témoignait, à la fois, d'un immense mépris pour les Français, ainsi jugés capables de se laisser prendre à une telle simagrée, et pour l'action politique pas moins.

∴

CONSTAMMENT guettés par l'impopularité (*« tous pourris »*, etc.), les gouvernants sont à présent cernés par le dédain. Il y a une première raison à cela, qui n'est guère prise en compte, peut-être parce qu'elle est trop évidente, c'est l'élévation du niveau d'instruction des Français. Et c'est curieusement à ce moment-là qu'on s'adresse à eux comme à des analphabètes.

Or, un nombre grandissant d'entre eux peut avoir l'impression qu'être député ou ministre n'a rien de bien sorcier et qu'ils ne feraient pas plus mal que les titulaires. C'est bien possible, les élus n'étant, ni à l'origine ni plus tard, d'une autre essence que leurs concitoyens. Au plus peut-on remarquer que la haute technocratie est, à l'Assemblée nationale, nettement plus représentée que dans la population ordinaire.

La croyance que « n'importe qui pourrait en faire autant » serait exacte si ce n'était pas un métier, fût-il particulier, que de « faire de la politique », selon une expression peu élégante mais consacrée.

Mais maintenant que ce métier est décrié comme rarement, c'est à qui, de ses praticiens, clamera que ce n'en est pas un et s'excusera de l'exercer. C'est à qui courra après un micro ou une caméra pour demander qu'on le pardonne d'avoir embrassé un métier aussi indigne. Les démissions se font attendre.

C'est pourtant un métier que d'être l'intercesseur de ses semblables, de traduire leurs aspirations ou de leur faire comprendre qu'elles sont mauvaises. Il se peut, en effet, que la pratique actuelle ne soit pas satisfaisante. Si les plombiers travaillent mal, doit-on douter de la profession ?

Procéder de l'élection peut faire croire qu'il en résulte une fonction accessible au premier venu, et c'est faux. On apprend la politique,

## *Politique*

on en acquiert l'expérience comme pour toute autre activité professionnelle. C'est si vrai que, même dans les pays où des fonctions administratives (et non politiques) découlent de l'élection (au premier rang, les Etats-Unis), elles ne sont pas remplies une fois par hasard, mais, la plupart du temps, la vie durant, qu'il s'agisse d'un poste de juge ou de shérif.

∴

QU'UN malaise existe entre les gouvernés et les gouvernants est des plus vraisemblable. Encore qu'il ait suffi de lire ici et là qu'il en était ainsi pour que cela devînt vérité d'Evangile. Mais ce malaise n'est pas moindre pour d'autres institutions. Le doute n'atteint-il pas aussi l'éducation, la justice, la santé, la poste, etc. ?

Revient-il aux gouvernants de hâter ce mouvement en déclarant, pour l'un, que la vie politique est *nulle*, en déplorant, pour cet autre, *« un passage à vide gouvernemental »*, alors qu'ils en portent, de par leurs fonctions une part de responsabilité ? Plus largement, revient-il à ceux que la nation a mandatés de dire que leur mandat est une rigolade ?

On voit bien la manœuvre des uns et des autres, à droite et à gauche, et elle n'est pas très honorable. Il s'agit de dénoncer d'éventuelles lacunes plus vite et plus fort que ses pairs pour s'épargner les critiques, d'accuser ses voisins pour mieux se disculper. C'est entretenir le feu en prétendant l'éteindre, c'est jeter l'éponge plutôt que d'engager le combat. C'est le fait d'hommes de peu de foi qui désertent aux premiers revers.

C'est aussi le fait, hélas ! d'hommes qui cherchent leur conscience dans le miroir de la télévision, leurs convictions dans les sondages et leurs idées dans les journaux. Ne seraient-ils pas peureux, ces hommes qui devraient incarner le courage ?

La politique, qui devrait être, par nature, une volonté, devient une soumission. Ce n'est pas que la télévision soit mauvaise, elle aussi, « par nature ». Elle est ce qu'on en fait (et ce qu'on en laisse faire). Elle détient la puissance qui lui est consentie.

La télévision a mis bien longtemps à être, à peu près, indépendante du pouvoir politique. (Ce qui ne garantit pas qu'elle n'ait pas changé ce joug pour un autre.) Faut-il maintenant se soucier que le pouvoir politique soit indépendant de la télévision (1) ? Apparemment oui, sous réserve qu'il en soit encore temps.

∴

CETTE impression de panique, de chacun-pour-soi, entre le naufrage du *Titanic* et l'incendie du Bazar de la charité, qui montra, en 1897, des *gentlemen* assommant des femmes pour sauver leur peau, est naturellement plus vive encore dans les rangs de la majorité, qui, elle, a quelque chose à perdre en plus de sa réputation : le pouvoir.

*« Trois sondages défavorables,* disait un ami, *et voilà les élections perdues. Tout le monde se croit tout permis. »* En effet, quelle fragilité de caractère pour des hommes qui devraient, au contraire, en donner l'exemple ! Cela ne se dit pas encore, mais on l'entend déjà : non seulement François Mitterrand ne mènera plus son camp à la victoire, mais il compromet l'issue de la bataille qui aura lieu sans lui. S'il est populaire, il gêne ; s'il est impopulaire, il embarrasse. Va-t-on jouer *le Roi Lear* autour de l'Elysée ? Ou bien puisera-t-on dans Mathieu la prudence à défaut de la décence : *« Tout royaume divisé contre lui-même court à la ruine, toute ville ou maison divisée contre elle-même ne saurait se maintenir. »* Maintenant qu'est lancée l'OPA du pape sur l'Europe, il serait peut-être sage de réviser ses références.

(1) Dernier exemple en date : la retransmission, le mercredi sur FR 3, de la séance des questions d'actualité de l'Assemblée nationale, dont le début et désormais tronqué pour permettre des interviews où, longuement, il ne se dit rien.

P. S. – Après l'« Amateur » du 31 mars (*« Vertu »*), M. Antonio Taccone, demeurant à Montecatini (Italie), écrit notamment ceci : « En tant qu'étranger féru de tout ce qui est français, je suis extrêmement préoccupé et profondément triste à cause de la chute spectaculaire de la langue française à l'étranger, et notamment dans mon pays. On supprime de plus en plus le français des écoles italiennes. C'est surtout la faute des usagers potentiels (jeunes gens et parents d'élèves italiens), mais cette faute est entretenue du fait qu'il n'existe presque plus de politique culturelle française à l'étranger *sur grande échelle* (...).

» Quand j'étais enfant, je pouvais accéder gratuitement à la salle de cinéma, aux conférences et à la bibliothèque de l'Institut français de Naples, et je profitais toujours de ces opportunités, d'autant plus que je ne pouvais point me payer (ni mes parents pour moi) l'inscription à un cours de langue.

» Aujourd'hui, tout cela est payant.

» Si cela avait été pareil à la fin des années 60, il est très probable que je n'aurais pas su lire votre article et que je serais incapable de vous écrire ces quelques lignes ».

هكذا من الأصل

...de police sur la circulation automobile à Paris

« ...à quatre roues est une ville malade »

*déclare M. Brice Lalonde*



# POLITIQUE

## Le défi au président

***Suite de la première page***

Depuis la cohabitation, François Mitterrand a réussi à accréditer l'idée qu'il incarne le pays, et non plus seulement son propre camp. Le thème même de sa campagne de 1988 – la France unie – montre bien que telle était la principale ligne de force de sa stratégie.

Depuis sa première élection à la tête de l'Etat, François Mitterrand s'est assagi. Le tribun qui promettait de « changer la vie », le prophète qui ambitionnait d'achever 1789 en prenant les Bastilles économiques est celui qui a rompu avec la matrice de la gauche progressiste (à savoir la recherche de la détention du pouvoir économique pour transformer les structures de la société) ; il est celui qui passe aujourd'hui un compromis « historique » avec le patronat (1). Il est aussi deveau celui qui refuse de « déchirer le pays ». A la témérité du « socle du changement » cher à Pierre Mauroy, il a substitué une prudence qu'apprécie Michel Rocard.

Avant même d'être élu, François Mitterrand avait compris que le pays attend d'un président qu'il incarne ce que la France voudrait être, plutôt que ce qu'elle est. Ce précepte, appliqué par exemple à l'abolition de la peine de mort a trouvé, un temps au moins, deux autres terrains d'élection : le racisme et la morale. Même s'ils ont des attitudes parfois fort peu éloignées de certaines formes de racisme, les Français, dans leur grande majorité, attendent de leurs dirigeants qu'ils tiennent un langage plus raisonnable. Le thème de la lutte contre les exclusions a pu, ainsi, fonctionner efficacement. La gauche, d'autre part, a longtemps préservé et profité d'une assez bonne adéquation entre elle-même et la morale publique.

A partir, en fait, de 1985, le président a réussi à se dégager de la responsabilité des contingences et des problèmes immédiats pour se consacrer à l'essentiel. L'impopularité record des années 1983-1984 tenait à ce que le président apparaissait comme le responsable de la rigueur salariale et de la dégradation de la situation économique. Il a pu, ensuite, notamment à la faveur de la cohabitation, être celui qui a surtout en charge la défense des intérêts généraux du pays et la désignation des perspectives d'avenir de celui-ci.

Pour mesurer la gravité de son actuelle chute dans les sondages (2) il n'est donc pas inutile d'apprécier la situation du chef de l'Etat au regard des éléments qui fondaient, jusqu'à présent, sa popularité.

Un président assagi ? L'enquête de la SOFRES que vient de publier *le Figaro* montre bien que le comportement de François Mitterrand correspond à l'apaisement idéologique du pays. Ses choix, contenus dans sa *Lettre à tous les Français* sont toujours en phase, deux ans après, avec une opinion qui reste hostile à une forte entreprise réformatrice (notamment en matière fiscale) et qui est plus que jamais favorable à la préservation des acquis sociaux.

Un président à la hauteur des enjeux historiques ? Là se développe le soupçon le plus grave, martelé notamment par le relais de M. Giscard d'Estaing, et qui veut que le chef de l'Etat ait perdu pied. Qu'il ait manqué d'éclat, de présence, certes ! Mais il n'est pas prouvé qu'il ait fait un mauvais choix. Dans une période complètement nouvelle, totalement inattendue, y compris pour les Allemands eux-mêmes, fallait-il jouer les donneurs de leçons (façon gaullienne) ou les intransigeants (façon Margaret Thatcher) au risque d'intervenir à contre-temps ou d'être inefficace ? Le pays lui demande, en fait, d'obtenir de l'Allemagne unie qu'elle reste ancrée en Europe de l'ouest. L'attitude présente du chancelier Kohl fait apparaître la critique comme un procès d'intention et non comme la traduction d'un phénomène d'opinion.

En outre, s'il y avait, par hypothèse, une percée politique à l'occasion du sommet de Dublin, lors du prochain week-end, force serait de constater que François Mitterrand n'a pas si mal manoeuvré. En cette matière donc, le déficit est plus symbolique que politique.

En revanche, il est d'autres ressorts de sa popularité qui paraissent durablement altérés. En premier lieu, le président n'apparaît plus comme suffisamment distant du Parti socialiste. Il s'est – Laurent Fabius aidant – beaucoup trop impliqué dans les querelles internes de sa formation d'origine. En second lieu, il peut difficilement se prévaloir d'une base morale. S'agit-il du racisme ? On lui reproche de s'être servi du problème de l'immigration à des fins partisanes, là où il aurait dû inspirer une action de grande envergure. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que les Français perçoivent les immigrés comme une source... d'inégalités. Ils considèrent majoritairement que le gouvernement fait trop pour les étrangers, au détriment des nationaux. Pour le coup, le mouvement devient totalement irrationnel, et radicalement dangereux. Or ce qui est irrationnel est, en partie, imputable aux rationnalistes qui ne s'expliquent pas, ou s'expliquent mal.

S'agit-il de l'amnistie ? M. Mitterrand est évidemment victime de l'« effet Nucci », alors qu'il pensait faire accepter une attitude équilibrée. Car qui dit Nucci devrait aussitôt ajouter Pasqua ! L'apurement des comptes de la cohabitation – c'est bien de cela qu'il s'agit – était à ce prix.

Les atteintes sont donc inégales. Aussi est-il absurde de comparer la situation actuelle avec celle qui prévalait en 1983 et 1984. Hier, il était sanctionné pour la politique qu'il conduisait. Aujourd'hui, il a laissé, par une gestion distante de sa fonction, se dégrader la relation qu'il entretient avec les Français. Il décroche, certes ; mais il n'est pas sur un toboggan.

Il l'est d'autant moins que, depuis un mois, les scrutins partiels ne sont plus défavorables à la gauche. Ils étaient mauvais. La baisse dans les sondages pouvait alors apparaître comme une simple mise à niveau de la popularité avec l'électorat lui-même. Or, les résultats électoraux s'améliorent au moment où les sondages deviennent mauvais. Mieux vaut donc se garder de toute conclusion hâtive.

En outre, le pays ne manifeste nulle attente, nul appétit vis-à-vis de l'opposition ; celle-ci n'a pas, non plus, sensiblement progressé sur le chemin de l'union, comme en témoigne son comportement à l'Assemblée nationale à l'occasion du vote de la réforme constitutionnelle.

Enfin le problème, pour M. Mitterrand, est moins celui de sa popularité, qui n'est pas une fin en soi, que celui de la marque qu'il compte imprimer à son second septennat. Or, aujourd'hui ne monte de cette même opinion nulle demande d'une politique de gauche. Et la question de l'immigration peut, quant à elle, faire exploser l'électorat socialiste lui-même. Dans ces conditions, comment échapper à une gestion purement conservatrice, qui ne laisserait guère... de traces ?

Au-delà de ces phénomènes d'opinion, au-delà du sort d'un homme et d'un tandem (que ce même homme s'emploie à affaiblir, comme le montre le dédain affiché par M. Mitterrand à l'égard de M. Rocard à 7/7) se pose le problème d'un système institutionnel dont le gouvernement admet, enfin, qu'il mérite examen. La malédicton n'est pas, comme le croit Max Gallo, dans l'échéance des dix ans de pouvoir. Elle réside plutôt dans les effets pervers induits par trente ans d'un régime qui était, et reste par nature, sinon césarien, du moins consulaire. Si bien que François Mitterrand pourrait bien être puni par là où il a péché : l'ancien pourfendeur des institutions s'est bien gardé de toucher à quelque privilège régalien que ce soit. Si usure il y a, elle est donc à rechercher dans celle d'un système que M. Mitterrand a si facilement endossé. A moins, bien sûr, qu'il ne s'attache sans tarder à le réformer.

**JEAN-MARIE COLOMBANI**

(1) Lire dans le Monde du 18 et du 19 avril, les articles d'Eric Le Boucher.

(2) Cette baisse n'est pas cumulative. L'impression de dégringolade est naturellement accentuée par la succession de sondages qui en fait mesurent un seul et même mouvement de recul et non des reflux en cascade.

## De l'usage du référendum sur la Constitution

*« La vie est longue »,* disait M. Louis Mermaz le 24 avril aussitôt après que M. Michel Rocard venait d'écarter formellement l'hypothèse d'un référendum sur la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui s'était entretenu le même jour avec le président de la République, persiste à penser que M. Mitterrand pourrait organiser un référendum sur le « toilettage » de la Constitution. Il brandit l'interview de M. Mitterrand à la revue *Pouvoirs* d'avril 1988 dans laquelle le président déclarait que *« l'usage établi et approuvé par le peuple »* du recours à l'article 11 de la Constitution *« peut désormais être considéré comme l'une des voies de révision, concurremment avec l'article 89 ».*

L'article 11, qui permet au président de la République de contourner le Parlement, avait été utilisé en 1962 par le général de Gaulle pour instituer l'élection du président de la République au suffrage universel, méthode contestée à l'époque par le « cartel des non » dont faisait partie M. Mitterrand et qualifiée de *« forfaiture »* par M. Gaston Monnerville, alors président du Sénat. L'article 89 supposant un vote conforme des deux assemblées donne, de fait, un droit de veto au Sénat, avant même que ne se réunisse, en Congrès, députés et sénateurs qui doivent alors approuver le projet à la majorité qualifiée des trois cinquièmes (dans l'hypothèse ou le chef de l'Etat ne choisit pas de recourir au référendum).

### « La Lettre à tous les Français »

A l'Elysée, on confirme une nouvelle fois qu'il n'est pas question d'utiliser la voie référendaire (ni par l'article 89 ni par l'article 11) sur le projet actuellement en discussion. Le débat sur les institutions, annoncé mardi 24 avril par M. Rocard, ne sera, souligne-t-on, qu'un « débat d'orientation ». Devant l'Assemblée nationale, M. Rocard avait précisé que *des décisions s'ensuivront naturellement, tirant les conséquences d'un tel débat ».*

Il est hors de question, ajoute-t-on à l'Elysée, que l'Assemblée nationale *« se transforme en Assemblée constituante »* et que le président de la République se place sur le terrain de l'opposition en soumettant à référendum les idées de révision institutionnelle qu'elle aurait émises.

M. Mitterrand ne renonce pas pour autant à « toiletter » la Constitution de 1958 révisée en 1962, conformément aux voeux qu'il avait formulés dans sa *Lettre à tous les Français.*

Dans cette lettre, M. Mitterrand avançait l'idée d'inscrire dans la Constitution le Conseil supérieur de l'audiovisuel, d'étendre aux problèmes de société le champ référendaire sous contrôle du Conseil constitutionnel. Il se déclarait prêt à une réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel renouvelable une seule fois *« si une large majorité parlementaire et le gouvernement s'accordent sur une mesure de ce type. ».*

Le « débat d'orientation » devrait être organisé à l'Assemblée nationale au mois d'octobre. On indique à l'Elysée qui si « toilettage » de la Constitution il doit y avoir, M. Mitterrand, comme la Constitution lui en donne la prérogative, en choisira le moment – le court terme est exclu – et les sujets.

**P. J.**

# COMMUNICATION

A Bordeaux

## M. Mitterrand ouvrira les débats de l'Institut international de la presse

La trente-neuvième assemblée générale de l'Institut international de la presse (IIP) aura lieu à Bordeaux, du 6 au 9 mai. Cette rencontre, qui devrait rassembler environ cinq cents éditeurs, directeurs de journaux, rédacteurs en chef représentant une soixantaine de pays, sera ouverte par M. Mitterrand, président de la République.

Fondé en 1951 par plusieurs journalistes dont Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde*, et Jean Marin, qui dirigeait l'Agence France-Presse, l'Institut international de la presse est présidé par Enrique Zileri, directeur général de l'hebdomadaire péruvien *Caretas*.

L'Institut s'est donné pour mission de défendre les droits de l'homme, la liberté de la presse et la libre circulation de l'information. Il vient ainsi de protester contre les mesures récemment prises par le gouvernement turc à l'encontre de la liberté de la presse écrite et audiovisuelle. Les débats porteront principalement sur la naissance de la démocratie en Europe centrale et en Europe de l'Est. Y participeront notamment le chancelier autrichien Frantz Vranitsky, le ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, M. Jiri Diensbier, Adam Michnick (*Gazeta* de Varsovie) etc. Ils seront présidés par M. André Fontaine.

L'IIP débattra aussi de problèmes d'environnement et de la drogue. M. René Dumont, déjà invité lors de la dernière assemblée de l'IIP à Caracas l'an dernier, interviendra sur le premier thème tandis que le journaliste colombien Enrique Santos (*El Tiempo*) témoignera du trafic de la drogue en Amérique latine. Plusieurs personnalités politiques, comme MM. Jacques Chaban-Delmas et Michel Noir, Mme Catherine Trautmann, etc. participeront en outre à cette assemblée de l'IIP.

## Reed International rachète « Stratégies »

Le groupe d'édition britannique Reed International a annoncé, le mercredi 25 avril, le rachat, pour 181 millions de francs, de la totalité du holding français Marketing Finance SA, qui publie notamment l'hebdomadaire *Stratégies*, et de 19,9 % de sa société sœur Marketing Finance Développement SA, qui édite aussi plusieurs journaux professionnels dont le *Journal des médias*.

MM. Henri Nijdam et Nicolas Tassy, les deux fondateurs, continueront d'assurer la direction des deux sociétés et de détenir le reste du capital de la seconde. Ils pourront recevoir une compensation supplémentaire allant jusqu'à 45 millions de francs en fonction des performances futures du groupe, indique Reed, qui précise avoir une option pour acquérir le reste de son capital.

Le groupe Reed édite quelque trois cents publications en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et assure l'organisation du MIDEM. Il emploie dix-sept mille salariés et son chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 13 milliards de francs.

Après vingt-quatre jours de grève

## Blocage et inquiétudes à l'INA

**Déjà quatre jours de grève et toujours pas d'issue en vue. L'Institut national de l'audiovisuel (INA) traverse l'un des conflits les plus durs de son histoire. Un conflit né de revendication salariales, mais dont la vigueur même témoigne une nouvelle fois des malaises de l'audiovisuel public. L'agitation a gagné, le 27 avril, la société française de production (SFP) où les syndicats ont appelé à un débrayage de trois heures *« pour défendre les emplois, et le potentiel technique »*.**

Des slogans : *« Fillioud, des sous »* ; de l'humour avec ces photo-montages tirés d'un malencontreux entretien dans lequel le PDG confie au mensuel *Marie-France*, son amour des... salades ; des piquets de grève bon enfant, qui jouent au *Scrabble* pour tuer le temps ; des dérapages aussi, quand une centaine de grévistes montent *« séquestrer le taulier »*, tambourinant les portes closes des bureaux de la présidence.

Officiellement, on ne négocie pas, la direction s'y refusant tant que *« le droit et la liberté du travail sont bafoués »* officieusement, on discute pour constater que les points de vue n'évoluent pas d'un iota.

L'INA ne répond plus. Faute des émissions d'archives dont l'Institut assure la conservation, France-Inter a dû suspendre l'émission matinale de Philippe Alfonsi et il s'en est fallu de peu que les chaînes ne puissent pas diffuser de rétrospectives pour la mort de Frédéric Rossif. Plusieurs dizaines de professionnels marocains en stage de formation ont été rapatriés. Le chantier du futur studio numérique est déserté. La paie des occasionnels, elle-même, a failli ne pas être versée.

*« La prolongation et les formes de ce mouvement m'inquiètent gravement »*, écrit le président Fillioud dans une lettre adressée à chacun des 900 salariés, en s'inquiétant des *« pertes de ressources de l'entreprise »*, des *« annulations de commandes »* et du *« discrédit »* en résultant pour un établisssement public vivant à 75 % de recettes commerciales.

*« Nous ne faisons pas expier à l'ancien ministre devenu PDG, sa désastreuse loi de 1982 mettant fin au monopole de l'audiovisuel public »*, note, non sans une certaine ironie, M. Patrick Jardin, secrétaire CGT du comité d'entreprise. *« Nous ne lui faisons même pas payer poursuit-il, le limogeage du directeur de la recherche, Pierre Musso, auquel il a procédé à peine arrivé (le Monde* du 4 avril). *Ce conflit est essentiellement salarial »*.

### L'attitude de la tutelle

Cette revendication était, il est vrai, la seule à pouvoir réunir employés et cadres de la société, ainsi qu'à pouvoir cimenter une unité syndicale d'autant plus indispensable que CGT et CFDT pèsent ici, sensiblement, le même poids. C'est seulement après avoir acquis la certitude que le mouvement de grève avait le pouvoir d'achat pour unique objet, que la CFDT a rejoint dans la grève la CGT et la CFDT – très minoritaire mais active – qui s'y étaient lancées.

Aux syndicats qui réclament une augmentation individuelle de 500 F par mois, une prime annuelle équivalant à terme à un mois de salaire moyens et un rattrapage du pouvoir d'achatdepuis 1984, la direction propose depuis le 24 avril, l'attribution sous des formes diverses de 2 400 francs annels en moyenne à tous les agents de l'INA. Unen offre améliorant de 20 % les propositions initiales, supérieures – même si l'on ne s'en vante pas – aux concessions obtenues par les salariés de Radio-France, et pour laquelle le président de l'INA a dû batailler ferme, obtenant semble-t-il, un feu vert de Matignon, par-dessus la tête des ministres de tutelle. Sans résultat.

*« Cette grève renvoie à deux grands échecs de la politique gouvernementale*, commente-t-on, tant à la CFDT-INA qu'à la fédération nationale. *Elle est au confluent du bilan catastrophique de la réforme de l'audiovisuel défendue par Catherine Tasca et du fiasco de la politique d'intéressemntn aux résultats des entreprises. Le ministre de la communication devait transformer l'audiovisuel public en véritables entreprises. Au lieu de quoi, la politique sociale est bloquée de tous côtés »*.

Ainsi, le rejet en février dernier par la « tutelle » du plan d'intéressement préparé par l'ancienne présidente de l'INA a-t-il été ressenti comme une véritable provocation. Cette interprétation fait sursauter le cabinet de Mme Tasca, où l'on met en avant *« l'impossibilité de faire autrement. L'intéressement ne peut être corrélé qu'aux gains de productivité et pas, comme l'avait partiellement fait l'INA, au budget de la redevance qui lui est dévolu chaque année. Ce rejet purement technique et provisoire »*. Un nouveau texte est d'ailleurs en cours de rédaction.

*« Attention*, note toutefois un cadre de l'Institut. *Si les salariés les moins bien payés – ceux gagnant moins de 10 000 francs par mois – sont naturellement sensibles au mot d'ordre unitaire des syndicats, la mobilisation exceptionnelle de l'encadrement démontre l'existence d'interrogations sur le devenir et le rôle même de l'Institut »*. L'INA perçoit moins de 2 % du montant annuel (120 millions de francs), moins que les 4,5 % perçus par l'Etat au titre de la TVA.

Les incertitudes pesant sur l'avenir de l'archivage de l'actualité – que les chaînes privées semblent vouloir assumer elles-mêmes, – le conflit autour du dépôt légal de l'audiovisuel (*le Monde* du 28 mars), les conséquences jugées désastreuses des décrets Tasca sur la production publique ainsi que l'épuisement du fond d'œuvres commercialisables, menacent à terme la plupart des activités traditionnelles de l'INA. Entre une SFP exsangue et un pôle Antenne 2-FR 3 qui ne sait pas où il va, l'Institut s'interroge aujourd'hui sur son avenir.

PIERRE-ANGEL GAY

Filiale d'Europe 1 et de la Caisse des dépôts

## *Europa Plus émettra en russe sur Moscou*

La société Europe Plus, dont le capital est réparti entre Europe 1 (34 %), Georges Polinski (33 %), la Caisse des dépôts (23 %) et Précom Ouest-France (10 %), a conclu, mercredi 25 avril, avec le comité soviétique pour la radio-télévision (Gosteleradio) un accord de partenariat pour créer une radio commerciale à Moscou. La station, qui revêtira la forme d'une société mixte au capital de 500 000 roubles (5 millions de francs au cours officiel), contrôlé à 51 % par la société française, sera mise en ondes dès lundi 30 avril en FM et en stéréo. Elle disposera d'un émetteur de 15 kilowatts et arrosera Moscou et sa région sur un rayon de 200 kilomètres. Baptisée Europa Plus Moscou, elle se présentera, selon les responsables de Gosteleradio, comme *« la radio de la nouvelle génération de la maison commune européenne »*, *« La radio de la perestroïka »*, préfèrent leurs interlocuteurs parisiens.

Diffusant au départ six heures par jour de programmes en langue soviétique – préparé en collaboration avec Europe 2, – Europa Plus Moscou prolongera peu à peu sa durée d'émission jusqu'à atteindre dix-neuf heures par jour. Un programme composé essentiellement de musique et d'informations très courtes destinées aux jeunes.

Son lancement – dont le calendrier semble avoir été quelque peu bousculé par l'annonce rapprochée de différents projets franco-soviétiques – a été salué par la télévision nationale. Conscients cependant de la confusion croissante en France dans les milieux professionnels, les responsables de Gosteleradio ont officiellement demandé au conseil des ministres d'URSS d'arbitrer le problème de la compétence en matière de distribution de fréquences. Ils estiment que ce rôle leur revient de plein droit, le régime étant celui du monopole de la radiodiffusion. Une compétence que le ministère des télécommunications revendique également, lui qui a annoncé, récemment, la signature d'un accord avec Pierre Bellanger pour la création d'un réseau de stations FM sur tout le territoire (*le Monde* du 10 avril).

A. Co.

## Bouygues se lance dans le cinéma

Après l'échec des négociations entre Bouygues et Havas (*Le Monde* du 18 avril), le premier groupe mondial de travaux publics a décidé de se lancer, seul, dans la production cinématographique. La société Arche Cinéma Production, filiale à 100 % de Bouygues, sera présidée par M. Francis Bouygues qui, en se retirant il y a quelques mois de la présidence de son groupe, avait annoncé vouloir se consacrer davantage à la communication. La direction générale va à un professionnel du secteur, le producteur Jean-Claude Fleury qui a notamment associé son nom à *Pinot simple flic*, *Le coup de sirrocco* ou *Diabolo Menthe*.

Le montant du capital d'Arche Cinéma Production n'a pas été rendu public. Le projet d'alliance entre Bouygues et Havas avait été présenté comme la tentative de créer en France une véritable *« major »* capable d'investir dans la production de plusieurs long métrages par an. Mais la réunion de l'actionnaire principal de TF 1 et de celui de Canal Plus avait soulevé les inquiétudes des autres producteurs cinématographiques. Après sa rupture avec Bouygues, Havas qui avait déjà cherché à racheter Pathé,, ne devrait pas abandonner sa volonté d'investir dans le cinéma.



**Le Monde**

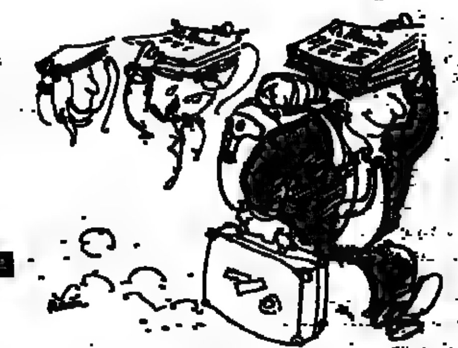
A partir du 28 avril, la rédaction du journal s'installe dans ses nouveaux locaux.

15, rue Falguière
75501 PARIS CEDEX 15

Téléphone : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Télex : 206 806 F



# SOCIÉTÉ/CULTURE



14 La journée-souvenir de la déportation
– Le trouble des juges d'instruction
– Un nouveau syndicat de policiers
15 Jérôme Savary et le swing des années noires
– Hommage de Bertrand Tavernier à Dexter Gordon
16 Photo ; l'image mythique de Gilles Caron

Un congrès national marqué par les polémiques sur l'immigration

## SOS Racisme cherche un second souffle

**Le troisième congrès national de SOS-Racisme, les 28, 29 et 30 avril à Longjumeau (Essonne), se conclura par l'adoption d'un « manifeste pour l'intégration ». Après avoir été secoué par l'affaire du foulard islamique, le mouvement présidé par Harlem Désir doit tenir compte non seulement d'un mauvais climat social, marqué par des agressions contre des immigrés et des propos antisémites, mais par les critiques dont il est lui-même l'objet.**

Harlem Désir porte toujours, au revers de la veste la célèbre petite main (« Touche pas à mon pote ») qui avait conquis la France en 1985 et donné naissance à son mouvement. Mais l'euphorie des débuts a cédé la place aux interrogations un peu amères et aux revendications déçues. *« Depuis quelque temps, il devient impossible de se faire entendre*, constate le président de SOS-Racisme. *Tout ce que nous disons, tout ce que nous faisons est mal interprété. Comme si l'on cherchait à nous transformer en bouc émissaire... ».*

Ses visites dans les écoles, le mois dernier, à l'occasion de la semaine contre le racisme, ont soulevé une tempête. Si le Front national s'est empressé de dénoncer cette *« provocation »*, beaucoup d'autres, à droite et même à gauche, ont reproché à Harlem Désir d'attiser le racisme au lieu de le faire reculer. *« C'est pourtant la troisième année que nous accomplissons ce genre de visites dans les écoles, avec toutes les autorisations nécessaires... »* s'étonne le président de SOS.

Au gouvernement, on ne cache pas un certain agacement. Pourquoi Harlem Désir tire-t-il à boulets rouges sur la *« non-politique »* d'intégration des immigrés, alors que plusieurs comités interministériels viennent d'être consacrés à ce sujet et qu'ont été mis en place un Haut-Conseil et un secrétariat général à l'intégration ? SOS-Racisme serait-il à ce point dépité de n'avoir pas obtenu la création du *« ministère de l'intégration »* qu'il réclamait ?

Harlem Désir renvoie la balle à *« ceux qui ont les leviers de commande »*. Il les accuse d'abord d'avoir *« perdu dix-huit mois, sans rien faire, persuadés que les choses allaient se résoudre toutes seules, parce que le Front national n'était plus représenté à l'Assemblée et parce que la France connaissait de nouveau une période de croissance »*. Il a fallu, dit-il, l'affaire des foulards pour que le gouvernement se réveille enfin et s'intéresse au sort des immigrés. Mais, depuis lors, on n'aurait eu que *« des effets d'annonce, sans résultats tangibles »*. Le gouvernement ne consacrerait que des moyens dérisoires pour aider ceux, comme SOS, qui agissent sur le terrain en faveur de l'intégration. *« Pour venir en aide à 440 quartiers en difficulté, la délégation à la ville ne peut compter que sur 1,5 milliard de francs. C'est absurde... »*.

Il faut bien constater cependant que SOS-Racisme lui-même traverse un moment difficile. Le mouvement ne s'est toujours pas remis de l'affaire des foulards. D'un conflit local, à Creil, il avait contribué – avec le MRAP – à faire un débat national, mettant l'accent sur le racisme anti-arabe, sans tenir compte d'autres aspects (intégrisme musulman, statut de la femme, etc.) auxquels beaucoup de Français, à gauche comme à droite,




allaient être très sensibles. SOS a ensuite légèrement rectifié le tir, en insistant sur le rôle irremplaçable de l'école publique pour *« résister à l'obscurantisme »*. Mais il était un peu tard. Harlem Désir constate aujourd'hui : *« Le débat confus sur le foulard a brouillé la perception de notre message. »*.

Le mouvement est victime aussi du discrédit qui frappe l'ensemble de la classe politique. Certes, il appartient à la *« société civile »* et se situe, depuis sa naissance, en opposition aux partis. Mais, qu'il le veuille ou non, SOS-Racisme fait partie du paysage politique. Nul n'ignore d'ailleurs ses liens avec certains cercles socialistes et ses bonnes relations avec l'Elysée. Un de ses membres les plus en vue, Julien Dray, n'est-il pas député PS de l'Essonne depuis 1988. Un député atypique sans doute, qui agace ou inquiète beaucoup de ses collègues, mais qui contribue à donner à SOS-Racisme l'image d'un mouvement proche des socialistes et même engagé dans leurs batailles internes.

Cinq ans après sa création, SOS-Racisme subit – et c'est normal – les effets de l'âge. Il n'est pas facile de se renouveler en permanence, surtout quand on a démarré si fort. Un autre mouvement, France Plus, commence d'ailleurs à faire concurrence à celui d'Harlem Désir, en employant à peu près les mêmes méthodes : des appuis dans les milieux politiques et une utilisation constante des médias. Pour contrer SOS, certains n'hésitent pas à se servir de cette deuxième association, constituée de beurs et d'enfants de harkis, dont le cheval de bataille est l'engagement civique.

SOS-Racisme conserve cependant un nom, une « marque » pourrait-on dire, à faire rêver bien des publicitaires. Le mouvement présidé par Harlem Désir est encore capable de mobiliser beaucoup de jeunes, et pas seulement pour des concerts gratuits. Il sait surprendre, rebondir, trouver de nouveaux thèmes et élargir en permanence son champ d'action. Regardant au-delà des frontières de l'Hexagone, il lance avec la même fougue des campagnes contre l'apartheid en Afrique du Sud, contre l'intégrisme en Algérie ou en faveur de la démocratie à l'Est.

### *Quelle intégration?*

SOS a fait des petits. A ses dix-huit mille adhérents déclarés en France, s'ajoutent désormais une douzaine de comités à l'étranger. Le mouvement vient même de franchir l'ex-rideau de fer : des jeunes de RDA de Hongrie et de Roumanie, qui envisagent de créer des groupes similaires dans leur pays, seront présents au congrès de Longjumeau. Ils apprendront que le prochain concert public de SOS- Racisme, le 9 juin prochain, se fera en duplex avec Moscou et peut-être avec Prague.

Parmi les autres invités annoncés figurent le leader algérien Hocine Aït Ahmed et Daniel Cohn-Bendit. Du côté français, on attend la participation d'Antoine Waechter, le chef de file des Verts, du Docteur Salem Kacet, maire-adjoint de Roubaix, et de Jean Kahn, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France). Sans compter, bien sûr, les abonnés, piliers de la tribune, amis de la première heure : Bernard-Henri Lévy, Marek Halter, Pierre Bergé...

Après avoir beaucoup parlé de racisme, SOS s'est donné comme leitmotiv l'intégration. L'ennui est que tout le monde a adopté ce terme, y compris des gens comme Charles Pasqua, ancien promoteur de charters pour le Mali, et Valéry Giscard d'Estaing, qui donne l'impression depuis quelque temps de chasser sur les terres du Front national. *« Aujourd'hui, tous les mots sont piégés*, affirme Harlem Désir. *Il y a une grande confusion dans les esprits. Personne ne sait plus comment parler de l'immigration. »*

Dans son *« manifeste de l'intégration »*, le congrès de Longjumeau insistera sans doute sur deux thèmes : la Ville (en refusant les *« ghettos »*) et l'école (en insistant sur l'*« égalité »*). Cela dit, il faudra bien que SOS-Racisme précise ce qu'il entend exactement par intégration. Car autant ce terme est clair sur le plan économique, autant il prête à confusion sur le plan social et culturel.

Partis d'un cri du cœur ( *« Touche pas à mon pote ! »*), Harlem Désir et ses amis se trouvent contraints, cinq ans plus tard, de définir un modèle de société. C'est d'autant moins facile que l'opinion semble être aujourd'hui beaucoup plus en phase avec les défenseurs de l'*« identité nationale »* qu'avec les partisans du brassage et de la diversité.

ROBERT SOLÉ

## ENVIRONNEMENT

La lutte contre la sécheresse

## M. Michel Rocard crée une « cellule nationale de crise »

**Au conseil interministériel sur l'eau réuni à Matignon, jeudi 26 avril, M. Michel Rocard, premier ministre, a annoncé cinq mesures pour remédier aux conséquences de la sécheresse. Tout d'abord, est créée une « cellule nationale de crise », qui se réunira à Matignon en cas d'urgence avec les administrations concernées (Environnement, qui assure le secrétariat, Intérieur, Agriculture, Transports, Santé, Finances). En temps normal, c'est toujours la mission interministérielle de l'eau qui suit le dossier. Une convention nationale va d'autre part être signée avec EDF, qui s'engagera à mettre ses réserves hydrauliques à la disposition des autres usagers de l'eau en cas de besoin. Quant aux travaux à entreprendre pour augmenter la ressource en eau, ils bénéficieront d'une « procédure simplifiée d'affectation des crédits budgétaires » qui permettra l'ouverture immédiate des chantiers. Une campagne d'information sera menée dans les départements ou sur tout un bassin fluvial afin d'inciter la population à économiser l'eau. Les entreprises seront invitées à éviter les rejets polluants qui, en période de basses eaux, peuvent être catastrophiques. Enfin, le gouvernement va demander à la Commission de Bruxelles une aide communautaire pour les agriculteurs contraints d'abandonner temporairement les cultures irriguées.**

## *Du tournesol et des puits contre la soif végétale*

Malgré la pluie qui depuis la mi-avril redonne quelque couleur à la végétation du Sud-Ouest, du Sud-est et du Centre, les agriculteurs s'attendent à un été sans eau, un nouvel été de sécheresse, le troisième en cinq ans. En Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, dans le Lauragais et la Montagne Noire, le déficit hydrique atteint déjà des proportions alarmantes, comme dans le Gers et le Lot-et-Garonne.

Face à cette nouvelle contrainte climatique, les exploitants *arbitrent entre les cultures*, choisissant de préférence les moins gourmandes en eau. Ainsi la sole plantée en maïs devrait-elle diminuer cette saison de 200 000 hectares dans l'ensemble du pays. En remplacement du « nain jaune », les agriculteurs ont l'intention de *semer du tournesol et du sorgho*, dont les exigences d'irrigation sont nettement moins grandes.

Leur inquiétude porte maintenant sur les prix auxquels seront vendues ces cultures de substitution. La Communauté a en effet fixé des plafonds de production au tournesol. En cas de dépassement, le tarif garanti est automatiquement baissé.

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, plaide actuellement auprès de Bruxelles le relèvement du plafond concernant le tournesol à l'occasion du « marathon » sur les prix agricoles, afin que soient prises en compte les conditions climatiques exceptionnelles frappant le monde paysan. *Les estimations des professionnels montrent qu'en cas de maintien du plafond actuel les prix du tournesol pourraient diminuer de 40 % ...*

### *Forer et stocker*

Dans les régions les plus touchées, les agriculteurs se sont parfois unis en associations attribuant les tours d'eau, gérant les lacs collinaires et répartissant la rareté en fonction des besoins de chacun. Eviter la guerre de l'eau et répartir la rareté sont à l'ordre du jour pour calmer au mieux la soif végétale.

Si les chercheurs et les agronomes sont en mesure de développer l'agriculture sans sol, nul *n'a encore trouvé le moyen de* généraliser une agriculture sans eau. M. Nallet a maintes fois encouragé les exploitants à creuser de nouveaux puits en profondeur, à choisir plus opportunément les périodes d'arrosage. Les agriculteurs n'échappent pas à ce nouvel impératif qui concerne la *société entière* : considérer l'eau comme une ressource limitée et précieuse, qu'il faudra le cas échéant accepter de payer plus cher.

*Forer et stocker, tel est le nouveau mot d'ordre des agriculteurs pour s'aider eux- mêmes, en attendant que le ciel...*

ERIC FOTTORINO

## Le « bilan vert » de M. Fabius

Au cours de la séance de questions « crible », le 26 avril à l'Assemblée nationale, le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a dû répondre à une foule de questions sur l'eau, les agriculteurs pollueurs, les déchets, le bruit, l'aménagement de la Loire et... le travail parlementaire.

Mais c'est le président de séance, M. Laurent Fabius, qui a le plus étonné par ses commentaires. *« C'est vrai que le rapport de notre collègue Barnier est un excellent travail »*, a-t-il observé de manière très œcuménique, en saluant ainsi le « rapport sur notre environnement » présenté par le député RPR de Savoie à la commission des finances *(le Monde* du 12 avril). Pour faire bonne mesure, M. Fabius a clos la séance de « crible » en annonçant qu'il allait désormais *« demander un bilan vert pour tous les projets de textes qui nous seront soumis »*. C'est-à-dire une sorte d'étude d'impact pour les projets ou propositions de loi susceptibles de modifier l'environnement.

## *Succès du téléthon organisé pour les victimes de Tchernobyl*

Un « téléthon » de 24 heures organisé par la télévision soviétique au profit des victimes de la catastrophe de Tchernobyl a permis de collecter cinq millions de dollars et 70 millions de roubles (105 millions de dollars au taux de change officiel) en liquide ou sous forme de médicaments et de marchandises diverses, rapporte vendredi 27 avril l'agence Tass.

Les contributions, en provenance d'une vingtaine de pays, s'échelonnaient de quelques roubles à un chèque de 500 000 dollars versé par une entreprise familiale australienne.

La compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa a remis cent billets d'avion permettant de transporter des enfants irradiés dans des centres de traitements spécialisés. Le ministère ouest-allemand de la Défense a offert des soins médicaux gratuits dans un hôpital de RFA à dix personnes victimes de la catastrophe, précise Tass.

D'après le député soviétique Youri Chtcherbak, qui a consacré un livre à la catastrophe de Tchernobyl, celle-ci a fait environ 300 morts, soit dix fois plus que le bilan officiel.

D'autre part un prélèvement de moelle osseuse effectué le vendredi 27 avril à l'hôpital Jean Minjoz de Besançon, sur une femme de 42 ans devrait, le même jour être greffé a Seattle chez Anatoly Grischenko l'un des pilotes d'hélicoptères qui avait survolé à plusieurs reprises le site irradié et qui est aujourd'hui atteint d'une forme de leucémie.

## SPORTS

□ **FOOTBALL : finale de la coupe de l'UEFA.** – A la suite d'incidents entre spectateurs lors du match de demi-finale de la coupe de l'UEFA, la commission de discipline de l'Union Européenne de football a décidé de suspendre pour un match le stade italien du club de la Fiorentina. La finale retour de la coupe devra donc être disputée le 16 mai sur un stade distant d'au moins 300 kilomètres de Florence.

□ **HIPPISME : remise en liberté d'un entraîneur inculpé de dopage.** – L'entraîneur de trotteurs Jean Kruithof, inculpé de tentative d'escroquerie et d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses, (*le Monde* du 24 mars) puis placé sous mandat de dépôt le 22 mars, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, jeudi 26 avril, après avoir versé une caution de 50 000 francs.

### Résultats

TENNIS

TOURNOI DE MONTE-CARLO
*(Huitièmes de finale du jeudi 26 avril)*

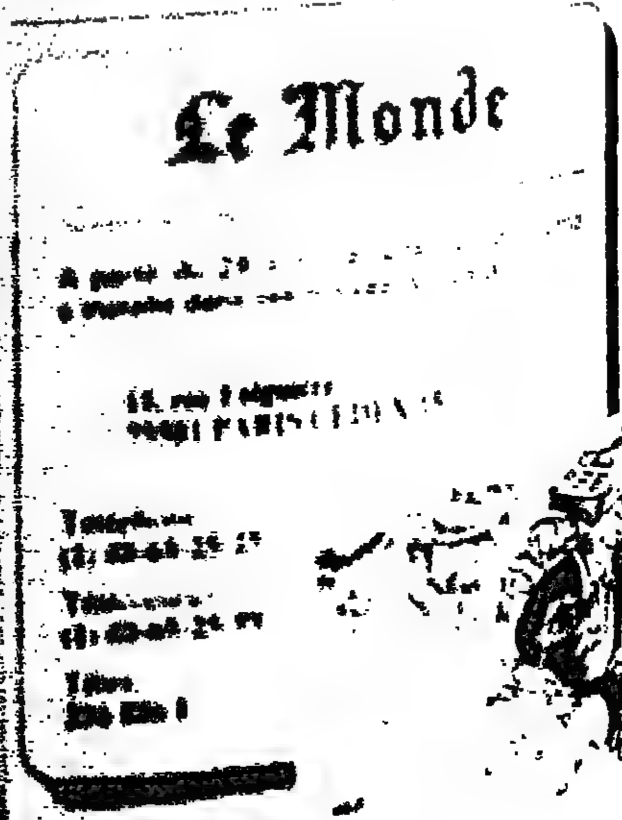
Sanchez (Esp.) bat Forget (Fra.), 6-2, 6-2 ; Rosset (Sui.) bat Engel (Suè.), 6-0, 6-4 ; Chesnokov bat Yzaga (Pér.), 6-2, 6-1 ; Leconte (Fra.) bat Gomez (Equa.), 6-3, 6-4 ; Skoff (Aut.) bat Arrese (Esp.), 6-7 (3-7), 6-4, 7-5 ; Becker (RFA) bat Agénor (Haï.), 6-2, 4-6, 6-4 ; Muster (Aut.) bat Courier (E-U), 6-4, 6-4 ; Aguilera (Esp.) bat Edberg (Suè.), 7-6, 7-6.



Filiale d'Europe 1 et de la Caisse des dépôts

Europa Plus émettra en russe sur Moscou

Bouygues se lance dans le cinéma



# SOCIÉTÉ

La journée nationale du souvenir de la déportation

## Dora, le camp trop bien oublié

**Quarante-cinq ans après la libération des camps, les anciens déportés se refusent à l'oubli. Alors que se déroule, dimanche 29 avril, la Journée nationale du souvenir de la déportation, les survivants de Dora viennent de réunir un colloque de trois jours, à Paris, pour traiter de la spécificité de ce camp, oublié parmi tous.**

Au revers de son costume sombre, il porte simplement un nom et un numéro. Son nom d'homme. Son numéro de déporté, d'esclave, de *« rayé »*. L'homme aux cheveux gris raconte la règle de vie ou de mort au camp. Simple et claire comme le salut hitlérien. *« Il fallait pouvoir se relever. Une gifle vous envoyait par terre et puis, c'était les coups ; et, si on ne pouvait pas se relever, les claques redoublaient ; on était battus à mort. »*

Ceux qui l'écoutent témoigner sont ses semblables, compagnons dans l'horreur, les rares qui ont pu *« se relever »* et vivre après. Après Dora, ce camp de concentration, comme tant d'autres – un peu plus oublié sans doute. Ils en sont revenus *« par miracle »* et par chance. Aujourd'hui, ils n'ont qu'une obsession : éviter l'oubli, mettre le poids de leurs récits dans la machine révisionniste pour l'enrayer, une fois pour toutes ; dire aux générations suivantes dans quel enclos d'inhumanité ils ont vécu des mois, des années durant.

A Dora (de son vrai nom Mittelbau), une charmante colline boisée dans le massif du Harz, en plein centre du Reich. Quand la guerre a pris fin, ils étaient près de quarante mille prisonniers (résistants français, juifs hongrois, Slaves de toutes nationalités), détenus dans ce « camp de la mort lente », commandé alors par l'ancien chef d'Auschwitz, le SS Richard Bauer. Et pourtant, le nom de Dora a été comme gommé du terrible florilège de la machine concentrationnaire : Auschwitz, Dachau, Bergen-Belsen, Ravensbrück, Buchenwald.

Pourquoi cette étrange faille de la mémoire collective ? Dora n'était-il pas un camp comme les autres ? Contrairement aux camps de Pologne, réservés aux déportés sur des critères ethniques, juifs et tziganes, Dora, situé sur le territoire allemand, n'abritait pas de chambres à gaz.

L'horreur n'y était pas moins grande qu'ailleurs. Même bestialité des kapos, même suprématie de la mort, même violence et même angoisse quotidienne des prisonniers. On y retrouvera – il y a quarante-cinq ans – ces mêmes corps décharnés, mutilés, usés ; ces mêmes épouvantables squelettes. Seule différence : à Dora, on mourait d'épuisement au travail. Pour construire dans des galeries souterraines, échafaudées par les prisonniers eux-mêmes, les *« armes secrètes »*, qui, selon Himmler, chef suprême de la SS, rayeraient Londres de la carte du monde et apporteraient au Führer une victoire enfin décisive.

Dans le plus grand secret, on s'acharne donc à y fabriquer, à partir d'août 1943, la fameuse fusée-V 2, ancêtre de nos missiles. La main-d'oeuvre ? Les milliers de déportés du camp. Ils sont loués par la SS aux entreprises allemandes chargées de réaliser les fusées. Sous les hurlements des kapos, ils vivent dans un enfer souterrain, creusant le sol dans une étouffante poussière minérale. Il y a tous les jours des morts, victimes des mauvais traitements, de la faim, du typhus, du froid ou, simplement, tués pour l'exemple.

### *La carrière de von Braun*

La spécificité du camp de Dora, c'est cela : il lui faut produire les armements pour le Reich. Un camp de la mort qui fabrique des armes : doublement mortel. Dora est l'un des rouages de la puissante mécanique de guerre allemande. A un bout de la chaîne, on broie des *« sous-hommes »* pour, à l'autre bout, sortir la fusée la plus moderne de son temps. Il s'agit autant d'exterminer des ennemis que de fabriquer des armes nouvelles. Selon les périodes, l'un ou l'autre de ces objectifs est privilégié.

De leur côté, les industriels allemands, constatant la lenteur du travail accompli, font pression sur le ministère de l'armement pour que l'on traite *« leur main-d'œuvre »* de façon un peu plus amène. Pour les détenus, cela signifie un répit de quelques mois, d'avril à août 1944, avant que Himmler, farouche partisan de l'élimination par le travail forcé, ne l'emporte à nouveau.

C'est le camp voisin de Buchenwald qui sert de réservoir aux puits sans fond de Dora. Les prisonniers frémissent dès qu'ils entendent ce nom, synonyme pour eux de mort certaine. En tuant à la tâche les déportés, les Allemands s'assurent également le silence définitif des techniciens, contraints de collaborer à la construction de la fusée. Personne n'est jamais revenu vivant de ce gouffre.

Avril 1945. Au moment où les Alliés découvrent les quelques survivants et les milliers de cadavres de Dora, l'armée américaine interpelle plusieurs savants et techniciens dans un petit hôtel du Tyrol. Parmi eux, Werner von Braun, éminent ingénieur et père du V-2, le maître d'oeuvre invisible d'une usine bien particulière. Loin d'être inquiété et jugé comme criminel de guerre, ce *« négrier distingué »*, selon le mot d'un historien, est discrètement emmené aux Etats-Unis avec l'une de ses fusées. S'ensuit une brillante carrière dans la recherche spatiale, de la mise au point du premier missile antibalistique américain au lancement du satellite Explorer et à l'entrée à la NASA en 1960. Von Braun mourra en scientifique célèbre et couvert d'honneurs.

D'autres savants de son équipe participeront, côté soviétique, aux travaux qui mèneront à Spoutnik...

Peut-on parler, dès lors, d'entente tacite entre vainqueurs pour faire silence sur l'après-Dora ? L'historien Jacques Delarue est persuadé que ce *« consensus »* explique l'éclipse du camp et, cela, dès le procès de Nuremberg. L'Amicale des déportés, elle, se bat pour raviver les mémoires.

JUDITH RUEFF

POLICE

La création du Syndicat unitaire de la police républicaine

## La FASP réunit les policiers en tenue dans une seule organisation

**Réunissant plus de trente mille policiers en uniforme, le Syndicat unitaire de la police républicaine (SUPR) a vu le jour, jeudi 26 avril, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Constitué au sein de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), ce nouveau venu fusionne les trois principales organisations de la police en tenue : le Syndicat général de la police (SGP, pour la préfecture de police de Paris), le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT, pour la province), ainsi que l'organisation des CRS (SNIP). La réunion dans un seul syndicat de ces trois organisations, majoritaires aux élections professionnelles chez les gardiens de la paix et les gradés, constitue une force sans précédent dans l'histoire de l'institution policière.**

Il y avait les « gardes-champêtres » des campagnes. Il y avait les « progressistes » parisiens, dont la sensibilité ouvriériste leur valait d'être traités de « rouges » par le ministre de l'intérieur de l'après-1968, M. Raymond Marcellin. Il y avait « l'unité d'élite » des CRS. Et chaque catégorie se regroupait dans un syndicat fier de son histoire, jaloux de son identité au point de verser dans des revendications étroitement catégorielles.

Désormais un seul syndicat de policiers en tenue les rassemble. Le mot d'ordre unitaire, qui revenait comme une litanie à chaque congrès de la Fédération autonome depuis une vingtaine d'années, est devenu réalité. Les trois syndicats – le SGP, syndicat pionnier créé dès 1924, le SNIP et le SNPT, apparus au lendemain de la Seconde guerre mondiale – s'étaient déjà rapprochés sous la bannière de la FASP. Leur fusion met fin à un demi-siècle de brouilles, de *« pinaillages catégoriels »*, et de batailles d'appareil, dont le ministère de l'intérieur faisait son miel. Aux yeux des gardiens de la paix, le congrès de l'unité à Epinay est donc *« historique »*. M. Gilbert Bonnemaison, maire de cette ville, qui accueillit, en 1971, un autre congrès unitaire, celui du Parti socialiste, ne s'y est pas trompé, l'ancien rapporteur de la loi de modernisation de la police soulignant *« l'importance d'avoir dans la police des syndicats aussi organisés et aussi responsables »*.

L'unité syndicale conduit à mettre sous le boisseau les différences qui demeurent entre les métiers policiers à Paris, en province et dans les CRS. Sans doute, la police parisienne fait-elle aujourd'hui figure de « repoussoir » de la police nationale, après en avoir longtemps été le phare pour les avancées sopciales dont ses membres bénéficiaient. Plus jeunes que leur collègues, car affectés à la préfecture de police dès leur sortie d'école, les fonctionnaires parisiens subissent des contraintes pesantes – logements coûteux, transports interminables – même si elles sont compensées par des indemnités (qui ontlongtemps fait blémir d'envie leurs collègues). A eux de supporter les gardes statiques devant les édifices publics : *« Onen a ras-le-képi de faire les plantes verts devant les ambassades »*, commente un gardien qui, il y a peu, était étudiant syndiqué à L'UNEF. Quant aux CRS, ils travaillent sous le signe de la mobilité ; chaque année, ils passent six mois en déplacement, hors de leur cantonnement.

### *Relève de générations*

Au-delà de telles différences, les trois syndicats fusionnés voient tout le parti qu'ils peuvent tirer, lors des élections ou des négociations, de leur nouvelle représentativité dans la police en tenue. Et leurs militants partagent une même *« culture syndicale »*, celle de la FASP. Le *« respect des droits de l'Homme, la lutte pour la promotion sociale et contre le racisme »* sont les valeurs communes dont se réclament leurs dirigeants.

Le congrès d'Epinay a aussi entamé un processus de relève de la « vieille garde » syndicale. Les secrétaires généraux du SGP et du SNPT, MM. Bernard Deleplace et Eugène Asencio, passent la main à une nouvelle génération de responsables. A la tête du SUPR – les syndiqués prononcent « Super » – se trouvent désormais M. René Espagnol secrétaire général, et M. Richard Gerbaudi, secrétaire général adjoint, tous deux issus du syndicat parisien. L'équipe de direction est complétée par M. Jacky Viallet, pour les provinciaux, et M. Elie Pulgmal, pour les CRS. Dans quelques mois, une maison commune abritera les responsables du syndicat unifié. Située à Paris, la *« Maison de la police républicaine »* abritera tous les syndicats de la FASP sous un même toit.

La longue marche vers l'unification n'est pas finie, assure M. Bernard Deleplace, qui reste à la tête de la fédération autonome. Celle-ci regroupe aujourd'hui six syndicats représentant tous les corps et toutes les catégories de policiers, des personnels administratfis aux officiers, des policiers en civil (inspecteurs, commissaires) à leurs collègues de la tenue. *« Nous avons tout à gagner à cette unification, en termes de crédibilité, et aussi de rapport de force avec l'administration et les hommes politiques »*, affirme celui qui reste le grand timonier de la FASP.

Car la *« loi d'orientation sur la sécurité intérieure »*, qui sera présentée par le ministre de l'intérieur lors de la session d'automne du parlement, prévoit notamment réformer l'architecture des carrières policières. On voit mal comment cette refonte des corps de policiers n'aurait pas de conséquence sur la fragmentation syndicale au sein d'une profession qui, à ce jour, et malgré cette toute récente unification, compte encore vingt-deux syndicats.

ERICH INCIYAN

JUSTICE

Conséquence inattendue de la loi d'amnistie

## Le trouble de certains juges d'instruction

**Après l'exemple du Mans, où des juges d'instruction ont décidé de remettre en liberté des détenus en considérant que le non-lieu dont a bénéficié M. Nucci modifie la notion d'ordre public, d'autres magistrats instructeurs manifestent leur mauvaise humeur, à Agen cette fois.**

Décidément, le sort réservé par la Haute Cour à M. Christian Nucci, l'aigreur suscitée par la loi d'amnistie des crimes et délits liés au financement des partis politiques perturbent certains magistrats. Après les trois juges d'instruction du Mans (*le Monde* du 26 avril) qui ont décidé de remettre en liberté des détenus en estimant que la notion de trouble à l'ordre public venait de subir une évolution plus que sensible, les deux juges d'instruction du tribunal de grande instance d'Agen, MM. Jean-François Daux et Jean de Maillard, auraient pris la décision d'imiter leurs collègues. Cette fois quatre dossiers seraient concernés.




Si l'affaire à Agen provoque une grande agitation, les deux magistrats concernés sont injoignables. Alors que des informations avaient filtré dans la presse locale, MM. Daux et de Maillard n'étaient pas présents au palais de justice pour commenter la nouvelle affaire. Invariablement, jusque tard dans l'après-midi du 26 avril, on répondait au tribunal *« qu'ils n'étaient toujours pas rentrés de déjeuner »*.

Confidence orientée ? Affaire légèrement « gonflée » ? Dans la hiérarchie du tribunal, on ne cachait pas un embarras certain. *« C'est assez bizarre*, confiait un magistrat agenais. *Certes, il y a bien eu quatre demandes de mise en liberté, mais il n'y a là rien d'extraordinaire. »* D'autant que sur ces quatre dossiers, dans trois cas, le parquet était lui aussi faborable à la levée du mandat de dépôt. Dans ce type d'ordonnance, le juge d'instruction n'est pas tenu de motiver sa décision. Les deux juges d'Agen ont-ils par écrit pris une position quelconque se référant à la loi d'amnistie ou à une prétendue évolution de la notion d'ordre public ? Rien n'est moins sûr. Personne au tribunal de grande instance

□ **M. Chirac *« comprend »* les juges du Mans.** – M. Jacques Chirac a indiqué, jeudi 26 avril, qu'il était *« très choqué par cette affaire d'amnistie »*, en faisant allusion à l'affaire Nucci. *« Je ne suis pas étonné que cela se traduise, de la part de certains juges que je comprends parfaitement, par des initiatives telles que celles du Mans »*, a-t-il ajouté. Les juges d'instruction du Mans, en réaction contre l'amnistie, viennent de faire libérer des détenus inculpés de délits mineurs en invoquant comme motif *« la récente évolution de la notion d'ordre public »*. M. Chirac s'est déclaré *« favorable au renforcement des peines qui portent sur des délits racistes »*.

## EN BREF

□ **Un convoyeur de fonds inculpé et écroué dans l'affaire des attentats contre des foyers SONACOTRA.** – Jean Hoetzel, dit « Chien fou », convoyeur de fonds âgé de cinquante-cinq ans, a été inculpé et écroué, mercredi 25 avril, par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse, chargé du dossier des attentats contre des foyers SONACOTRA. Il avait reconnu avoir fourni des détonateurs et des mèches lentes ayant servi à l'attentat qui avait fait quatre blessés, le 9 mai 1988, à Nicolas Gouge, le principal inculpé de ce dossier qui en compte désormais vingt-quatre.

□ **Commando français de l'ETA : cinq nouvelles inculpations.** – Après celle de Philippe Saez, inculpé lundi 23 avril (*le Monde* du 25 avril) d'assassinat, M. Gilles Boulouque, juge d'instruction parisien chargé du dossier du commando français de l'ETA, a prononcé, mercredi 25 et jeudi 26 avril, cinq nouvelles inculpations. Membres présumés du commando itinérant, Jacques Esnal, Pierre Erremondeguy, Jean Parot, Frédéric Haremboure et Jean-Vincent Garcia ont été inculpés d'assassinats. Six Basques français font donc aujourd'hui l'objet de poursuites en France après que les autorités espagnoles eurent dénoncé, auprès de la justice française, six attentats perpétrés en Espagne de 1978 à 1989. Un mandat d'arrêt international a, par ailleurs, été lancé contre Francisco Mugica Garmendia, dit « Artapalo », considéré comme le numéro un de l'ETA, qui pourrait se réfugier en France.

□ ***Maintien en détention de Jean Chouraqui.*** – La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a confirmé, jeudi 26 avril, l'ordonnance prise par Mme Chantal Gaudino, juge d'instruction à Marseille, de rejet de mise en liberté de M. Jean Chouraqui, directeur de cliniques, détenu depuis le 27 janvier après avoir été inculpé de complicité d'assassinat sur la personne de Léonce Mout, gérant de la polyclinique nord. La chambre d'accusation s'était déja opposée, le 13 février (*le Monde* du 15 février), à la mise en liberté de Jean Chouraqui qui avait fait appel de sa mise sous mandat de dépôt.



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

## Sacrée soirée pour les handicapés

Les millions de personnes qui de naissance, par maladie ou par accident souffrent d'un handicap ont-elles, en un soir, gagné leur place dans la société française ? En tout cas, grâce à TF1, à Bernard Tapie, formidable M. Loyal, et aux plus battants d'entre eux, ils ont crevé l'écran. Durant plus de trois heures et demi jeudi soir 26 avril, les téléspectateurs ont pu constater que malgré et à cause de leur différence, les invalides peuvent parfois réaliser des exploits dont bien des gens dits normaux ne seraient pas capables.

Michel Gillibert, qu'un accident a privé de l'usage de ses quatre membres mais qui a réussi à devenir ministre est le symbole de cette fureur de vivre. Il y en avait bien d'autres, illustres ou inconnus. Des bêtes de scène comme Gilbert Montagné ou Ray Charles, des sportifs comme Jose Gonsalvez, qui s'envole du haut du Mont Blanc en parapente, des aventuriers au grand coeur comme Patrick Segal devenu l'un des adjoints de Jacques Chirac à la mairie de Paris, des enfants aveugles, comme Arnaud de Rosnay qui plonge sous la banquise, ou de simples couples qui réussissent leur vie de famille.

Le pari n'était pas facile à tenir. Comment réaliser trois heures d'émission sur les handicapés sans s'apitoyer, s'indigner ou simplement lasser ? L'émotion y était et malgré quelques passages à vide, l'intérêt des images et des témoignages ne s'est guère démenti. Cela sonnait juste car on n'a pas fardé la vérité.

MARC AMBROISE-RENDU

# CULTURE

THÉATRE

## Swing des années noires

*Jérôme Savary fait revivre, chanter et swinguer les dandys des années 40 dans sa comédie musicale « Zazou »*

L'histoire se passe pendant les années noires, froides, affamées. Il y avait la guerre, la collaboration, la résistance, bien des lâchetés et autant d'héroïsme. Et puis, il y avait la vie quotidienne, à la fois angoissante et ennuyeuse. Si les nouvelles générations veulent se faire une idée, elles peuvent comparer à ce que l'on dit des pays de l'Est.

Tout étant interdit, on faisait n'importe quoi, surtout bien entendu quand on était jeune. Et comme la pénurie de tissu, de cuir, de tout ce qui sert à fabriquer les vêtements, était totale, que les produits ersatz étaient piteux, c'est là que se plaçait la provocation. La haute couture a « résisté » de façon presque gratuite, car, les Américaines se trouvant hors course, la clientèle était plus rare encore qu'aujourd'hui. Et le dandysme se portait bien.

L'histoire que raconte Jérôme Savary avec *Zazou*, au Théâtre national de Chaillot, est celle d'une petite fille de Français moyens embarquée dans une bande de ces dandys que l'on appelait donc « zazous ».

D'où, paraît-il, le terme *« zut suit »* qui, dans les années 70, désignait les élégants des bas quartiers chicanos de Los Angeles. Leur uniforme *était* le costume blanc, gilet et chapeau à larges bords, rien à voir avec nos zazous, qui appartenaient plutôt à la bourgeoisie aisée, s'habillaient de longues vestes à carreaux descendant au genou, de jupes plissées dépassant à peine des vestes à basques longues – dont s'est inspiré Saint Laurent.

Les semelles crêpe étaient le grand chic, mais d'une façon générale elles étaient de bois, compensées, parfois plates mais articulées, et rien que d'y penser réveille de douloureux souvenirs d'ampoules.

### *Une rigueur surprenante*

Sur la scène de Chaillot, les vêtements sont jolis, drôles, éclatants. Pas réalistes, et d'ailleurs ont heureusement disparu ces fibranes que la moindre pluie faisait rétrécir, et qui retrouvaient alors la dureté du bois originel. La reconstitution historique minutieuse n'a jamais été le souci primordial de Jérôme Savary.

Il s'inspire de Boris Vian et attribue à ses zazous la désinvolture de son propre anarchisme teigneux. Ce qu'il aime, Savary, et sait faire revivre, ce sont les ambiances, une couleur de l'air, un parfum sensible. Pour tout dire, une poésie réellement candide, où se reconnaît la vérité.

Quand on parle d'une époque aussi chargée – pour ceux qui l'ont vécue, pour d'autres qui ne sont pas des inconscients, – il faut seulement laisser faire la mémoire. Savary sait jouer d'un mot, d'un clin d'œil, d'une allusion. Il ne se laisse pas emporter par son goût pour les calembours abominables, il est d'une rigueur surprenante.

Ce qui ne veut pas dire austérité ni sobriété. De toute façon, ce que touche Savary devient spectacle, aussi féerique qu'un Noël. Les décors glissent, les changements se font dans la foulée, dissimulés sous un scintillement de boule d'argent comme dans un dancing et dévoilent des paysages de cartes postales, juste kitsch ce qu'il faut. Un délice.

On passe des rues sous l'Occupation, avec vélos, tricycles, affiches de propagande, à un abri dans le métro, à une surboum dans un garage, aux tractions avant de la milice, aux chars de la Libération, au Saint-Germain du Tabou et des Deux-Magots, à l'Indochine, à une plage méridionale où viennent planer les hippies. L'histoire se passe entre 1942 et 1944, puis de 1945 à 1955, plus un épilogue en 1967.

Trois moments dans la vie de la petite fille de Français moyens, devenue Zazou puis égérie existentialiste et fuyant sa tristesse dans une douce folie. Car elle est triste, sa vie, mais pleine de rebondissements, de rencontres, de séparations. Jérôme Savary adore le mélo : l'un de ses plus beaux spectacles, joué à Chaillot, invité par André-Louis Perinetti, s'appelait *la Mélodie du malheur*.

### *Histoire triste spectacle gai*

L'histoire est triste, le spectacle est gai, virulent, brillant, rythmé par des danses, par du jazz comme on en rêvait, et des tubes de l'époque, plus nunuches que les pires yéyé, fiévreusement swingués. Mieux qu'une analyse sociologique, ils disent la frénésie de liberté, cette frénésie qui peut tourner à la violence. Ce à quoi s'opposaient les zazous avec leurs grimaces, leurs excès, c'était l'ordre moral, travail-famille-patrie, retour à la terre. Leur arme était l'humour.

Jérôme Savary est l'un des rares auteurs français de comédie musicale. Il écrit des dialogues efficaces, simples, sait équilibrer l'émotion, amener les chansons, laisser respirer entre deux rires, jouer alternativement de la connivence et de l'étonnement. Surtout il aime ça et fait partager son plaisir.

Il sait aussi entraîner sa troupe. On retrouve Michel Dussarat (le meneur de jeu de *Cabaret*) en chef zazou frétillant, on reconnaît Christiane Legrand, Jacques Alric...

On découvre des gens qu'on ne s'attendait pas à trouver là : Cris Campion (le petit pirate de Polanski) et Maria de Medeiros, l'héroïne, tellement gracieuse, tellement drôle. Une boule de charme qui danse et fait rire aux larmes en chantant *Rythme et swing*, et fait pleurer avec *Il n'y a pas d'amour heureux*. Elle est magnifique.

COLETTE GODARD

▶ Chaillot, jusqu'au 30 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h. Relâche le 1er mai. Tél. : 47-27-81-15. Collectivités : 47-04-86-70. Audiphone : 47-27-26-27.

*Affiche de propagande pendant les années noires*

## Le carnaval Hugo

*L'équilibre instable de grandes marionnettes illumine « Hernani », au Théâtre du Ranelagh*

Paul Claudel, à quatre-vingt-sept ans (il allait mourir deux ans plus tard) a tenu à rappeler *« les deux émotions théâtrales les plus fortes de ma vie »*. L'une est le *Thannhauser* de Wagner au Volksoper de Vienne. L'autre est *Hernani*.

*« C'était pendant l'exposition universelle de 1878, et mon père s'était procuré deux places pour lui et moi au poulailler du Théâtre-rançais »*. Claudel évoque le cor de l'ultime scène *« interprète d'une distance irrémédiable »*. *« Et quelle poésie,* ajoute-t-il, *dont j'aime mieux ne pas ranimer le sortilège. »*

Une présentation singulière d'*Hernani*, imaginée par Jean-Michel Vanson, et qui a lieu à présent au Théâtre du Ranelagh, suscite une *écoute* neuve, et très claire, de cette *« poésie »* qui frappa l'enfant Claudel de dix ans, au point qu'il s'en souvient si nettement tant de décennies plus tard. Dona Sol et Hernani sont joués par des acteurs qui sont-là, sur scène, en costume. En revanche Carlos et Gomez sont deux marionnettes géantes, d'au moins trois mètres de haut. Des *« mannequins, grotesques de figure, gigantesques de taille »*, tels que les décrivait Raymond Roussel dans *la Doublure* lorsqu'il regardait défiler les chars du Carnaval de Nice.

La charge affective, l'irradiation, de cet *Hernani* au Ranelagh, ne repose pas seulement sur l'inégalité des forces entre le couple des « petits humains » et celui des « grands de ce monde ». Inégalité qui s'inverse parfois. Non, il repose avant tout sur l'allure spécifique des grandes poupées qui détermine un effet d'optique donnant un essor surprenant, une pureté acoustique inouïe au verbe de Victor Hugo. Par exemple le grand monologue du roi, dans la crypte d'Aix-la-Chapelle, *Charlemagne est ici ! sépulcre sombre, Peux-tu sans éclater contenir si grande ombre...*

Et les deux cents vers qui enchaînent prennent un ton de noir, une teinte de bronze, un très étrange calme d'infini ciel de désastre, une solitude simple de méditation, qui n'apparaissent pas à ce point d'habitude.

### *« L'âme du danseur »*

Il faut peut-être reprendre le texte monumental de Kleist, *l'Essai sur les marionnettes*. Il dit que, toujours, le centre de gravité des poupées suit une ligne droite, ou presque droite, qui *« reste énigmatique, n'étant rien d'autre que le chemin que fait l'âme du danseur »*.

Les deux « danseurs » qui ont charge de faire évoluer, sur la pente du décor, l'échafaudage instable et rigide de Don Carlos et de Don Ruy Gomez font que l'attention du spectateur est en alerte, est suspendue à cet énigme d'équilibre, de vie. Et la voix off, qui à travers les haut-parleurs donne le texte participe un peu d'une hallucination, d'une « voix ». Toutes ces perceptions s'amalgament, se fondent en un mirage lumineux où la poésie d'*Hernani* gagne une *« liberté* d'âme ».

Le décor mobile de glaces et tubes d'acier est un peu compliqué, les comédiens ne sont pas tous des foudres de guerre de l'art dramatique, mais cet *Hernani* de demi-carnaval a quelque chose de captivant. Occasion de retourner, une fois de plus, dans ce si insolite Théâtre du Ranelagh, au climat de château hanté et de coffret d'illusionniste.

A noter qu'un procédé par infrarouge permet aux étrangers, mais aussi aux autochtones, d'écouter le poème de Hugo dans quatre langues. Et, par exemple, la scène des portraits en japonais, cela aussi mérite le détour.

MICHEL COURNOT

▶ Ranelagh du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche 17 heures, relâche le 1er mai. Tél. : 42-88-64-44.





TÉMOIGNAGE

## Long tall, Dexter

*A propos de Dexter Gordon, avec qui il a tourné « Autour de minuit », Bertrand Tavernier nous a envoyé son témoignage*

Il est mort à minuit un quart (*le Monde* du 27 avril). C'est à cette heure aussi que nous avions terminé le dernier plan de *Autour de minuit* à Brooklyn. Les fins de tournage sont habituellement des déchirements, et j'étais parti tout seul dans la nuit, quand j'ai soudain entendu sa voix : *« Lady Bertrand, combien de temps est-ce qu'il me faudra pour sortir de ce film ? »* Un an après, il m'avait téléphoné : *« Lady Bertrand, je n'en suis pas encore sorti. » – « Moi non plus, Dexter. »*

Nous étions restés en contact comme cela, de manière laconique. On s'écrivait, on se voyait de temps en temps. Il resurgissait dans ma vie, me racontant que Marlon Brando lui avait envoyé un message et lui disait que depuis dix ans, pour la première fois, lui, Brando, avait eu l'impression d'apprendre quelque chose en allant voir quelqu'un jouer dans un film. Et Dexter d'ajouter : *« Après cela, qui a besoin d'un oscar ? »* On avait même un projet ensemble, il était en train d'écrire et de dicter.

Quand il entrait dans votre vie, il n'en ressortait pas. Tout en lui étonnait : sa démarche syncopée (il ne marchait pas binaire), l'extraordinaire élégance de ses mouvements, ses mains qui avaient toujours l'air de battre la mesure, son langage, qu'il intégra dans le film, son érudition, son amour du cinéma (son acteur favori était George Sanders) et son humour décapant, qui vous prenait à contrepied, par surprise.

C'est de cela que j'ai envie de me souvenir. A un journaliste de télé américain qui lui demandait s'il avait encore envie de jouer, il répondit que oui : *« Mais un rôle moins difficile, moins ardu, moins éprouvant. Quelque chose comme* Hamlet. » Quand je lui dis que, après la déclaration de Brando, la seule chose qui pouvait lui arriver c'était d'être élu président, il fit une longue pause, et : *« Pas assez de temps pour m'entraîner. »*

Quand je l'ai vu la première fois, il n'avait pas de quoi payer le téléphone. Le succès du film, sa nomination à l'oscar, le tireront d'affaire, lui redonneront de l'énergie. La vie imitait un film qui imitait la vie. Jusqu'à minuit un quart.

BERTRAND TAVERNIER

MUSIQUES

## La force visionnaire de Svetlanov

Vendredi 20 avril au soir, salle Pleyel, Evgueni Svetlanov n'avait plus à défendre la cause désespérée de Khrennikov, pape stalinien de la musique (*le Monde* du 16 janvier), mais un somptueux programme russe pour « Prestige de la musique », avec l'Orchestre national de France.

Il se présentait même en tant que compositeur avec une belle *Aurore sur les champs*, aux couleurs rutilantes et populaires, qui pourrait jouer les « doublures » du *Prélude de la Khovanstchina* de Moussorgski, autre lever du jour, sur la Moskova.

*Les* concerts n'affichent plus guère *Antar*, « deuxième symphonie » de Rimski-Korsakov, en réalité un poème symphonique presque aussi long que *Shéhérazade*, et, au début, on se « pourléchait les oreilles » à entendre la belle introduction narrative, pleine de promesses, grosse de mystères. Mais peu à peu cet orientalisme aux couleurs étalées, ces mélopées séductrices, ces chevauchées martiales, ce film exotique indéfiniment repris, paraissaient vraiment trop marqués par leur époque ; on se prenait à regretter Webern...

Pourtant Svetlanov s'enchantait à l'évidence en nous racontant cette histoire d'Antar, le philosophe et poète arabe, qui sauve une gazelle des griffes d'un aigle : gazelle qui n'est autre que la reine de Palmyre avec qui il goûtera successivement *« les délices de la vengeance, du pouvoir et de l'amour »*, avant de mourir entre ses bras...

Le chef russe a fait la conquête de l'Orchestre national, où manquaient certains premiers pupitres, même si les instrumentistes ne sont pas à leur plus haut niveau, faute de chef permanent ; les cordes en particulier semblent avoir perdu de leur couleur et de leur homogénéité.

Mais on ne résiste pas à Svetlanov, à ses mains si parlantes, d'une précision extrême, et, dans *les Tableaux d'une exposition* de Moussorgski-Ravel en particulier, les musiciens étaient comme soulevés par la force visionnaire de ces « tableaux », pourtant archiconnus, les formidables ressources expressives que ce chef va chercher tout au fond de lui-même, et de chacun de ses interprètes ! La sonorité des bois et des cuivres de l'Orchestre national, notamment, était transfigurée par cet extraordinaire entraîneur d'hommes.

JACQUES LONCHAMPT

▶ Ce concert a été transmis en direct sur France-Musique, le 20 avril.

ARTS

## Les pieds dans le plat

*Une rétrospective Daniel Spoerri au Centre Georges-Pompidou*

En 1961, Daniel Spoerri utilisa pour la première fois son tampon *« Attention œuvre d'art Daniel Spoerri »*. Dans ses restaurants-galeries, à Paris ou Düsseldorf, il concoctait des « potages lettristes ». Les critiques assuraient le service. C'était le temps des copains. Au Centre Pompidou, pour sa première rétrospective depuis 1972, le maître de l'« eat art » convie son monde à une grande fête païenne, avec au menu, quelque cent cinquante œuvres : *Tableaux-pièges*, *Détrompe l'œil*, assemblage d'objets quotidiens ou bizarroïdes, moulages, *Conserves de magie à la noix*, *Originaux en série*, etc.

Ami d'enfance de Tinguely, ce routier du Nouveau Réalisme, n'a en fait jamais cessé de mettre les pieds dans le plat : successivement écrivain, cuisinier, muséographe, il voit dans l'art une façon de la faire tomber de son piédestal. Chez lui, la souillure, la casse, la crasse, les rats en activité participent autant que l'artiste à l'élaboration de l'œuvre : *« Et je peux me permettre d'être fier du hasard, car je suis seulement son vaniteux serviteur. Vaniteux parce que je signe ses propositions »*, disait-il en 1960.

Daniel Spoerri, enfant du voyage, juif roumain devenu suisse à l'âge de douze ans, choisit d'emblée sa vraie famille : *« Nous sommes directeurs de cirque et sifflons parmi les vents de foire »*, écrivait Tristan Tzara dans le *Manifeste de M. Antipyrine* en 1916. Spoerri « dadaïse » : il flanque un sparadrap sur la cuisse d'un nu, visse un robinet de douche sur un torrent peint à l'huile, plante un couteau au milieu d'une tête en bois, et intitule son tableau *Se fendre la gueule*. Son père spirituel reste bien sûr Marcel Duchamp que Spoerri célèbre à sa manière. Avec lui, les années 60, 70, s'allongent sur le divan de l'histoire. Les voici, bien débraillées, prêtes à tout livrer. En vrac, les tabous, les péchés de la société de consommation, la culpabilité face à la destruction.

Spoerri vide le panier des chineurs Rive Gauche (voir la pièce *Marché aux puces)*, nargue les touristes *(la Princesse Dani*, *Ethno-syncrétisme)*, fixe son époque à partir d'épluche-légumes, de coquillages, de carcasses de tortues, d'escarpins foutus et de planches pourries. Comme les premières « babas » qui dans leurs rapports compliqués avec la mode et l'argent s'habillaient avec des combinaisons de pompistes teintes en mauve et finissent par porter les manteaux-serpillière de Castelbajac, Spoerri, vaillant missionnaire de l'avant-garde, cultive à merveille l'art de la fripe et de la récupération. Une tapisserie en polyester, d'un kitsch barbésien sort de chez lui maquillée, trafiquée, hilare.

Son exposition est à elle seule le témoignage d'une défunte vie de bohême. Tout y est, les pots de yaourt en carton et les paquets de cigarettes Disque bleu, les assiettes dépareillées et la casserole mal récurée au milieu des restes d'un dîner de brasserie. L'addition est là, punaisée. La moindre toile est un mini-atelier bourré à craquer de souvenirs, de fétiches, cadavres de bestioles, bouteilles, papiers d'emballage. Quand il n'y a plus rien. C'est que les rats ont tout mangé.

A l'heure où le moindre créateur se pare des plumes de l'artiste, où la pièce unique acquiert une dimension quasi religieuse, l'exposition Spoerri éclabousse une peu nos années propres, sages, sophistiquées et si sérieuses. Est-ce un sacrilège de dire qu'on y rit bien ? *« Ne prenez pas mes tableaux-pièges pour des œuvres d'art. C'est une provocation, une indication pour l'œil de regarder des choses qu'il n'a pas l'habitude de remarquer. Rien d'autre... »* L'humilité feinte de Daniel Spoerri résiste mal à l'appétit des collectionneurs : à la Galerie Beaubourg, où l'on exposait récemment des *puces* et des *Palettes d'artistes*, le prix des pièces allait de 250 000 F à 600 000 F. Elles sont, paraît-il, parties comme des petits pains.

LAURENCE BENAIM

▶ Musée national d'art moderne. Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 6 mai.

# CULTURE

PHOTOGRAPHIE

## L'image mythique de Gilles Caron

*Vingt ans après sa disparition, le Musée de l'Elysée à Lausanne rend hommage au plus grand photoreporter des années 60*

LAUSANNE

*de notre envoyé spécial*

De Gilles Caron, nous gardons une image mythique. Celle d'un photographe au profil météorique, parcourant la France et le monde avec frénésie, toujours présent là où il faut, à Prague, à Saigon, à Belfast ou au Biafra, couvrant les conflits de la fin des années 60 plutôt mieux que ses pairs, pour disparaître à l'âge de trente ans, quelque part sur une route de Phnom-Penh, le 5 avril 1970 exactement, laissant derrière lui, après seulement trois ans d'agence Gamma, huit reportages exemplaires, quelques images célèbres – tel ce portrait de Daniel Cohn-Bendit narguant un CRS dans le Paris de mai 68 – et la réputation d'être *« le numéro un français »* du photojournalisme (1).

Si la vie n'est pas un roman, celle de Gilles Caron y ressemble étrangement. Né le 3 juillet 1939 d'un père français qui passe son temps à voyager et d'une mère écossaise, le jeune Caron rêve de bourlinguer en écoutant son frère raconter sa guerre de Corée et la révolution chinoise. Avec de tels antécédents, il parcourt l'Europe en stop dès l'âge de quinze ans et se retrouve en Inde deux ans plus tard. Avec son petit gabarit – 1,62 m pour 57 kg – il veut devenir jockey, un projet qu'il abandonne après avoir obtenu sa licence de gentleman-rider. Une rencontre avec le fils d'André Derain le pousse à suivre les cours de l'Ecole du Louvre.

Parachutiste confirmé – 120 sauts en ouverture commandée, il est incorporé en 1960 contre son gré dans un régiment colonial qui se bat en Algérie. Il refuse de combattre après le putsch des généraux, ce qui lui vaudra deux mois de prison. De retour à Paris, il trouve un emploi dans une galerie de peinture et découvre la photo. Il a vingt-quatre ans.

Si la vocation est tardive, l'ascension est fulgurante. Après quelques essais de portraits – sa femme et sa fille lui servent de modèles – avec une vieille Retinette Kodak, et des recherches plastiques qui l'amènent à copier William Klein, il devient assistant chez un photographe de publicité, où il apprend les rudiments de la technique. L'agence Apis lui fait découvrir le reportage. Premier scoop : il surprend, en bon paparazzo, un témoin de l'affaire Ben Barka. Huit heures de « planque » lui ouvrent la une de *France-Soir*.

Raymond Depardon remarque pour la première fois Gilles Caron lors de l'incendie de Feyzin, une raffinerie près de Lyon, en 1966 : *« J'étais étonné par sa façon de bouger, sa rapidité. Je ne voyais pas ses photos, mais je me disais que ça devait être bien. Je l'ai retrouvé sur un conseil des ministres. Il lisait* le Monde, *c'était rare à l'époque parmi les photographes. Il était toujours devant avec son Burberrys et ne faisait de cadeau à personne. »* Les deux photographes se croisent sur des sujets « parisiens », se perdent de vue – notamment lorsque Gilles Caron s'essaie à la photo de mode dans le studio de Giancarlo Botti – et se retrouveront pour s'embarquer dans l'aventure Gamma en 1967.

L'agence Gamma a révolutionné la profession en offrant au photographe un statut digne de ce nom : choix des sujets, intéressement aux ventes et signature dans la presse. Gamma, devenue en trois ans la première agence photographique du monde, a aussi révélé une nouvelle génération de reporters – Depardon, Bureau, Dejean, Laffont, Noguès, Simonpietri, Vassal, Andanson, – dont Gilles Caron était le leader.

Les maîtres mots de cette école sont rapidité, responsabilité et polyvalence. *« Il faut d'abord y aller, on verra après... »*, affirme Gilles Caron ; aussi, prend-il de vitesse tous ses confrères et concurrents pendant la guerre des six jours. Responsable, il l'a toujours été. Raymond Depardon, qui rend hommage à son ami disparu, note : *« Tu as toujours été autant un journaliste qu'un photographe, nous donnant l'exemple d'un nouveau photojournalisme, mieux informé, plus synthétique, plus engagé, qui enfin prenait parti, contre la violence, contre la guerre, toujours (2). »* Responsabilité encore quand il « sent » venir les événements de Londonderry en Irlande, en août 1969, en lisant une nouvelle brève dans *le Monde*. Il prendra les meilleures photos, et le grand Don McCullin, photographe au *Sunday Times Magazine*, demandera à la ronde : *« Quel est ce Français qui nous fait chier ? »*

### *Comment exposer les photojournalistes?*

Vingt ans après la disparition du photographe, le Musée de l'Elysée à Lausanne a la judicieuse idée de lui rendre hommage, en un cadre aussi paisible que les photos sont tumultueuses. C'est bien là le seul mérite de cette exposition, pour le moins ratée.

Passons sur l'accrochage fouillis. Ou sur le fait que les organisateurs se sont surtout contentés de reprendre le découpage du livre de Raymond Depardon (2), allant même jusqu'à présenter les photocopies du texte qui, cohérent pour l'album, n'est pas du tout adapté à l'exposition. Si l'on trouve bien quelques superbes photos oubliées – Georges Pompidou aux journées parlementaires du groupe UDR en 1969, un mariage dans une église du Biafra bourrée à craquer – il est regrettable d'avoir limité cet hommage aux huit grands reportages de Caron, donnant de lui une image partielle, quand on sait qu'il a réalisé, rien que pour Gamma, près de quatre cents sujets en France et à l'étranger.

Cette exposition montre surtout combien le seul accrochage classique – « belles » photos, tirages soignés et présentation sous marie-louise – est absurde quand on l'applique au travail des photoreporters, au point de donner une fausse image de leur travail. La redoutable efficacité de Caron s'inscrit dans la presse. Pour comprendre son œuvre et éviter la banalisation des reportages-chocs, l'exposition demande une adaptation.

C'est le desservir que de vouloir traiter Gilles Caron de la même façon qu'Henri Cartier-Bresson ou Robert Frank, de ne montrer que ses « meilleures » photos en spéculant sur ce qu'il serait devenu s'il n'était pas mort si jeune. A ce petit jeu-là, le visiteur non averti ne comprend même pas pourquoi son travail était remarquable et personnel.


GAMMA

*Jacques Duclos, par Gilles Caron*

Les reportages « anodins » de Caron, les trois ou quatre petits sujets qu'il pouvait réaliser dans la même journée, ses échecs, ses sorties de conseil des ministres, ses planches de contact, ses photos en couleurs (qui n'en étaient pas vraiment), sa correspondance (il avait une belle plume), tout cela manque. Comme manquent les films réalisés par Depardon à ses côtés et les journaux télévisés de l'époque. L'époque, les années 60, tout un environnement. Voilà ce qui fait défaut à cette exposition. Il suffit d'observer la raideur du costume de Jacques Duclos, si bien saisi par le reporter, pour le comprendre. C'est un brouillon sans décor qui nous est présenté au bord du Léman.

MICHEL GUERRIN

(1) *Photo*, mai 1970.

(2) *Gilles Caron reporter*, par Raymond Depardon, Chêne, 1978.

► « Hommage à Gilles Caron », Musée de l'Elysée, 18, avenue de l'Elysée, Lausanne, fermé le lundi. Jusqu'au 3 juin 1990.

CINÉMA

## Les équivoques de la nuit

*« Blue Steel » de K. Bigelow*

La main pose la casquette de [illegible] sur les cheveux courts, boucle le ceinturon, boutonne la chemise bleue... Rituel d'habillage [illegible] mais traditionnel. Mais ici, les boutons de la chemise se tendent sur la poitrine. Le flic est une femme, nommée Megan Turner. Elle a le visage pur, fin, ambigu de Jamie Lee Curtis. Intronisée, Jamie Lee Curtis, au cours de sa première ronde de nuit, est confrontée à un hold up à main armée dans un drug store. Le type est dangereux, elle l'abat. Il laisse échapper son revolver, qu'un client barbu (Ron Silver) couché par terre avec les autres, ramasse et empoche, manifestement fasciné. Ce revolver manquant fera qu'on ne croira pas Jamie Lee Curtis quand elle affirmera que le type était armé. Elle est suspendue. Sa seule consolation, est sa rencontre avec un yuppie courtois, élégant, cultivé. L'homme idéal. Mais c'est Ron Silver.

Elle ne sait pas et nous savons. Nous savons qui est l'auteur de la série de meurtres sans motif apparent, qui semblent être commis au hasard avec des balles portant gravé un nom : « Megan ». Nous savons, nous croyons savoir. Impliquée, Jamie Lee Curtis/ Megan, passant outre sa mise à pied, mène son enquête. Dans la violence des rues, dans l'équivoque des nuits, quand le vrai et le faux sont les reflets d'autre chose qui n'est ni vérité ni mensonge.

Kathryn Bigelow (connue pour *Aux frontières de l'aube*, histoire de vampires-punk assez violente) donne de *Blue steel* une analyse simplette. L'intrigue est banale, c'est vrai. On a déjà vu à plusieurs reprises des policiers attirés par de ravissantes suspectes. Mais cette fois la chasse à l'homme, c'est la femme qui la mène, et cette femme est Jamie Lee Curtis, avec son visage androgyne, son corps épanoui, son regard éperdu, sa force. Elle apporte l'indispensable élément de trouble, de séduction.

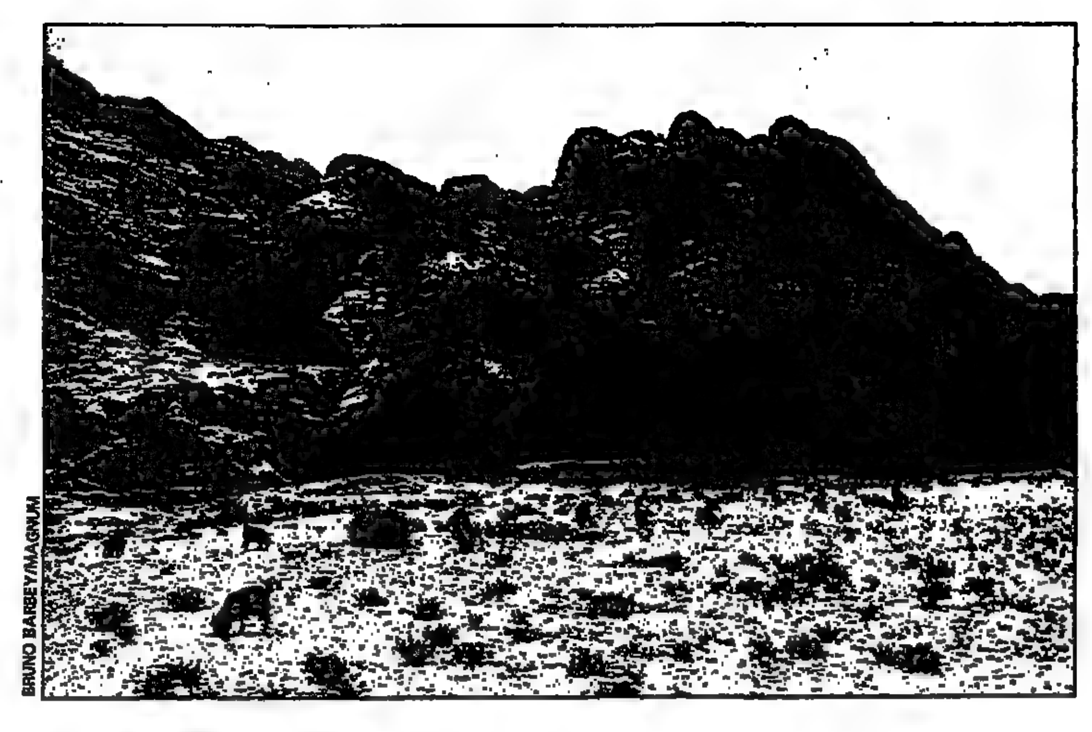
C. G.

Le Monde

SANS VISA

# Pétra, cité des nomades

*Comment les Nabatéens, grands dévoreurs d'espaces, ont-ils pu édifier cette cité idéale ? Voyage en Jordanie dans ce haut lieu du pittoresque et du mystère.*



BRUNO BARBEY/MAGNUM

WILFRID THESIGER IN : « VISIONS D'UN NOMADE » (ÉD. PLON).

LES guides livrent l'anecdote avec un sourire entendu aux voyageurs perdus dans une contemplation respectueuse et craintive de la pierre du Sacrifice : Agatha Christie aurait hanté les lieux. Mieux, ils assurent que sa vocation littéraire y est née. De fait, Agatha accompagnait à Pétra un second mari archéologue, Mr Max Mallowan. Cachée derrière quelque bétyle, ou cueillant des touffes de cytise qui rend la mort plus douce, la dame poursuit un instant le visiteur dans sa quête de Pétra.

Une chose est sûre en tout cas : elle écrivit une phrase assassine sur la cité des Nabatéens dont elle comparait les célèbres falaises à de vulgaires tranches de rosbeef saignant. Vision culinaire à faire frissonner les esthètes qui dès l'aube s'engouffrent dans le corridor du Siq pour guetter ou se faire surprendre par l'« apparition » du Khazneh. L'« apparition » est exigeante. Elle ne se donne en représentation que trois petits quarts d'heure par jour lorsque le soleil à l'aplomb de la gorge braque ses projecteurs sur la scène.

C'est alors une cavalcade bouffonne. Hissés sur des montures compatissantes ou ballottés dans des carrioles, les touristes, sommés en quelque sorte de faire une entrée à l'antique, se bousculent dans le Siq baignant dans une pénombre plus poussiéreuse que mystique. Il faut lire les relations des voyageurs du dix-neuvième siècle – hélas enfouies au plus profond des bibliothèques – lorsqu'ils découvrent le Khazneh et la ville *« couchée morte dans son cercueil de pierre »*. Après une incursion météoritique (troisième siècle avant J.-C., premier siècle après) dans la grande Histoire, la cité nabatéenne disparut de la mémoire des hommes, jusqu'à sa « redécouverte » en 1812 par un Suisse devenu mahométan, Johann Burckhardt.

Tout au long du siècle, les visiteurs furent très peu nombreux, l'expédition restant risquée. Effarouchés par les Bédouins qui ont élu domicile dans les niches funéraires, les voyageurs font leurs observations, un doigt sur la détente de leur pistolet, l'autre main crayonnant à la hâte les « merveilles » qui s'amoncellent sous leurs yeux.

Agé de vingt-huit ans, voyageant sous le nom de Sheikh Ibrahim, vêtu à l'orientale, sorte de Lawrence d'Arabie avant l'heure – il travaille d'ailleurs pour le compte de la Société d'Afrique de Londres – Johann Burckhardt se rend de Syrie en Egypte lorsqu'il entend parler, au voisinage du Wadi Araba, d'une immense cité en ruine. Il lui faut trouver un subterfuge pour s'en approcher au milieu des Bédouins de plus en plus hostiles, et il demande qu'on le conduise au sommet du mont Haroun (le tombeau supposé d'Aaron) dont il soupçonne la proximité pour y faire un sacrifice. Suivie d'une chèvre, la petite troupe s'engage dans une gorge de plus en plus étroite.

### Vision fugitive

Soudain, *« un mausolée creusé dans le roc se présente, dont la situation et la beauté ont été calculées pour produire une extraordinaire impression sur les voyageurs. Son état de préservation est celui d'une construction que l'on vient d'achever. Les naturels l'appellent le château du Pharaon, bien que cela n'ait rien à voir avec le style égyptien. Grande semble avoir été l'opulence de cette cité qui dédiait de tels monuments à la gloire de ses gouvernants »*, écrit Burckhardt sous le coup d'une intense émotion. *« Je devais paraître indifférent à toutes ces splendeurs pour éviter d'être aux yeux de mes guides méfiants un magicien capable de « sentir » des trésors et de se les approprier par un artifice de son art. »*

Vision fugitive. Il est trop tard pour immoler la chèvre au sommet du djebel Haroun, et l'on fait demi-tour. *« En comparant avec les témoignages des auteurs antiques, je pense qu'il s'agit des ruines de Pétra, mais je laisse la décision aux spécialistes »*, note encore modestement le voyageur.

Deux officiers de la Royal Navy, Irvin et Mangles, furent les deuxièmes à pénétrer sur le site en 1817. Au sommet du mont Haroun, ils poussent de nouvelles exclamations : *« Au milieu d'un chaos de rochers, nous distinguons non sans peine un monument merveilleux. »* On sort les longues-vues. Ils ont découvert le Deir, qui se fond dans la montagne par une sorte de *« mimétisme architectural »*. Il faudra encore quelques années pour qu'on retrouve dans la gorge du « Suintement » les marches de pierre obstruées par les lauriers-roses sous lesquels on doit ramper en compagnie des lézards verts, qui mènent au pied du second grand mausolée de Pétra.

Intermède d'un grincheux dans les années 1860, qui se demande pourquoi Rome a engagé des *« frais de décoration aussi extravagants »* dans ce désert de rocaille. Il s'appelle Paul Lenoir. Au débouché du Siq qui lui rappelle *« l'enfer de Dante »*, un enfer dans lequel *« Orphée aurait à coup sûr rebroussé chemin »*, notre homme a quand même un instant de palpitation devant le Khazneh *« éclairé comme par un jet de lumière électrique rouge »*. Il remarque les traces de balles sur l'urne sommitale dans laquelle *« les Arabes se figurent qu'un trésor est caché »*. Tout en surveillant du coin de l'œil des Bédouins menaçants – *« des brutes, dont on se demande s'ils ont une vie privée »* (!), – la caravane s'amuse.

On trace des hiéroglyphes farfelus pour tromper *« les Champollions de l'avenir »*, on baptise à la peinture les principaux carrefours, *« Wadi Mouffetard »*, *« Guignol Square »*... Il pleut sans arrêt depuis deux jours. Lenoir a *« l'œil fatigué du papillotage des monuments »*, de ces *« pâtisseries »* décadentes, le Deir surtout, *« le plus laid »* par son architecture *« indéfinissable »*, et il quitte sans regret ce *« grand cauchemar rouge »*...

On ne peut rester insensible au récit du comte de Kergorlay (1907), qui sait qu'il ne foule pas une simple garnison de luxe des légions romaines, mais bien la capitale nabatéenne. Jusqu'ici, l'on ne voyait que des monuments déposés sur une planète surchauffée. L'homme nabatéen commence à fasciner : *« Partout nous retrouvons cet amour de la nature, dans le choix du lieu, la pensée poétique, grande, noble, ne recherchant que la majesté dans les emplacements. »*

Kergorlay s'interroge sur *« le metteur en scène »* génial du Khazneh, sur *« la ville des morts qui surplombe celle des vivants, la domine, l'écrase. Ces tombes sont la montagne elle-même. La richesse des colorations des grès, les splendeurs de leurs teintes, donnent aussi une impression poignante de surprise douloureuse ; elles sont roses, rouges, orangées, ces chapelles funéraires qui, dans d'autres pays, seraient des palais ou des temples. Il semble que tout l'orgueil de ce peuple se soit reporté sur elles, dans un mélange de piété et d'ostentation ; les rivalités des familles ne s'entendent plus, elles sont sculptées sur les grès merveilleux... »* Dernières débauches de rêveries solitaires avant que les chercheurs ne prennent possession du site, et qu'aujourd'hui les parapentes ne tournent au-dessus du Deir.

### Les hommes roux de la Bible

Qui étaient donc ces Nabatéens ? Comment des nomades, grands dévoreurs d'espace, ont-ils pu édifier une cité « idéale »? Telle est l'une des énigmes que pose ce peuple pressé. Pétra avant le quatrième siècle avant J.-C. fut sans doute occupée par les Edomites, les *« hommes roux »* dont parle la Bible. Ils y furent supplantés par les Nabatéens, des peuplades venues de l'Arabie, descendant peut-être des Nemayoth, cités aussi dans la Bible, mais qui utilisaient l'écriture araméenne (plus d'un millier d'inscriptions ont été retrouvées jusqu'ici). Ce qu'on sait, c'est que les Nabatéens ne furent jamais nombreux (quelques dizaines de milliers), qu'ils ne furent jamais complètement sédentarisés, qu'ils ne firent pas le choix des armes, et que cela leur réussit.

*« Ils aiment passionnément la liberté, ils appellent le désert leur patrie. »* Diodore de Sicile les décrivit ainsi lorsque, vers 312 avant J.-C., Antigone, le maître de l'Asie occidentale après la mort d'Alexandre, envoya deux expéditions pour les soumettre. Les Grecs arrivèrent une fois à surprendre la ville – ce sera la seule dans toute l'histoire de Pétra, et encore les archéologues n'ont pas la certitude qu'il s'agisse du site actuel – alors que les hommes valides s'étaient absentés dans une foire voisine, mais ils furent finalement refoulés. Les Nabatéens faisaient ainsi une entrée remarquée dans l'Histoire.

Pétra se trouvait à 200 kilomètres de Gaza sur la Méditerranée, à une centaine d'Aqaba sur la mer Rouge. Sous l'impulsion de ses nouveaux maîtres, dont l'intelligence fut de se tenir à l'écart des querelles des lagides et des séleucides, Pétra devint rapidement, plus qu'un gros « emporium », une véritable capitale commerciale qui contrôlait la route des Epices, *« une cité de banquiers, une sorte de Wall Street ou de Stock Exchange de l'Orient »* (1). Etonnante mutation de ces hommes du désert s'agitant autour d'une corbeille fût-elle balayée par les vents de sable, jouant aux « donneurs d'ordre » à de multiples comptoirs installés dans tout l'Orient jusqu'à Rome !

Au croisement des pistes qui montaient vers le nord – les mêmes routes sont sillonnées aujourd'hui par des caravanes de camions poussifs – ou plongeaient vers Gaza, la ville, tapie dans un cirque de montagnes, se greffait comme un appendice invisible, coffre-fort inviolable, engloutissant taxes et marchandises.

Au milieu de ces dernières, il y avait l'asphalte qui servait à l'embaumement des corps et dont les populations du Nil faisaient une consommation presque « industrielle ». Il faut lire encore Diodore, qui raconte dans le détail la cueillette extravagante du bitume dans le lac Asphaltite (la mer Morte) dont les Nabatéens avaient le quasi-monopole. Chaque année, le bitume jaillissait des entrailles du lac et formait une croûte flottante. Une odeur, si répugnante *qu'« elle faisait perdre leur couleur à l'argent, à l'or et au bronze de la région »*, annonçait l'*« éruption »* vingt jours à l'avance. Alors les hommes montaient sur des radeaux de jonc, prenaient pied sur les îlots et les débitaient à grands coups de haches...

### Péages à la romaine

La prospérité des Nabatéens ne pouvait qu'indisposer Rome. Pline, dans son *Histoire naturelle*, se plaint qu'il faut encore et toujours payer *« pour l'air de Pétra qu'on respire »*. Depuis le royaume des Sabéens, au bout de la péninsule Arabique, qui produisait l'arbre à encens et la myrrhe, jusqu'à Gaza, il n'y avait pas moins de 65 étapes de chameau. C'étaient autant de péages qui tombaient dans l'escarcelle nabatéenne. A Rome, tout arrivait au centuple.

Les rois de Pétra affichaient de plus des prétentions territoriales. Aretas III (87-62 avant J.-C.) se fit proclamer roi de Damas et de Syrie, avivant la querelle avec les Juifs qui n'avaient que mépris pour *« le royaume des chameliers »*. Cette fois, Rome se fâcha, et Pompée dépêcha son lieutenant Scaurus pour réduire cette poignée de commerçants. Celui-ci erra dans le désert sans même trouver la ville et n'eut d'autre solution que de composer avec Aretas. Moyennant un nombre respectable de sacs d'or, le second de Pompée fut remis sur la route de Rome où il commémora sa « victoire » à Pétra. On payait le vaincu pour lui enlever l'amertume de sa défaite.

Rome mit encore cent cinquante ans pour prendre sa revanche. La Nabatène perdit son indépendance après la mort de Rabel II (106 après J.-C.) pour devenir un simple numéro dans le catalogue des possessions romaines. Rome détourna le commerce vers Palmyre. Ce fut le début du déclin pour Pétra, qui malgré un séisme au quatrième siècle se maintint jusqu'à l'époque byzantine.

Curieusement, la naissance de l'islam la fit basculer dans l'oubli. Le site ne tenta plus que les anachorètes ou de rares voyageurs musulmans... Il ne restait que des pierres *« qui n'ont même pas à attendre la mort et qui n'ont rien à faire que laisser glisser sur leur surface le sable, l'averse ou le ressac, la tempête, le temps »* (Roger Caillois).

RÉGIS GUYOTAT

*Lire la suite page 19*

(1) Albert Champdor.



## SANS VISA

### LA TABLE

# A la sauce Van Gogh

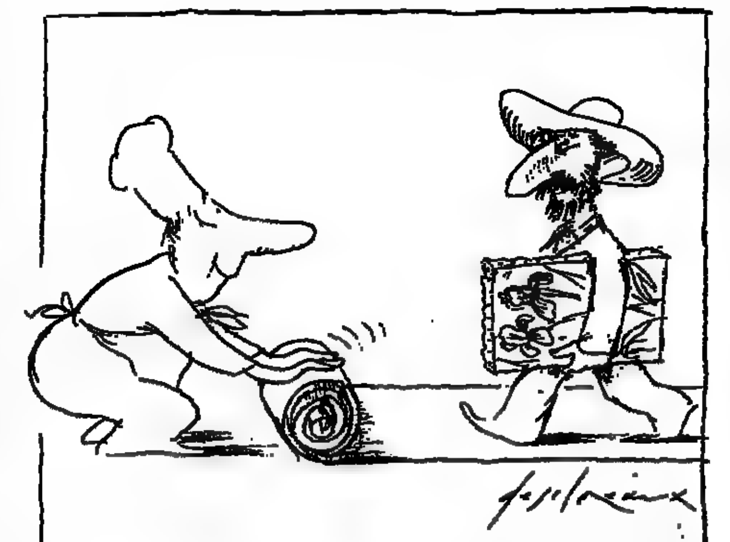
*En suivant le peintre, cette fois du côté d'Asnières*

LES expositions d'Amsterdam célébrant le centenaire de la mort de Van Gogh ont un tel écho dans la presse que nul aujourd'hui ne saurait ignorer le nom de cet artiste exceptionnel. Fût-ce dans les restaurants d'Arles (mais existe-t-il encore celui où, se rendant parfois, il aimait décrire *« l'antique cuisine propre comme une cuisine holandaise »*).

N'ayant encore pu m'envoler vers la Hollande, ce pays des « mangeurs de pomme de terre » qu'il sut bien peindre, je n'ai pu aller goûter le coucou de Malines aux morilles de chez *De Graaf* (25 Emmalsan), la terrine d'anguille au vert du *De Trechter* (63 Hobbemakade) ou le cabillaud au passe-pierre de *Christophe* (46 Lellegracht.).

Vous aurez jusqu'au 29 juillet pour faire le voyage. A défaut et comme moi, vous irez peut-être moins loin, en pèlerinage à Auvers-sur-Oise. De là, traversant le pont, vous découvrirez *le Cabouillet*, vieille « hostellerie » en bord de rivière (5, quai de l'Oise) à l'Isle-Adam, tél. : 34-69-00-90) ou encore, à Parmain, *l'Auberge de Jouy* (7, chemin de Halage, tél. 34-73-01-42), qui devraient bien honorer Van Gogh en lui dédiant un plat.

Ou moins loin encore, à Asnières. Il est loin le temps des fêtes nautiques qui, sous le Second Empire, marquèrent l'apogée du canotage autour de l'île des Ravageurs. C'est à la pointe de cette île



que fut fondé en 1899 le cimetière des animaux. C'est ici qu'avec son ami Emile Bernard, Van Gogh traversa le parc pour aller peindre le pont de chemin de fer. Ici encore que l'on mangeait et surtout buvait, chez *Casse-Grain*, *Gratiot* ou *Duveau*, les cafés de la plage.

L'active municipalité d'Asnières vient de rajeunir l'île, d'y installer un port de plaisance, le port Van-Gogh. Et, naturellement, un restaurant, *le Van-Gogh*. Robert – Charentais et fier de l'être – et Pierrette Dauman, qui avaient quitté Paris pour Royan, n'ont pas résisté à l'appel du retour, profitant du port nouveau-né, des péniches-bureaux qui vont s'y installer, de l'occasion d'un bâtiment tout neuf, d'une terrasse en bord de Seine, d'une vue qui eût enchanté les canotiers de Renoir et avait séduit Van Gogh, d'un parking enfin (pour rester en cette fin de siècle) bien pratique.

Le *Van-Gogh* restaurant, vient donc d'ouvrir. Une grande salle carrée ocre et blanc, éclairée de lustres dorés ainsi que, du côté rive, de hublots et du côté Seine, de larges baies (belle terrasse attenante), des rideaux aux couleurs rutilantes et « accordées » des toiles de Van Gogh et une cuisine que les poissons, de quotidiens arrivages de sardines, maquereaux, raies, rougets, bars, maigres et soles, depuis *la Cotinière* à Royan, rendent incomparables. Sans oublier les crustacés et les huîtres (vente à emporter). Ce qui n'exclut point le foie gras « maison » et les viandes (charolais rôti, tournedos périgourdin, rognon de veau Beaugé). Tout cela, du gratin de moules sur lit d'épinards ou de la salade de mesclun aux langoustines au gratin de fruits frais au champagne ou au fondant au chocolat crème café, nous console vraiment de n'aller point visiter Van Gogh chez lui, en Hollande.

J'ajoute que la cave est, sur le plan des vins réjouissante, avec notamment, pour le courant, un côte-de-blaye, le château-Peybonhomme-les-Tours 1988 à 80 F, parfumé, frais, mais tonique. En ces jours où le moindre beaujolais chaptalisé revient à 100 F la bouteille, voilà une heureuse surprise.

Notez donc l'adresse de ce *Van-Gogh* : 2, quai Aulagnier à Asnières, par le pont de Clichy (tél. 47-91-05-10 et 47-93-11-38 ; fermé samedi et dimanche). C'est l'événement gourmand de la saison.

LA REYNIERE

## SEMAINE GOURMANDE

### Villa Vinci

C'est relativement un endroit nouveau créé par Jacky Fayet, ancien du *Florence Rive gauche* et frère de Pascal Fayet du *Sormani*. Marbre blanc en environnement ocre-rose, miroirs et luminosité pour le décor, cuisine recherchée pour la table.

Le carpaccio est assorti de lamelles de courgette frites ; l'assiette Diane de Gabies est composée de jambon de Parme, de carpaccio et de beignets de courgette avec aussi une succulente pizza de pâte feuilletée ; des macaronis croustillants escortent le saint-pierre rôti ; les tagliatelles sont au saumon et aux pignons ; le foie de veau *alla venitienne* est classique, mais inattendue et excellente la tranche de gorgonzola rôtie avec sa salade à l'huile d'olive. Beaux desserts, dont le classique *tiramisu*. La carte des vins, solide en bordeaux, est évidemment riche en vins d'outre-Alpes (certaines bouteilles, vraiment coûteuses, valent sans doute leur prix, mais je me suis contenté d'un lambrusco, ce vin « moustillant » qui, frais, fait merveille (80 F). A noter aussi, en carafe, un frescobaldi à 60 F. Il accompagnera, sans pousser la note, les déjeuners d'affaires avec choix de trois plats (170 F). A la carte, compter 300-350 F pour un très bon repas.

▶ *VILLA VINCI*
*23, rue Paul-Valéry,*
*75016 Paris.*
*Tél. : 45-01-68-18.*
*Chiens acceptés.*
*Carte bleue.*

### L'auberge d'Armaillé

Une enseigne-souvenir. Il y faut aller dîner pour retrouver (velours rouges, cristaux, violons tziganes) la Sainte Russie et ses classiques : caviars, vodkas, borchtch, koulibiak, chachlik, volaille Souvaroff et vatrouchka. Un menu à 280 F du lundi au jeudi et un menu « dégustation des tsars » à 580 F vin compris. A la carte compter 350-500 F environ. Prix Marco Polo - Casanova.

▶ *L'AUBERGE D'ARMAILLÉ*
*42, rue Guynemer,*
*92130 Issy-les-Moulineaux.*
*Tél. : 45-54-70-69.*
*Fermé samedi midi et dimanche.*
*Salon 50 couverts.*
*Parking. Chiens acceptés.*
*CB - AE - DC.*

L. R.

▶ **Un petit guide vient de paraître : *Restaurants étrangers à Paris* (M.A. éditions), sans autre intérêt que de fournir des adresses et des numéros de téléphone, avec aussi des notes de 1 à 10 sur la propreté des toilettes. Sur un millier de restaurants cités, il y a deux cent quatre-vingts sino-vietnamiens, un seul allemand, un seul belge et deux anglais, d'ailleurs douteux...**

## « Cuisiner, c'est recréer le passé. »

*Une histoire culturelle du manger et du boire*

LES Liturgies de la table, histoire culturelle du manger et du boire publiée en 1989 dans une édition luxueuse – donc coûteuse – par Albin Michel avec le concours du Fonds Mercator, devrait prochainement être mise à la portée de tous dans une version plus accessible. C'est un de ces textes importants qui, comme le fit en son temps l'*Histoire des passions françaises*, de Théodore Zeldin, ébranlent un moment certitudes et convictions par une accumulation incroyable de références, de commentaires et de jugements, agaçants parfois et souvent pertinents.

L'excès est une preuve d'idéalité, notait Flaubert qui ajoutait : *« aller au-delà du besoin »*. Ce rêve de gastronome devient un principe chez l'auteur de cet ouvrage, Léo Moulin, de nationalité belge, connu jusque-là pour une étude sur la règle monastique comme fondement de la modernité en politique et dont le travail emprunte, tour à tour, à bien des genres. Au statisticien, lorsqu'il relève que *« au cours de son existence, l'homme mange de 75 000 à 100 000 fois et consacre à cet exercice de treize à dix-sept années de sa vie éveillée »*... Au sociologue, quand il souligne l'appétit légendaire des Belges. A l'historien aussi lorsqu'il démontre que *« cuisiner, c'est recréer le passé »*.

Cet ouvrage, pourtant, n'est pas un « collage ». L'auteur se défend de l'approche psychanalytique mais ne résiste pas toujours à la caricature. *« Freud*, écrit-il, *rangeait l'art culinaire tout à côté de l'hystérie. »* La richesse de la documentation et l'abondance de ce travail de bénédictin succombant au plaisir de la chère donnent quelques moments de lyrisme. *« Devant un verre de bière servi à l'anglaise, le Belge se sent l'âme d'un grand inquisiteur face à un hérétique doublement relaps »*, écrit Léo Moulin, en spécialiste de la règle monastique et des joies de la table. Le chauvinisme alimentaire, note-t-il, est l'unique sentiment véritablement ressenti par les Italiens. Mais de quel peuple, en effet, ne pourrait-on en dire autant ?

On ne fera pas grief à l'auteur de quelques affirmations sans nuances, car sa démarche traduit une extraordinaire curiosité, dont l'aspect compilatoire, traité par une plume très alerte, met le lecteur en appétit au lieu de le rassasier. Point d'ostracisme dans le propos, à la différence de nombre de plumes gourmandes. Cet ouvrage peut être mis entre toutes les mains, y compris celles des adeptes du végétarisme ou de la macrobiotique. Et même du « crudisme » – pratique insolite et japonisante – défendue en Europe – cela frise le gag – par Guy-Claude Burger *(sic)*, auteur méconnu de *la Guerre du cru* (Editions Roger Faloci).

Au rayon des aphrodisiaques, l'auteur s'exprime en latin pour rappeler que l'école de Salerne (douzième siècle) donne à la pastenade – *« notre très innocent panais »* – la vertu d'assurer *« confortat coïtum »*. Détail pittoresque, parmi les anaphrodisiaques – dont la liste est longue – Léo Moulin cite la salade *« surnommée, à Rome, l'herbe des eunuques »*. Quelques pages, brillantes, sont consacrées aux hareng, huîtres et caviar, vinaigres, moutardes et aigres-doux.

Mais la thèse – si thèse il y a dans cette somme chaotique – apparaît au chapitre de *« l'aventure européenne »* qui mériterait une cartographie comparée. L'Europe du pain blanc (France, Belgique, Italie) et celle du pain suret au levain (Allemagne, Pologne, Scandinavie), ne recouvrent pas les mêmes espaces que les zones d'influence du vin – lié à la célébration de la messe – et de la bière, ou de la crème aigre comparée aux sites de prédilection du beurre, de l'huile, du saindoux et de la graisse d'oie. La pomme de terre, elle-même, connue des « provinces Belgiques » dès le dix-septième siècle ajoute à la confusion. L'invention de Parmentier est réduite en purée !

Sous-jacente à cette recherche moins innocente qu'il n'y paraît, une thématique géo-ethnographique se dégage : le Rhin, d'une part, qui marque la frontière occidentale du cumin, du pavot et du genièvre, et la Seine, d'autre part, au nord de laquelle on ignore l'anchois, la truffe et l'huile d'olive; définissent un espace « lotharingien », qui ne serait réductible ni à l'essence germanique ni au palais latin. La Flandre serait alors au cœur d'une troisième voie – au-delà de la moule frite et de la crevette-tomate, bien entendu – et créatrice d'une réelle tradition de table.

La thèse est séduisante. Elle n'explique pas pourquoi la Villa Lorraine, à Bruxelles, maintient heureusement l'habitude de la *« tête de veau en tortue »*. Plat sublime. Parce que, au congrès d'Aix-la-Chapelle, peut-être, où se forges notre destin européen commun, le chef était Antonin Carême.

JEAN-CLAUDE RIBAUT

▶ ***Les Liturgies de la table*, de Léo Moulin. Editions Albin-Michel, 423 p.**

ENSEIGNE

# Le bordeaux 89 en seconde lecture

*Après l'excellent cru de 1988, la récolte suivante a-t-elle été déclarée trop vite « exceptionnelle » ?*

QUE pourront bien, demain ou dans un siècle, valoir les bordeaux millésimés 1989 ? On croyait la chose entendue ou presque tant ce millésime avait, précocement il est vrai, pu être présenté comme étant celui de la fin du millénaire. Voilà pourtant, que certains – des négociants pour la plupart – confient aujourd'hui que tout cela fut bien exagéré et que la réalité gustative imposerait à tout le moins un peu de raison.

Après soixante-sept ans de métier, Mme Descaves, la moins connue mais aussi la plus pittoresque des négociants en « grands vins de Bordeaux authentiques », ne sait encore sur quel pied danser. Comme chaque printemps entre Pâques et l'Ascension, elle vient de fixer ses prix primeurs répercutant « avec une marge raisonnable » vis-à-vis de ses clients français et étrangers, autres négociants ou particuliers, les prix qu'ont décidés les propriétaires des châteaux.

On connaît le principe du système primeur à la bordelaise. A la différence du trop contagieux modèle beaujolais (faire boire au plus tôt après les vendanges un vin par trop éphémère), il s'agit d'un montage sophistiqué, aboutissement d'un long processus marchand où sont impliqués des propriétaires, des courtiers, de multiples négociants, des cavistes, des restaurateurs, mais aussi, depuis quelques années, un nombre croissant d'acheteurs particuliers. Le vin est vendu entre le printemps et l'été (avec souvent des paiements échelonnés et une TVA due à la livraison), mais il n'est livré qu'un à deux ans plus tard.

Parce qu'il est en barrique, enfermé dans les chais et difficile encore à goûter, la plupart des acquéreurs non bordelais achètent non pas un vin connu mais l'idée qu'ils se font à la fois d'un nom (celui du château) et d'un millésime. C'est dire le poids qu'ont les mots et les rumeurs sur les chiffres des ventes à venir, la place bordelaise se transformant pendant quelques semaines en une gigantesque bourse aux vins, en liaison directe avec Londres, New-York, Bruxelles, Genève ou Tokyo.

Ainsi, au 21, 23 et 25, cours du Médoc, chez Mme Descaves, la bouteille de patache-d'Aux 89 sort-elle aujourd'hui à 38 F (hors TVA), les châteaux Larose-Trintaudon et Hanteillan à 40 F, le Malartic-Lagravière à 65 F, château Gloria à 68 F, Chasse Spleen à 70 F – une fois de plus dépassé par Sociando, – Mallet (75 F), le très remarquable Haut-Marbuzet à 83 F, loin derrière château Giscours (105 F), Pavie (110 F), et La Gaffelière à 123 F. Voici la première donne de cette longue partie de poker semi-menteur et hautement spéculatif. Ces indications seront complétées, et l'ensemble du jeu connu avant la fin mai, l'orgueil et le prestige voulant en Gironde que les premiers classés – les plus chers – se manifestent les derniers. L'essentiel, quoi qu'il en soit est déjà connu et les hausses sans équivoque se situeront selon les châteaux presque toujours entre 10 % et 25 % de plus que le millésime 1988.

Mais, de l'aveu même des principaux négociants de la place, le 89 ne correspondrait pas toujours trait pour trait à ce que beaucoup avaient, trop tôt, cru pouvoir en dire. On se souvient bien sûr des vendanges historiques commencées comme en 1893 dans les derniers jours du mois d'août. Une maturité excessivement précoce, des pluies parfaitement dosées et un équilibre rarement atteint : le raisin, pensait-on alors, était trop parfait pour ne pas engendrer un vin en tous points exceptionnel.

A quoi tient dès lors aujourd'hui cette relative morosité ? Le négoce, bien sûr, est inquiet des conséquences à court ou moyen terme d'une trop rapide envolée des prix, soucieux aussi du pouvoir grandissant des propriétaires vignerons. Quai des Chartrons, on confie que certains châteaux en viendraient presque à ne plus envoyer d'échantillons aux revendeurs, imposant ainsi l'achat sur la seule étiquette. On explique encore, sans donner de noms il est vrai, avoir été parfois *« fortement déçu »* et avoir refusé quelques propositions de vente en primeurs. On en viendrait presque à en vouloir au 1989, tout comme aux prédictions autour de son berceau, qui ont nui aux ventes du 88.

Tous ne tiennent pas le même discours. A New-York, la célèbre revue internationale *The Wine Spectator* vient, au terme d'une dégustation de cent quarante échantillons prélevés directement au tonneau, de formuler ses conclusions et n'en finit plus de vanter les mérites du 89. Soulignant les vertus de l'achat en primeurs, ce magazine, qui fait autorité outre-Atlantique, qualifie sans hésitation aucune le millésime de *« sensationnel »*, supérieur en toute hypothèse au 1982. Cette revue, sans surprise il est vrai, retient parmi les meilleurs les châteaux Mouton et Lafite-Rothschild, Margaux, Pétrus, Talbot, Cheval-Blanc, Haut-Brion, et le clos des Jacobins en pronostiquant des prix situés entre 850 et 1 200 dollars la caisse de douze bouteilles.

En Gironde, même chez les plus enthousiastes, on se garde bien de tirer de tels plans sur la comète vineuse. Retenue habituelle, seigneuriale, qui n'interdit pas pour autant d'afficher de belles certitudes. Ainsi M. de Rivoyre, fils et petit-fils de courtiers, aujourd'hui négociant et propriétaire, après avoir goûté *« tous les grands et à plusieurs reprises »*, n'hésite nullement à formuler un avis plus que rassurant, affirmant sans emphase que dès que les propriétaires ont eu le courage de sélectionner leur raisin, fût-ce dans les plus lointains satellites de Saint-Emilion, on atteint des rivages gustatifs extraordinaires. L'autre diagnostic, on ne peut plus professionnel et à ce titre très écouté, est celui formulé par M. Bruno Prats, président du syndicat des crus classés et par ailleurs propriétaire du château clos d'Estournel. *« C'est vrai,* dit M. Prats, *le 89 surprend et désoriente par sa tendresse, par une rondeur sans équivalent. Il n'en est pas moins exact que c'est à mes yeux un vin exceptionnel, même si avec la chaleur de l'automne il ne fut pas toujours facile de le vinifier. Bien sûr, le 88 se révèlera plus tôt, ce qui n'enlève rien à l'avenir des 89. On pourrait, pour le plaisir et avec quelques raisons, faire aujourd'hui le symétrique avec les millésimes 1929 et 1928. »*

JEAN-YVES NAU



DÉCOUVERTE

# Pétra, cité des nomades

*Suite de la page 17*

Pétra, aujourd'hui, n'a pas fini de surprendre. La marque hellénisante de ses vestiges « rassure » en quelque sorte le voyageur occidental, avide de syncrétisme. L'édification des grands monuments de Pétra se situe entre le premier siècle avant et le premier siècle après J.-C. Après avoir fait appel à des architectes peut-être d'Alexandrie, il s'est créé sur le site une école artistique, consciente d'avoir inventé un style. Les Barbares de Pétra sont souples et perméables, mais leur art, surtout dans l'architecture rupestre, ne manifeste pas de soumission.

Que de leçons en retour ! Une leçon d'urbanisme géopolitique surtout. L'endroit est apparemment absurde pour fonder une cité. On crée une ville au bord d'un fleuve, au sommet d'un roc. Dans le cœur des conquérants sommeille toujours une tour de Babel. Pétra est au contraire une place forte « à l'envers », sans muraille, avec le désert pour seule protection, cache au sol invisible, qui pratique si bien l'art du camouflage qu'elle finira par se perdre dans le souvenir des hommes.

## L'ingéniosité et l'urbanité

La citadelle des Croisés de Kerak, à 100 kilomètres au nord de Pétra, où s'entassaient sur six niveaux des milliers de soldats comme dans des boîtes d'allumettes, incarne la force brutale : elle fut prise et reprise. Lui faisant face, de l'autre côté de la mer Morte, Massada, gigantesque pierre dressée, prit au piège ses propres défenseurs, et la pierre se transforma en autel du sacrifice.

Tout à Pétra respire l'intelligence, c'est-à-dire l'ingéniosité et l'urbanité. La ville est hostile à la violence, encore qu'elle fût capable de fournir des cavaliers ou des archers réputés. Après s'être occupés de la cité des morts, taillée dans le roc pour conserver un caractère d'éternité, les chercheurs commencent aujourd'hui à découvrir la ville des vivants, seulement connue par les textes. Ils sont frappés par les techniques utilisées pour « équiper » ce bout de désert, en particulier pour collecter l'eau. La position « paradoxale » de Pétra dans une cuvette entourée de montagnes a été choisie entre autres raisons parce qu'elle permettait de concentrer toutes les ressources en eau. Autre astuce – vitale – des Nabatéens.

C'est l'avis du Dr Fawzi Zayadine, des Antiquités jordaniennes, et de M. Jean-Marie Dentzer, professeur à Paris-I, qui dirigent les principales missions archéologiques à Pétra. Les deux chercheurs sont également surpris par l'étendue du site (peut-être une quinzaine de kilomètres) qui suggère une « ville-réseau », à l'image curieusement du royaume nabatéen *« où l'autorité s'exerce d'abord sur un réseau de pistes, de sites d'étapes ou de points de rassemblement de tribus »*, comme dans toutes les zones désertiques. Mais, surtout, ils reconnaissent dans Pétra *« la trame de la ville « orientale » traditionnelle »*. A Pétra, on adorait des divinités préislamiques, la pierre dans son bétyle, perçue non pas comme une forme, mais comme une présence.

Il y a chez Strabon une page admirative sur ces commerçants réputés cousus d'or, et qui vont, *« vêtus de simples caleçons et chaussés de babouches, même les rois... Le roi est si mêlé à la vie commune qu'il sert parfois les autres de sa propre main. Quelquefois aussi, il est tenu de rendre compte à son peuple. Les villes n'ont pas d'enceinte, et la paix est l'état habituel du pays »*.

Dans cette confrontation subtile avec le monde des puissants, dans cette expression originelle de la *« démocratie bédouine »*, il y a là tout un modèle pour la monarchie hachémite d'aujourd'hui. Pétra a fait son apparition dans les manuels scolaires. Il existe même la Pétra Bank. *« Mon pays est d'une beauté obsédante... Je suis toujours ému quand je revois Pétra, dont le défilé si étroit permettait à une douzaine de Nabatéens de contenir toute une armée »*, écrit le roi Hussein dans *Mon métier de roi* (2).

Dans l'immédiat, Pétra attire toujours la manne (500 chambres supplémentaires devraient être construites autour du site) et le gouvernement mise sur le tourisme culturel, qui a accusé un net fléchissement avec les événements de Cisjordanie, mais qui a rapporté 345 millions de dollars de bénéfices en 1988 dans un pays en proie à l'endettement. Une rentrée majeure de devises (16 %) avec les transferts de fonds des trois cent cinquante mille émigrés jordaniens qui mettent sur le marché leur matière grise comme jadis les Nabatéens.

Face au développement touristique, l'association des Frères musulmans a engagé récemment une polémique, estimant qu'il convenait de conserver *« une image décente »* de la Jordanie. M. Leith Chubeilat, député islamique moderniste, homme respecté, déclare plus prosaïquement : *« Oui aux transferts culturels, non aux Folies Bergère. »* La menace risque surtout pour l'instant de venir des delta-planes ou des 4 × 4 rugissants.

RÉGIS GUYOTAT

(2) Editions Robert Laffont, 1975.

## Carnet de route

• **Comment y aller ?**

Par avion, la Royal Jordanian (12, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 42-61-80-60) ou Air France, jusqu'à Amman ou Aqaba. D'Amman, l'usage veut que l'on prenne la route des plateaux qui passe notamment par la citadelle de Kerak. Il faut essayer de se munir des autorisations nécessaires – car la route est en principe interdite – pour rallier Aqaba par la dépression de la mer Morte dans un décor pétrifié, le long de la frontière israélienne que l'on suit parfois à quelques mètres.

De nombreux voyagistes ou associations proposent des circuits en Jordanie, où Petra s'inscrit en bouquet final. Voyageurs au Proche-Orient (37 bis, rue Sainte-Anne, 75001 Paris ; tél. : (1) 42-61-50-12) propose un circuit culturel haut de gamme, collectif ou individuel, de 9 jours environ, « Sur la trace des Nabatéens », qui permet de visiter, outre Petra, Jerash la romaine, les châteaux « garçonnières » des Omeyyades, et Wadi Rum, le désert des *Sept Piliers de la sagesse* de Lawrence. Citons aussi l'agence Découvrir (Tél. : 45-44-48-80), Nouvelles Frontières (Tél. : 45-68-70-00), Déserts (Tél. : 48-04-88-40).

Le visa se délivre au consulat de Jordanie (80, boulevard Maurice-Barrès, 92200 Neuilly ; tél. : 46-24-51-38), et le passeport ne doit comporter aucun tampon israélien.

• **Bibliographie**

Lire ou relire les auteurs anciens. Strabon : *Géographie, Livre 16* ; Diodore de Sicile, *Livre 19* ; Pline : *Histoires naturelles* ; Flavius Josèphe et, bien sûr la Bible. Le site de Petra est hautement symbolique puisqu'il se trouve dans le Wadi Mouça (Moïse) où Moïse fit jaillir des sources du bout de son bâton, et qu'il est dominé par le tombeau supposé d'Aaron qui se serait étant là avant de toucher la Terre promise. On peut tenter sa chance à la Bibliothèque nationale pour consulter le récit de Burckhardt, le « découvreur » de Petra : *Travels in Syria and the Holy Land* (Londres, 1822). Les premiers voyageurs se faisaient accompagner de lithographes, comme David Roberts qui a laissé des gravures belles et minutieuses.

Parmi les auteurs contemporains, on peut consulter l'ouvrage très agréable d'Albert Champdor : *Petra*, 1979, Librairie d'Amérique et d'Orient, Adrien Maisonneuve, 11, rue Saint-Sulpice, Paris 6e). C'est une bonne introduction à la connaissance du site. Pour une approche scientifique et documentaire, il faut se référer aux travaux de Jean Starcky, et aujourd'hui du Dr Fawzi Zayadine, sans doute le meilleur spécialiste actuel de Petra, et de Jean-Marie Dentzer, professeur à Paris-I.

# SANS VISA

## JEUX

## échecs

Nº 1382

**TROP D'ERREURS**

(Tournoi zonal de Lyon, avril 1990)

Blancs : P. VAN DER STERREN
Noirs : N. STULL

Défense est-indienne
Variante Saemisch

| Blancs | Noirs | Blancs | Noirs |
|---|---|---|---|
| 1. d4 | Cf6 | 18. Tf-d1 | Tf-é8 |
| 2. ç4 | g6 | 19. Ff1 (j) | h5 (k) |
| 3. Cç3 | Fg7 | 20. h4 ! | Rh7 |
| 4. é4 | d6 | 21. Db2 (l) | h4 (m) |
| 5. f3 | 0-0 | 22. Cxd5 ! | Cxd5 |
| 6. Fé3 | Çé6 (a) | 23. Fxg7 | Cxh4 (o) |
| 7. Cg-é2 (b) | a6 (ç) | 24. Txd8 | Dxd8 (p) |
| 8. Dd2 (d) | Tb8 | 25. Ff6 | Da5 (q) |
| 9. Cç1 | é5 | 26. Dd4 ! | g5 (r) |
| 10. Cb3 (é) | éxd4 | 27. Fxg5 | Cd5 |
| 11. Cxd4 | Cxd4 (f) | 28. Dxh4+ | Rg8 |
| 12. Fxd4 | Fé6 | 29. Dg3 ! | Rh8 (t) |
| 13. Fé2 | ç6 (g) | 30. Tç4+ | Ff5 |
| 14. 0-0 | d5 (h) | 31. Th4+ | Fh7 |
| 15. éxd5 | cxd5 | 32. Txh7+ ! | Rxh7 |
| 16. ç5 ! (i) | Dç7 | 33. Fd3+ | |
| 17. Ta-ç1 | Tb-d8 | | abandon (u) |

NOTES

*a)* Plusieurs réponses sont jouables : 6...., Cb-d7 ; 6...., b6 ; 6...., ç5 et 6...., é5. Le développement du C-D en ç6 suivi de la construction a6-Tb8 est dirigé avant tout contre le grand roque des Blancs tout en visant la case d4. Cette variante a remplacé ces dix dernières années l'habituelle réplique 6...., é5.

*b)* Un carrefour important pour les Blancs qui disposent au moins de trois plans : l'attaque directe sur le R ennemi avec ou sans grand roque, le contre-jeu sur l'aile-D et le contrôle de la case d4 avec petit roque. C'est cette dernière méthode positionnelle que les Blancs choisissent ici.

*c)* Préparant l'avance b7-b5 si les Blancs optent pour le grand roque.

*d)* Avec l'idée de passer le C-R en b3 d'où il surveillera la case d4 et de développer le F-R en é2.

*é)* 10.d5 ne donne aucun avantage aux Blancs : 10...., Cd4 ; 11.Cb3, Cxb3 ; 12.axb3, ç5 ! ; 13.b4 (ou 13.g4, h5 ; 14.h3, Ch7 ; 15.0-0-0, h4), çxb4 ; 14.Ca4, b5 ; 15.çxb5, axb5 ; 16.Dxb4, Cé8 ; 17.Cç3, Fh6 ! ; 18.Ff2, Dg5 ; 19.Ta-d1, Fd7.

*f)* Ou 11...., Cé5 ; 12.Fé2, ç6 ; 13.Ta-d1, b5 ; 14.çxb5, axb5 ; 15.b4, Fd7 ; 16.0-0 avec avantage aux Blancs ou 11...., Fd7 ; 12.Fé2, Ch5 ; 13.Cxç6, bxç6 ; 14.0-0, ç5 ; 15.Ta-b1, Fç6 ; 16.Cd5 (Petrossian-Fischer. Curaçao, 1962).

*g)* On a essayé 13...., ç5 avec la suite 14.Fé3, Cé8 ; 15. 0-0, Da5 ; 16.f4, f5 mais la faiblesse de la case d6 subsiste.

*h)* Une erreur positionnelle. 14...., b5 semble logique même si tous les problèmes des Noirs ne sont pas résolus pour autant : 15.b3, bxç4 ; 16.bxç4, ç5 ; 17.Fé3, Cd7 ; 18.Ta-b1, Da5 ; 19.Cd5.Da3 ou bien 15.çxb5, axb5 ; 16.Tf-ç1 suivi de a3-b4.

*i)* Une simple réfutation qui donne aux Blancs une majorité de pions sur l'aile-D tout en laissant aux Noirs un pion isolé vulnérable.

*j)* Tout est en ordre.

*k)* Un affaiblissement qui n'était pas nécessaire : les Noirs pensent à la suite Rh7-Fh6, une variante peu sérieuse.

*l)* Faisant mine de parer la menace 21...., Fh6, les Blancs s'emparent, en réalité, de la diagonale a1-h8.

*m)* Poursuivant leur plan erroné, les Noirs ignorent la petite combinaison de leur adversaire.

*n)* Si 22...., Fxd5 ; 23.Fxf6 ; 24.Dxf6, Fxa2 ; 25.Dxh4+.

*o)* Les Noirs récupèrent, comme prévu, leur pion mais l'affaiblissement de leur roque est facilement exploitable.

*p)* Ou 24...., Txd8 ; 25.Ff6, Cd3 ; 26.Fxd3, Txd3 ; 27.Db4 avec gain.

*q)* Si 25...., Cd3 ; 26.Dç3 !

*r)* Seule défense.

*s)* Avec deux pions de plus et un R ennemi nu, les Blancs n'ont plus grand mal à gagner.

*t)* Si 29...., Rf8 ; 30.Dé5 !

*u)* Si 33...., Rg8 ; 34.Ff6+ suivi du mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE 1381
E. DOBRESCU
1987

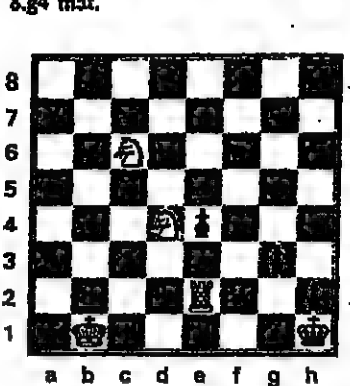
BLANCS : Rh3, Tb6 et ç4, Pg2, g6.

NOIRS : Rh5, Dé1, Pa3, a2, d2.)

Si 1.Tç5+?, Rh6 ; 2.g7+, Rh7 ! ; 3.g8=D+, Rxg8 ; 4.Tç8+, Rf7 ; 5.Tb7+, Dé7.

1.g7 !, Dh1+ ! ; 2. Rg3, Dé1+ ; 3. Rh2, Dh1+ ; 4.Rxh1, a1=D+ ; 5.Rh2, Dxg7 ; 6.Tç5+! (et non 6.Tb5+?, Dg5!), Rh4 ; 7.Tb4+, Dg4 ; 8.g3 mat.

Ou 5...., Dé5+ ; 6.Rh3!, Dxg7 (si 6...., df5, 7.g4 mat) ; 7.Tç5+, Dg5 ; 8.g4 mat.



CLAUDE LEMOINE

## bridge

Nº 1380

**INCROYABLE MAIS VRAI**

Cette donne va figurer certainement dans la galerie des donnes extraordinaires, car si en Ouest vous avez contré la manche à Pique, vous allez vous croire à la fin du coup sur une autre planète et non pas en Amérique dans un tournoi de seniors.

Nord : ♠ 10 8 4 3 ♥ 7 6 2 ♦ A ♣ D 10 7 6 4
Ouest : ♠ A D V ♥ R V 4 ♦ R 8 7 2 ♣ A R 3
Est : ♠ 9 ♥ 10 9 3 ♦ 6 5 4 3 ♣ V 9 8 5 2
Sud : ♠ R 7 6 5 2 ♥ A D 8 5 ♦ D V 10 9 ♣ ...

Ann : S. don. Tous vuln.

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|---|---|---|---|
| 1 ♠ | contre | 3 ♠ | passe |
| 4 ♠ | contre | passe | passe... |

Ouest ayant attaqué le Roi de Trèfle, *comment Margaret Suran, en Sud, a-t-elle fait* ONZE levées (une de mieux) au contrat de QUATRE PIQUES malgré la meilleure défense ?

*Réponse :*

La déclarante coupa l'entame et tira l'As de Carreau. Elle reprit la main en coupant un deuxième Trèfle et joua la Dame de Carreau dans l'intention de faire *l'expasse*, car Ouest avait certainement le Roi de Carreau pour avoir contré deux fois. Ouest couvrit et le mort coupa avec le 3 de Pique. Margaret revint chez elle par l'As de Cœur, et elle tira Valet 10 de Carreau *pour défausser les deux derniers Cœurs du mort.* Une coupe à Cœur, une troisième coupe à Trèfle et une deuxième coupe à Cœur aboutirent à cette situation où Ouest a dû se demander ce qui lui arrivait

Ouest : ♠A D V
Nord : ♠ 10 ♣ D 10
Sud : ♠ R7 ♥ D

Margaret Suran joua la Dame de Trèfle sur laquelle elle prit soin de défausser la Dame de Cœur, et Ouest (obligé de couper) fut forcé de donner à Sud le Roi de Pique, la onzième levée !

**Implacable défense**

Le bridge est un jeu d'équipe et, pour cette raison, le jeu de flanc a un rôle très important. Voici par exemple la défense qui a décidé d'une demi-finale du dernier Championnat du monde open.

Nord : ♠ R V 2 ♥ D 10 ♦ A 9 6 2 ♣ A 6 3 2
Ouest : ♠ 7 ♥ A R 8 7 5 3 ♦ R 10 5 ♣ D 9 5
Est : ♠ 9 8 5 4 ♥ V ♦ D 8 4 3 ♣ V 10 7 4
Sud : ♠ A D 10 6 3 ♥ 9 6 4 2 ♦ V 7 ♣ R 8

Ann : N. don. N-S vuln.

| Ouest Zia | Nord Meckst. | Est Fazli | Sud Rodwell |
|---|---|---|---|
| - | 1 ♦ | passe | 2 ♠ |
| passe | 4 ♠ | passe | passe... |

Mahmood Zia, en Ouest, ayant entamé le Roi de Cœur pour le Valet d'Est comment a-t-il ensuite joué pour faire chuter QUATRE PIQUES ?

*Note sur les enchères*

Le saut à « 2 Piques » de Sud sur l'ouverture de son partenaire n'était pas forcing de manche, mais indiquait 10 à 12 points avec au moins cinq Piques dans le système de Rodwell.

*A l'autre table* en salle fermée les enchères avaient été :

| Ouest | Nord | Est | Sud |
|---|---|---|---|
| - | 1 SA | passe | 2 ♣ |
| 2 ♥ | passe | passe | 2 ♠ |
| passe | passe | passe | |

L'ouverture de « 1 SA » promettait 12 à 14 points et la réponse de « 2 Trèfles » était la convention Stayman.

Ouest ayant entamé Cœur, les Pakistanais Abedi et Ahmad ont marqué 170 en réalisant 10 levées.

**COURRIER DES LECTEURS**

● *Le risque invisible* (nº 1370). – « *J'ai trouvé*, écrit Xavier Calvet, *une deuxième solution pour réussir contrat de 5 Carreaux : après l'As de Cœur, Trèfle coupé par Ouest, Pique coupé par le mort, le déclarant tire le Roi de Carreau (pour éliminer le dernier atout d'Ouest) et, après avoir coupé deux Trèfles et deux Piques, il donne à Est le cinquième Trèfle et le mort est maître.* »

Bravo !

PHILIPPE BRUGNON

## scrabble®

Nº 344

**GRAND-PÈRE**

Maintenant que les scrabbleurs ont tué le père, à savoir le Petit Larousse illustré, nous allons évoquer le grand-père Pierre Larousse (1817-1875), né, puis instituteur à Toucy (Yonne). Il a travaillé trente-deux ans de sa vie à la rédaction et l'édition du *Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle**. Avec 15 volumes, 20 700 pages, 500 millions de signes, soit trois fois plus que n'en a l'actuel Larousse en 15 volumes, cet ouvrage est un monument de savoir et de subjectivité : l'auteur donne son avis sur tout, avec ses préjugés, mais aussi sa grande générosité. Voici un court extrait de l'article « Chemins de fer » (140 colonnes de texte), qui décrit l'accident où mourut l'amiral Dumont d'Urville : « *Un jeune voyageur était complètement vide d'intestins et de viscères ; un rictus convulsif contractait son visage : il semblait rire aux éclats. Chose étrange, singularité qui mérite d'être étudiée par les médecins physiologistes, mais qu'il faut dire ici puisque nous faisons de l'histoire, ce malheureux, ce cadavre nu, aurait pu poser en ce suprême moment pour la statue de Priape, et figurer dans les phallophories de l'Inde. Notre devoir était de consigner ce renseignement : du reste, on sait que le même phénomène a été plusieurs fois remarqué chez les pendus.* » Sur les 40 nouveaux mots de l'ODS commençant par un N, 20 figurent dans l'œuvre de Pierre Larousse, dont nous donnons certaines définitions : NABLA, *instrument de musique des hébreux* – NADIRAL... – NAGA, *nom donné à des demi-dieux indiens* – NAGEOTER *vi* – NAMUROISE – NATRIUM, *ancien nom du sodium* – NÉGRO, *sobriquet donné aux partisans des cortès en 1820* – NÉMÉEN... – NÉMORAL, *qui habite ou croît dans les forêts* – NÉRITE, *mollusque gastéropode* – NÉVROME, *tumeur qui se développe dans l'épaisseur du tissu des nerfs* – NICHEUR... – NIDICOLE, *aranéide qui vit dans une sorte de nid* – NIORTAISE – NIQUER, *gagner du premier coup de dés en amenant le point qu'on a nommé* – NITOUCHE – NIZAM, *titre de l'empire mogol* – NOCER – NOCHÈRE, *vitrail garni de plomb* – NOLITION, *action de ne vouloir pas.*

MICHEL CHARLEMAGNE

* Tombé dans le domaine public, cet ouvrage est réimprimé par l'éditeur Lacour (Nîmes). Tél. : 66-67-33-06. Prix de souscription : 4 200 F.

**SCRABBLE CLUB JOINVILLAIS**
**10 mars 1989**
**(Tournoi au gymnase, rue E.-Moutier, les deuxième et quatrième vendredis, à 20 h 30.)**

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

| Nº | TIRAGE | SOLUTION | POS. | PTS |
|---|---|---|---|---|
| 1 | LLREATI | | | |
| 2 | EEEVDNG | TAILLER | H 3 | 66 |
| 3 | G+AAKRIE | DEVINEE | 5 E | 44 |
| 4 | –UUSAIEB | KARAITE (a) | 3 C | 36 |
| 5 | USI+GTOF | BEAU | 4 A | 33 |
| 6 | GT+SROLI | FOUIS | L 1 | 36 |
| 7 | –EEFTOND | GOSIER | J 1 | 28 |
| 8 | SSLUTAM | REDEFONT (b) | 9 H | 64 |
| 9 | LT+ESCRU | MUSSAT (c) | O 4 | 27 |
| 10 | HAIRECS | CLOTURES (d) | M 7 | 76 |
| 11 | TJUAARE | SACHERIE | 8 A | 101 |
| 12 | ADOYNEL | REAJUSTA | 14 H | 84 |
| 13 | UINEM?O | SYNODALE | A 8 | 110 |
| 14 | ?WQOETN | MOINE (A) U | 15 C | 79 |
| 15 | QOET+BEI | (I) WAN | O 12 | 36 |
| 16 | QOTI+VZI | BETAILLERE | H 1 | 36 |
| 17 | QOTII+PN | AVEZ | F 3 | 36 |
| 18 | QIIN+XML | TOP | 2 D | 41 |
| 19 | QINM+LTP | XI | 14 E | 28 |
| 20 | | FLIP (e) | 1 L | 27 |
| | | | TOTAL | 988 |

(a) RETAILLERAI, H 1, 33. (b) ou DEFERONT, 9 D. (c) cachat. (d) CLUSTERS, 14 F, 68. (e) cocktail (portoflip).

**Résultats finaux**

1. A. Duguet, 976. – 2. M. Pialat, 950. – 3. F. Delol, 937.

* Tournois de mai. Le 6, Strasbourg, tél. : 88-66-09-53 ; Seclin, 20-85-58-62. Le 8, Metz, 87-65-36-95. Le 20, Cérilly (Allier), 70-67-56-27. Du 24 au 27, Vichy (FFSc), 43-80-40-36.

## mots croisés

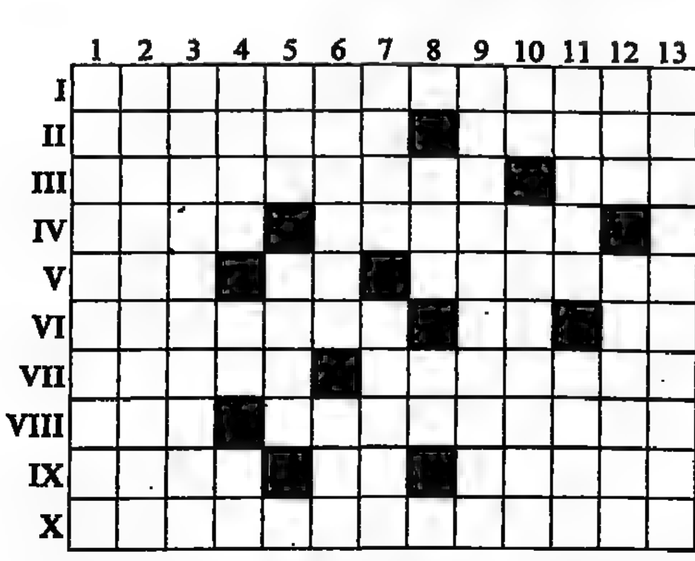
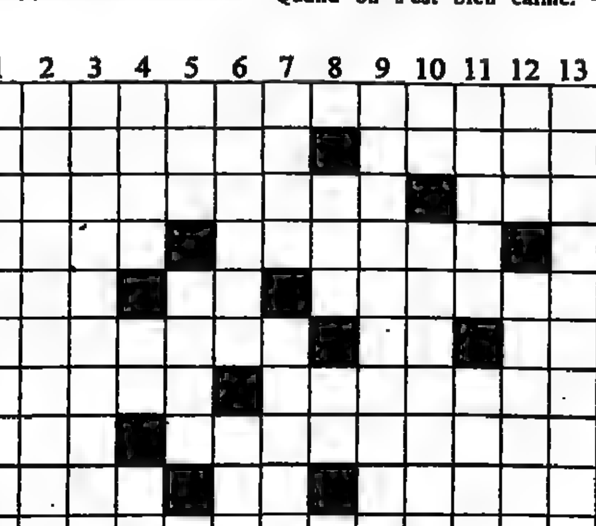
Nº 609

**Horizontalement**

I. Pour les longs trajets d'antan. – II. Comestibles. Elle a de belles fleurs jaunes. – III. On les couvre de compliments, ces temps-ci. Il faut le faire sur le champ. – IV. Eternelle. Ne fait pas dans le détail. – V. Fait mal. Voyelles. Toujours verte. – VI. Inutiles pour ceux qui ne touchent plus terre. Un brin de morale. Un bout de temps. – VII. Fut prophète en son pays. Ils sont les rois. – VIII. Donne le bon goût ou alors c'est dans l'esprit. Quand on s'est bien calmé. – IX. Normande. Va haut et droit. Empereur qui fit parler longtemps. – X. Ils allèrent probablement trop vite.

**Verticalement**

1. Forment une ligne intouchable. – 2. On n'en veut pas. – 3. Manifestent nettement leur déplaisir. – 4. Gîte. Dans l'auxiliaire. Direction. – 5. En négligé. Syrienne. – 6. Elle va peut-être dire oui. Pour ne pas le perdre, commencer très bas. – 7. Il souffrit de la faim. Groupe très actif. – 8 Pas en arrière. Immatriculé. – 9. Patrimoine. – 10. Rien n'arrête sa dégringolade. Sortir de son lit pour faire ça ? – 11. A eu son greffon. Elle est décolonisée. – 12. Dans le cours de la Seine. Son audace ne l'a pas sauvé. – 13. Ne se perdent pas en circonvolutions.

● **Précision.** – Dans les définitions du problème nº 606 (4 vertical), il fallait lire : « *sou* » quand il n'y en a plus et non « *son* » comme il a été indiqué par erreur dans *le Monde* du 7 avril.

**SOLUTION DU Nº 608**

**Horizontalement**

I. Pierre Mauroy. – II. Rôties. Bruno. – III. Idolâtre. Pau. – IV. Œil. Holding. – V. Relevés. On. – VI. Etêtée. Sas. – VII. Tantrisme. Il. – VIII. Asters. Areca. – IX. Is. Samedis. – X. Rée. Tétanisé. – XI. Entassements.

**Verticalement**

1. Prioritaire. – 2. Iodée. Assen. – 3. Etoilent. Et. – 4. Rillettes. – 5. Réa. Verrats. – 6. Esthétismes. – 7. Roses. Eté. – 8. Abel. Emadam. – 9. Ur. Do. Erine. – 10. Rupins. Esin. – 11. Onan. Aic. St. – 12. Yougoslaves.

FRANÇOIS DORLET

## anacroisés®

Nº 611

**Horizontalement**

1. CEHIMOS. – 2. AABBEIRU. – 3. ACILOSSU. – 4. ABDERUU. – 5. DEFINORT (+ 1). – 6. AEEIORSS. – 7. AEEILRST (+ 8). – 8. AEINTTT (+ 2). – 9. CEEEMU. – 10. EEEINRS (+ 5). – 11. AACENSS (+ 1). – 12. ADEENPRU (+ 1). – 13. EMOOSTX. – 14. EEIIORSS (+ 1). – 15. AACEERS. – 16. AAABIRST (+ 1). – 17. EILLRTU (+ 2). – 18. AINSSUUX. – 19. DEISSSTU (+ 1). – 20. AEEFGRT.

**Verticalement**

21. AADEIMRS (+ 7). – 22. AEPRSST (+ 2). – 23. ACEEIORT – 24. ACEILORU (+ 4). – 25. ACELORS (+ 3). – 26. AACIILMN. – 27. EHINORSU. – 28. EEIORSST (+ 2). – 29. EEEORSS. – 30. AEIPRSU (+ 5). – 31. AABIMR (+ 2). – 32. AEEILPRS (+ 6). – 33. AAEEGLRT (+ 1). – 34. EEITUV. – 35. BEELRRU. – 36. EDIIIOST. – 37. EIIOSSST. – 38. AASTTTU. – 39. ADEIRTUU. – 40. EEEITUX.

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurents dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

| | 21-22 | 23 | 24-25 | 26 | 27 | 28-29 | 30 | 31-32 | 33 | 34-35 | 36 | 37 | 38 | 39-40 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1-2 | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| 4-5 | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | |
| 7-8 | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | |
| 11-12 | | | | | | | | | | | | | | |
| 13-14 | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-16 | | | | | | | | | | | | | | |
| 17-18 | | | | | | | | | | | | | | |
| 19-20 | | | | | | | | | | | | | | |

**SOLUTION DU Nº 610**

1. SUSPENDU – 2. COCUAGE. – 3. UREIDE. – 4. SMOKING. – 5. PARLERA (REPARLA). – 6. PERONES (EPERONS PERSONE PRONEES REPONSE). – 7. RUASSES (ASSURES RESSUAS RUSASSE SASSEUR). – 8. ISCHEMIE, arrêt de la circulation sanguine. – 9. DIAULES (ELUDAIS). – 10. ASSENEE. – 11. NASEAUX. – 12. FLEGMES. – 13. OLEATE. – 14. TREPANG, animal marin. – 15. PROMESSE. – 16. SALOON. – 17. PROMENA. – 18. POUACRE, sale et laid ; avare. (COUPERA RECOUPA). – 19. VAINCUE (ENCUVAI). – 20. NOURRAIN. – 21. ELEATES (ETALEES). – 22. ANTIART (NITRATA RATINAT TARTINA TRAINAT). – 23. DEESSES. – 24. SUPPOSA. – 25. FOISONNA. – 26. URAETES (AUSTERE SATUREE). – 27. FANION. – 28. SERRANS, voisins du mérou. – 29. PILOTEE (LEPIOTE PETIOLE). – 30. POURRI. – 31. NUMEROS (MUERONS, REMUONS). – 32. NEREIDE, ver marin. – 33. ASSIEDS. – 34. TEMOIN (MOIENT). – 35. HUNTERS (SHUNTER). – 36. CORRELAS. – 37. ESPACEE. – 38. OKOUMES. – 39. OPERCULE. – 40. CIMAISE, moulure (ECIMAIS). – 41 ADENOME. – 42. NURAGHE, tour sarde. – 43. TELEXAT. – 44. MNEMES. – 45. EVASIF. – 46. PENSATES (PESANTES).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

# SANS VISA

## ESCALES

### Bastides en Gascogne

Saint-Sernin, ancienne abbatiale bénédictine et plus grande église romane de France, les Jacobins, au gothique élancé, son fameux palmier, son cloître et le Capitole : trois phares de Toulouse, la ville harmo*nieuse et rose. Toulouse,* point de départ d'un circuit de découverte organisé par la Maison du Gers et de l'Armagnac (16, bd Haussmann, 75009 Paris, tél. : 42-46-91-39) du 5 au 8 mai. Circuit où s'inscrivent bien sûr des haltes gourmandes dans des fermes-auberges, dans une conserverie de foie gras et un chai d'Armagnac. Après un vol Paris-Toulouse et une visite de la ville, on entre dans le vif du sujet par la route des bastides de l'Isle-Jourdain, Cologne, Mauvezin, Gimont.

A Lectoure, on s'installe pour trois nuits à l'hôtel Bastard, hôtel particulier du dix-huitième siècle restauré. Cette ville d'art possède un musée lapidaire qui abrite une collection d'autels tauroboliques unique en Europe. De Lectoure, on rayonnera vers Auch, capitale de la Gascogne, le village en hauteur de Saint-Puy et le château de Monluc, ancienne forteresse médiévale, Flaran, abbaye construite à partir du dix-septième siècle selon les normes architecturales de l'ordre de Cîteaux, Condom, qui fut l'évêché de Bossuet et possède des hôtels dix-huitième. Tout est compris dans le prix de 2 460 F par personne, même les vols Paris-Toulouse-Paris et les déjeuners gastronomiques.

### Cap sur la Coupe du monde


ROBERTO KOCH/CONTRASTO

En juin et en juillet, l'Italie accueillera la Coupe du monde de football. Organisée tous les quatre ans, elle avait attiré, en 1986, à Mexico, 2 400 000 spectateurs. Un chiffre qui laisse supposer les problèmes d'intendance posés au pays organisateur, à commencer par celui de l'hébergement de visiteurs accourus du monde entier. C'est ainsi que la brochure de Cit Evasion (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, 42-66-00-90), qui présente les divers forfaits proposés à cette occasion (des mini-séjours de deux nuits avec un match de la première phase de 4 600 à 6 500 F la semaine avec demi-finale et finale de 15 000 à 17 700 F) précise que les hôtels attribués peuvent se trouver dans un rayon de 90 km autour du stade. De son côté, Italiatour (17, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris, tél. 42-96-89-34) joue la carte du « sur mesure ».

Partant du principe qu'il sera très difficile de trouver, à cette période, la moindre chambre d'hôtel de luxe, la compagnie World Cup Cruise (représentée en France par la Compagnie générale des croisières), qui s'est assurée près de 8 500 billets, a imaginé une formule originale, les « Croisières de la Coupe du monde », qui, à bord de six paquebots, permettront à la fois de goûter les charmes de la navigation, de découvrir les beautés de l'Italie et d'assister à un minimum de deux rencontres par croisière.

Compte tenu des six bateaux affrétés, des catégories de cabines, du choix des itinéraires, du niveau et du nombre (2 ou 3) des matchs programmés et de la possibilité de s'inscrire à plusieurs croisières consécutives, la fourchette des prix demandés est des plus larges. Ceux qui, par exemple, décideront de partir du 2 au 9 juillet, c'est-à-dire d'assister à une demi-finale et à la finale, débourseront de 32 800 à 62 000 F par personne (avec double occupation de la cabine) sur le *Danaé* et 82 000 ou 86 000 F à bord de l'un des Sea Goddess, plus proches des yachts privés que des paquebots de croisière classiques. Ceux qui se contenteront des cabines les moins chères du *Danaé* verront leur compte débité d'une somme allant de 17 500 à 26 400 F en fonction de la période de la compétition. A noter la croisière effectuée du 23 au 28 juin par le *Danaé* (de 20 500 à 38 500 F) qui permet d'assister à trois huitièmes de finale et présente l'avantage de partir et de finir à Villefranche alors que la plupart des autres croisières commencent ou finissent à Civitavecchia (Rome). Renseignements et réservations dans les agences de voyages.

### Partir...

Ouvert cette année du 27 avril au 8 mai (de 10 h à 19 h) le Salon du tourisme de la Porte de Versailles apparaît déjà comme un pôle d'attraction pour quelque six cent mille voyageurs en partance plus ou moins immédiate. Ils viennent en ces lieux (pas moins de 15 000 m²) rêver, voyager à moindre coût (droit d'entrée 40 F), chercher des idées, affiner un itinéraire déjà établi, *compléter une information* fragmentaire, s'enthousiasmer ou se faire rassurer.

Pour répondre à toutes ces interrogations, ils ne manqueront pas d'interlocuteurs : tour-opérateurs, vingt-six comités régionaux ou départementaux du tourisme pour la France, vingt-neuf offices du tourisme pour l'étranger les attendent avec les armes de la séduction. Parmi ces derniers, on annonce le retour d'Israël, du Portugal, de la Tunisie, qui avaient boudé cette instance pendant quelques années, et l'arrivée du Pérou et de l'URSS. Des séjours, des circuits, des vols ; du voyage sur mesure et du prêt-à-partir, de la plongée et du vol en montgolfière, le tour de Corse et le tour du monde, la roulotte et la planche à voile : une mine d'idées, à condition que les finances suivent...

# AGENDA

## VENDREDI 27 AVRIL

## CINÉMA

### LA CINÉMATHÈQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**

Le Chant du marin (1931), de Carmine Gallone, 16 h ; Quarante années de cinéma de Hong Kong : Beyond the Sunset (1989, v.o. s.t. anglais), de Jacob C.-L. Cheung, 19 h ; Cinéma israélien 1984-1989 : Avanti Popolo (1986, v.o. s.t.f.), de Rafi Boukai, 21 h.

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**

Le Cinéma des pays nordiques : X (1986, v.o. s.t. anglais), d'Oddvar Einarsson, 14 h 30 ; la Mort volée (1938, v.o. s.t.f.), de Nyrki Tapiovaara, 17 h 30 ; la Légende de Gosta Berling (1923-1924), de Mauritz Stiller, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

La Parisienne : Femmes du peuple : la Repasseuse (1988) d'Alain Cavalier, Gervaise (1955) de René Clément, 14 h 30 ; Parisiennes en herbe : Entre le ciel et la terre (1988) de Bruno Mercier, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 14 h 30 ; Filles des rues : la Rémouleuse (1986) d'Alain Cavalier, Faubourg Montmartre (1931) de Raymond Bernard, 18 h 30 ; Femmes du peuple : Actualités Gaumont, la Vie de bohème (1942) de Marcel L'Herbier, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**AFFAIRES PRIVÉES** (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**ALWAYS** (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

**AU-DELA DU FEU** (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**AUX SOURCES DU NIL** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR** (Pol., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

**LA CAMPAGNE DE CICÉRON** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**LE CHAMPIGNON DES CARPATHES** (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**CHARLIE** (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CHET BAKER, LET'S GET LOST** (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**CONTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

**CONTRETEMPS** (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**CRIMES ET DÉLITS** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

**LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT** (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS** (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DECALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT** (*) (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS** (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS** (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME** (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**DRUGSTORE COW-BOY** (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**ÉLÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES** (Brit., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**ENTRE CIEL ET TERRE** (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

**ERREUR DE JEUNESSE** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**ET LA LUMIÈRE FUT** (Fr.-All.-It.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

**LE FESTIN DE BABETTE** (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**LA FÊTE DES PÈRES** (Fr.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**LA GUERRE DES ROSE** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES** (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE** (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LES LIAISONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**LES MAITRES DE L'OMBRE** (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

**LES 1001 NUITS** (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

**MILOU EN MAI** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**MISTER FROST** (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**MON VINGTIÈME SIÈCLE** (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**MONA ET MOI** (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**MUSIC BOX** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

**MY LEFT FOOT** (irlandais, v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

**MYSTERY TRAIN** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**NÉ UN 4 JUILLET** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**NÉS DES ÉTOILES** (Jap., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**NIKITA** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**OÙ EST LA MAISON DE MON AMI ?** (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**LE PETIT DIABLE** (It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**POTINS DE FEMMES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ?** (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**RIPOUX CONTRE RIPOUX** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**ROGER ET MOI** (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

**SEXE, MENSONGES ET VIDÉO** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**SHE-DEVIL** (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

**SIDEWALK STORIES** (A.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

**SUSIE ET LES BAKER BOYS** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

**TANGO & CASH** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**TATIE DANIELLE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LE TEMPS DES GITANS** (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**THE MAHABHARATA** (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

**TURNER & HOOCH** (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**UN MONDE SANS PITIÉ** (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

### LES FILMS NOUVEAUX

**BLAZE.** Film américain de Ron Shelton, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

**BLUE STEEL.** Film américain de Kathryn Bigelow, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**ENNEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR.** Film américain de Paul Mazursky, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**EQUIPE DE NUIT.** Film français de Claude d'Anna : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**L'ESPOIR AUX TROUSSES.** Film polonais-danois-français de Maciej Dejczer, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**FLIC ET REBELLE.** Film américain de Jack Sholder, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**GLORY.** Film américain d'Edward Zwick, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

**IL GÈLE EN ENFER.** Film français de Jean-Pierre Mocky : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

**LAMBADA.** Film américain de Joel Silberg, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**L'OPÉRA DE QUAT'SOUS.** Film américain de Menahem Golan, v.o. : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

**PRÉSUMÉ DANGEREUX – A PARTIR DE MARDI 1er MAI –.** Film français de Georges Lautner, v.o. : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**QUELLE HEURE EST-IL ?** Film italien d'Ettore Scola, v.o. : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

**STANLEY & IRIS.** Film américain de Martin Ritt, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

## THÉATRES

### RÉGION PARISIENNE

**AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO)** (48-76-75-00). ◇ Zingaro : 21 h.

**AUBERVILLIERS (THÉATRE D'AUBERVILLIERS GROUPE TSE)** (48-34-67-67). ◇ Le Baron : 20 h 30.

**CORBEIL-ESSONNES (CENTRE PABLO NERUDA)** (60-89-00-72). ◇ Novembre ou Ame d'hiver : 20 h 45.

**EVRY (AGORA)** (64-97-80-64). ◇ Au nom du peuple Francophonies d'acteurs (Guinée) : 20 h 30. ◇ Le Maghreb de canard Francophonies d'acteurs (Algérie) : 21 h 30. ◇ Cinémaniac Francophonies d'acteurs : 22 h 30.

**GENNEVILLIERS (MAIRIE DE GENNEVILLIERS)** (40-85-66-66). ◇ Récits de vie des Gennevillois : 18 h.

**IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE D'IVRY)** (46-70-21-55). ◇ Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 h 30.

**LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHITHÉATRE PABLO-PICASSO)** (46-30-45-29). Le Roi Lear : 21 h.

**NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)** (46-24-03-83). ◇ Byk, ou comment se transformer en faucon ? : 20 h 30.

**PONTOISE (THÉATRE DES LOUVRAIS)** (30-30-33-33). ◇ L'Amie de leurs femmes : 21 h.

**VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN ROLLAND)** (47-26-15-02). Monsieur le no 8 : Sade : 20 h 30.

**VINCENNES (THÉATRE DANIEL SORANO)** (48-08-60-83). ◇ Barouf à Chioggia : 21 h.

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 28 AVRIL

« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 h 30, rue Cambon (E. Romann).

« Une heure au bas de Montmartre », 11 heures, métro Blanche (V. de Langlade).

« L'Institut de France. La Coupole. Les cinq Académies », 11 heures, 23, quai de Conti (Connaissance de Paris).

« Collection W. Guillaume », 14 h 30, Musée de l'Orangerie des Tuileries (L'hiver des musées nationaux).

« L'Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Jardins et hôtels autour de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés (Paris pittoresque et insolite).

« Les sculpteurs et leur demeure : Rodin », 14 h 30, vestiaire du Musée Rodin, 77, rue de Varenne (L'art et la manière).

« Hôtels du Marais nord, de la place des Vosges à la maison de Jacques-Cœur », 14 h 30, métro Saint-Paul-le-Marais (Lutèce-visites).

« Le Palais royal et son quartier », 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et caetera).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, hall du RER, sortie L (C. Merle).

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, métro Louvre (M. Pohyer).

« Le Musée du Prieuré : dans le sillage de Gauguin », 14 h 30, RER, arrêt Saint-Germain-en-Laye, dans l'enceinte du RER, après les appareils de contrôle des billets (Paris et son histoire).

« L'Institut, la Coupole, l'Académie française », 15 heures, quai de Conti (Paris livre d'histoires).

« L'hôtel de Mondragon. Le mariage de Bonaparte », 15 heures, 3, rue d'Antin (I. Hauller).

« Les salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale (Tourisme culturel).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Caves gothique du Marais médiéval », 14 h 45, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau. Lampe de poche (M. Banassat).

### DIMANCHE 29 AVRIL

« L'hôtel de la Païva », 9 h 30, 25, avenue des Champs-Elysées (Paris et son histoire).

« Cour carrée, crypte médiévale et appartements royaux du Louvre », 11 heures, sortie métro Louvre (D. Bouchard).

« L'Opéra Garnier », 11 heures et 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

« Rodin et Camille Claudel au Musée Rodin », 11 heures, 77, rue de Varenne (C. Merle).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 heures et 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Personnages illustres et folles architectures du Père-Lachaise », 14 h 30, métro Gambetta, sortie avenue du Père-Lachaise (Arts et caetera).

« De Hugues Capet à saint Louis », 14 h 30, parvis de la basilique de Saint-Denis (Lutèce-visites).

« Circuit insolite dans le Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« L'Arche de la Défense et son quartier », 14 h 30, hall du RER, sortie L (Connaissance de Paris).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (M. Pohyer).

« Le Père-Lachaise et ses rites surprenants », 14 h 45, métro Père-Lachaise, sortie escalator (V. de Langlade).

« L'hôtel de Bourbon-Condé, ancienne ambassade de Perse », 15 heures, 12, rue Monsieur (I. Hauller).

« Le Musée Camondo et ses salons nouvellement restaurés », 15 heures, 63, rue de Monceau (E. Romann).

« Saint-Germain-des-Prés : l'église, l'abbaye et son quartier », 15 heures, devant le portail (Connaissance de Paris).

« L'ancienne Cour des miracles et la rue Montorgueil », 15 heures, sortie métro Sentier (Résurrection du passé).

« Montmartre, cités d'artistes et jardins ignorés », 15 heures, métro Abbesses (P.-Y. Jaslet).

« Salons du faubourg Saint-Germain, exceptionnellement ouverts », 14 h 45, métro Rue-du-Bac (M. Banassat).

## CONFÉRENCES

### SAMEDI 28 AVRIL

Psyché, 15, rue J.-J.-Rousseau, 15 heures : « Le message des lettres de pierre : le culte en esprit et en vérité », par le Père H. Biondi (Usfipes).

199 *bis*, rue Saint-Martin, 17 heures : « Rendez-vous littéraires : rencontres avec D. Aubier, D. Gira, H. Riégel et V. Skawinska » (Centre culturel Amorc).

Palais de la découverte (salle 54), avenue Franklin-Roosevelt, 17 h 45 : « L'acoustique de la tampura », par C. Valette (Musicora) ; 15 heures : « Son numérique, simulation d'instruments, illusions auditives, création musicale », par J.-C. Risset. Conférence illustrée d'exemples sonores et de films (Musicora).

### DIMANCHE 29 AVRIL

60 boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « L'Inde, sa religion et ses épopées » ; 16 h 30 : « Le Népal » ; 18 h 30 : « Florence, ville d'art, par M. Brumfeld (Rencontres des peuples).

Salle de l'espace, CNES, 2, place Maurice-Quentin, 15 heures : « L'étranger » ou les aspects méconnus de l'enseignement du Christ ». Audiovisuel (Mouvement du Graal en France).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Les secrets du cimetière du Père-Lachaise », par C. Demilly ; « Lieux sacrés de Paris », par Natya.

Salle Psyché, 15, rue J.-J.-Rousseau, 15 heures : « Approche technique et scientifique de quelques phénomènes supranormaux » (diapositives), par J.-A. Tavière (Usfipes).

# ALAIN AFFLELOU, EN AVANT LA MESURE !

**Une nouvelle mesure gouvernementale: La Sécurité Sociale augmente le remboursement des lunettes des enfants de moins de 16 ans. Alain Afflelou accompagne la mesure! Il s'engage à vendre sur prescription médicale les verres au tarif de base de la Sécurité Sociale*. Bonne nouvelle pour les parents. Montures à prix coûtant et verres au nouveau tarif, chez Afflelou, les lunettes sont à nos prix les plus bas. En avant, les enfants.**



# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

**Evolution probable du temps en France entre le vendredi 27 avril à 0 heure et le dimanche 29 avril à 24 heures :**

Au cours des prochaines quarante-huit heures, des conditions anticycloniques se rétabliront sur la France. Les perturbations océaniques, déviées vers les îles Britanniques et la Scandinavie, n'affecteront pas notre pays qui connaîtra des matinées fraîches et brumeuses et des après-midi ensoleillées.

Samedi : temps sec et ensoleillé.

Le matin, un temps ensoleillé régnera déjà sur la quasi-totalité du pays. Seuls le Poitou-Charentes, le Limousin, l'Auvergne, la Franche-Comté et le nord de Rhône-Alpes seront encore sous les nuages.

Quelques bancs de brouillard seront parfois présents sur le Sud-Ouest.

Dans l'après-midi, le soleil se généralisera à l'ensemble du pays. Quelques nuages sans conséquences émailleront le ciel du Nord-Est.

Les températures minimales avoisineront 2 à 4 degrés sur les régions de la moitié Nord, 4 à 8 degrés ailleurs.

Les températures maximales seront voisines de 12 à 15 degrés sur la moitié Nord et 18 à 22 degrés sur la moitié Sud.

Le vent sera faible à modéré de secteur nord-est.

Dimanche : soleil, hausse des températures. Vent modéré de secteur Nord-Est.

La journée sera placée sous le signe du soleil après dissipation des formations brumeuses matinales.

Toutefois, quelques nuages pourront parfois cacher le soleil sur le Roussillon sous l'effet d'un vent d'est chargé d'humidité.

Les températures matinales resteront stationnaires par rapport à la veille. En revanche, celles de l'après-midi accuseront partout une hausse sensible avec 18 à 25 degrés du Nord au Sud.

Le vent sera généralement faible de secteur est.

En raison de la grève des fonctionnaires du 26 avril, la Météorologie nationale n'a pas été en mesure de nous fournir les cartes habituelles.

## LE WEEK-END DU CHINEUR

PARIS

samedi 28 avril

**Printemps Haussmann**, 14 h 30 : argenterie, mobilier, objets d'art.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 28 avril

**La Varenne-Saint-Hilaire**, 14 h 30, objets d'art.

Dimanche 29 avril

**Coulommiers**, 14 h 30 : archéologie ; **Fontainebleau**, 14 h mobilier, papiers. **Versailles**, Chevau-légers, 11 h et 14 h : tableaux contemporains, sculptures, grands vins, alcools.

PLUS LOIN

Samedi 28 avril

**Aix-en-Provence**, 14 h 30 : livres ; **Auch**, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; **Belfort**, 14 h 15 : vins ; **Bergerac**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Bourg-en-Bresse**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Cahors**, 14 h 30 : cartes postales, timbres ; **Lyon** (rue du Professeur-Paufique), 14 h : télécartes ; **La Rochelle**, 14h : mobilier, objets d'art ; **Marseille** (Prado), 9 h 30 et 14 h 30 : timbres, mobilier, objets d'art ; **Marseille** (rue Jean-Martin), 14 h 30 : mobilier, argenterie ; **Montpellier**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Saint-Nazaire**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Toulon**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Troyes**, 14 h : tableaux modernes ; **Vannes**, 14 h : mobilier, objets d'art.

Dimanche 29 avril

**Arles**, 14 h 15 : tableaux, mobilier ; **Avranches**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Châlons-sur-Marne**, 14 h : Arts d'Asie ; **Châteaudun**, 14 h : mobilier, tableaux ; **Chaumont**, 14 h : mobilier, argenterie ; **Epinal**, 14 h : mobilier, tableaux ; **Falaise**, 13 h 45 : cartes postales ; **Granville**, 14 h : tableaux modernes ; **Marseille** (Prado), 9 h 30 et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Mayenne**, 14 h : mobilier, instruments de musique ; **Nancy**, 14 h : arts déco, mobilier ; **Pont-Audemer**, 14 h 30 : mobilier, orfèvrerie ; **Pontivy**, 14 h : mobilier, tableaux ; **Saint-Dié**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Saint-Omer**, 14 h 30 : céramique ; **Soissons**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Vitry-le-François**, 10 h et 14 h : céramiques.

LES FOIRES ET SALONS

**Paris** (Batignolles,) **Paris** (Plazza Athénée), **Montpellier**, **Nancy**, **Saint-Germain-en-Laye**, **Saint-Lô**, **Rochefort-en-Yvelines** et **Oissel**.

## 1er MAI

## Les services ouverts et fermés

**Presse.** – Aucun quotidien ne paraît le 1er mai.

**Banques.** – Fermées le 1er mai.

**Bureaux de poste.** – Fermés le 1er mai, excepté ceux assurant le service des dimanches et jours fériés. Pas de distribution de courrier à domicile.

**Grands magasins.** – Fermés le 1er mai.

**RATP.** – Service réduit des dimanches et jours fériés.

**Assurance-maladie.** – Les centres de la région parisienne seront fermés au public du lundi 30 avril, à 15 heures, au jeudi 3 mai, aux heures habituelles.

**Allocations familiales.** – Les bureaux d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du lundi 30 avril, à midi, au mercredi 2 mai, aux heures habituelles.

**Musées.** – Le mardi étant leur jour habituel de fermeture, tous les musées nationaux seront fermés le 1er mai.

**En Ile-de-France**, le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget, et l'exposition « Isadore Levy », au centre culturel de Maisons-Laffitte, seront ouverts.

## JOURNAL OFFICIEL

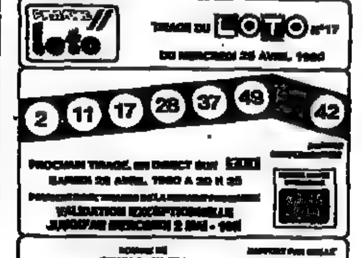
Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 26 avril :

UN DÉCRET

● N° 90-361 du 20 avril 1990 portant organisation de l'Ecole centrale des arts et manufactures.

DES ARRÊTÉS

● Du 9 mars 1990 interdisant, en application de l'article L. 552 du code de la santé publique, la publicité pour une objet, un appareil ou une méthode présenté comme bénéfique pour la santé lorsqu'il n'est pas établi que ledit objet, appareil ou méthode possède les propriétés annoncées.






## CARNET DU Monde

### Réceptions

– Petit déjeuner « Connexion » au Fouquet's, salon Nimier, 99, Champs-Elysées, à Paris-8e, mercredi 2 mai 1990, de 8 h 45 à 10 h 30.

Thème : « Amélioration de la représentation des salariés dans les PME-PMI ». Rapport de M. Gilles Bélier à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, avec la participation de M. Patrick Viterbo, conseiller technique au cabinet de M. Soisson, M. Gilles Bélier, auteur du rapport.

Réservation au (1) 42-96-10-77.

### Naissances

– M. Pierre de FONTETTE et Mme, née Pascale Besset
partagent avec
Anne-Sophie
la joie d'annoncer la naissance de

**Bénédicte,**

le 20 février 1990.

2 *bis*, rue Jean-Jaurès,
51000 Châlons-sur-Marne.

### Décès

– La famille,
Et les amis de

**Jeanne BRUNSCHWIG**

ont le très grand regret de faire part de son décès, survenu le 17 avril 1990 en Haute-Savoie.

Les obsèques ont eu lieu le 25 avril, au cimetière du Montparnasse.

Merci à tous ceux qui l'ont connue et appréciée.

– Nous apprenons le décès, survenu le 26 avril 1990, de

**M. Georges CARRIER,**
ancien collaborateur du journal.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame, 87, avenue de la Résistance, Le Raincy.

– On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Michel CLARENCE,**

survenu le 24 avril 1990, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 27 avril, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Auguste-Comte,
75006 Paris.

– **John Holmes COLEMAN,**
né le 6 janvier 1924,
à Rochester (New-York),

est entré dans la paix de Dieu, le 25 avril 1990, à Paris, des suites d'un cancer.

La sépulture a eu lieu dans l'intimité.

De la part de
Marie-Claire Coleman,
sa femme.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue Casimir-Périer,
75007 Paris.

– Les obsèques de

**Louis DELAGARDE,**
ingénieur des Arts et Manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

auront lieu le lundi 30 avril 1990, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, 6 *bis*, rue Carnot, où l'on se réunira à 14 heures.

De la part de
Mme Lucie Delagarde,
son épouse,
Et de toute la famille.

9, avenue Gallois,
92340 Bourg-la-Reine.

**CARNET DU MONDE**
**Renseignements :**
**42-47-95-03**

– Catalina Garcia-Cueto,
sa fille,
Didier Bouvard,
son gendre,
Martin Bouvard,
son petit-fils,
Odette et André Migault,
sa sœur et son beau-frère,
et leurs enfants,
Emmanuel Nadaud,
Et toute la famille Nadaud,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Jacqueline GARCIA-CUETO,**
née Beyer,

le 19 avril 1990, des suites d'un cancer.

Selon la volonté de la défunte, l'incinération a eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Frédéric Klein,
son épouse,
Yves Klein et Kathy Papciak,
ses petits-enfants,
M. Léo De Vries,
son frère,
M. et Mme Daniel Moquay-Klein,
Mlle Rima Kinany,
M. et Mme Ramsey Kinany,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**Fred KLEIN,**
artiste peintre,
chevalier de l'ordre d'Orange-Nassau,

survenu le 25 avril 1990, à Paris-16e, dans sa quatre-vingt-treizième année.

L'incinération aura lieu le lundi 30 avril, à 15 h 30, au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

17, boulevard Exelmans,
75016 Paris.

– Mme Léopold Kretz,
Se joignant à elle :
L'Association Léopold-Kretz,
Les élèves du maître,

ont la douleur de faire part du décès de

**Léopold KRETZ,**
sculpteur,

survenu le 16 avril 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière du Montparnasse.

7, rue Ricaut,
75013 Paris.

*« A la bise de décembre, le long des platanes morts de la rue Libergier, chemine un homme seul, absent. « Bonjour maître ! » La massive tête de bronze s'élève, les yeux intelligents et bons regardent outre-rêve. C'est Léopold Kretz, le statuaire célèbre, qui sort de notre provinciale école des Beaux-Arts. Nous bavardons à cœur, c'est facile, tant de chaleur naît de lui lorsqu'il accorde son amitié.*

*» Le maître s'éloigne, sculpture vivante, vibrante, portant comme une femme son œuf toute la sculpture du monde en lui. »*

Jeannette Flot,
Reims, 1960

– Mme Gisèle Ohana-Stolz,
son épouse,
Mme Louise Ohana-Partouche,
sa mère,
Georges et Olivier Ohana,
ses fils,
Maryse et Gérard Muckensturm-Ohana,
ses sœur et beau-frère,
Stéphane et Michèle Muckensturm,
ses neveu et nièce,
et leurs enfants,
Ainsi que les familles Ohana, Solterman, Lévy, Mathieu, Drouil,
parentes et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Henry Paul OHANA,**

survenu subitement à Athènes, le dimanche 22 avril 1990, à l'âge de soixante et un ans.

Un recueillement aura lieu le vendredi 27 avril, à 13 h 30, en la chapelle du centre funéraire de Saint-Georges, où le défunt repose.

Cet avis tient lieu de faire-part.

*« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »*

20, avenue Adrien-Jeandin,
1226 Thonex (Suisse).

– Mme Marie-Louise Rémy,
son épouse,
M. et Mme Rémy-Marmiche,
M. et Mme Rémy-Thomas,
ses enfants et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**Guy RÉMY,**
enseignant en mathématiques,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 29-Août-1944,
51000 Châlons-sur-Marne.

– M. et Mme Georges Saadi,
M. et Mme Robert Saadi,
M. et Mme Jean-Pierre Saadi,
ses enfants,
Dominique et Tommy Barshaloff,
Marie et Anne-Sophie,
Jérôme (†), Emmanuel et Damien,
Frédéric, Guillaume, Arnaud et Thibaud,
Pierre Moulet-Saadi,
ses petits-enfants,
Amandha et Raphaël,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Samuel SAADI,**
née Marthe-Alice Petitjean,

survenu à Lyon, le 21 avril 1990, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

*« L'Eternel est mon berger, je ne manquerai de rien. Quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains aucun mal car Tu es avec moi. »*

(Psaume 23)

Cet avis tient lieu de faire-part.

34 *bis*, rue de Dunkerque,
75010 Paris.
12, rue Saint-Paul,
92200 Neuilly-sur-Seine.
10, avenue du Petit-Lancy,
CH 1213 Lancy (Suisse).

– Victoria et Roger Mercanton,
Suzanne Tyc-Dumont,
Jean Tyc,
Stéphane et François Tyc,
Catherine Gipoulon,
François Dell,
Fabien Dell,
La famille Esparon, à Sivergues,
Conchita Torron, en Espagne,
Ses amis d'URSS et de Varsovie,
ont le chagrin de faire part du décès de leur camarade

**Bianka TCHOUBAR,**

survenu le matin du 24 avril 1990.

Les obsèques ont eu lieu le 27 avril, au cimetière orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois.

– La direction de la chimie du CNRS,
Les chercheurs,
Ingénieurs,
Et administratifs du Groupe de recherche n° 12,
Ses nombreux collaborateurs et amis,
ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

**Bianka TCHOUBAR,**
directeur de recherche honoraire au CNRS.

### Anniversaires

– En ce jour anniversaire de la disparition de

**Jean DESSALES,**

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

117, rue de Picpus,
75012 Paris.

– Il y a deux ans disparaissait

**Léon HOBER,**

mais il vit toujours parmi nous.

### Messe anniversaire

– Il y a un an, le jour de l'Ascension, le Seigneur rappelait à lui

**François QUIDET,**
président d'honneur
de la Mutuelle de l'industrie du pétrole.

Ses amis se réuniront pour une messe du souvenir le vendredi 4 mai 1990, à 17 h 30, en l'église de la Trinité, square de la Trinité, Paris-9e.

### Manifest. du souvenir

– Force ouvrière
Et la Société des amis de

**Léon JOUHAUX,**
prix Nobel de la paix,

ont fait déposer une gerbe sur sa tombe, le 28 avril 1990.



## PHILATÉLIE










## Une semaine chargée...

La Poste mettra en vente durant la première semaine du mois de mai trois timbres : le premier à 2,30 F pour le centenaire du 1er mai, le second à 3,80 F pour l'Institut du monde arabe de Paris et le troisième à 2,30 F + 0,60 F au profit de la Croix-Rouge.

Le timbre du *1er mai*, au format horizontal 36 × 22 mm, dessiné par Jean-Maxime Relange, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante. Vente générale le mercredi 2 mai. Vente anticipée le mardi 1er mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau temporaire « premier jour » ouvert au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, 127, rue de Grenelle, Paris-7e (salle des accords).

Le timbre *Institut du monde arabe*, au format vertical 22 × 36 mm, dessiné et gravé par Claude Andréotto, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante. Vente générale le lundi 7 mai. Vente anticipée à Paris, les samedi 5 et dimanche 6 mai, de 10 heures à 18 heures, au bureau temporaire « premier jour » ouvert à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 5e (salle d'exposition temporaire, niveau 2), métro Jussieu, le 5 mai, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP et à Paris-Ségur, et de 10 heures à 17 heures au Musée de la Poste (boîtes aux lettres spéciale).

Le timbre de la Croix-Rouge, consacré à la faïence de Quimper, au format vertical 27 × 32,75 mm, dessiné par Alain Rouhier, est imprimé en héliogravure en feuilles de trente. Ce timbre est également disponible en carnet de dix, plus deux vignettes sans valeur, vendu 29 F. Vente générale le lundi 7 mai. Vente anticipée à Quimper (Finistère), les 5 *et* 6 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau temporaire « premier jour » ouvert dans le hall de la mairie, place Laennec ; le 5 mai, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Quimper RP (boîte aux lettres spéciale). Les oblitérations seront réalisées à l'encre rouge. Souvenirs philatéliques : comité Croix-Rouge française, 68 *bis*, rue de Douarnenez, 29000 Quimper (tél. : 98-55-66-33 l'après-midi).

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde des philatélistes*
24, rue Chauchat, 75009 Paris
Tél. : (1) 42-47-99-08

## En filigrane

● **Champions de football.** – Le ministère des postes de Niue (Océanie) a émis quatre timbres le 5 février 1990 à l'occasion du Mondiale de football qui se déroulera prochainement en Italie. Apparaissent entre autres sur ces timbres Franz Beckenbauer et Uwe Seeler.

● **Stamp World London 90.** – Stamp World London 90 ouvrira ses portes le jeudi 3 mai jusqu'au dimanche 13 mai, à l'Alexandra Palace de Londres. La Grande-Bretagne s'apprête à fêter de manière grandiose deux anniversaires : le cent cinquantenaire du premier timbre émis dans le monde, le Penny black, et le centenaire de la première exposition philatélique londonienne. Au programme, 3 500 cadres d'expositions pour des collections triées sur le volet, 160 négociations et 130 administrations postales du monde entier. Pour y aller, prendre le métro jusqu'à la station Wood-Green où des autobus assurent fréquemment et gratuitement le transfert des visiteurs jusqu'au complexe de l'exposition (renseignements par téléphone : 01-251 5040, ou Merle Nygate au 01388 9871).

# AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

## Vendredi 27 avril

### TF 1

**20.40 Variétés : Avis de recherche.** Invitée : Nicole Croisille. Avec la Compagnie créole, Félix Gray, Didier Barbelivien, Blues Trottoir...
**22.40 Magazine : Et si on se disait tout.** Invité : Nicolas Hulot.
**23.45 Documentaire : Y'a d'la joie.** Portrait de Charles Trenet (1re partie).
**0.35 Journal, Météo et Bourse.**
**0.55 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**

### A 2

**20.40 Série : Détective gentleman.** Le voleur.
**21.35 Apostrophes.** Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : Révélations sur la seconde guerre mondiale. Avec Maurice Chevance-Bertin (*Vingt-mille heures d'angoisse, 1940-1945*), Fabrizio Calvi (*OSS, la guerre secrète en France*), James Bacque (*Morts pour raisons diverses*), Jean-Louis Crémieux-Brilhac (*La France de l'an 1940*).
**22.55 Journal et Météo.**
**23.15 Cinéma : Candy mountain.** ■■ Film américain de Robert Frank et Rudy Wurlitzer (1987) (v.o.).

### FR 3



**20.35 Magazine : Thalassa.** Avis de tempête. *Les deux premiers mois meurtriers de l'année.*
**21.35 Feuilleton : Pierre le Grand** (dernier épisode.)
**22.20 Journal et Météo.**
**22.50 ▶ Magazine : Faut pas rêver.** Prague : les marionnettes tchécoslovaques ; Equateur : le trésor des franciscains de Quito.
**23.45 Musique : Carnet de notes.** Asturias, Prélude, Caprice catalan, d'Albeniz, par Alexandre Lagoya, guitare.
**23.55 Documentaire : Aventures de l'esprit.** L'autre Allemagne hors les murs, de Dominique Rabourdin.

### CANAL PLUS

**20.30 Téléfilm : Billard à mort.**
**22.00 Magazine : Bizzarozoom.** D'Amélie Chevalier et Loïc Jugue.
**22.45 Flash d'informations.**
**23.00 Cinéma : Ne réveillez pas un flic qui dort.** ■ Film français de José Pinheiro (1988).
**0.30 Cinéma : Mes meilleurs copains.** ■■ Film français de Jean-Marie Poiré (1988).
**2.20 Cinéma : Gonflés à bloc.** ■ Film franco-italien de Ken Annakin (1988). Avec Bourvil, Lando Buzzanca, Walter Chiari.

### LA 5

**20.40 Série : Sur les lieux du crime.** Double trahison, de Richard Colla, avec James Farentino, Parker Stevenson. *Des policiers brouillent les pistes.*
**22.20 Téléfilm : Sur la Terre comme au ciel.** De Sylvia Hoffmann, avec Karl-Heinz von Hassel, Rudiger Bahr. *Un capitaine à la vie amoureuse mouvementée.*
**0.00 Journal de minuit.**
**0.10 Bob Morane** (rediff.).

### M 6

**20.35 Téléfilm : Retour au Vietnam.** De Mike Vejar, avec Tom Selleck, John Hillerman. *Une nouvelle aventure pour Magnum.*
**22.10 Série : Brigade de nuit.**
**23.05 Série : Destination danger.**
**0.00 Six minutes d'informations.**
**0.05 Informations : Dazibao.**
**0.10 Capital.**
**0.15 Sexy clip.**
**2.00 Rediffusions.** Le glaive et la balance (le procès de Pétain) ; M 6 aime (les films rock) ; Culture pub ; Parcours santé (la prothèse de la hanche) ; Culture pub ; Le glaive et la balance.

### La SEPT

**20.00 Documentaire : Au seuil de la banquise.** De William Hansen.
**21.00 Téléfilm : L'avvertimento.** De Damiano Damiani.
**23.00 Documentaire : Martial Solal.** De Gérard Lopez.

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Radio-archives.** Mistinguett à la radio.
**21.30 Musique : Black and blue.** Plaidoyer pour Gene Krupa.
**22.40 Nuits magnétiques.** Les amateurs.
**0.05 Du jour au lendemain.**
**0.50 Musique : Coda.** Bessie Smith.

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Symphonie nº 29 en mi majeur ; Symphonie nº 44 en mi mineur, de Haydn ; Concerto en ré majeur op. 77, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. : Yehudi Menuhin ; sol. : Kyung-Wha Chung, violon.
**De 22.30 à 23.40 France-Musique à Musicora.**
**22.30 Concert** (donné à l'auditorium) : Angélique Ionatos, voix et guitare, Paul Broutin, violoncelle, Jean-François Roger, percussions.
**23.40 Le livre des meslanges.**

## Samedi 28 avril

### TF 1

**17.30 Trente millions d'amis.** Eric Cantona : plaidoyer pour un doberman ; Conseil pratique : lunettes pour chiens... ils en ont autant besoin que nous ; Dossier : abandons.
**18.00 Série : Paire d'as.**
**18.50 Série : Marc et Sophie.**
**19.25 Jeu : La roue de la fortune.**
**20.00 Journal.**
**20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou !**



**22.20 Magazine : Ushuaïa.** De Nicolas Hulot. La coupe America ; Possédons carte ; La famille Laboureur ; Franck Piccard ; Le périple d'une goutte d'eau.

### A2

**14.45 Magazine : Sports passion.** Basket : Quart de finale du championnat de France (Mulhouse-Pau/Orthez) ; Le magazine du rugby.
**17.05 Magazine : Aventures-voyages.**
**18.10 Club sandwich.**
**19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
**19.52 Divertissement : Heureux !**
**20.00 Journal et Météo.**
**20.40 Variétés : Champs-Elysées.** Avec Sylvie Vartan, Michel Fugain, Charts, Hervé Vilard, Georges Chelon, Mort Schuman, Joëlle Ursul...
**22.45 Série : Les brigades du Tigre.**
**23.45 Journal et Météo.**

### FR 3

**13.00 Sports : Tennis.** Open de Monte-Carlo : demi-finales du simple et du double, en direct (avant ou après les matches : Fun et surf en Guadeloupe).
**19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
*– De 20.00 à 0.00 La Sept –*
**0.00 Série rose : Une villa à la campagne.**

### CANAL PLUS

*— En clair jusqu'à 14.00 —*
**13.05 Magazine : 24 heures.** De Hervé Chabalier et Erik Gilbert.
**14.00 Série : Murphy, l'art et la manière d'un privé très spécial.**
**14.50 Sport : Golf.** Open de Paris (3e journée).
**17.30 Documentaire : Les allumés...**
**18.00 Cabou cadin.**
**18.03 Dessins animés : *Décode pas Bunny.***
*— En clair jusqu'à 20.30 —*
**19.30 Flash d'informations.**
**19.35 Top 50.**
**20.30 Série : Jack Killian,** l'homme au micro.
**21.20 Flash d'informations.**
**21.23 Sport : Handball.** Coupe d'Europe des clubs champions (demi-finale, match retour) : Créteil-Barcelone.
**23.00 Cinéma : Bad taste.** □ Film néo-zélandais de Peter Jackson (1987).

### LA5

**16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.**
**17.10 Série : Rintintin junior.**
**17.35 Série : Riptide.**
**18.25 Série : Happy days.**
**18.50 Journal images.**
**19.00 Divertissement : Les fléaux capitaux.**
**19.45 Journal.**
**20.30 Drôles d'histoires.**
**20.40 Téléfilm : L'or des amazones.**
**22.25 Magazine : Désir.**
**22.55 Football : résultats du championnat.**
**2300 Téléfilm : Les filles de la nuit.**
**0.00 Journal de minuit.**

### M6

**16.15 Série : Brigade de nuit.**
**17.05 Série : Vegas.**
**18.00 Informations : M6 express.**
**18.05 Variétés : Multitop.**
**19.25 Magazine : Turbo.**
**19.54 Six minutes d'informations.**
**20.00 Série : Cosby show.**
**20.35 Série : Kongkong connection.** L'œil du tigre, de Ian Stuttard. *Un sage dans l'immobilier.*
**21.30 Série : les cadavres exquis.**
**22.25 Téléfilm : Le cri de la mort.** De Richard T. Heffron, avec Paul Julia, John Ryan.
**0.00 Six minutes d'informations.**

### LA SEPT

**17.10 Opéra : La geste Gibelline.**
**19.05 Magazine : Mégamix.**
**20.00 Documentaire : Histoire parallèle.** De Philippe Grandrieux.
**20.50 Théâtre : La bête dans la jungle.**
**22.30 Soir 3.**
**22.45 Documentaire : Monsieur S.**
**23.15 Documentaire : 1942.** De Simone Boruchowicz.
**23.30 Documentaire : Madame V.**

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Photo-portrait.** Stephen Spender, écrivain.
**20.45 Dramatique.** Linge sale, de Jean-Claude Grumberg.
**22.35 Musique : Opus.**
**0.05 Clair de nuit.**

### FRANCE-MUSIQUE

**20.05 Opéra** (donné le 14 avril au Grand Théâtre de Genève) : Tancrède, de Rossini, par l'Orchestre de la Suisse romande, et le Chœur du Grand Théâtre de Genève, dir. Bruno Campanella ; sol. : Raoul Gimenez, Katia Ricciarelli, Anne-Sofie von Otter, Harry Peeters, Sofia Salazar, Donna Brown, David Gowland, clavecin.

## Dimanche 29 avril

### TF 1

**6.00 Série : Intrigues.**
**6.25 Série : Côté cœur.**
**6.53 Météo** (et à 7.48, 11.20).
**6.55 Série : Mésaventures.**
**7.20 Série : Passions.**
**7.50 Jardinez avec Nicolas.**
**8.05 Le Disney club.**
**10.05 Hit NRJ-TF1.**
**10.55 Magazine : Les animaux du monde.**
**11.25 Magazine : Auto-moto.**
**11.55 Jeu : Tournez... manège.**
**12.30 Jeu : Le juste prix.**
**12.55 Météo et Journal.**
**13.20 Série : Un flic dans la Mafia.**
**14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.**
**15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?**
**15.40 Feuilleton : Côte Ouest.**
**16.30 Tiercé à Longchamp.**
**16.40 Dessins animés : Disney parade.**
**18.00 Magazine : Téléfoot.**
**19.00 Magazine : 7 sur 7.** Invitée : Annie Girardot.



**19.50 Loto sportif.**
**20.00 Journal, Météo et Tapis vert.**
**20.40 Cinéma : La gifle.** ■ Film français de Claude Pinoteau (1974). Avec Lino Ventura, Isabelle Adjani, Annie Girardot.
**22.25 Magazine : Ciné dimanche.**
**22.30 Cinéma : Poisson d'avril.** □ Film français de Gilles Grangier (1954). Avec Bourvil, Annie Cordy, Gérard Sebatier.
**0.20 Journal et Météo.**
**0.40 Série : Mésaventures.**
**1.05 Musique : Contrastes en concert.**
**2.15 Feuilleton : Cités à la dérive** (7e épisode).
**3.00 Documentaire : Histoires naturelles.**

### A2

**8.00 Oscar et Daphné.** Hello Kitty ; Jeannot le chat ; Dany raconte ; Bouli ; Les Rattles.
**8.40 Knock-Knock** (rediff.).
**8.47 Jardinages.**
**9.00 Connaître l'islam.**
**9.15 Emissions israélites.**
**10.00 Présence protestante.**
**10.30 Le jour du Seigneur.**
**11.00 Messe,** en la paroisse du Chœur Eucharistique de Jésus à Paris.
**12.05 Dimanche Martin.** Comme sur un plateau.
**13.00 Journal et Météo.**
**13.20 Dimanche Martin** (suite). Le monde est à vous, avec Pierre Bachelet.
**14.55 Série : Mac Gyver.**
**15.50 L'école des fans.** Spécial papis et mamies.
**16.35 Série : La belle Anglaise.**
**17.25 Documentaire : La planète des animaux.** Filmer l'impossible.
**18.20 Magazine : Stade 2.** Football : championnat de France ; Cyclisme : Trophée des grimpeurs ; Basket : championnat de France ; Rugby : championnat de France ; Moto : Grand Prix d'Espagne ; Tennis : Open de Monte-Carlo ; Tennis de table : Coupe d'Europe des clubs champions ; Le centenaire du Hockey sur gazon.
**19.30 Série : Maguy.**
**20.00 Journal et Météo.**
**20.40 Série : Le gorille.** La peau du gorille, d'Edouard Molinaro, avec Roger Hanin, Karim Allaoui. *Une passion coûteuse : l'aviation.*
**22.10 Magazine : Musiques au cœur.** D'Eve Ruggieri. Avec Jean-Luc Viala, Dmitri Hvorostovsky, Richard Cowan, Nicolas Rivenq.
**23.20 Journal et Météo.**
**23.40 Série : Rush.**

### FR 3

**8.00 Samdynamite.** Casper ; Minimômes ; Denver ; Paroles de bêtes ; Les Trolldings ;
**10.30 Magazine : Mascarines.** Présenté par Gladys Say.
**12.00 Flash d'informations.**
**12.05 Télévision régionale.**
**12.45 Journal.**
**13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.** Magazine du monde rural de Jean-Claude Widemann.
**13.30 Sport : Tennis.** Open de Monte-Carlo : finales du double et du simple, en direct (avant ou après les matches : Fun et surf en Guadeloupe).
**19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
**20.00 Série : Benny Hill.**
**20.35 Les Molières 1990.** Soirée spéciale présidée par Jean Marais, en direct du Théâtre du Châtelet. Hommages à Gérard Philippe, Samuel Beckett, Pierre Dac.
**23.15 Journal et Météo.**
**23.40 Magazine : Le divan.** D'Henry Chapier. Invité : Le sculpteur César.
**0.05 Cinéma : La courtisane.** ■■ Film américain de Robert Z. Leonard (1931). Avec Greta Garbo, Clark Gable, Jean Hersholt (v.o.).
**1.20 Musique : Carnet de notes.** Kicky, Jerry's breakdown, par Marcel Dadi et Jean-Félix Lalanne.

### CANAL PLUS

**7.00 Dessins animés : Décode pas Bunny.**
**8.25 Cabou cadin.** Gophers ; Barney ; Charlotte, Fléo et Benjamin.
**9.00 Sport : Boxe.** Rediffusion des meilleurs moments du match Hearns-Olajide.
**9.45 Cinéma : Le grand bleu.** ■■ Film français de Luc Besson (1987-1988). Avec Jean-Marc Barr, Rosanna Arquette, Jean Reno (version longue).
*— En clair jusqu'à 14.00 —*
**12.30 Magazine : Rapido.** Présenté par Antoine de Caunes.
**13.00 Flash d'informations.**
**13.05 Magazine : Mon zénith à moi.** Présenté par Michel Denisot. Invitée : Annie Girardot.
**14.00 Magazine : Exploits.**
**14.15 Sport : Rugby.** Huitième de finale du championnat de France.
**16.00 Sport : Golf.** Open de Paris (4e journée).
**18.00 Cinéma : Après la pluie.** ■ Film français de Camille de Casabianca (1988). Avec Etienne Chicot, Jacques Penot, Camille de Casabianca.
*— En clair jusqu'à 20.30 —*
**19.30 Flash d'informations.**
**19.35 Dessins animés : Ça cartoon.** Presentés par Philippe Dana.
**20.30 ▶ Cinéma : Enquête sur une passion.** ■■ Film britannique de Nicholas Roeg (1980). Avec Art Garfunkel, Theresa Russell, Harvey Keitel.
**22.25 Flash d'informations.**
**22.35 Cinéma : Le dernier métro.** ■■■ Film français de François Truffaut (1980). Avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Jean Poiret.
**0.40 Cinéma : La Travestie.** □ Film français d'Yves Boisset (1988). Avec Zabou, Anna Galiena, Valérie Steffen.

### LA5

**6.30 Le journal permanent.**
**8.00 Dessins animés.** Les triplés (rediff.) ; Le manège enchanté (rediff.) ;
**10.35 Série : L'homme qui valait trois milliards.**
**11.27 Série : Wonder woman.**
**12.30 Documentaire : Beauté sauvage.** De Frédéric Rossif. Des Andes à la Terre de Feu.
**13.00 Journal.**
**13.30 Série : Matlock.**
**15.10 Téléfilm : Une tendre passion.** De Gil Moses, avec Philip Michael Thomas, Lesley Ann Warren.
**16.50 Magazine : Télé-matchs dimanche.**
**18.00 Série : Riptide.**
**18.50 Journal images.**
**19.00 Divertissement : Les fléaux capitaux.**
**19.45 Journal.**
**20.30 Drôles d'histoires.**
**20.40 Cinéma : Monsieur Saint-Ives.** □ Film américain de Jack Lee Thompson (1976). Avec Charles Bronson, Joan Houseman, Jacqueline Bisset.
**22.50 Magazine : Ciné Cinq.**
**23.00 Cinéma : Trop jolies pour être honnêtes.** □ Film français de Richard Balducci (1971). Avec Elisabeth Wiener, Bernadette Lafont, Jane Birkin.
**0.00 Journal de minuit.**
**0.55 Les fléaux capitaux.**
**1.25 Série : Voisin, voisine.**
**2.25 Série : Tendresse et passion.**
**2.50 Magazine : Ciné Cinq.**
**3.00 Le journal de la nuit.**
**3.10 Tendresse et passion.**
**3.35 Voisin, voisine.**
**4.35 Tendresse et passion.**
**5.00 Voisin, voisine.**

### M6

**6.00 Musique : Boulevard des clips** (et à 0.35).
**7.50 Variétés : Multitop.**
**9.00 Jeu : Pour un clip avec toi.**
**10.30 Variétés : Fréquenstar.**
**11.00 Série : L'île fantastique.**
**11.55 Infoconsommation.**
**12.00 Informations : M6 express.**
**12.05 Magazine : Sport 6 première.**
**12.35 Série : La petite maison dans la prairie.**
**13.20 Série : Cosby show** (rediff.).
**13.50 Série : Commando du désert.**
**14.20 Série : Laramie.**
**15.10 Série : Les envahisseurs.**
**16.05 Magazine : Adventure.**
**16.15 Série : Brigade de nuit.**
**17.05 Série : Vegas.**
**18.00 Informations : M6 express.**
**18.05 Série : Devlin connection.**
**19.00 Magazine : Culture pub.**
**19.30 Série : Murphy Brown.**
**19.54 Six minutes d'informations.**
**20.00 Série : Cosby show.**
**20.35 Cinéma : Que les gros salaires lèvent le doigt !** ■ Film français de Denys Granier-Deferre (1982). Avec Jean Poiret, Daniel Auteuil, Michel Piccoli.
**22.15 Magazine : Sport 6.**
**22.25 Capital.**
**22.30 Cinéma : La dame de miel.** Film italien de Gianfranco Angelucci (1982). Avec Clio Goldsmith, Catherine Spaak, Fernando Rey.
**0.00 Six minutes d'informations.**
**0.05 Murphy Brown** (rediff.).

### LA SEPT

**14.30 Cours d'italien.**
**15.00 Téléfilm : La mort de King-Kong.** De Jiri Sotola.
**16.05 Court métrage : L'éternelle idole.** De Gilles Bourdos.
**16.30 Documentaire : L'âge d'or du cinéma** (4). De John Edwards.
**17.00 Documentaire : Au seuil de la banquise.** De William Hansen.
**18.00 Téléfilm : L'avvertimento.** De Damiano Damiani.
**19.45 Nocturne : Barcarolle,** opus 60, Chopin.
**20.00 Documentaire : Martial Solal.** De Gérard Lopez.
**21.00 Cinéma : Sans l'ombre d'un péché.** ■■ Film portugais de José Fonseca e Costa (1983). Avec Victoria Abril, Mario Viegas, Lis Gama.
**22.40 Court métrage.**
**23.05 Documentaire : L'enfant aveugle.** De John Van der Keuken.
**23.30 Documentaire : Herman Slobbe, l'enfant aveugle.** De John Van der Keuken.

### FRANCE-CULTURE

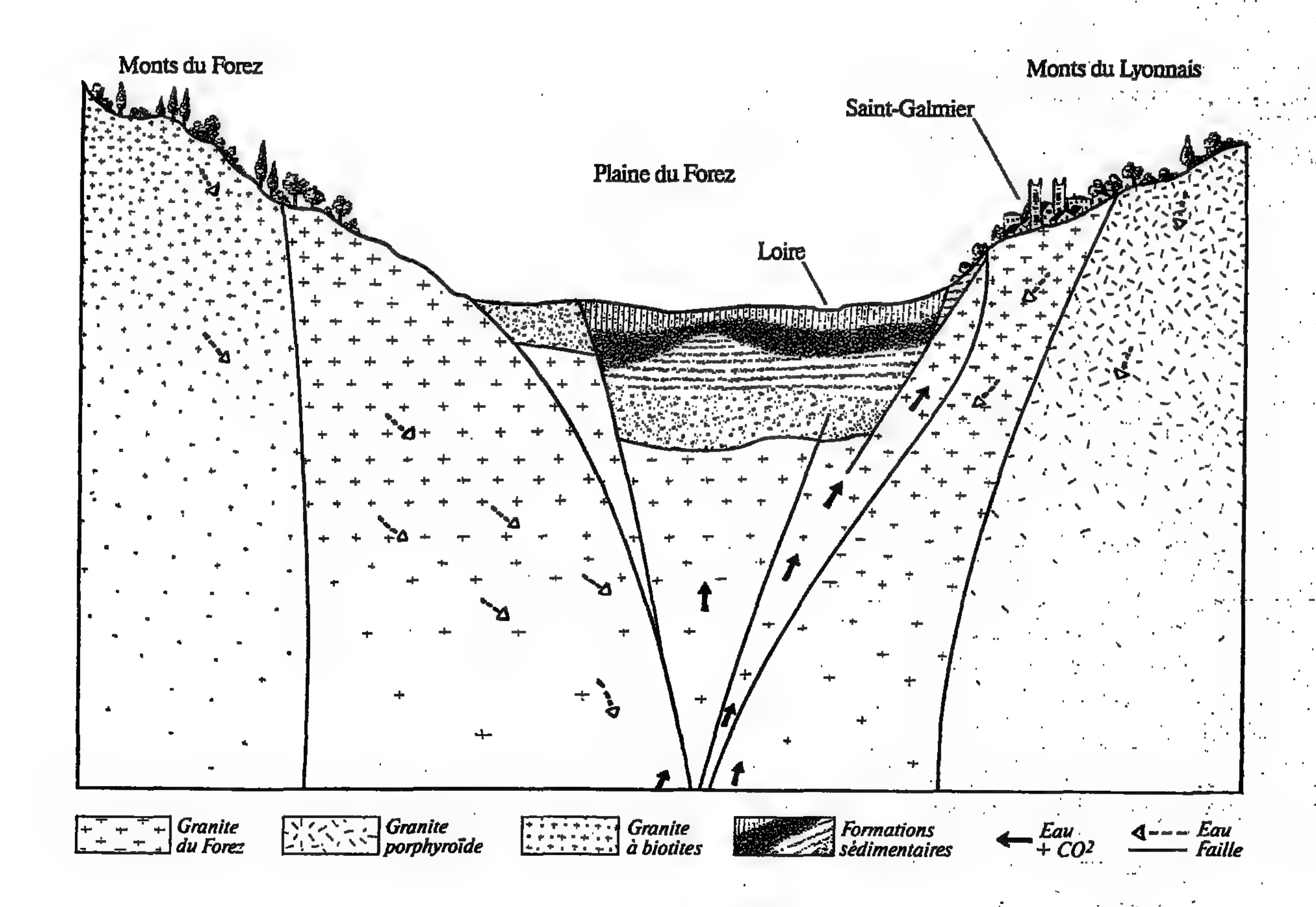
**20.30 Atelier de création radiophonique.** Petit concert Fluxus pour un dimanche soir.
**22.35 Musique : Le concert.** Kishori Amonkar, chanteuse classique de l'Inde du Nord.
**0.05 Clair de nuit.**

### FRANCE-MUSIQUE

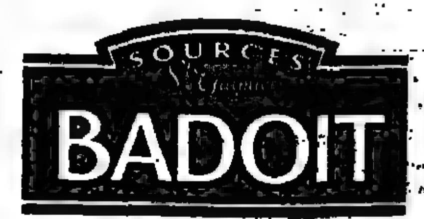
**20.30 Concert** (donné les 4 et 5 décembre 1988 à Hambourg) : Concerto pour flûte et orchestre nº 1 en sol majeur K 313, de Mozart. Symphonie nº 6 en la majeur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la Norddeutsche Rundfunk, dir. Gunter Wand ; sol. Wolfgang Ritter, flûte.
**23.05 Climats.** Musiques traditionnelles. Mounir Bachir à la Maison des cultures du monde.
**0.30 Archives dans la nuit.** Wilhelm Backaus, piano, avec l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Carl Schuricht.

DDB NEEDHAM

# Pas si simple de produire du jour au lendemain deux fois plus de bouteilles avec de telles installations.




Voici la seule machine au monde capable de fabriquer de la Badoit. Depuis toujours, c'est elle, et elle seule, qui procure à la Badoit sa minéralité, sa pétillance et sa saveur uniques. Il semblerait d'ailleurs que personne ne s'y soit trompé, sa consommation ayant plus que doublé en quatre ans. Ce qui explique la situation originale dans laquelle Badoit se trouve aujourd'hui: l'effervescence de la demande est telle que la production ne suffit pas toujours à la satisfaire. Aussi, nous vous remercions pour votre compréhension s'il lui arrive parfois de venir avec un peu de retard sur votre table.






Le Monde

# ÉCONOMIE



29 Un rapport sur la grève des impôts
Bruxelles : la fixation des prix agricoles
31 La promotion de la qualité dans les entreprises
36 Les AGF veulent augmenter leur capital
36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

## BILLET

### Un avertissement timide

La grève nationale des fonctionnaires, le 26 avril, n'a pas tourné à l'avantage des syndicats. Alors qu'ils avaient tous appelé à cesser le travail, ils n'ont réussi à mobiliser que 23 % de grévistes en moyenne. Le 20 octobre 1988, lors de la précédente grève lancée par toutes les fédérations de fonctionnaires, le taux de participation avait tout de même atteint 26,7 %. Même dans la fonction publique, la grève n'est plus ce qu'elle était ! Le *« coup de semonce »* qu'évoque *l'Humanité* du 27 avril ne risque vraiment pas d'ébranler les citadelles gouvernementales. L'avertissement est en lui-même trop timide pour inciter M. Rocard à changer de politique.

MM. Krasucki, Kasper, Blondel et Simbron ont fait des déclarations plutôt victorieuses, mais ils savent qu'il leur sera difficile de renouveler ce type d'action en mai. De plus leur « unité » est apparue bien artificielle tant sont grandes les divergences entre les syndicats partisans de la politique contractuelle - groupe au sein duquel FO fait bande à part - et une CGT qui fait feu de tout bois contre le gouvernement.

Pour autant, à l'heure où le PS se plaint toujours du *« déficit social »* de M. Rocard et où le *Financial Times* sacre M. Mitterrand *« meilleur monétariste »*, le gouvernement aurait tort de s'en tenir aux résultats bruts d'une grève de vingt-quatre heures. Cet événement témoigne en effet de la latence du malaise social. La dernière enquête de l'INSEE sur la consommation des ménages (*le Monde* du 25 avril) a renforcé l'idée que les inégalités sociales se creusent. M. Kasper exprimait un sentiment largement partagé parmi les salariés en déclarant à *la Tribune de l'Expansion* du 24 avril qu' *« il est inacceptable que les marges dégagées par l'amélioration de la croissance ne servent pas à plus de justice sociale »*.

M. Rocard peut toujours se trouver conforté par l'absence de conflits morcelés, contrairement au paysage des deux précédentes grèves nationales de fonctionnaires. De plus, la plupart des agents de l'Etat ont enregistré un gain de pouvoir d'achat en 1989, même si le gouvernement s'est montré stricte dans le réglement du solde de tous comptes. Pour éviter que ne se prolonge un malaise social qui touche d'abord la fonction publique, mieux vaut donc renouer rapidement le dialogue.

M. N.

Après l'arrêt de la cour d'appel de Paris

## M. Bernard Arnault reste seul pour diriger le groupe LVMH

**L'affaire LVMH a sans doute trouvé son épilogue le jeudi 26 avril. En ne prononçant pas l'annulation des OBSA (obligations à bons de souscriptions d'actions), la cour d'appel de Paris a confirmé Bernard Arnault comme principal actionnaire du numéro un mondial du luxe. Après cet arrêt et le jugement du tribunal de commerce de Paris qui a confirmé sa probité et ses compétences en matière de gestion dans le Sud-Est asiatique, Henry Racamier a tiré son chapeau. Les membres de la famille Vuitton ont immédiatement démissionné de leurs postes dans les organes dirigeants des différentes sociétés.**

Il aura donc suffi de quelques heures pour mettre fin à une affaire qui durait depuis plus d'un an *(lire notre enquête dans le Monde Affaires du 27 avril)*. Comme une tragédie classique, le scénario s'est déroulé en cinq actes. Après trois jugements et quinze démissions, l'affaire a donc quitté la scène médiatico-judiciaire pour regagner la rubrique des entreprises.

Acte I – 11 h 45, dans le bureau du président du tribunal de commerce de Paris : Henry Racamier est débouté de sa demande d'expertise à propos de la création du parfum Christian Lacroix et des accords commerciaux et financiers entre LVMH et le brasseur Guinness.

Acte II – Midi, salle numéro un du tribunal de commerce, le président Philippe Grandjean lit les vingt-neuf pages du jugement concernant l'affaire Bluebell Asia. Contrairement à la demande de Bernard Arnault, il ne prononce pas la nullité de ses contrats commerciaux pour la zone du Sud-Est asiatique. Il estime en effet que la manière dont ils ont été conclus relèvent d'une bonne stratégie dans cette zone, que les montages de sociétés correspondent à une utilisation bien comprise des systèmes fiscaux et que la probité des dirigeants de Louis Vuitton n'est pas en cause.

Acte III – 14 heures, sous les plafonds dorés de la cour d'appel de Paris : *« ... Qu'ainsi il y a lieu, (...) de rejeter la demande d'annulation des bons de souscription et actions formulée à l'encontre des sociétés Jacques Rober, Christian Dior et Financière Agache »*. En prononçant cette phrase, Mme Myriam Ezratty fait pencher la balance du pouvoir dans le groupe LVMH du côté de Bernard Arnault. La cour, qui en novembre 1989 avait déclaré *« illicite et irrégulière »* l'émission des OBSA, a estimé que Bernard Arnault l'ignorait lorsqu'ils les a acquises et qu'il n'était donc pas possible de lui en faire supporter l'annulation.

### Deux perdants

Acte IV – Vers 15 h 30, Henry Racamier annonce qu'il démissionne de ses fonctions chez Louis Vuitton. *« Depuis un an, nous avons mené avec détermination un dur combat pour défendre notre vision de ce qu'est une marque de luxe et notre conception de sa vie et de son développement dans leur long terme »*, précise un communiqué. Plutôt qu'une mise à mort publique lors de l'assemblée Générale de Louis Vuitton le 30 avril, Henry Racamier a préféré tirer son chapeau avec panache. Un peu plus tard, il se rend à l'Arche de la Défense pour saluer le personnel de cette entreprise dont il avait pris les rênes en 1977. La veille, il avait d'ailleurs habilement pris soin d'en publier les comptes : en treize ans, le chiffre d'affaires a été multiplié par 100 et atteint près de 7 milliards de francs en 1989 avec un résultat net de 1,3 milliard. C'est désormais Jean Dromer, président de la Financière Agache, inspecteur des finances et ancien patron de l'UAP, qui prendra la présidence du célèbre malletier.

Acte V – A 16 heures 30, dans son bureau gris et blanc de l'avenue Hoche, Bernard Arnault offre thé, café et petits fours aux journalistes. *« Nous allons désormais pouvoir nous consacrer exclusivement à la gestion et au développement de LVMH*, commente-t-il. *Je voudrais que le groupe retrouve la sérénité et que, si elles adhèrent à la nouvelle stratégie, les équipes restent en place. »* Parmi ses préoccupations immédiates, Bernard Arnault cite : le développement de Vuitton dans les cinq prochaines années, l'ouverture de boutiques à New-York et la baisse du yen.

A la suite de cette journée, le titre LVMH a légèrement baissé à 4700 francs, perdant 200 francs. En revanche, les actions Guinness qui détient indirectement 24 % de LVMH ont gagné 15 pence à la Bourse de Londres.

Cette journée du 26 avril aura cependant fait deux perdants : d'abord, la banque Lazard, banquier de Bernard Arnault et initiatrice des OBSA dont l'émission n'a pas été réhabilitée. Plus grave, la Commission des opérations de Bourse, qui s'était beaucoup engagé, dans cette affaire, n'a pas été suivie par les magistrats.

FRANÇOISE CHIROT

En raison de la bonne tenue du franc

## La Banque de France baisse à nouveau ses taux

Pour la deuxième fois en trois semaines, la Banque de France a abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, les ramenant de 9,75 % à 9,50 % pour ses adjudications et de 10,50 % à 10,25 % pour ses pensions de cinq à dix jours. Elle a expliqué sa décision par *« la poursuite de l'amélioration des résultats constatés en matière de prix et de commerce extérieur et par la bonne tenue du franc sur les marchés des changes »*.

Le franc est effectivement à son niveau le plus élevé depuis octobre 1987 vis-à-vis du mark, dont le cours est retombé au voisinage de son cours-pivot au sein du système monétaire européen, soit 3,3538 F, grâce à des entrées de capitaux étrangers très importantes. Par ailleurs, l'amorce d'une diminution du déficit extérieur de la France et le maintien du rythme de l'inflation à un taux légèrement supérieur à 3 % contribuent à redorer l'image de notre pays à l'extérieur des frontières, où les milieux financiers internationaux redoutent les turbulences que pourrait engendrer l'union monétaire RFA-RDA et se méfient du marché américain, victime d'une reprise de l'érosion monétaire.

### Un pari sur la suite des événements

La décision de la Banque de France, qui, le 2 avril dernier, avait déjà abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, achève d'annuler la hausse d'un demi-point annoncée le 18 décembre 1989 pour soutenir le franc, alors très affaibli par rapport au mark, qui valait près de 3,42 F et accessoirement pour calmer la surchauffe. Aujourd'hui, la croissance de l'économie française apparaît plus équilibrée, et le franc se tient si bien qu'à la nouvelle de la réduction des taux directeurs il s'est légèrement raffermi aux lieu de fléchir, comme le voudraient les lois de la mécanique monétaire.

Une telle réduction, bien qu'elle ait été anticipée la semaine dernière, a un peu surpris, tant la Banque de France paraît hésiter sur la conduite à tenir. En début de semaine, elle annulait même une adjudication annoncée auparavant et reprenait des liquidités sur le marché pour éviter que le loyer de l'argent ne tombe trop bas, c'est-à-dire au-dessous de 9,50 %.

Dans les milieux financiers, on souligne que l'initiative de l'institut d'émission, fortement appuyée, on s'en doute, par le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, constitue une sorte de pari sur la suite des événements. Certes, les taux directeurs français sont encore trop élevés au regard de la situation très saine de l'économie nationale, mais leur niveau est le plus souvent réglé en fonction de ceux de la Banque fédérale d'Allemagne. Dans l'immédiat, cette dernière ne paraît pas disposée à les relever dès maintenant. Son président, M. Carl Otto Poehl, a bien élevé le ton, en qualifiant la proposition d'union monétaire faite à la RDA d' *« offre généreuse mais à la limite de ce qui est économiquement défendable »*, il a néanmoins estimé exagérées la peur de l'inflation et la hausse des taux qui se développent actuellement sur les marchés. Selon lui, des tensions pourraient survenir au plus tard en 1991. Il est très probable qu'à Paris on a reçu l'assurance qu'un relèvement des taux directeurs en RFA n'était pas pour demain.

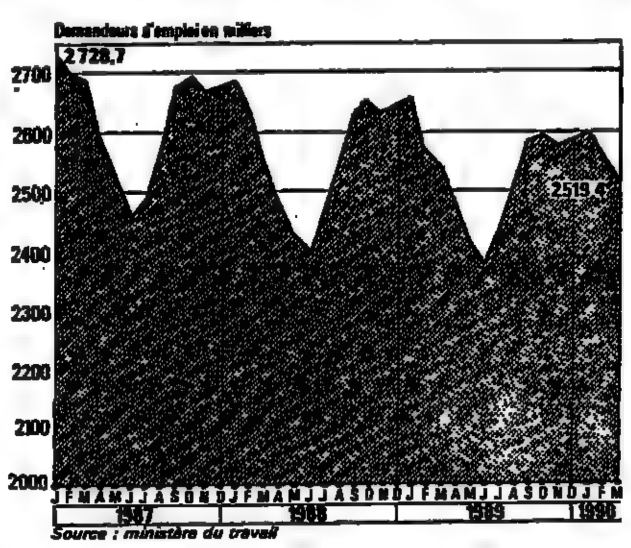
En tout cas, l'écart entre les taux allemands et français continue de se contracter, tombant à 0,80 % pour les emprunts d'Etat à dix ans, ce qui pourrait laisser prévoir qu'une hausse du loyer de l'argent outre-Rhin ne serait pas intégralement répercutée en France.

FRANCOIS RENARD

Avec une augmentation de 0,4 % du nombre des demandeurs d'emploi

## Le chômage s'est encore aggravé au mois de mars

Le chômage s'est à nouveau aggravé en mars, selon les statistiques publiées le 27 avril par le ministère du travail. En fin de mois, on comptait 2 504 200 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, c'est à dire 10 300 de plus qu'en février. Succédant au médiocre résultat du mois précédent l'ANPE enregistre avec + 0,4 % la plus forte hausse depuis juillet dernier. En données brutes, il y avait 2 519 400 personnes inscrites sur les listes, soit 1,3 % de moins qu'en février mais la baisse est maintenant moins forte qu'il y a un an. Selon l'INSEE, le taux de chômage par rapport à la population active reste fixé à 9,4 %.



Source : ministère du travail

Pour établir son indicateur mensuel, le ministère du travail a connu des difficultés, dues aux effets de la grève des postes à Bordeaux. Celles-ci ne modifieraient cependant pas la tendance qui est à la stagnation ou à la légère reprise du chômage alors que la dernière période avait été dominée par une lente diminution, jamais à la hauteur du mouvement de création d'emplois. Cette fois, la machine paraît patiner au moment où se mettent en place les premiers éléments du plan emploi du gouvernement, défini en septembre 1989.

Ceci pourrait d'ailleurs expliquer cela. Les ex-TUC s'éffondrent, la mesure étant supprimée, tandis que les nouveaux contrats emploi solidarité, appelés à les remplacer, ne les compensent pas encore. Les nouveaux contrats de retour à l'emploi se développent mais les traditionnels stages, notamment ceux destinés aux chômeurs de longue durée, se vident progressivement.

Les conséquences passagères de cette transition opérée dans la politique de l'emploi s'ajoutent à des phénomènes permanents. Le nombre de chômeurs qui sortent des listes continue de diminuer (-1,6 % en un mois, -4,2 % en un an en données corrigées), l'éloignement du marché du travail constituant un handicap pour y revenir. Il suffit dès lors, comme c'est le cas en mars, que le nombre de nouveaux inscrits à l'ANPE augmente (+10,1 % en données brutes) pour que le chômage augmente. Ce qui a pour résultat d'alourdir le poids du chômage de longue durée.

A. LE.

Manifestations à Paris et en province

## La grève des fonctionnaires a été très peu suivie

Alors que toutes les organisations syndicales de fonctionnaires avaient lancé un appel à la grève nationale pour le 26 avril le mot d'ordre a été très peu suivie. Selon le premier bilan dressé en fin d'après midi par le ministère de la fonction publique la participation moyenne des agents de l'Etat était de 23 %, à comparer aux 26,7 % atteints en octobre 1988, dans des circonstances identiques.

Le nombre de grévistes variait selon les cas, avec 30 % aux Finances, 35,7 % à l'Education nationale, 28 % parmi le personnel non-enseignant de l'Education nationale et 22 % aux PTT comme à France-Télécoms. Dans un communiqué, la fédération CGT des PTT proclamait que le 26 avril avait été *« plus fort que le 3 avril »*, lors du mouvement contre le projet de réforme Quilès.

Dans le entreprises publiques, le mouvement a été également diversement suivi. La direction de la SNCF annonçait de 18 à 20 % de grévistes, celle de la RATP évaluait la participation à 10 % et celle des hopitaux publics à 5 %, contre de 10 à 40 %, selon la CFDT.

Pour les usagers, les perturbations se sont concentrées sur les transports où Air France et Air Inter ont maintenu leurs programmes initiaux. Le transport ferroviaire a été moins affecté que prévu et le RER a fonctionné, à l'exception de l'interconnection RATP-SNCF à la gare du Nord qui a été interrompue.

Le trafic sur les lignes de métro était assuré de 60 à 90 % et les autobus circulaient à 80 %.

En province, plusieurs manifestations se sont déroulées. Les cortèges étaient unitaires à Lille (de 1 500 à 5 000 participants selon les sources), à Grenoble (de 4 000 à 8 000), à Lyon (de 5 000 à 10 000) et à Bordeaux (2 500). A Marseille les organisations syndicales ont défilé en ordre dispersé.

## INSOLITE

### Télémathématiques

*« Dès 18 heures, le téléphone est 30 % moins cher, soit 30 % de temps en plus »* ... C'est bien la peine d'être, comme France Télécom, une pépinière de polytechniciens pour savoir si mal compter.

De fait, compte tenu de la valeur de la taxe de base – 0,73 franc pour 17 secondes – d'après ce qui est avancé à la fin de la phrase, aprés 18 heures on peut parler pour 0,73 franc durant 22,1 secondes (17 + 5,1). En revanche, d'après ce qui est dit au début, aprés 18 heures on peut parler durant 17 secondes pour 0,51 franc (70 % de 0,73 franc) ... et par conséquent 24,3 secondes pour 0,73 franc ! Ceci n'égale donc pas cela....

France Télécom ne nie pas l'inexactitude de ce slogan. Si elle est erronée, cette pub n'est pas mensongère, affirme-t-elle car, dans tous les cas l'accroissement de la durée sera supérieur à la baisse de tarif !






SOCIAL

M. Choussat dénonce... « archaïques »...

SERVICES

La SNCF augmente... à partir...

Après deux années...

EDF à l'heure...

# ÉCONOMIE

## SOCIAL

Un rapport après les grèves au ministère des finances

### M. Choussat dénonce les modes de gestion « archaïques » de l'administration

*« Tout au long de ma mission, deux constations se sont manifestement imposées : la première, c'est que les modes de gestion de notre administration sont archaïques, la seconde, c'est que nous utilisons mal le potentiel humain considérable qui est le nôtre ».* Telles sont les principales conclusions du document de travail remis par M. Jean Choussat à MM. Bérégovoy et Charasse sur l'amélioration du dialogue social et la modernisation de la gestion au ministère de l'économie et des finances.

Ce rapport avait été demandé à l'ancien Directeur du budget du ministère de l'économie et des finances pour identifier les raisons profondes des grèves et du mécontentement qui s'étaient exprimés pendant une grande partie de l'année dernière et avaient notamment paralysé les services des impôts, de la Comptabilité publique et des Douanes. Aux raisons profondes du malaise qu'il décrit, M. Choussat ajoute une constatation : *« La médiocrité des informations dont notre Administration dispose (...), en particulier dans le domaines des conditions de travail et du dialogue social »* .

L'auteur du document insiste notamment sur l'importance cruciale à ses yeux des locaux, soulignant *« l'importance cruciale du cadre de travail »*, y compris dit-il de l'absentéisme. Des chiffres sont fournis sur les crédits affectés au nettoyage : 46 F par m² à la Direction générales des impôts, à la Comptabilité publique, aux Douanes contre 186 F dans la banque et 175 f dans l'assurance. Pour l'entretien courant, les chiffres sont respectivement de 29 F le m² aux Finances et de 80 F pour les banques et les assurances.

M. Choussat qui rappelle à plusieurs endroits de son rapport qu'il estime tout à fait possible*« une gestion publique performante, redonnant au service public sa véritable justification et garantissant son avenir »* souligne qu'à la Direction générale des impôts *« l'informatique de cathédrale (...) n'a pas apporté aux agents l'instrument souple, maniable, convivial qu'ils attendaient »*. De même, la mise en place des applications informatiques ne s'est pas accompagnée des investissements complémentaires en matière de locaux et de formation par exemple. Enfin les agents attendaient *« confusément de l'introduction de l'informatique qu'elle donne le signal d'une modernisation de l'ensemble des modes de travail »*. Pour M. Choussat les vrais problèmes en matière d'effectifs ne sont plus d'ordre quantitatifs mais sont dans la rigidité de la gestion du personnel, dans les disparités géographiques, dans l'instabilité des agents, dans le cloisonnement des directions, dans la politique de formation continue.

L'auteur du rapport insiste dans ses conclusions sur l'excès de centralisation et sur le dialogue social insuffisamment développé. Il propose de créer un Centre de prospectice en charge d'éclairer le long terme et un Comité stratégique axé sur des mesures à prendre plus immédiatement.

A. V.

## SERVICES

### La SNCF augmente ses tarifs de 3 % à partir du 18 mai

La SNCF augmentera, le 18 mai, ses tarifs « grandes lignes » de 3 %, soit 0,5 % de moins qu'elle ne l'avait prévu dans son projet de budget.

Cette hausse sera modulée en fonction des distances parcourues *« pour mieux s'adapter aux conditions du marché »*. Par exemple, elle sera inférieure à la moyenne pour les distances supérieures à 400 km, et même réduite de moitié à partir de 600km. En revanche, l'augmentation tarifaire sera plus élevée pour les abonnements et la carte « Vermeil ». La carte Kiwi passe de 350 à 360 Francs ; la carte et le carré jeune, de 160 à 165 Francs ; le supplément couchette, de 72 à 75 Francs ; la réservation place assise, de 13 à 14 Francs.

Après deux années de pertes

### EDF à l'heure des économies

**Electricité de France (EDF) se serre la ceinture : un programme d'économies de 1 milliard de francs devait être soumis vendredi 27 avril au conseil d'administration de l'établissement, qui a perdu 1,9 milliard de francs en 1988 et 4 milliards en 1989.**

L'annonce, dans les premiers jours de l'année, d'une perte de 4 milliards de francs avait créé un véritable choc dans la maison. Les explications peu convaincantes de la direction suscitèrent des commentaires acerbes dans la presse, alarmée depuis plusieurs mois déjà sur les multiples pépins du nucléaire...

Accusée à mots à peine couverts d'avoir une gestion trop laxiste, redoutant de se faire « épingler » par Bruxelles, victime de conditions climatiques défavorables, Electricité de France se met donc à l'heure de la rigueur : pour éviter un troisième plongeon de ses comptes, l'établissement revoit son budget 90 à la baisse en réduisant de 1 milliard de francs ses dépenses prévues d'exploitation. Toutes les grandes directions seront priées de réduire leur train de vie : la distribution pour 350 millions, la production-transport aussi, les études et la recherche pour une centaine de millions...

EDF doit en effet affronter plusieurs éléments défavorables qui se combinent pour peser sur ses comptes et conduiraient, si rien n'est fait – et sauf heureuse surprise – à un déficit de 1,7 milliard, fort éloigné du milliard et demi de bénéfices prévu dans le budget élaboré à la fin décembre : l'hiver chaud et sec se traduit par des recettes inférieures, au premier trimestre, de 2 milliards de francs aux prévisions du budget. L'application tardive de la récente hausse de 1,5 % des tarifs entraîne aussi un manque à gagner de 700 millions sur les prévisions.

Les tempêtes à répétition ont coûté 300 millions à la maison, les réparations sur le parc nucléaire lui feront débourser 900 millions cette année, chiffre auquel s'ajoute le coût (600 millions) de la remise en état des centrales thermiques de substitution.... Certes, le coût du retraitement de combustible irradié doit baisser dans des proportions non négligeables (900 millions environ), mais cela ne suffit pas à compenser ces excédents de dépenses.

Le programme d'économies de 1 milliard permettra, dans l'esprit des responsables d'EDF, de ramener aux alentours de 700 millions de francs le déficit prévu pour 1990, étant entendu que l'année est loin d'être finie, et peut s'avérer meilleure que prévu.

FRANÇOISE VAYSSE

□ **Le tribunal de commerce confie le parc de loisirs Mirapolis aux forains.** – Les forains ont obtenu hier du tribunal de commerce de Paris la reprise du premier parc à thème ouvert en France, Mirapolis, situé dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). L'ancien propriétaire, la société Paris-Parc, avait déposé son bilan le 22 janvier dernier. Le 7 avril malgré l'incertitude de la situation, les forains, associés depuis un an à l'animation du parc, avaient tenu à l'ouvrir pour la saison 1990.

## AGRICULTURE

Pour la campagne 1989-1990

### Les Douze sont parvenus à un accord sur les prix agricoles

**En France, les prix agricoles garantis augmenteront en moyenne de 2 %, et, s'agissant des produits laitiers, la hausse dépassera même 4 %. C'est ce qu'a déclaré le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, en commentant l'accord sur les prix à appliquer en 1990/1991 auquel sont parvenus les ministres des Douze le 27 avril à l'aube.**

BRUXELLES

*(communautés européennes) de notre correspondant*

*« En termes de prix, nos agriculteurs devraient être satisfaits »*, a estimé M. Henri Nallet qui, cependant, n'a pas formellement approuvé l'accord (la délégation française a été la seule à s'abstenir), mécontent du refus du conseil des ministres de réduire les taxes de coresponsabilité auxquelles sont assujettis les producteurs de céréales (3 % du prix) et de lait (1,5 %) .

Telle est l'étrange alchimie de l'Europe verte : les prix européens en Ecu sont gelés. De plus, en application des « stabilisateurs budgétaires » -ces mécanismes mis en place depuis 1988 pour mieux maîtriser la production-, les prix des céréales devraient normalement être réduits de 3 % à compter du 1er juillet prochain. Cependant, grâce à diverses corrections, les paysans n'auront en réalité à subir ni gel ni baisse des prix.

En France, toujours selon les calculs de M. Nallet, les prix garantis des céréales et de la viande bovine augmenteront de 2,3 %. Même en RFA, où pourtant les ajustements agri-monétaires auraient dû entraîner une baisse supplémentaire des prix garantis des céréales, aucune diminution ne devrait les affecter !

#### *Mesures diverses pour les petits exploitants*

Les taxes de coresponsabilité sanctionnent tous les agriculteurs, y compris ceux qui sont assez compétitifs pour trouver preneurs sur le marché, et donc ne portent pas leur production à l'intervention. Plutôt qu'un relèvement des prix garantis par le biais de diverses mesures de gestion, M. Nallet aurait souhaité que celles frappant les produits laitiers soit supprimées, et celles auxquelles sont assujettis les producteurs de céréales réduites. Selon le ministre français, les Douze s'étaient engagés l'an passé à progressivement éliminer la taxe laitière . Aujourd'hui, ils ne tiennent pas leur promesse. Le démantèlement des taxes de coresponsabilité constituait l'une des principales revendications formulées par les organisations paysannes dans leur dernière manifestation.

Diverses mesures, de portée il est vrai limitée, ont été arrêtées en faveur des petits agriculteurs. Parcellaires, contestées par plusieurs ministres, elles ne sont en rien l'amorce d'un nouveau volet de la Politique agricole commune (PAC) axée sur le développement rural.

Le débat laborieux auquel se sont livrés les Douze au cours des mois passés a été marqué par la volonté de la Communauté de ne pas donner aux Etats-Unis de nouveaux prétextes pour critiquer la PAC alors que s'engage la dernière phase de l'Uruguay Round. L'objectif aura-il été atteint ? Rien n'est moins sûr. Cette manière qu'a la Communauté de geler les prix, voire de les abaisser tout en les relevant, n'a assurément pas le mérite de la transparence.

PHILIPPE LEMAITRE

## ETRANGER

Le contentieux entre les deux pays

### Le Japon sera rayé de la liste noire commerciale aux Etats-Unis

Les Etats-Unis et le Japon sont parvenus à un accord de principe ouvrant davantage le marché japonais aux exportations américaines de bois, a annoncé mercredi 25 avril Mme Carla Hills, représentante spéciale pour le Commerce du président Bush.

Obtenu après de longues discussions, cet accord qui permettra d'augmenter de plus d'un milliard de dollars (5,7 milliards de francs) les ventes de bois américain au Japon, met fin au dernier conflit commercial exposant Tokyo aux représailles américaines dans le cadre de l'article « Super 301 » du Trade Act de 1988. Les deux autres postes pour lesquels le Japon avait été accusé de « pratiques déloyales » -les satellites et les superordinateurs- ont récemment fait l'objet d'accord bilatéraux.

Les menaces de sanctions ne me paraissent plus « l'outil le mieux approprié » pour réclamer davantage d'ouverture commerciale de la part du Japon, a commenté Mme Hills.

Harmonisation au sein de la CEE

### Levée totale du contrôle des changes en Italie

**Deux mois avant la libéralisation des mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté européenne, l'Italie devait adopter le vendredi, 27 avril en conseil des ministres, un décret levant les derniers volets du contrôle des changes.**

Désormais, les Italiens pourront ouvrir des comptes à l'étranger ou des comptes en devises dans la péninsule. Ils seront également autorisés à investir dans des instruments obligataires étrangers à court terme.

En janvier dernier, l'Italie avait normalisé sa situation au sein du système monétaire européen, en renonçant à la marge de fluctuation élargie de 6 % dont jouissait la lire.

Un second décret visant à contrôler les sorties de capitaux supérieures à 10 millions de lires (45 000 francs) devait également être adopté jeudi.

## FINANCE

### La firme américaine Norton ne devrait pas échapper à Saint-Gobain

La bataille pour Norton n'aura pas lieu. Le conglomérat britannique BTR dont le raid hostile sur le fabricant américain d'abrasifs avait suscité la contre-attaque du groupe industriel français Saint Gobain (cf notre édition datée du 27 avril) a finalement renoncé.

Dans un communiqué publié jeudi 26 avril, BTR (ex-British Rubber Tyre) fait savoir qu'il a vendu la participation de 1,7 % qu'il détenait en ferme dans le capital de Norton, pour un prix unitaire de 88,66 dollars par action. Le conglomérat britannique retirera de l'opération une substantielle plus-value. BTR précise, par ailleurs, qu'il a décidé de se désengager mercredi 25 avril, le jour où Saint Gobain a signé un accord avec Norton.

Sauf surenchère de dernière minute, le groupe de M. Jean Louis Beffa devrait ramasser la totalité du capital de Norton pour un montant global de 11 milliards de francs.

## INDUSTRIE

### Le comité d'entreprise de Framatome attaque la privatisation

Le dossier Framatome se complique : alors que le ministère de l'industrie et Matignon continuent d'étudier un compromis et que la contre-solution de la direction progresse, le comité central d'entreprise de Framatome entre à son tour en scène en attaquant sur la question de la privatisation du constructeur de chandières nucléaires induite par celle, en 1987, de son actionnaire à 40 %, la CGE.

Le Comité central d'entreprise assigne donc en référé la CGE et Framatome pour obtenir *« la nullité qui frappe le transfert au secteur privé de la participation de 40 % détenue dans Framatome par la CGE »*. Il demande donc que la CGE soit privée de l'exercice de ses droits de vote. L'audience au tribunal de commerce est fixée au 3 mai et devrait se plaider plus tard sur le fond. En outre, le CCE écrit au ministre de l'économie pour *« lui demander son sentiment sur la légalité du transfert au secteur privé de l'entreprise et sur sa compatibilité avec le respect du domaine et de l'intérêt public »* .

Le Quai de Bercy a pris position à son tour, mardi 24 avril, en édictant trois principes pour régler le dossier, dont l'un est l'existence d' *« un minium de consensus »* sur la solution retenue au sein de l'entreprise... Une prise de position qui confirme les désaccords persistants au sein même du gouvernement.

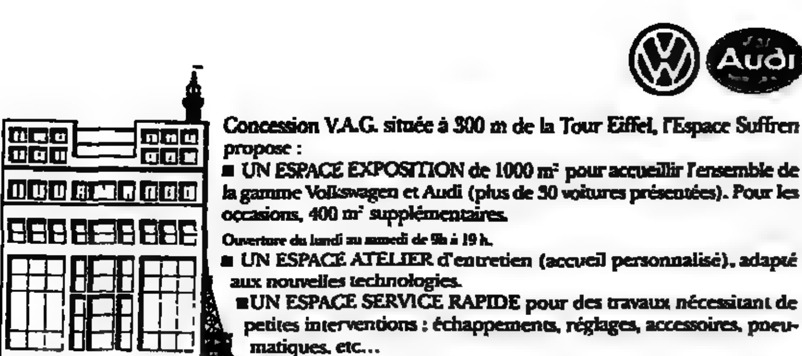
□ **Aggravation du déficit commercial de l'électronique française.** – Le déficit de la balance commerciale des industries électriques et électroniques françaises s'est creusé de 3 milliards de francs pour atteindre en 1989 11,8 milliards.

Les exportations, en hausse de 9,4 % (à 137,6 milliards) progressent moins vite que les importations (+ 11 % à 149,4 milliards), soit un taux de couverture de 92 %. La détérioration des échanges avec les Etats-Unis (le déficit s'aggrave de 3 milliards passant à -21 milliards) et avec le Japon (-19,8 milliards, soit un passif en hausse de 2,8 milliards) est à l'origine du découvert global de la branche.





# Le Monde AUTOMOBILE




Concession V.A.G. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren propose :

■ UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures présentées). Pour les occasions, 400 m² supplémentaires.

Ouverture du lundi au samedi de 9h à 19 h.

■ UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.

■ UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de petites interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc...

Ouverture des ateliers du lundi au vendredi de 8h à 12h, de 14h à 19h. Samedi de 8h à 12h.

Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.

ÉTABLISSEMENTS SUFFREN, 40 av. avenue de Suffren - 75015 Paris - TEL : 47.56.09.55
Accueil Après-Vente - 47, rue de la Fédération - 75015 Paris.

## BMW

Occasion BMW Z 1 à vendre, Antes + Hofmann GmbH, D-6800 Mannheim, Neckarauer Strasse 144-166. Tél. : (1949-621) 81-60-21

524 Diesel Turbo Autom., août 89, mod. 90, bronzit métal int. anthracite, climat. régul. vit. pré-équip. radio, pr. m. 135 000 km. 190 000 F. M. FONTAINE 39-65-93-90 bur., 30-99-70-75 dom.

530 I, oct. 88, mod. 89, bleu métal, int. cuir beige, TO électr., radio K7, pr. m., 23 000 km, 185 000 F. M. PIGOT 44-60-18-87 bur., 60-47-34-36 dom.

BMW 316, 88, 17 000 km, excel. état, direct. ass., métallisée. 73 000 F. Tél. : 42-79-86-78

325 IS, 2 P., janv. 89, noir métal., int. gris, alarme, radio, pont autobloc., becquet, pré-équip. tél., pr. m. 26 000 km, 132 000 F. M. FLIPPE 48-53-68-00 bur. 60-66-18-20 ap. 21 h

## Cadillac

SÉVILLE DIESEL AUTOM
Août 80, rouge, int. cuir, climat., sièges électr., direct. assist., radio K7, CB, cruise, control, t.o. électr., 74 000 km. 120 000 F. M. Bratteby (16) 93-58-96-43.

COUPÉ 33 CV AUTOM 82
Beige verni, int. beige, cuir., radio K7, climat. 130 000 km. 115 000 F. M. Samut 42-42-37-51 bur., 42-42-28-44 dom.

## Chevrolet

CHEVROLET - 74
Modèle rare
TBE - Bleu métal.
50 000 F.
Tél. : (BUR) 39-82-40-27 (DOM) 39-78-63-31.

## Chrysler

COUPÉ LEBARON
Déc. 89, mod. 90, beige métal., int. cuir beige, radio K7, boîte autom., air condit., sièges + rétros électr., jantes alu., gl. électr. pr. m. 6 000 km. M. Ohemedi 43-34-54-29.

VOYAGER
Juin 89, gris verni, int. gris, air condit., gl. teint., radio, 7 places. 25 000 km, 110 000 F. M. Marty 42-62-30-38.

## Citroën

BX TZ DIESEL TURBO, déc. 89, mod. 90, rouge, int. noir, freins ABS, climat., pns larges, radio, alarme, gl. teint., aileron, pr. m., 8 000 km, KAGAN 40-68-03-00 bur. 64-61-72-72 ap. 21 h 30. 120 000 F

XM dies. 12 SÉDUCTION, nov. 89, mod. 90, rouge mandarin métal. verni, int. velours gris, suspension hydractive, gl. teint. électr., direct. assist., essuie-gl. AR, pré-équip. radio, pr. m., 58 000 km. 125 000 F. M. ARGENTIN 64-02-76-81

XM dies. 12 SÉDUCTION, nov. 89, mod. 90, gris aciérite métal verni, int. bleu, suspension hydractive, freins ABS, radio K7, direct. assist., garantie longue durée, pr. m., 62 000 km, 145 000 F. M. LARUE 47-26-06-40 ap. 18 h

XM 20 I AMBIANCE, oct. 89, mod. 90, gris aciérite métal verni, int. velours gris/noir, suspension hydraulique, freins ABS, sièges électr., gl. teint., ferm. électr., pré-équip. radio, pr. m., 5 000 km, MAILLE 47-91-95-25 bur, 39-89-71-74 ap. 19 h. 145 000 F

Collaborateur vend Citroën BX 19 TRD Turbo, 16 000 km, glaces teintées, condamnation électrique des portes, coul. gris acinite, peint. métal. verni, appuie-tête AR, équip. radio. Garantie supplémentaire 6 mois. 87 000 F
Tél. : 34-72-63-60

FRANCO BRITANNIC AUTOMOBILES

Importante Exposition de voitures d'occasion haut de gamme

Rolls-Royce - Bentley - Jaguar
Mercedes - BMW - Porsche
Range Rover - MVS - Panther...

Liste envoyée sur demande.
Téléphoner à Raoul Mattei au 47.57.50.80

Ouvert le samedi matin de 9 h 30 à 14 h

25, rue P.-V.-Couturier Levallois-Perret
Tél. 47 57 50 80

## Fiat

FIAT TIPO Turbo diesel, janv. 89, gris bleu métal. 31 000 km, état impeccable. M. FERNET 47-31-39-23 dom. 60-77-93-83 bur.

FIAT 131 D
Supermirafiori 2500 gris métallisé, 1982 p.m., 147 000 km. Très bon état, contrôle effectué. Pneus, amortisseurs, batteries récents (facturés). 16 000 F. Tél. : 60-60-83-83.

## Ford

SCORPIO GHIA 4 X 4
Déc. 88, beige métal., int. cuir noir, pack. VIP, climat., ordi. bord, t.o. électr., sièges électr., 70 000 km compteur. M. Youyou, 45-23-58-54 bur., 64-07-45-66.

COUPÉ SIERRA COSWORTH
Déc. 88, mod. 87, gris, int. gris, radio, alarme, 70 700 km, 115 000 F. M. Sabeur, 48-33-72-61 bur., 39-35-09-40 dom.

COUPÉ GHIA 2000
Noir et blanc, autom., 06/78, impec., intér. bois, 40 000 F. Bur. 45-58-12-66, soir 48-41-06-84.

## Jaguar

JAGUAR SOVEREIGN V12 5,3 L 1989, 22 000 km, marine, 260 000 F. 47-42-71-00

COUPÉ XJ 5,3 autom., avril 76, bleu métal, int. beige, climat., 5 000 km, pns neufs, 78 000 km, 99 000 F. M. MULLER 48-47-11-69

JAGUAR TYPE E 1961, 3,8 L
gris métal. extérieur, cuir rouge int., restauration complète. Prix : 600 000 F (19-44) 273832239

RARE 420, an. 67, champagne, cuir rouge, roues fil, radio, tbe. 200 000 F 83-32-23-01

XJ 12 5,3 HE VANDEN PLAS autom. fév. 83, prune métal, int. cuir beige, alarme, radio K7, 100 000 km, 130 000 F. M. RAMBLA 48-34-54-69 bur. 42-39-88-02 ap. 20 h

XJ 12 5,3 SOVEREIGN AUTOM. oct. 84, mod. 85, gris métal, int. cuir, AB, climat, boîte 85 000 km, pr. m., 112 000 km. 110 000 F. M. LEROY 47-82-66-41 bur. Demander Maurice

XJ 12 5,3 SOVEREIGN AUTOM. août 84, mod. 85, gris métal verni, int. cuir, pr. m., 85 000 km, 140 000 F. M. DUMONT 42-46-82-28 bur. 93-49-85-28 dom.

## Lancia

THEMA TURBO IE
Sept. 88, mod. 89, bleu métal., int. beige, freins ABS, pr. m. 44 500 km. 105 000 F. PORTO GALLO 48-30-24-55 bur., 60-48-00-31 ap. 20 h.

THEMA DIESEL TURBO
Avr. 88, platine métal., int. brun/vert, pré-équip. radio, gl. teintées, pr. m. 45 000 km. 110 000 F. Ulehla 43-07-38-32 bur., 43-66-57-28 dom.

DELTA HF INTÉGRAL
Avril 88, gris métal., alarme, rad. K7, t.o., pr. m. 26 000 km. 110 000 F. La Fonta 47-20-91-65 bur.

DELTA INTÉGRALE 16 S
Sept. 89, mod. 90, noir métal., int. alcantara recouv., freins ABS, alarme, radio K7, gl. teint., pr. m. 14 000 km. RIU 43-25-67-40, dom.

LANCIA THEMA IE TURBO
An. 88, pr. m. 48 000 km. Eq. ABS, alarme. Tél. : 45-36-65-42.

## Mercedes

200 DIESEL
Janv. 79, vert, int. vert, rétro. droit. 205 000 km. Lebouc 45-82-82-80 bur., 43-05-84-10 dom.

230 T AUTOM
Mars 83, blanc verni, int. noir, direct. assist., gl. teint. électr. 172 300 km. 41 000 F. M. Monnet 34-16-61-61 bur., 47-54-50-50 dom.

MERCÉDÈS 190 D - 85
Noir verni. TBE.
Tout option + Sequex arr.
110 000 F.
Tél. : (BUR) 39-82-40-27 (DOM) 39-78-63-31.

## Opel

CORSA 10 MODA 3 P., sept. 89, noir verni, int. bleu, gl. teint., rétro droit, pr. m., 5 600 km, RENNETEAU 48-62-55-92 bur., 43-84-74-01 ap. 18 h 45 000 F

OPEL KADETT TURBO DIESEL
1 litre 5, finition GL, février 89, 54 000 km, 65 000 F Tél. : 43-78-61-39 après 20 h 30

## Peugeot

Vds 205 Junior blanche, 1989, 4 cv. 4 700 km. Prix : 40 000 F. Tél. : 46-44-41-09, après 19 h.

## Pontiac

PONTIAC TRANS AM - 77
Blanc nacré. TBE.
95 000 F à débattre.
Tél. : (BUR) 39-82-40-27 (DOM) 39-78-63-31.

UN NOUVEL ACCUEIL AUX BUTTES CHAUMONT
79 AVENUE SIMON BOLIVAR 75019 PARIS ☎ 42 08 27 33
Botzaris

## Porsche

911 CARRERA 2, déc. 89, mod. 90, gris foncé métal verni, int. cuir noir, climat., pont autobloc., sièges électr., alarme, pré-équip. tél., pr. m. 5 400 km, 425 000 F. M. THIERRY 49-00-11-22 bur.

911 CARRERA 2, nov. 89, mod. 90, gris ardoise métal. verni, int. cuir noir, climat., pont autobloc., minichaîne laser, pr. m. 3 000 km. 425 000 F. 42-56-54-54 bur. 47-50-47-96 apr. 20 h. M. BERTIER

944 L fév. 83, noir, int. damiers, TO, alarme, écrous antivol, radio, 43 000 km. 110 000 F. M. PORCHERET 43-66-16-16

924 S, mars 88, beige, métal, int. cuir, 117 000 F. 30 200 km. M. KAPANCI 45-89-06-42 perm.

911 SC, déc. mod. 78, noir verni, int. noir, alarme, tatouage, radio K7, 98 000 km, COLIN. 150 000 F, 42-86-74-00 bur. 43-77-60-61 dom.

## Renault

R11 TD, 85, 102 000 km, très bon état, 16 000 F. siège arrière. 34-12-91-65.

## Volkswagen

Golf cabriolet GlI 80, 101 000 km, blanche, kit BBS, jantes alliage, 4 phares, volant et pommeau bois, haut-parleurs Pionneer, coupe circuit, pré-équip. alarme Cobra, embrayage, pneus neufs, b.v. neuve, moteur refait. Prix : 62 000 F. 47-08-41-10 dom. apr. 20 h Tél. : 47-24-37-77.

Cabriolet GOLF automatique, modèle 89, marine, parfait état, 20 000 km, alarme, radio Bur. : 45-56-12-93 Dom. : 47-22-03-34

Vds GOLF GTI 16 S Oettinger 1983, gris anthracite, 96 000 km (moteur, peinture, amortisseurs, suspension, pneus : neufs). Prix à débattre, état concours 45-44-41-09 ap. 20 h.

PEUGEOT Darl'mat



146, BD DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 82 80
3615 DARLMAT

PVZ CONCESSIONNAIRE ANNONCE L'OUVERTURE DE SA CONCESSION
172, bd. Voltaire 75011 PARIS
(1) 43.56.11.11
Véhicules neufs et de direction disponibles

# Le Monde des Cadres

Ville de Montreuil 93
100 000 habitants
recherche pour son service HABITAT

**2 TECHNICIENS TERRITORIAUX (INSPECTEURS DE SALUBRITÉ)**

Titulaires du Bac + DUT hygiène et sécurité.

Adresser candidature et C.V. à Monsieur le député-maire mairie de Montreuil - 93105 Montreuil Cedex.

RECHERCHE EDUCATEUR SPÉCIALISTE pour le travail de rue Tél. : 48-66-16-46 matin

Société de décoration de luxe recherche
**VENDEUR (H./F.)**
Expérimenté, dynamique et bonne présentation. Poste évolutif au sein de la société. Tél. hres boutique : 45-55-21-11.

## secrétaires

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (75)
**URGENT**
recherche
**SECRÉTAIRE**
Exp. TTX souhaitée. Tél. au 45-88-66-61

## DEMANDES D'EMPLOIS

J.F., 30 ans, secr. direction, bilingue russe, anglais, expér. relat. publiques, presse, communication, ferait traductions, interprétariat, ou poste assistante direction, évolutif. Tél. après 18 h 30 : 47-86-20-53.

# ASSOCIATIONS

## L'AGENDA

### Collections

CÈDE
**COLLEC. « LE MONDE »**
sur 30 ans (1960-1990) Tél. : 78-25-87-54

### Décoration

Tentures murales, doubles rideaux, réfection sièges
**ANTIQUITÉS FAIENCES**
À LA BOUTIQUE
86, r. Faidherbe 43-56-78-30

### Vacances

### Tourisme

### Loisirs

PAVILLON F3 à louer juillet, août, sept., oct. ou à la sem., quinz. ou mois pour 4 personnes. Proximité mer, ville, Sète, Frontignan, Balaruc-les-Bains, dans l'Hérault, 34110. Tél. : (16-1) 39-89-01-47 Tous les jours jusqu'à 21 h 30

## Appel

**POÈMES EN LIBERTÉ**
**MINITEL**
**3615 CLP**

CENTRE D'INFORMATION ET DE DÉFENSE DES LOCATAIRES 21, rue du Laos Paris 15e. Association au service des locataires en litige avec leur bailleur. Lundi au vendredi sur rendez-vous 45-67-06-07/45-67-04-93.

A BARAKA feu Journal éphémère (manif 86) et témoins du concept « Sidamental » Écrivez vite à SEPSI 5, r. Théo-Gautier - 75016 Paris

**COURS D'ARABE**
Session extensive du soir du 17 avril au 28 juin
AFAC
42-72-20-88

## Sessions et Stages

**JAPONAIS INTENSIF**
par la suggestopédie — 28 mai au 22 juin MATSUMOTO 43-35-24-59/42-60-35-20.

Stage de formation comédiens (Droits ANPE/AFDAS) Dirigé par LUDWIK FLASZEN cofondateur du Théâtre labo GROTOWSKI « L'acteur réel réel-l'acteur rêve-Dostoievski : ses personnages, ses paroles. Tél. : Spontané-théâtre 48-06-89-59.

Institut supérieur franco-germanique 18, rue de la Glacière 75013 Paris — 45-35-55-16

1) entraînement concours : oraux : mai/juin 15 h, 2 400 F
2) séjours ling. en RFA hébergement en famille
a) 1er-15/08 : 5 800 F (20 h de c.)
b) 25/07-15/08 8 700 F (30 h)
c) 18/07-15/08 9 800 F (30 h)
3) séjour ling. + stage entreprise RFA

- Prix de la ligne 44 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque libellé à l'ordre du Monde Publicité, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi daté samedi au Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

# Le Monde L'IMMOBILIER

## appartements ventes

### 3e arrdt

**Exceptionnel**
appt. de très haut niveau dans hôtel classé gde hauteur s/plafond très spacieuse réception + 2 chbres, 2 s. de bains conviendrait habit. de luxe pour personnalité, prix élevé justifié 46-22-03-80 43-59-68-04 poste 22

### 5e arrdt

Près Notre-Dame
A vdre péniche 130 m² au plus offrant. Tél. : 69-41-74-46

Entièrement reconstruit dans hôtel XVIIe exceptionnel appt. 54 m² réception + 2 chbres, s. de bains + cabinet de toilette, neuf, jamais habité. Prix : 6 100 000 F 46-22-03-80 43-59-68-04 poste 22

### 11e arrdt

Imm. récent, tt cft, box
**22 000 F le m²**
Mo BOULET-MONTREUIL salon, 1 chbre, cuis., bains, balc., sur verdure, calme. 22, rue Alexandre-Dumas, samedi-dimanche 15 h à 18 h.

### 12e arrdt

Paris-XIIe
Mo RER : NATION
Particulier vend 2 pces, 25 m², w.-c., salle d'eau, cave, chauffage, r.d.c. Expo est-ouest. Porte blindée dgt. code. 550 000 F. Tél. : 48-84-56-31

### 15e arrdt

**Mo EXELMANS**
DUPLEX, 4e et 5e étages. Bon imm. tt cft, 212 m², gde récept., hauteur plafond 6 m, cuis., 5 p., loggia, 2 bains, service. 79, rue MICHEL-ANGE, vendredi, samedi et dimanche 14 h à 17 h.

### 19e arrdt

**BUTTES-CHAUMONT**
Sur parc 2 P. tt cft 1er ét. 13, RUE MANIN Samedi-lundi 14 h à 17 h

### 92 Hauts-de-Seine

NEUILLY (porte Maillot) Urgent cause mutation, 2 p. refait neuf (arch.), cuis. équipée, cheminée, s.d.b., 5e sans asc. Tél. : (1) 46-24-31-33

**BOIS-COLOMBES BEL APPT. 105 m²**
Dble séjour, 2 chbres, gd dressing, cuis. équipée, neuf, notaire. Samedi de 14 h à 17 h. 245, avenue d'Argenteuil.

### 95- Val-d'Oise

95 HERBLAY (centre ville), 1er étage, appt F4 duplex, 80 m² avec terrasse, cheminée, chauf. ctrl individuel, proche gare RER. Libre de suite. 630 000 F. Tél. : 39-78-54-63

### Province

**MONTPELLIER CENTRE-VILLE**
Grands appts du 1 au 5 p. dans parc privé, prêts conventionnés, excel. rentab. invest. Tél. : (16) 67-27-51-27

## appartements achats

RECH. URGENT 170 à 200 m² PARIS Paiement compt. chez notaire 48-73-48-07

RECH. URGENT 110 à 140 m² PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e. PAIE COMPTANT Tél. : (1) 48-73-35-43

PAIE COMPTANT CHEZ NOTAIRE APPARTEMENT À PARIS. Avec ou sans confort. M. ROGER 48-04-08-60

## immeubles

**DOURDIN DORESSAY**
STÉ D'INVESTISSEMENT
**ACHÈTE IMMEUBLE DANS PARIS**
LISBONNE ET BARCELONE INTERMÉDIAIRE BIENVENU
**46-24-93-33**
FAX : 47-45-75-08
10, RUE DU BAC, 75007

## locations non meublées offres

### Paris

**VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT A LOUER**
Ne perdez plus de temps, les 1 600 professionnels de l'immobilier de la chambre syndicale de Paris-Ile-de-France mettant à votre disposition un choix complet de locations sur Paris et la région parisienne.

**CONSULTEZ LE 3615 FNAIM**

FNAIM

Sans commission NEUF, résid. MANIN-CHANTECOQ 133/139, rue Manin, angle rue Goubet. Libre de suite, 2 P., 50 m², 4 625 ; 3 P. 66 m² + balc. 9 m², 5 948 F. Cave + charges comprises, chauf. ind. électr., appart. témoin ouvert lundi, merc. et samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Mo Pte-Pantin Ourcq-Danube. Bus ; PC Pte-Chaumont. Rens. : 45-65-37-02 H.B.

## hôtels particuliers

**NOGENT-BOIS HOTEL PART. REFAIT NF LUXE**
Triple récept., 3 chbres, 2 s. de bains (marbre), dressing, cuis. équipée + jard. 250 m² et gar. 200 m². S/place samedi de 11 h à 17 h. 74, boulevard Gambetta.

## maisons de campagne

BRETAGNE (22)
belle maison en bord de rivière dans village bien équipé. Idéal maison de vacances
URGENT - A SAISIR

## pavillons

**BOIS-COLOMBES**
GARE, MARCHÉ
250 m² habitables, 8 P. 4 200 000 F. 47-86-26-84

A vendre à AVORD-Bourges, pavillon 5 ans, pl.-pied, 4 P. + cuis. équip. + w.-c. + sal. de bains + garage attenant. Sur 650 m². Prix 700 000 F. M. TOURLOUR 69-01-74-73 ou 45-48-09-43

## villas

A vendre, Drôme provençale, prox. Nyons, villa récente, crépi rose, tuiles romaines, décoration intérieure, grande qualité, séj., cuis. équipée, 3 ch., 2 s.d.b., garage, tt confort, terrasse, jardin. Px : 1 500 000 F. Tél. : 75-28-72-77. Fax : 75-28-73-08.

AIX-EN-PROVENCE, à vdre villa 12 pces + 3 s. de bns, 3 w.-c., 250 m², hab. s/8 200 m², terrain clos + pisc. + garage 1 800 000. 91-90-44-64.

## propriétés

**BELLE AFFAIRE**
A 10 km du Mans, sur 14 000 m² avec plan d'eau, superbe mais. F6 compr. 1 sal., 1 séj., 1 cuis. aménagée, 4 chbres, 2 s.d.b., 2 w.-c., gar., gd ss-sol, chaud. neuve mixte fuel et bois. PRIX A DÉBATTRE. Mme DORLÉANS Tél. : (16) 43-40-03-96

Propriété
Côte d'Armor-Goudelin 10' St Quay-Port
Maison de meunier en I., restaurée. Bord rivière, pierres, poutres apparentes, granit, eaux ardoises. 5 pièces, 2 cheminées, 120 m² habitable de suite, garage, terrasse, dépendances 100 m², jardin arb. P et T, TGV, tous commerces, tennis, voile, golf, équitation, chasse, pêche. Prix 450 000 F justifié Tél. sur place : Alain Séfré (16) 96-70-00-13

BOISSY-ST-LÉGER face RER, part. vd ensemble immobilier sur 2 000 m², 5 MF 42-36-89-34 après-midi

## bureaux

### Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
Constitution de sociétés et tous services 43-55-17-50

## fonds de commerce

### Ventes

Cède Ecole de langues en Haute-Savoie. Tél. : 50-51-83-09.

**Tous commerces 45 m²**
Quartier touristique Pigalle. Px : 350 000 F. Petit loyer. Tél. : 43-87-88-00.

A vendre, F.D.C. augmentation C.A. fruits-légumes important région Cherbourg Tél. 33-53-34-69.

# AGENDA IMMOBILIER

**BIARRITZ PLEIN CENTRE**
Direct promoteur
Exc. situation : 200 m grande plage.
Square d'Ixelles (place de la Mairie).
APPARTEMENTS GRAND LUXE
du F2 au F6. A partir de 15 000 F le mètre carré.
Livraison 4e trimestre 1990.
Rens. sur place : 8, rue Joseph-Petit.
Tél. : (16) 59-24-74-22
soir : (16) 59-63-23-11.

**SUR LA COTE VAROISE ENTRE HYÈRES ET TOULON**
Villa 5 P., 94 m² + garage
640 000 F
Loyer garanti 4 000 F/mois
SERITO (33) 94-31-01-01
66, rue Castie, 83000 TOULON
(FR) FAX (33) 94-46-52-28

صكنا من الاصل



# ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

Après le dépôt de bilan de l'AFCERQ

## Le renouveau de la qualité totale

La promotion de la qualité au sein des entreprises françaises est en train de rebondir. En perte de vitesse depuis le dépôt de bilan, en juillet 1989, de l'Association française pour les cercles de qualité (AFCERQ), les mouvements de promotion de la « qualité totale » ont décidé de contre-attaquer. Première étape de cette remise en selle : l'unification des trois associations nationales de promotion de la qualité : l'Association française pour le contrôle industriel et la qualité (AFCIQ), l'Association française pour la qualité (AFQ) et la confédération des vingt et une AFCERQ régionales qui, indépendantes, ont survécu au naufrage de leur antenne nationale (*le Monde* du 10 août 1989).

Cette union, en cours depuis la fin de l'année dernière, ne devrait être officiellement célébrée qu'au début de l'an prochain. Le temps pour les trois protagonistes de peaufiner leur plan à l'intention des entreprises, sur le thème : « Misez sur la qualité pour surpasser votre concurrent. » La méthode envisagée ? La future association aura, par exemple, vocation à mettre en relation une société de mécanique désireuse d'améliorer sa gestion des stocks avec un distributeur de fruits et légumes, forcément en pointe sur le sujet. Se posant en véritable « plaque tournante » de toutes les recherches qualitatives nationales et internationales, ce club entend multiplier ces passerelles pour accélérer la circulation des informations « qualité ».

Sur le fond, l'engouement pour les cercles de qualité, considérés, dans les années 80, comme une panacée à toute recherche qualitative, a aujourd'hui fait long feu. *« Cette méthode n'est pas la seule adaptable à toutes les situations existant dans les entreprises et ne doit, de toute façon, pas se limiter au seul objectif de réduction de coût »*, reconnaît ainsi M. Bertrand Jouslin de Noray, directeur exécutif de l'AFQ. Ce dévoiement du rôle du cercle de qualité avait notamment été dénoncé par le personnel gréviste lors du conflit de l'automne dernier chez Peugeot (*le Monde* du 20 septembre 1989). Il n'est plus question de privilégier aujourd'hui telle démarche qualitative plutôt que telle autre. Les recherches sur les produits, le climat social, voire les valeurs de l'entreprise, sont, selon la nouvelle philosophie du projet, à mener de concert pour obtenir une efficacité réelle. Efficacité qui ne se mesure, en définitive, que par rapport à la concurrence.

### *Répondre aux attentes même inexprimées*

La finalité de cette recherche sur la qualité a parallèlement mûri. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'assurer que le produit corresponde bien aux besoins exprimés du client, mais de combler les désirs latents de ce dernier. Ainsi en est-il, par exemple, de la mise au point des caméscopes japonais, ou de l'opération « 48 heures chrono » de La Redoute qui, au vu de leur succès, comblent des attentes encore inexprimées de la part des consommateurs.

La future association, dont le nom n'a pas encore été choisi, s'attend toutefois à rencontrer certaines résistances auprès des entreprises françaises. Ces dernières auront-elles la patience d'attendre l'aboutissement d'une réflexion qualitative qui ne se conçoit bien qu'à moyen terme ? Douze ans de recherche ont ainsi été nécessaires, rappelle M. Jouslin de Noray, pour mettre au point le fameux *Ball Pentel*, premier stylo à mine *roller*, encore mondialement utilisé !

L'importance, souvent dévaluée, conférée à la réflexion « qualité » au sein des entreprises, constitue la deuxième source de malentendus que la future association s'attend à rencontrer. Un programme « qualité » fait, selon celle-ci, partie de la stratégie de l'entreprise et doit, à ce titre, dépendre directement du chef d'entreprise. D'autant, souligne M. Jouslin de Noray, que *« 80 % des défauts au sein d'une société sont imputables au management qui devrait donner l'exemple »*.

La démarche en faveur de la *« qualité totale »* apparaît encore bien empirique. Certains, tel M. Gilbert Raveleau, ex-délégué général de l'AFCERQ – aujourd'hui consultant international, – s'y sont cassé les dents. Cela n'empêche pas moins la réflexion de progresser en se nourrissant de ses errements passés.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

► **AFCIQ-AFQ, Tour Europe, 92049 La Défense, Cedex 07. Tél. : 42-91-59-53.**

## EUROPE

Une initiative de l'association Villermé

## Les praticiens français et étrangers du droit du travail ont constitué un réseau

A l'approche du marché unique de 1993, les inspecteurs du travail rassemblés au sein de l'association Villermé défendent l'idée selon laquelle l'Europe sociale ne dépend pas seulement des textes, des directives ou même de la rédaction d'une charte sociale. Concrètement, des problèmes se posent et deviennent de plus en plus fréquemment quotidiens avec l'internationalisation du travail, la présence de salariés étrangers dans de grands groupes multinationaux et l'accélération des courants d'échanges.

Pour examiner ces situations réelles et regarder l'application différente du droit, ils avaient mis en place, il y a près d'un an maintenant, une commission d'études à laquelle participaient des confrères étrangers, appelés pour confronter leurs expériences de terrain. Du 29 janvier au 2 février derniers, avec l'aide du ministère du travail et de la Commission européenne, intéressée par ces observations de praticiens, l'association Villermé a organisé au siège de l'INT (Institut national du travail), à Lyon, un séminaire qui a associé cent soixante participants, dont la moitié d'étrangers (espagnols, italiens, portugais, allemands, grecs, belges, britanniques et polonais). L'intérêt a été tel que que de nouvelles rencontres sont prévues l'année prochaine, au même endroit, la structure Villermé n'ayant pas d'équivalent dans d'autres pays.

*« Notre valeur ajoutée, c'est de partir de nos savoir-faire respectifs pour en tirer des enseignements »*, expliquent les responsables de l'association Villermé qui devaient surmonter une première difficulté : *« Comment se comprendre, comment partager le langage, sachant que c'est avec les Anglais que nous avons la plus grande différence ? »*

### *Privilégier la pratique*

*« En se contentant de l'exposé d'une situation brute, d'un descriptif aussi peu qualitatif que possible »*, observent-ils, on peut trouver une expression commune, démonter les ressorts particuliers d'une réalité donnée pour faire apparaître *« la façon dont on règle le problème posé, l'écart entre le système et le résultat »*. C'est ainsi, également, que des convergences se font jour, par exemple pour apprécier qui est salarié et qui ne l'est pas. *« Il y a un consensus pour se référer au lien de subordination, économique ou fonctionnel »*, notent les inspecteurs du travail, rassurés.

Au-delà de ce travail en atelier, les praticiens du droit du travail ont aussi découvert qu'ils pouvaient, dès à présent, mettre en œuvre des moyens d'opérer ensemble sur des dossiers qui se présentent au quotidien. De fait, un réseau de partenaires est créé entre ces utilisateurs des législations nationales. Des *« brigades internationales »* pourront être constituées pour intervenir au coup par coup en tant qu'experts ou en tant qu'observateurs, l'idée étant de *« faire des choses ensemble de manière pluridisciplinaire ou pluriculturelle »*, et – pourquoi pas – d'aider les pays de l'Est.

Outre des séminaires, les membres associés de ce groupe encore informel envisagent de rédiger un bulletin de liaison, un peu dans l'esprit de ce que fait l'association Villermé en France. Toujours avec le souci de privilégier la pratique sur la théorie dans une période où la solution apportée à des questions concrètes et immédiates importe autant que les grands discours sur l'Europe sociale. *« Notre action est suivie par la Commission qui voit un avantage à long terme dans la constitution d'un tel réseau de praticiens »*, aiment à souligner les responsables de Villermé, un moment inquiets des réserves françaises.

A. Le.

## BIBLIOGRAPHIE

« Compétitivité internationale et dépenses militaires »

## L'efficacité économique de la défense

Le thème va très probablement devenir d'actualité dès cet été, lorsque le gouvernement entamera les premiers arbitrages budgétaires pour les dépenses de 1991. Comment les crédits militaires doivent-ils prendre en compte l'évolution de l'URSS et des pays de l'Est ? L'un des éléments de la difficile réponse pourrait venir de ces nouvelles analyses économiques qui, entamées aux Etats-Unis au début des années 80, commencent à susciter un intérêt en France. François Chesnais, économiste à l'OCDE et directeur de recherche à Nanterre, est l'un de ceux qui cherchent à interroger l'armée du point de vue de son efficacité économique.

La thèse est simple : contrairement à ce qu'ont trop souvent affirmé les militaires, les crédits de défense n'ont guère d'impact positif sur la compétitivité des Nations. Il se pourrait même que ce soit l'inverse puisque, notamment, les technologies militaires divergent de plus en plus de celles utilisées dans l'industrie civile, évolution qui rend les fameuses « retombées » de plus en plus mythiques. Thèse nette, mais le propos est assez nuancé dans le livre, et c'est son intérêt. En particulier quand on se place du seul point de vue macro-économique, il semble difficile de mesurer vraiment, reconnaissent les auteurs, l'effet « keynésien » des dépenses militaires : on ne peut conclure ni dans le sens d'une relance de la croissance ni, à l'inverse, dans le sens d'une ponction qui freinerait le développement.

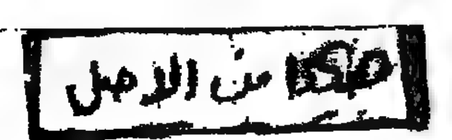
Pour avancer dans le débat, il faut examiner de plus près les crédits et en particulier ceux de recherche-développement. *« Il n'y a guère de doute que la recherche militaire et spatiale a eu, dans les années 50 et 60 notamment, des retombées considérables pour l'industrie civile »*, relèvent les auteurs. Mais les choses se seraient, depuis, inversées. Le meilleur exemple en est l'aéronautique : *« Les exigences militaires vont dans le sens d'une amélioration du rapport puissance/poids (...). Les exigences des compagnies de transport aérien vont dans le sens de la longévité et de l'économie. »* Dans l'électronique les militaires veulent pousser les techniques, quitte à les rendre fragiles, mais ils s'opposent aux innovations majeures qui remettent en cause les systèmes existants.

Les auteurs s'interrogent ensuite sur la France pour y souligner le caractère *« très vulnérable »* de l'industrie française d'armement qui serait dû à de trop faibles échanges techniques et industriels avec les secteurs civils. L'industrie militaire apparaît comme *« une excroissance parasitaire »* grosse consommatrice de crédits mais trop isolée... et qui, en bout de course, assure donc mal sa mission d'offrir aux armées les meilleurs moyens possible de défense. Le débat, lourd de conséquences, est ouvert.

E. L. B.

► ***Compétitivité internationale et dépenses militaires*, sous la direction de François Chesnais, éditions CPE-Economica. Prix : 140 F.**

□ **Un réseau d'informations sur l'économie internationale pour les PME.** – Le ministère de l'Industrie a annoncé mardi 24 avril la mise en place avec le Centre français du Commerce Extérieur et l'université de Paris XIII d'un Réseau d'Expertise sur l'Information Stratégique pour les entreprises (Rexis) afin de faciliter *« l'accès des PME à l'information économique internationale »*. La direction est confiée à Jean-Marie Chevalier professeur à Paris XIII.



هكذا من الأصل

DROGUE
Ces banquiers complices

UNE ALLEMAGNE TROP PUISSANTE ?

L'espoir à deux vitesses

Par JEAN-MARIE VINCENT

POUVOIRS :

DE JOURNAUX

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## CFAO

**COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE**

### RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1989

Le Conseil d'Administration, réuni le 23 avril 1990 sous la présidence de Monsieur François PINAULT, a arrêté les comptes de l'exercice.
Les principaux chiffres se présentent ainsi :

| RÉSULTATS DU GROUPE | MILLIONS DE FRANCS | | VARIATION EN % |
|---|---|---|---|
| | 1989 | 1988 retraité (1) | |
| Chiffre d'affaires | 31.186 | 23.406 | + 33 |
| Résultat d'exploitation | 1.297 | 976 | + 33 |
| Résultat courant | 832 | 763 | + 9 |
| Résultat exceptionnel | − 63 | 87 | NA |
| Résultat net total après impôts et survaleur | 415 | 441 | − 6 |
| Dont part du groupe | 302 | 378 | − 20 |
| Autofinancement net consolidé | 1.165 | 883 | + 32 |
| Investissements | 4.707 | 1.934 | + 143 |
| Fonds propres (part du groupe) | 4.242 | 4.033 | + 5 |
| | FRANCS | | |
| Résultat net consolidé par action (part du groupe) | 26,05 | 34,13 | − 24 |

(1) Changement de méthode : retraitement des comptes de 1988 en fonction des principes retenus par l'arrêté des comptes de 1989.

| RÉSULTATS DE LA CFAO HOLDING | MILLIONS DE FRANCS | | VARIATION EN % |
|---|---|---|---|
| | 1989 | 1988 | |
| Bénéfice net | 162 | 178 | −9 |
| | FRANCS | | |
| Dividende global par action | 17,07 | 17,06 | − |

Le Conseil d'Administration propose un dividende de 11,38 francs assorti d'un avoir fiscal de 5,69 francs, soit un total de 17,07 francs par action, contre 17,0625 francs l'année dernière, après division par quatre de l'action. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions, le montant du dividende distribué passe de 126 à 132 millions de francs, soit une augmentation de + 5 %.

**Perspectives 1990**

Après la récente cession du secteur de la distribution alimentaire, le groupe poursuit le recentrage dans les métiers de la distribution spécialisée et des services, avec l'ambition de renforcer ses positions.

L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 1989 est convoquée le 22 juin 1990 à 15 h au 10, avenue d'Iéna, PARIS XVI<sup></sup>e, CFCE, Salle Hubert Rousselier.

## GÉVELOT

Le conseil d'administration, sous la présidence de M. Alain Blocman, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires s'est élevé à 688 MF contre 552,4 MF en 1988. Il inclue pour la première fois dans le périmètre de consolidation la SNM MÉTALEX dont les ventes se sont élevées à 51,5 MF. A périmètre constant, la progression aurait été de 15,22 %.

Après un résultat exceptionnel de 17,6 MF dû principalement à des cessions d'actifs non nécessaires à l'exploitation, le bénéfice net consolidé s'établit à 44,8 MF contre 8 MF en 1988 et la part du groupe à 34,6 MF.

Au niveau société mère, le chiffre d'affaires de 1989 est de 203,7 MF, en progression de 17,13 %.

Après un résultat exceptionnel bénéficiaire de 6,7 MF contre 5,5 MF en 1988, le bénéfice net s'établit à 18,6 MF contre 14,5 MF pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se réunira le 27 juin 1990, la distribution d'un dividende de 11 F par action assorti d'un avoir fiscal de 5,50 F, en augmentation de 10 % sur celui de l'exercice précédent.

L'exercice 1990 se présente plutôt favorablement. Malgré la relative stabilisation des ventes automobiles et la cession par GEVELOT de son département outillage de fixation, le chiffre d'affaires du groupe devrait encore progresser ainsi que son résultat d'exploitation.

Par contre, le résultat après impôt qui comprendra moins de plus-values sur cessions d'actifs devrait être inférieur à celui de 1989.

## CICA

**COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET D'APPROVISIONNEMENT**

### RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1989

Le Conseil d'Administration de la CICA s'est réuni sous la présidence de Monsieur Pierre DEGORCE le 23 avril 1990.

Au cours de cette réunion, Messieurs François PINAULT et Serge WEINBERG ont été cooptés en remplacement de Messieurs Paul PAOLI et Jacques MULLIER, démissionnaires.

Le Conseil à l'unanimité a rendu hommage à ces derniers pour le rôle qu'ils ont joué au sein du Groupe CICA.

Par ailleurs, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989 ont été arrêtés.

Les principaux chiffres caractéristiques sont donnés ci-dessous (en millions de francs) :

| Société Holding | 1988 | 1989 | |
|---|---|---|---|
| Total du bilan | 310,5 | 582,8 | +88 % |
| Produits courants | 34,7 | 64,1 | +85 % |
| Bénéfice net | 22,9 | 22,8 | 0 % |
| Groupe | | | |
| Total du bilan | 1.185,0 | 1.486,3 | +25 % |
| Chiffre d'affaires | 2.256,4 | 2.686,3 | +19 % |
| Bénéfice net | 58,1 | 70,7 | +22 % |
| dont part du Groupe | 38,2 | 63,4 | +66 % |

La révision de certains chiffres s'explique par la nécessité de provisionner des créances sur des filiales africaines.

Le périmètre de consolidation inclut les entreprises entrées en 1989 : OLYMPIC GARAGE, DISTRIBUTION AUTOMOBILE BELGE concessionnaires PEUGEOT à Vichy et à Liège, COFAM, société importatrice en France des chariots élévateurs MITSUBISHI et C. SANTOS VP, concessionnaire MERCEDES à Lisbonne.

La part du chiffre d'affaires réalisé en Europe continue de croître et atteint 66 %.

L'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1989 sera convoquée le 21 juin 1990 à onze heures au siège social à MARSEILLE.

Le Conseil d'Administration a proposé un dividende de 20,00 francs, assorti d'un avoir fiscal de 10,00 francs.

Les documents mis à la disposition des Actionnaires à l'occasion de l'Assemblée Générale peuvent être obtenus par tout intéressé qui en fera la demande au siège social, 32, cours Pierre Puget, 13006 MARSEILLE.

GROUPE CFAO

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOPAGRI

Réuni sous la présidence de M. HORPS, le Conseil d'Administration de SOPAGRI a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Le bénéfice net s'élève à 41,3 MF contre 38,5 MF pour l'exercice précédent.

L'exercice 1989 a été marqué par deux éléments importants :

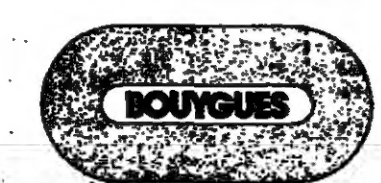
- un niveau d'activité soutenu : des investissements pour un montant dépassant 200 MF ;
- un début d'internationalisation : Sopagri a pris des participations dans cinq sociétés de droit étranger.

La valorisation nette estimée de manière prudente se traduit au 31 décembre 1989 par une somme de F 230 par action.

Le début de l'exercice 1990 a été marqué par la cession de notre participation dans Guyomarc'h qui se traduira dans les comptes par une plus-value avant impôts de 220 MF.

Le Conseil a décidé de convoquer les Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire le 11 juin prochain.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de mettre en distribution un dividende net de F 4,50 par action contre un dividende net de F 4,00 distribué l'exercice précédent.




### RÉSULTATS DU GROUPE 1989 : + 10 %

Le conseil d'administration de Bouygues, réuni le 24 avril 1990 sous la présidence de M. Martin Bouygues, a arrêté les comptes de l'exercice 1989 du groupe :

| Bouygues (en millions de francs) | 1989 | 1988 | 1989-1988 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (HT) ... | 47 005 | 40 695 | + 16 % |
| Investissements : | | | |
| * Equipements d'exploitation .. | 1 804 | 1 635 | + 10 % |
| * Participations industrielles .. | 2 779 | 180 | x 15 |
| Bénéfice net (part du groupe) .. | 573 | 519 | + 10 % |

Les chiffres d'affaires et les investissements des sociétés mises en équivalence : TF1, SAUR et Maison Catalogue, ne sont pas inclus dans les chiffres ci-dessus. Le chiffre d'affaires total de ces sociétés a représenté 10,2 milliards de francs en 1989.

Le bénéfice net global de l'exercice 1989 est de 759 millions de francs. Après déduction de 186 millions de francs correspondant à la part revenant aux tiers actionnaires des filiales, le résultat net consolidé de Bouygues s'établit à 573 millions de francs. Le bénéfice net de Bouygues, société mère, s'élève à 295 millions de francs.

### DIVIDENDES : 21 F PAR ACTION

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, prévue le 25 juin 1990, une distribution de 218 millions de francs, contre 181 millions de francs en 1989, permettant de distribuer à chaque action et certificat d'investissement un dividende net de 14 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 7 F. Un acompte de 5 F net ayant déjà été versé à partir du 1er février 1990, le solde soit 9 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 4,50 F, sera versé à partir du 1er août 1990.

### PERSPECTIVES DU GROUPE

Le chiffre d'affaires consolidé prévu pour 1990 s'élève à 53,5 milliards de francs. Il s'analyse de la manière suivante :

| Chiffre d'affaires (HT) (en milliards de francs) | 1990 Prévision | 1989 | 1990-1989 |
|---|---|---|---|
| Construction ........ | 36,4 | 34,0 | + 7 % |
| Immobilier ........ | 6,8 | 6,7 | + 1 % |
| Diversification ........ | 10,3 | 6,3 | + 63 % |
| TOTAL ........ | 53,5 | 47,0 | + 14 % |
| Pourcentage international ..... | 24 % | 22 % | |

Le chiffre d'affaires de la division Diversification inclut en 1990 le chiffre d'affaires des Grands Moulins de Paris à hauteur de 3 milliards de francs. A structure comparable, la croissance prévisionnelle du chiffre d'affaires de cette division est de 16 %.

Les investissements importants réalisés en 1989 permettent d'assurer le développement à moyen terme du groupe et sont porteurs d'avenir.

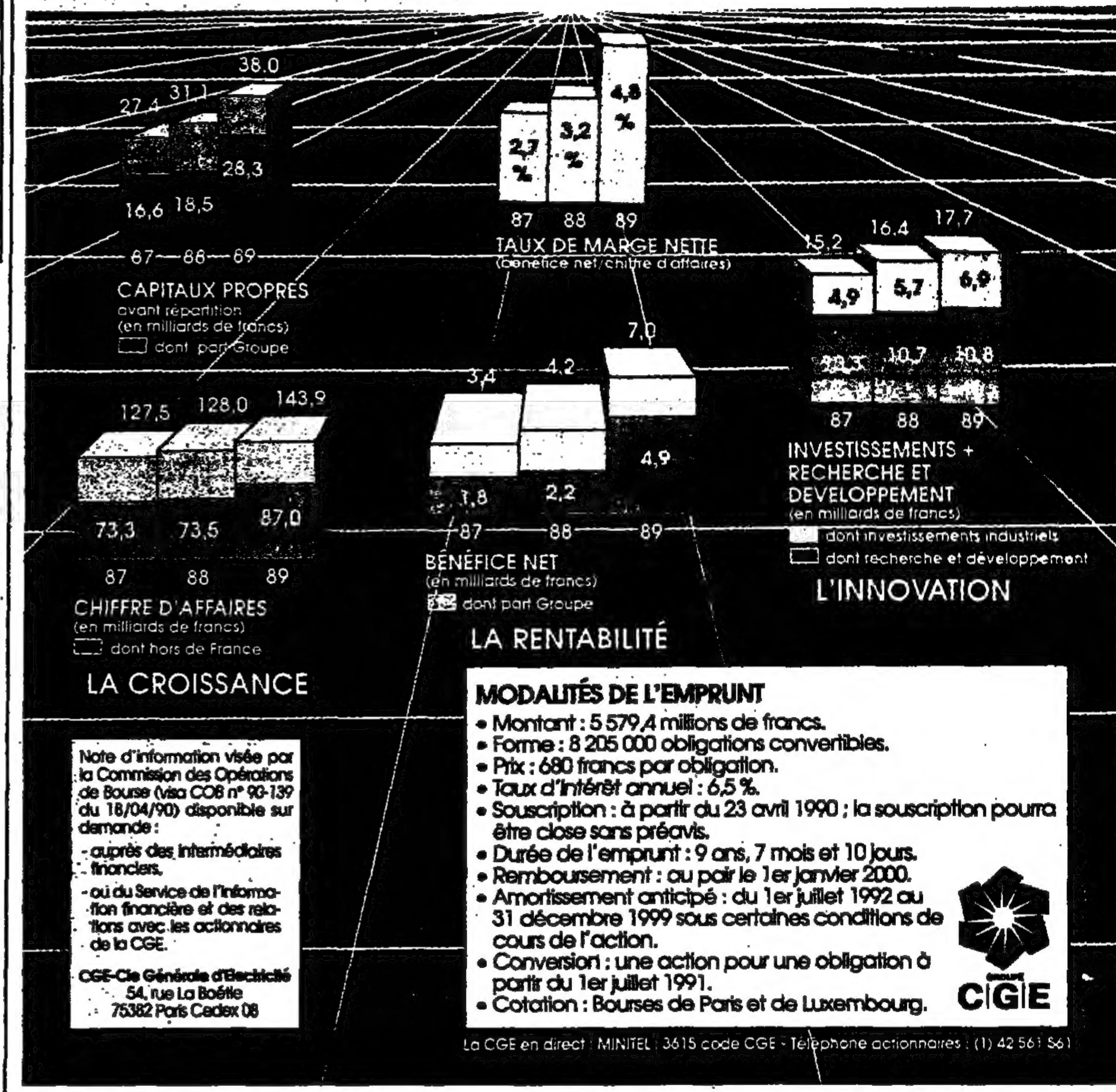
### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le conseil d'administration a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires et des titulaires de certificats de droits de vote le 14 juin 1990 sur première convocation et, si le quorum n'est pas atteint, le 25 juin 1990, afin de solliciter notamment le renouvellement de l'autorisation d'augmenter le capital d'un montant maximum de un milliard de francs sous les différentes formes autorisées par la loi et de procéder à diverses modifications statutaires. Le conseil n'a pas l'intention d'utiliser dans l'immédiat l'autorisation d'augmenter le capital.

Afin de procéder aux augmentations de capital ainsi autorisées sans émettre de certificats d'investissement, le conseil a décidé de convoquer une assemblée spéciale des porteurs de certificats d'investissement le 14 juin 1990 sur première convocation, et, si le quorum n'est pas atteint, le 25 juin 1990, afin de leur demander de renoncer à leur droit préférentiel de souscription pour les augmentations de capital autorisées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires et des titulaires de certificats de droits de vote.

## CGE — EMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

La CGE vous invite à participer à son développement international et émet un emprunt obligataire convertible de 5,6 milliards de francs en deux tranches :
- une tranche de 3,6 milliards de francs dont la souscription est réservée par priorité aux actionnaires, à raison d'une obligation convertible pour vingt actions possédées, du 23 avril au 7 mai 1990 (avec arrondi à la vingtaine d'actions supérieure),
- une tranche internationale de 2 milliards de francs d'obligations convertibles.




### MODALITÉS DE L'EMPRUNT

- Montant : 5 579,4 millions de francs.
- Forme : 8 205 000 obligations convertibles.
- Prix : 680 francs par obligation.
- Taux d'intérêt annuel : 6,5 %.
- Souscription : à partir du 23 avril 1990 ; la souscription pourra être close sans préavis.
- Durée de l'emprunt : 9 ans, 7 mois et 10 jours.
- Remboursement : au pair le 1er janvier 2000.
- Amortissement anticipé : du 1er juillet 1992 au 31 décembre 1999 sous certaines conditions de cours de l'action.
- Conversion : une action pour une obligation à partir du 1er juillet 1991.
- Cotation : Bourses de Paris et de Luxembourg.

CGE

Note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse (visa COB n° 90-139 du 18/04/90) disponible sur demande :
- auprès des intermédiaires financiers,
- ou du Service de l'information financière et des relations avec les actionnaires de la CGE.

CGE-Cie Générale d'Electricité
54, rue La Boétie
75382 Paris Cedex 08

La CGE en direct : MINITEL : 3615 code CGE - Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



| | Valeur liquidative de l'action en F | Dernier dividende servi en F | Actif net en MF | Performance depuis le 31.12.1989 (coupon net réinvesti) |
|---|---|---|---|---|
| FRUCTIFRANCE* | 920,00 | – | 3 558,62 | + 11,32% |
| PLANINTER | 1 079,39 | 29,32 | 424,73 | + 7,55% |
| VALOREM | 569,42 | 15,08 | 406,14 | + 6,17% |
| FRUCTIVALOR | 548,51 | 18,15 | 639,89 | + 8,28% |
| A.A.A.* | 1 079,39 | – | 789,13 | + 15,25% |
| FRUCTIMMO* | 30,88 | – | 173,61 | + 13,99% |

# MARCHÉS FINANCIERS

## Un bénéfice de 699 millions de francs

# Les AGF veulent augmenter leur capital

En présentant les comptes des Assurances générales de France (AGF), qui enregistrent une progression de 16,4 % des primes émises à 38,2 milliards de francs et de 22,3 % du bénéfice consolidé à 2,57 milliards de francs, le PDG, M. Michel Albert, a précisé les projets de son groupe. Il en a d'abord profité pour souligner que les AGF continuent à dégager un léger bénéfice d'exploitation en assurance-dommage (+ 15 millions de francs), *« ce qui est une singularité »* (sous-entendu : les autres compagnies nationalisées ne font que des pertes).

Le bénéfice affiché de 699 millions de francs est dû aux plus-values de cessions d'actifs.

Ensuite, il s'est félicité du montage financier (apport de titres Total et Rhône-Poulenc) par lequel l'Etat, qui *« n'a jamais apporté un sou aux AGF depuis leur nationalisation »*, va leur procurer 3 milliards de fonds propres supplémentaires, comblant ainsi une partie du handicap des entreprises nationalisées en matière d'augmentation de leurs fonds propres.

L'opération permettra aux AGF de lever 1 milliard de francs supplémentaires sur le marché d'ici à 1991. Evoquant l'affaire de la BFCE, M. Mansion, directeur général, a confirmé que les AGF entendaient en devenir l'*« actionnaire de référence »*, avec 40 % du capital, qui seront rachetés aux actionnaires actuels, les grandes banques de la place, l'achat étant payé par des titres AGF à créer.

Cette prise de participation ne sera toutefois réalisée qu'après le redressement de la situation de la BFCE, qui exigera l'apport de 2 milliards de francs d'argent frais pour porter à 50 % le provisionnement des risques sur les pays en voie de développement, le problème du financement de cet apport n'étant toujours pas résolu, en raison des réticences des actionnaires.

Enfin, M. Albert a indiqué que les AGF négociaient avec Solidarnosc la création d'une compagnie d'assurance en Pologne, aux côtés de la compagnie d'assurance publique, qui *« a les effectifs des AGF et réalise 1 % de son chiffre d'affaires »*. L'accord, qui prévoierait l'apport de 35 millions de francs par les AGF, se heurte toutefois, à une certaine concurrence, notamment de la part d'une compagnie américaine.

F. R.

# Pargesa et Paribas délimitent leurs territoires

A l'occasion de la cession à Paribas de 28 % de sa filiale Paribas-Suisse, encore détenue par la holding helvétique Pargesa (*le Monde* du 27 avril 1990), les deux banques ont délimité leurs territoires respectifs pour simplifier leurs relations, restées très complexes depuis l'« évasion » de filiales belge et suisse de Paribas en 1981.

Ainsi, en échange de sa cession, Pargesa va récupérer les 7 % du capital du groupe Bruxelles Lambert (GBL), détenu par le groupe belge Cobepa et ses sociétés associées, portant ainsi à 38 % sa part dans GBL.

Par ailleurs, Pargesa et ses deux principaux actionnaires, le belge Albert Frère, coprésident de GBL avec Gérard Eskenazi, et le canadien Paul Desmarais, PDG de Power, vont regrouper au sein de la filiale Parfinance leurs 10 % de capital de Paribas, devenant ainsi le deuxième actionnaire de ce groupe après la Navigation Mixte (12 %) et avant les AGF (9,99 %).

De plus, Paribas détient 20 % des droits de vote de Pargesa à travers CPI, filiale de Cobepa.

Enfin, chaque groupe sera représenté dans les organes de direction de l'autre : M. Gérard Eskenazi, président de Pargesa, est administrateur de Paribas (dont le comité international compte MM. Frère et Desmarais, au nombre de ses membres) et M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas et futur président de son conseil de surveillance, sera vice-président de Pargesa. Quant à M. André Levy-Lang, futur président du directoire de Paribas, il entre au comité directeur de Pargesa.

F. R.

## Une hausse de 27 % du chiffre d'affaires

# Le Gan a consolidé le CIC en 1989

Le résultat net du groupe GAN (CIC compris) s'est élevé en 1989 à 2,5 milliards de francs, soit une hausse de 27 %. Pour M Francois Heilbronner, ces comptes 1989 traduisent le redressement de l'activité « dommages » dont le solde d'exploitation redevient bénéficiaire, la bonne tenue de la gestion financière et aussi la contribution du CIC.

Cette part du CIC est plus marquante au niveau du chiffre d'affaire global qu'au plan des résultats. Sur les 86,6 milliards de francs de total d'exploitation, la contribution du CIC est de 50,8 milliards de francs.

Ces premiers résultats de « bancassurance » n'ont cependant rien de révélateur, dans la mesure où la Socapi, filiale commune GAN-CIC pour la commercialisation de produits d'assurance vie, ne réalise que 3,2 miliards de francs de chiffre d'affaires. Bien qu'encourageants, ces premiers résultats font surtout la preuve d'une synergie encore à ses débuts entre une banque et une compagnie d'assurance.

Le GAN projette également une augmentation de capital de l'ordre de 2,5 milliards de francs qui sera en partie réalisée avec son intervention dans le montage Total-CFP (1 milliard de francs engendrant un effet de levier de 333 millions de francs).



## NEW-YORK, 26 avril ↑

### L'avance se poursuit en dents de scie

Amorcé vingt quatre heures auparavant, le mouvement de hausse s'est poursuivi jeudi à Wall Street, mais en dents de scie. Après avoir atteint au plus haut la barre de 2691,89 points et au plus bas touché le niveau de 2650,23, l'indice des industrielles s'est établi à 2676,57 avec un gain de 10,13 points.

Le bilan de la journée a été à l'image de ce parcours sinueux. Sur 1944 valeurs traitées, 666 seulement ont monté alors que 771 s'alourdissaient. 507 valeurs n'ont pas varié.

Les opérateurs ont été partagés entre un sentiment optimiste nourri par les résultats trimestriels meilleurs que prévu, notamment ceux de Procter and Gamble et de Du Pont de Nemours, et la perspective d'une accélération de la croissance. Mais le meilleur sentiment enregistre autour du «Big Board» a été assombri par la crainte d'une flambée inflationniste. Tout Wall Street attendait en effet la publication vendredi après-midi du PNB pour le premier trimestre de l'année.

| VALEURS | Cours du 25 avril | Cours du 26 avril |
|---|---|---|
| Alcoa | 62 3/4 | 63 |
| A.T.T. | 40 | 40 3/8 |
| Boeing | 69 7/8 | 70 |
| Chase Manhattan Bank | 25 5/8 | 26 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 35 7/8 | 37 |
| Eastman Kodak | 37 5/8 | 37 3/8 |
| Exxon | 45 1/4 | 45 1/2 |
| Ford | 46 1/2 | 45 1/2 |
| General Electric | 64 1/4 | 64 5/8 |
| General Motors | 45 1/2 | 45 1/2 |
| Goodyear | 35 1/2 | 35 1/2 |
| I.B.M. | 108 3/8 | 108 3/4 |
| I.T.T. | 52 | 52 3/8 |
| Mobil Oil | 59 3/4 | 59 7/8 |
| Pfizer | 57 1/4 | 58 1/2 |
| Schlumberger | 50 | 50 1/4 |
| Texaco | 57 3/4 | 58 1/8 |
| UAL Corp. ex-Allegis | 152 3/4 | 152 1/2 |
| Union Carbide | 19 3/4 | 19 7/8 |
| U.S.X. | 34 | 33 7/8 |
| Westinghouse | 73 | 73 1/4 |
| Xerox Corp. | 52 1/4 | 51 |

## LONDRES, 26 avril ↓

### Repli

Les cours des valeurs ont terminé en baisse jeudi au Stock Exchange, affectés par les pertes enregistrées à Wall Street en début de séance. L'indice Footsie des cent principales valeurs a cédé 9,5 points à 2.133,6, sur un marché calme où 475,2 millions de titres ont été échangés. L'annonce mercredi d'une forte aggravation du déficit de la balance des paiements courants britanniques en mars a continué de peser sur la tendance. De nombreux secteurs se sont affaiblis, notamment les compagnies régionales de l'eau, les électriques et les alimentaires.

Le constructeur de moteurs d'avions Rolls Royce a été recherché sous l'effet d'une vague d'achats japonais et américains. Environ 60 millions de titres ont changé de mains.

Guinness a rebondi après la décision d'une cour de justice parisienne dans la guerre entre le financier Bernard Arnault et les familles Vuitton. Le tribunal a tranché en faveur de M. Arnault, qui est l'allié de Guinness dans le capital de LVMH.

## PARIS, 26 avril ↑

### Consolidation

Dernière séance de baisse modérée rue Vivienne où le marché semble consolider ses positions après la progression de plus de 11 % le mois précédent achevé le 20 avril dernier. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur un gain de 0,44 %, virait au rouge. Il perdait 0,24 % en début d'après-midi. Il se dépréciait de 0,93 % en clôture. Le terme boursier de mai débuté depuis lundi est négatif de près de 2 %. Les intervenants attendaient en début d'après-midi de connaître les résultats de l'appel d'offres de la Banque de France. L'annonce d'une baisse des taux directeurs ne modifiait pas l'allure de la séance. Car les propos très réservés de M. Poehl sur l'union monétaire allemande ont pesé sur la tendance.

Le président de la Bundesbank a estimé, dans une déclaration jeudi, que le gouvernement ouest-allemand a fait une « offre généreuse qui atteint des limites tout juste supportables d'un point de vue économique ». De là à prévoir un relèvement des taux outre-Rhin, il n'y a qu'un pas que certains investisseurs n'hésitaient pas à franchir jeudi. Selon son ampleur, un resserrement des taux en RFA bloquerait alors le processus de détente souhaité en France.

Sur le marché à règlement mensuel, le titre Michelin était orienté à la baisse comme la veille, alors que Saint-Gobain se redressait. Les deux valeurs phares avaient pesé dès mercredi sur la cote, après l'annonce par Saint-Gobain d'une OPA sur Norton, et l'autorisation donnée par les autorités américaines à Michelin de racheter le fabricant de pneumatiques Uniroyal.

## TOKYO, 27 avril ↑

### légère hausse

Après avoir évolué de façon assez irrégulière durant les premières heures de cotations, le marché s'est replié, puis s'est redressé à l'approche de la cloture. Finalement l'indice Nikkeï s'est établi à 29.584,80, avec un gain de 160,22 points (+0,54%).

Pour tout dire, un certain attentisme a prévalu pendant la journée entière à l'approche d'une semaine particulière courte avec la célébration de la naissance de l'Empereur, la journée anniversaire de la constitution et, enfin, la «Fête des enfants». Cette semaine qui ne comportera ainsi que deux séances est qualifiée de dorée quand on sait qu'au Japon les vacances ne sont pas encore devenues une préoccupation majeure.

Les valeurs des entreprises pétrolières, susceptibles de faire l'objet de restructuration, se sont raffermies.

| VALEURS | Cours du 26 avril | Cours du 27 avril |
|---|---|---|
| Akai | – | – |
| Bridgestone | 1 410 | 1 380 |
| Canon | 1 740 | 1 730 |
| Fuji Bank | 2 510 | 2 580 |
| Honda Motors | 1 800 | 1 780 |
| Matsushita Electric | 2 140 | 2 140 |
| Mitsubishi Heavy | 935 | 935 |
| Sony Corp. | 8 340 | 8 470 |
| Toyota Motors | 2 320 | 2 330 |

# FAITS ET RÉSULTATS

□ **Le Conseil des Bourses de valeurs reconnaît le pacte d'actionnaires du Club Méditerranée.** – Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation du marché, a jugé recevable le pacte d'actionnaires proposé par le Club Méditerranée. L'entreprise de M. Gilbert Trigano révélait récemment que certains de ses actionnaires avaient *« dans le strict respect des dispositions légales »* décidé de renouveler un pacte d'actionnaires limité à un droit de préemption conclu en 1976 (*le Monde* du 31 mars).

□ **Fusion de deux sociétés immobilières d'investissements, Cofimeg et Sefimeg.** – Deux sociétés immobilières d'investissements (SII), Cofimeg et Sefimeg vont prochainement fusionner pour donner naissance à la première SII française avec 11 milliards de francs d'actifs net réévalués, 10 000 logements et 240 000 mètres carrés de locaux commerciaux. Cette fusion absorption entre deux sociétés sœurs cotées sur le marché à règlement mensuel se fera sur la base de 5 actions Sefimeg pour 7 actions Cofimeg. La capitalisation boursière de l'ensemble représentera 8 milliards de francs. Cette fusion prendra effet le 1er janvier 1990 et sera soumise à l'approbation des assemblées générales extraordinaires des actionnaires des deux sociétés en juillet prochain.

□ **Le Crédit lyonnais et Cholet Dupont prennent le contrôle de la société de Bourse lyonnaise Michaux.** – Le Crédit lyonnais et la société de Bourse parisienne Cholet Dupont viennent de prendre le contrôle de la société de Bourse lyonnaise Michaux en acquérant respectivement 40% et 20% de son capital. MM. Jean Pierre et Roger Michaux, actuel syndic de la place de Lyon, ont conservé 20% des parts. Le reste, soit 20%, est proposé à des institutionnels régionaux et européens. Une concertation et un accord de réciprocité commerciale seront négociés entre les deux sociétés de Bourse Michaux et Cholet-Dupont.

□ **Le groupe HIT au second marché de la bourse de Lyon.** – Les actions du groupe HIT, spécialisé dans le traitement de surface des métaux, ont été cotées jeudi 26 avril sur le second marché de la Bourse de Lyon au prix de 310 francs. Pour une offre de 111.410 actions du groupe, représentant 10% de son capital, 10.621.969 titres ont été demandés et 1,05% des demandes a pu être servi. HIT est une fédération d'entreprises moyennes issue de la fusion en 1986 des groupe Le François et Seutet. Le groupe anticipe un chiffre d'affaires de 470 millions de francs en 1990.

□ **Cerus: résultat net consolidé de 1,2 milliard de francs.** – Le holding de M. De Benedetti, Cerus (Compagnies européennes réunies), a dégagé en 1989 un résultat net consolidé de 1,2 milliard de francs pour un total du bilan consolidé de 27,5 milliards. Le bénéfice net consolidé, part du groupe, a atteint 1 milliard de francs. Ces données traduisent une forte progression. En 1988, calculé sur la même base, le bénéfice net consolidé total aurait été de 750 millions, le bénéfice part du groupe de 656 millions. Pour le groupe, l'événement marquant de 1989 a été le rapprochement de Cerus et de Dumenil-Leblé.

# PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Arnault Associés | 425 | 425 |
| Asystel | 140 | 134 40 o |
| B.A.C. | 240 20 | 240 |
| B. Demachy Ass. | 578 | 575 |
| Bque Tarneaud | 191 | 191 |
| B.I.C.M. | 840 | 865 |
| Boiron (Ly) | 394 | 395 |
| Boisset (Lyon) | 210 | 210 |
| Câbles de Lyon | 3300 | 3297 |
| C.A.I.-de-F (C.C.I.) | 1641 | 1600 |
| Calberson | 698 | 685 |
| Cardif | 882 | 882 |
| C.D.M.E. | 2284 | 2280 |
| C.E.E. | 360 | 362 |
| C.E.G.E.P. | 278 | 280 |
| C.F.P.I. | 276 | 275 |
| Ciments d'Origny | 682 | 685 |
| C.N.I.M. | 888 | 923 |
| Codetour | 295 | 294 |
| Comareg | .... | .... |
| Conforama | 1115 | 1145 |
| Creeks | 430 50 | 390 |
| DAFSA | 205 | 205 |
| Dauphin | 690 | 685 |
| Devanlay | 1040 | 1054 |
| Deville | 485 | 498 |
| Dollfus | 175 | 175 |
| Editions Belfond | 294 30 | 303 |
| Elysee Invest. | 14 30 | 14 30 |
| Finacor | 210 | 205 |
| Gerondor | 800 | 800 |
| GFF (group.fon.f.) | 425 | 422 |
| Grand Livre | 431 | 435 |
| Gravograph | .... | .... |
| Guinoli | 983 | 983 |
| I.C.C. | 285 | 283 |
| IDIA | 360 | 350 |
| Idianova | 150 | 150 |
| I.M.S. | .... | .... |
| IN2 | 298 | 298 |
| Int. Métal Service | 1240 | 1250 |
| Loca investis. | 305 | 304 80 |
| Locamic | 135 | 136 |
| Mazra Comm. | 213 | 205 |
| Métall. Minière | 225 | 225 |
| Molex | 208 10 | 209 |
| Navale-Delmas | 1378 | 1379 |
| Olivetti Logabax | 590 | 589 |
| Om. Gest. Fin. | 605 | 600 |
| Pinault | 506 | 499 |
| Presbourg | 95 10 | 103 90 |
| Présence Assur. | 450 | 462 |
| Publ.Filipacchi | 775 | 775 |
| Razel | 738 | 741 |
| Rémy et Associés | 378 | 376 |
| Rhone-Alp.Ecu (Ly.) | 316 | 318 |
| St-H. Matignon | 246 | 252 |
| S.C.G.P.M. | 675 | 671 |
| Segin (Li) | 360 | 359 90 |
| Select Invest (Ly) | 110 | 110 |
| S.E.P. | .... | .... |
| Serbo | 545 | 545 |
| S.M.T. Goupil | 294 40 | 295 |
| Sodinforg | 50 90 | 53 d |
| Sopra | .... | .... |
| Supra | 240 | 235 |
| TF1 | 343 | 339 70 |
| Thermador H. (Ly) | 337 | 340 10 |
| Unilog | 172 | 178 |
| Union Fin. de Fr. | 535 | 520 |
| Viel et Cie | 186 | 186 |
| Yves St Laurent | 1075 | 1100 |



## Marché des options négociables le 26 avril 1990

Nombre de contrats : 16 426.

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT Juin dernier | OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier | OPTIONS DE VENTE Juin dernier | OPTIONS DE VENTE Sept. dernier |
|---|---|---|---|---|---|
| Bouygues | 680 | 15 | – | 38 | – |
| CGE | 600 | 30 | 43 | 15 | – |
| Elf-Aquitaine | 600 | 70 | – | 5 | – |
| Eurotunnel SA-PLC | 60 | 2,90 | 5,20 | – | 9 |
| Euro Disneyland SC | 110 | 2,60 | – | – | – |
| Havas | 1 500 | 212 | – | – | – |
| Lafarge-Coppée | 400 | 30 | – | 10,20 | 20 |
| Michelin | 140 | 7,50 | 14 | 7,50 | 12 |
| Midi | 1 400 | 65 | – | – | – |
| Paribas | 640 | 47 | – | 12 | – |
| Pernod-Ricard | 1 333 | 40 | – | – | – |
| Peugeot SA | 850 | 60 | – | 20,50 | – |
| Rhône-Poulenc CI | 400 | 8,50 | – | – | – |
| Saint-Gobain | 560 | 56 | 70 | 7,50 | – |
| Source Perrier | 1 600 | 175 | – | 40 | – |
| Société générale | 600 | 25 | 46 | 24 | – |
| Suez Financière | 400 | 17 | 31 | 18 | – |
| Thomson-CSF | 140 | 13 | 15 | 5,90 | – |

## MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 26 avril 1990

Nombre de contrats : 69 923.

| COURS | ÉCHÉANCES Juin 90 | ÉCHÉANCES Septembre 90 | ÉCHÉANCES Décembre 90 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 102,34 | 102,24 | 102,24 |
| Précédent | 102,24 | 102,16 | 102,12 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT Juin 90 | OPTIONS D'ACHAT Sept. 90 | OPTIONS DE VENTE Juin 90 | OPTIONS DE VENTE Sept. 90 |
|---|---|---|---|---|
| 102 | 0,93 | 1,59 | 0,52 | 1,35 |

## INDICES

### CHANGES

**Dollar : 5,63 F ⇒**

Le dollar s'inscrivait en légère hausse le vendredi 27 avril à Paris, s'échangeant à 5,63 F contre 5,6205 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs attendaient la publication, dans l'après-midi, des statistiques américaines de la croissance au premier trimestre.

| FRANCFORT | 26 avril | 27 avril |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,6835 | 1,6795 |
| **TOKYO** | **26 avril** | **27 avril** |
| Dollar (en yens) | 158,77 | [illegible] |

**MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)**

Paris (27 avril) ..... 9 11/16-9 13/16 %

New-York (26 avril) .. 8 3/16-8 1/4 %

### BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 29-12-89*)

| | 25 avril | 26 avril |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 102,3 | 101,5 |
| Valeurs étrangères | 91 | 90,6 |
| (SBF, *base 100 : 31-12-81*) | | |
| Indice général CAC | 553,02 | |
| (SBF, *base 1000 : 31-12-87*) | | |
| Indice CAC 40 | 2 091,57 | 2 072,16 |

NEW-YORK (*indice Dow Jones*)

| | | |
|---|---|---|
| Industrielles | 2 666,44 | 2 676,58 |

LONDRES (*indice « Financial Times »*)

| | | |
|---|---|---|
| Industrielles | 1 683,5 | 1 676,1 |
| Mines d'or | 223,1 | 218,2 |
| Fonds d'Etat | 74,94 | 74,61 |

TOKYO

| | 26 avril | 27 avril |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 29 424,58 | 29 584,80 |
| Indice général | 2 280,10 | 2 285,96 |

# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 26 AVRIL

Cours relevés à 19 h 19

### Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| 3785 | C.N.E 3% | 3680 | 3670 | 3661 | -0 52 |
| 1058 | B.N.P. T.P. | 1085 | 1085 | 1085 | .... |
| 1235 | C.C.F. T.P. | 1253 | 1235 | 1235 | -1 44 |
| 775 | CICA (M) | 781 | 785 | 785 | +0 51 |
| 1085 | Cr.Lyon. T.P. | 1086 | 1086 | 1086 | .... |
| 1780 | Renault T.P. | 1850 | 1860 | 1840 | -0 54 |
| 1990 | Rhone-Poul. T.P. | 1980 | 1980 | 1980 | .... |
| 1221 | Saint Gobain T.P. | 1230 | 1225 | 1222 | -0 65 |
| 1243 | Thomson T.P. | 1230 | 1202 | 1200 | -2 44 |
| 946 | ACCOR | 955 | 959 | 948 | -0 73 |
| 716 | Air Liquide | 725 | 720 | 709 | -2 21 |
| 1969 | Als.Superm. | 1980 | 1970 | 1970 | -0 51 |
| 595 | ALSPI | 588 | 580 | 588 | .... |
| 2500 | Arjom. Prioux | 2476 | 2480 | 2456 | -0 81 |
| 605 | [illegible] | 581 | 600 | 583 | +0 34 |
| 1030 | Av. Entrepr. | 1060 | 1055 | 1036 | -2 26 |
| 510 | Av. Dassault | 534 | 530 | 525 | -1 69 |
| 280 | Axa Midi Ass. | 298 | 298 | 290 | -2 70 |
| 355 | [illegible] | 360 | 362 | 356 | -1 11 |
| 335 | Bail Equipem. | 360 | 361 | 340 | -5 56 |
| 955 | Bail Investiss. | 955 | 955 | 954 | -0 10 |
| 660 | [illegible] | 630 | 640 | 639 | +1 43 |
| 690 | Bazar H.-V. | 700 | 701 | 720 | +2 86 |
| 860 | Beghin-Say | 860 | 878 | 862 | +0 23 |
| 1360 | Berger (M) | 1369 | 1369 | 1369 | .... |
| 640 | Bic | 640 | 636 | 639 | -0 16 |
| 960 | B.I.P. | 960 | 960 | 960 | .... |
| 655 | BIS | 674 | 675 | 671 | -0 45 |
| 425 | BNP (CI) | 442 | 441 80 | 438 | -0 90 |
| 930 | [illegible] | 979 | 965 | 969 | -1 02 |
| 3080 | [illegible] | 3275 | 3290 | 3225 | -1 53 |
| 1000 | Bon-Marché | 1034 | 1044 | 1048 | +1 35 |
| 670 | [illegible] | 665 | 669 | 659 | -0 90 |
| 169 | BP France | 170 | 171 | 170 | .... |
| 835 | BSN | 824 | 824 | 810 | -1 70 |
| 530 | Cap Gem.S. | 531 | 522 | 530 | -0 19 |
| 3500 | [illegible] | 3513 | 3450 | 3430 | -0 87 |

### COMPTANT (sélection)

### SICAV (sélection) 25/4

### Cote des Changes

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 26/4 | COURS DES BILLETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis (1 usd) | 5 692 | 5 620 | 5 350 | 5 900 |
| Ecu | 6 864 | 6 861 | .... | .... |
| Allemagne (100 dm) | 335 420 | 335 410 | 345 500 | 345 500 |
| Belgique (100 F) | 16 250 | 16 248 | 16 800 | 16 800 |
| Pays-Bas (100 fl) | .... | .... | 308 | 308 |
| Italie (1000 lires) | 4 577 | 4 574 | 4 850 | 4 850 |
| Danemark (100 krd) | 88 200 | 88 140 | 82 | 92 |
| Gde-Bretagne (1 L) | .... | .... | 9 800 | 9 700 |
| Grèce (100 drachmes) | 3 441 | 3 428 | 4 050 | 4 050 |
| Suisse (100 f) | 383 710 | 385 460 | 394 | 395 |
| Suède (100 krs) | .... | .... | 97 | 98 |
| Norvège (100 k) | 86 630 | 86 270 | 91 | 90 |
| Autriche (100 sch) | 47 880 | 47 880 | 48 500 | 49 500 |
| Espagne (100 pes) | 5 317 | 5 311 | 5 650 | 5 650 |
| Portugal (100 esc) | 3 793 | 3 785 | 4 350 | 4 350 |
| Canada (1 $ can) | 4 894 | 4 841 | 5 130 | 5 100 |
| Japon (100 yens) | 3 572 | 3 540 | 3 660 | 3 660 |

### Marché libre de L'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 26/4 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 68700 | 67350 |
| Or fin (en lingot) | 68700 | 67350 |
| Napoléon (20f) | 404 | 399 |
| Pièce Fr (10 f) | 395 | 410 |
| Pièce Suisse (20 f) | 438 | 429 |
| Pièce Latine (20 f) | 392 | 395 |
| Souverain | 505 | 503 |
| Pièce 20 dollars | 2355 | 2370 |
| Pièce 10 dollars | 1350 | 1320 |
| Pièce 5 dollars | 850 | 840 |
| Pièce 50 pesos | 2650 | 2605 |
| Pièce 10 florins | 411 | 401 |



c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

ETATS-UNIS

# Le Pentagone réduirait de moitié les commandes de bombardiers « furtifs »

En proie, ces derniers mois, à de nombreuses pressions du Congrès pour réduire les dépenses de son département en raison des bouleversements à l'Est, le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a proposé, jeudi 26 avril, d'importantes réductions dans les programmes d'équipements aéronautiques du Pentagone. Ces propositions permettraient d'économiser 2,41 milliards de dollars pour l'année fiscale 1991 et 34,8 milliards d'ici 1997. Selon un communiqué rendu public, jeudi, par le Pentagone le nombre de bombardiers *« furtifs »* B-2, ces bombardiers les plus chers jamais fabriqués qui échappent à la détection radar, demandés par l'US Air Force sera ramené de 132 à 75. Le Pentagone se propose également de réduire considérablement les achats d'avions de transport de troupes C-17 et de chasseurs A-12 destinés à la marine.

*« L'Otan fait face à un moins grand nombre d'avions ennemis et à une menace réduite au sol »*, a souligné M. Cheney, lors de son intervention devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants, avant d'ajouter : *« on s'attend que les soviétiques modernisent leurs forces aeriennes de défense y compris leurs forces nucléaires stratégiques »*. Ce réexamen des achats du Pentagone est annoncé au lendemain d'une proposition de réduction sensible des effectifs de l'armée de terre, qui seraient diminués d'environ un tiers au cours des cinq prochaines années.

Par ailleurs, M. Edward Rowny, l'un des principaux spécialistes de l'administration Bush pour la négociations des traités Start (sur la limitation des missiles nucléaires de longue portée) a donné sa démission, jeudi à Washington. Il semblerait que M. Rowny, qui quittera son poste le 30 juin, ait été en désaccord avec la volonté manifeste du secrétaire d'Etat James Baker d' *« accélerer »* les négociations.- *(AFP*

## « Le Monde » à 5 F à partir du 3 mai

Depuis cinq ans, *le Monde*, soucieux de rester abordable, en particulier pour les jeunes qui constituent une part importante de son lectorat, n'a pas modifié son prix de vente au numéro. Les exigences d'une bonne gestion et le souci de maintenir un équilibre entre les recettes venant de la publicité et celles issues de la diffusion nous conduisent à porter notre prix de vente du lundi au vendredi (numéros datés du mardi au samedi) à 5 F à compter de mercredi prochain (numéro daté jeudi 3 mai). Cette hausse de 11,1 % reste très inférieure à celle de l'indice des prix à la consommation durant la même période (17,1 %).

Le prix du journal daté dimanche-lundi reste inchangé à 6 F. Les tarifs d'abonnement ne sont pas, non plus, modifiés pour le moment.

CHINE

# Les médias ont accordé peu d'importance à la visite de M. Li Peng à Moscou

PÉKIN

*de notre correspondant*

Le résultat probablement le plus important, pour ce qui concerne la Chine, de cette visite dénuée de chaleur aura été de contraindre le chef du gouvernement chinois à faire passer les réalités concrètes du voisinage avec l'URSS devant les divergences idéologiques ou les méthodes de gouvernement. Les Occidentaux, qui redoutaient la résurrection d'une alliance sino-soviétique militante, devraient être rassurés sur ce point.

Il n'est donc pas étonnant que les médias chinois aient accordé à ce séjour bien moins d'importance qu'au voyage du secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, en Corée du Nord en mars. Le bilan publié vendredi sur les conversations *« amicales, franches et concrètes »* de M. Li Peng à Moscou entérine simplement la volonté des deux pays de maintenir leurs rapports à un niveau pragmatique, sans éclat ni écart de langage, symbolisé par les six accords signés pendant la visite.

Les conversations ne semblent pas avoir donné lieu à un quelconque progrès sur le règlement de la crise cambodgienne. Pékin et Moscou se sont d'autre part déclarés partisans d'un dialogue inter-coréen visant à *« créer les conditions d'une réunification pacifique »* de la péninsule.

Aucun détail n'a été fourni sur les conversations au sujet de la région instable du Xinjiang, frontalière de l'URSS, dont le gouverneur accompagnait M. Li Peng. Par contre, le bilan chinois souligne que Moscou a réitéré, à la demande de Pékin, son engagement de considérer Taïwan comme une province de la République populaire – promesse qui suffit à trahir les doutes entretenus par Pékin sur la bonne foi soviétique. Au début d'avril, un journaliste soviétique a effectué un reportage à Taïwan à l'invitation des autorités nationalistes. Il a bénéficié à cette occasion d'une large publicité dans les médias locaux.

F. D.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

# 7, rue des Italiens

Ça y est, là, maintenant, on s'en va. On quitte la rue des Italiens. Moi qui jubilais, ras-le-bol de mon placard à balai, brusquement toute la poussière accumulée entre ces vieux murs jaunis, noircis, imprégnés de nos efforts, de nos angoisses, de nos bagarres, de nos soucis, m'a enveloppée d'un nuage de nostalgie. Je suis allée, ce matin, à la conférence, la dernière, dans le bureau de Beuve-Méry, meublé façon notaire de province, désuet, râpé, avec sa vieille horloge rococo héritée du *Temps*, si somptueux pourtant, si grand à mes yeux éblouis de jeune stagiaire admise pour la première fois dans le saint des saints. Et le cafard m'a prise. La boule. Une boule, une houle de souvenirs.

La chambre-bureau minuscule d'Olivier Merlin, mon chef, mon mentor, avec son lit de camp et son sac de sport. Ses trois coups de sonnette destinés à César, le garçon d'étage, le factotum, la légende du journal, signe, ô joie, que nos papiers, à Christine de Rivoyre, à Raymond Marcillac et à moi n'iraient pas à la corbeille, mais à la composition.

On y descendait, nous aussi, relire les morasses humides encore, fraîchement décollées des galées de plomb. On reprenait en chœur le fameux *A la...* A la santé de tel ou tel ouvrier du Livre à l'heure du pot « sans eau, sans eau, sans eau » donné à l'occasion d'un départ, d'une arrivée, d'un anniversaire ou d'un tiercé gagnant. Et l'on guettait, en remontant sur le pont, le roulement des rotatives qui faisait vibrer les coursives, promesse de voir notre petit navire quitter le port sans retard.

Et la cantine. La cantine-déjeuner, œuf mayonnaise, sardine-beurre, poulet-frites. La cantine-assemblée, vote de motions, ordre du jour, adoption de rapports. Et l'ascenseur avec ses petites annonces manuscrites : moto à vendre, appart à louer, trois jours à Venise, portefeuille paumé... Avec ses caprices, ses humeurs : C'est pas parce que tu me sonnes que je vais m'arrêter au quatrième, t'as qu'à me rejoindre au premier, eh connard ! Et les bistros du quartier. Et Maurice. Et mon fauteuil troué.

Elle était moche, notre maison, elle était sale, elle était fatiguée, elle avait l'air de sortir d'une page de Dickens, mais elle avait une âme, notre âme... Pourvu qu'on ne l'y ait pas laissée !

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 avril

### Nouveau fléchissement

Une timide reprise enregistrée vendredi matin à l'ouverture ne tient pas. L'avance prise (+0,37 %) est rapidement reperdue et vers 11 heures , l'indice CAC-40 s'oriente à la baisse (-0,33 %) .

Progrès de Sogenal, CNE3 %, Galeries Lafayette, BHV, CCF tp, Avions Dassault, Péchiney cip Majorette, MMB, Bon Marché et Bis.

Repli d'Eurocom, Cofimeg, UFB Locabail, BIP, Vallourec, Sogerap, Club Méditerranée, Locafrance, Compagnie Bancaire, CCF Roussel-Uclaf SAT, Moulinex.

VOILE : après plus de deux années de procédure

## L'América aux Américains

En septembre 1988, en baie de San-Diego (E-U), le catamaran américain barré par Dennis Conner dominait le grand monocoque néo-zélandais de Michael Fay et remportait la septième édition de l'une des plus anciennes épreuves sportives, la Coupe de l'America. Mais il aura fallu attendre près de trois ans avant que la victoire sur la mer soit reconnue par les tribunaux. Près de trois années de procés et de conflits juridiques, au cours desquelles les deux parties et les juges ont interprété le « Deed of Gift », l'acte de donation de la « Cup », établi en 1887.

Par 5 voix contre 2, la cour d'appel de l'Etat de New-York a attribué définitivement, jeudi 26 avril, la Coupe au San-Diego Yacht Club. La bataille dans les prétoires étant terminée, une nouvelle épreuve sportive pourra avoir lieu. Le club américain a annoncé qu'il défendrait sa « Cup » dans la baie de San-Diego en mai 1992.

## M. Nicolas Sarkozy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* » dimanche 29 avril de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Sarkozy, maire de Neuilly, député RPR des Hauts-de-Seine, répondra aux questions d'Olivier Biffaud et de Thierry Bréhier, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Christian Ménanteau.

□ **TUNISIE : appel après l'arrestation d'un mathématicien.** – Le Comité des mathématiciens, dont est membre le professeur Laurent Schwartz, se dit *« vivement préoccupé »*, dans un communiqué, par le sort du mathématicien tunisien Moncef Ben Salem . Arrêté à la fin du règne de Bourguiba, il avait été ensuite amnistié puis libéré. Privé de son salaire, il a été révoqué de son poste de professeur à l'université de Sfax et vient d'être de nouveau arrêté et transféré à Tunis.

# L'ESSENTIEL


SECTION A

*Le sommet franco-allemand*
L'harmonie retrouvée ........ 2-3

*Le sommet européen de Dublin*
Les Douze sur la voie de l'union politique ........ 3

*Le statut de Renault à l'Assemblée nationale*
Les députés communistes jouent la montre ........ 8

*La chronique de Philippe Boucher* ........ 10

*L'INA après 24 jours de grève*
Un conflit salarial paralyse l'Institut national de l'audiovisuel. Son personnel s'interroge sur la place de l'INA dans le service public ........ 12

SECTION B

*Le congrès de SOS racisme* ........ 13

*Un syndicat unique de policiers en tenue*
La FASP vient de créer un syndicat unifié qui regrpupe 30 000 gardiens et gradés de Paris, de province et des CRS ........ 14

*Dora, camp de concentration oublié*
La journée nationale du souvenir de la déportation, dimanche, est l'occasion pour les survivants du camp de Dora, oubliés de tous, de témoigner ........ 14

*« Zazou » à Chaillot*
Ils swinguaient pendant l'occupation, résistaient à l'ordre moral par l'humour, et à la pénurie de tissu par l'extravagance vestimentaire. Les Zazous sont revenus à Chaillot grâce à Jérôme Savary ........ 15

*Hommage à Gilles Caron*
Un grand reporter, Gilles Caron, expose ses photos au musée de l'Élysée à Lausanne. Toute une vie en un voyage vertigineux. ........ 16

SANS VISA

*Pétra, cité idéale des Nabatéens*
• Escales • La table • Jeux
pages 17 à 21

SECTION C

*Fin de partie à LVMH*
M. Bernard Arnault reste le seul dirigeant du groupe. ........ 27

*Nouvelle baisse des taux de la Banque de France*
Une conséquence de la bonne tenue du franc. ........ 27

*Aggravation du chômage*
Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,4 % en mars. ........ 27

*L'archaïsme de l'administration*
Un rapport au ministre de l'économie dénonce les modes de gestion de l'administration. ........ 29

*La SNCF augmente ses tarifs*
Une hausse de 3 % à partir du 18 mai. ........ 29

*Accord des Douze sur les prix agricoles*
Hausses de 2 à 4 % pour la prochaine campagne. ........ 29

*Services*

| | |
|---|---|
| Abonnements | 2 |
| Annonces classées | 30 |
| Carnet | 24 |
| Jeux | 20 |
| Loto | 24 |
| Marchés financiers | 36-37 |
| Météorologie | 24 |
| Philatélie | 24 |
| Radio-Télévision | 25 |
| Services ouverts le 1er mai | 24 |
| Spectacles | 22 |


La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 avril 1990 a été tiré à 540 727 exemplaires.



Jérusalem : la colère des chrétiens